

Métropole de Lyon

Archives du Grand Lyon

ARCHIVES DES SERVICES EN CHARGE DU PILOTAGE ET DU CONTRÔLE DE GESTION INTERNE ET EXTERNE

1960-2019



Répertoire méthodique détaillé

2020

Répertoire méthodique détaillé établi par

l'unité archives

de la Métropole de Lyon.

Lyon

6ème édition – Septembre 2020

N° de réf. de l'instrument de recherche : 0001IR030

Illustration de couverture : Logos d'organismes contrôlés au titre des gestions externes.

Table des matières

INTRODUCTION	13
CONTEXTE GENERAL.....	14
PRESENTATION DU SERVICE PRODUCTEUR	15
PRESENTATION DU FONDS	17
Intérêt du fonds	17
Classement	17
Tris et éliminations	18
Accroissement.....	18
Conditions d'accès et d'exploitation.....	18
Langues et écritures	18
BIBLIOGRAPHIE INDICATIVE	19
SOURCES COMPLEMENTAIRES	19
REPertoire	20
I. Entités dédiées au pilotage et au contrôle de gestion interne et de gestions externes, fonctionnement.....	21
I.1. Direction de l'évaluation et de la performance (DEP)	21
I.1.1. Fonctionnement.....	21
I.1.2. Pilotage	22
II. Contrôle de gestion interne, pilotage et évaluation	24
II.1. Audits et conseils internes	24
II.1.1. Prestations assurées en interne	24
II.1.2. Prestations mixtes	27
II.1.3. Prestations confiées à un bureau d'études externe, suivi	27
II.2. Démarches fédérales et pilotage interne	28
II.2.1. Pilotage	28
II.2.2. Délégations et direction	29
II.2.2.1. Contrats d'objectifs et de moyens.....	29
II.2.2.2. Comptabilité analytique	30
II.3. Évaluation	30
II.4. Communication	30
II.4.1. Communication réalisée par la DEP	30
II.4.2. Trophée de la performance	30
II.4.3. Petit-déjeuner de la performance.....	31
II.5. Formations réalisées par la DEP	31
III. Gestions externes.....	32
III.1. Pilotage	32
III.1.1. Instances	32
III.1.2. Suivi annuel.....	32
III.1.3. Documents supports et méthodologiques	33
III.2. Mode de gestion et procédure de passation, choix	33
III.2.1. Abattoir, développement de l'industrie de la viande	33
III.2.2. Aéroport, gestion des boutiques duty free	34
III.2.3. Boulevard périphérique nord de Lyon (BPNL), exploitation de l'équipement.....	34
III.2.4. Centre des Congrès de la Cité Internationale	38
III.2.4.1. Centre des Congrès de la Cité Internationale, gestion et exploitation	38
III.2.4.2. Centre des Congrès de la Cité Internationale et Eurexpo	39
III.2.5. Cimetières communautaires de Bron-Parilly et Rillieux-la-Pape et Crématorium de Bron, gestion.....	40
III.2.6. Cité Internationale de la Gastronomie de Lyon	40
III.2.7. Déchets, gestion.....	42
III.2.8. Eau potable, distribution pour les communes de Givors et de Grigny	42

III.2.9. Eau potable, production et distribution	43
III.2.10. Eau potable, production et distribution sur le territoire communautaire, hors les communes de Marcy-L'étoile, Solaize, La Tour-de-Salvagny et Lissieu	43
III.2.11. Fourrières, mise en place d'une fourrière communautaire	44
III.2.12. Golf de Chassieu	44
III.2.13. Informatique et télécommunication, mise en œuvre d'un réseau métropolitain de télécommunication (RMT)	46
III.2.14. Maison des écotechnologies, gestion et animation	46
III.2.15. Parc de stationnement.....	47
III.2.15.1. LYON 1ER - Parc de stationnement du Clos Saint Benoît	47
III.2.15.2. LYON 1 ER – Parc de stationnement Hôtel de ville	47
III.2.15.3. LYON 1ER – Parc de stationnement Opéra place Tolozan.....	48
III.2.15.4. LYON 1ER – Parc de stationnement Pentes de la Croix Rousse.....	48
III.2.15.5. LYON 1ER – Parc de stationnement Rozier	48
III.2.15.6. LYON 1ER – Parc de stationnement Tables Claudiennes	49
III.2.15.7. LYON 1ER – Parc de stationnement Terreaux	50
III.2.15.8. LYON 2ÈME – Parc de stationnement Antonin Poncet.....	50
III.2.15.9. LYON 2ÈME – Parc de stationnement Perrache Sud.....	51
III.2.15.10. LYON 2ÈME – Parc de stationnement Saint-Antoine	51
III.2.15.11. LYON 2EME, 3EME – Parc de stationnement Perrache et Villette	52
III.2.15.12. LYON 2ÈME, 5ÈME – Parc de stationnement Saint-Antoine et Saint-Jean	52
III.2.15.13. LYON 3ÈME – Parc de stationnement la Fosse aux Ours	53
III.2.15.14. LYON 3ÈME – Parc de stationnement Part-Dieu Centre commercial	53
III.2.15.15. LYON 4ÈME – Parc de stationnement du Gros Caillou	54
III.2.15.16. LYON 5ÈME – Parc de stationnement Saint-Jean.....	55
III.2.15.17. LYON 5ÈME – Parc de stationnement Saint-Just.....	56
III.2.15.18. LYON 6ÈME – Parc de stationnement Brotteaux	56
III.2.15.19. LYON 6ÈME – Parc de stationnement Cité internationale P2 sous la Salle 3000	56
III.2.15.20. LYON 6ÈME – Parc de stationnement Franklin Roosevelt	57
III.2.15.21. LYON 6ÈME – Parc de stationnement Lyautey	57
III.2.15.22 LYON 6ÈME – Parc de stationnement Vendôme	57
III.2.15.23. LYON 9EME – Parc de stationnement usine Seutet.....	58
III.2.15.24. OULLINS – Parc de stationnement Bertholey.....	58
III.2.15.25. VILLEURBANNE - Parc de stationnement Lazare Goujon.....	58
III.2.16. Réhabilitation du patrimoine public, projet de création d'une société publique locale (SPL) OSER.....	58
III.2.17. Réseau d'initiative publique à très haut débit (RIP THD), conception, réalisation, financement, exploitation et commercialisation.....	59
III.2.18. Réseaux de chaleur et de froid urbains	62
III.2.19. Réseaux de chaleur urbains, production et distribution pour le quartier Carré de Soie	63
III.2.20. Réseaux de chaleur et de froid urbains Centre Métropole	64
III.2.21. Restauration scolaire au sein de certains collèges publics métropolitains, exploitation	65
III.2.22. Rhônexpress, Liaison Express Lyon Saint-Exupéry (projet LESLYS)	67
III.2.23. Station d'épuration de Saint-Fons, rénovation et exploitation.....	69
III.2.24. Tronçon ouest du périphérique (TOP), conception construction entretien et exploitation.....	70
III.3. Délégations de service public, suivi et contrôle.....	70
III.3.1. Blue Green de Lyon Chassieu, réalisation et exploitation d'un complexe golfique sur la commune de Chassieu	70
III.3.2. Campenon Bernard Régions (société). - LYON 3EME, parc de stationnement Gambetta	71
III.3.3. Chaud et froid urbains, conventions avec les villes	71

III.3.4. CISE (Compagnie internationale de services et d'environnement), gestion du crématorium de Bron et des parcs cimetières communautaires de Bron-Parilly et de Rillieux-la-Pape.....	72
III.3.5. Compagnie générale des eaux (CGE).....	72
III.3.6. Compagnie générale des eaux (CGE), Société de distributions d'eaux intercommunales (SDEI) - Gestion du réseau d'assainissement de la commune de Givors	74
III.3.7. Compagnie générale des eaux (CGE), Société de distributions d'eaux intercommunales (SDEI), Société d'exploitation de réseaux d'eau potable intercommunaux (SEREPI)	75
III.3.8. Compagnie générale des eaux (CGE), VEOLIA – Distribution d'eau potable du Grand Lyon	75
III.3.9. Compagnie générale des eaux (CGE), VEOLIA - Exploitation de l'usine de traitement d'eau potable de la Pape usine de secours	76
III.3.10. ELVYA (entreprise DALKIA)	76
III.3.11. Européenne de stationnement SNC	77
III.3.11.1. LYON 7ÈME, parc de stationnement des Berges du Rhône.....	77
III.3.12. Garage Bellecour (société), délégation de service public.....	78
III.3.12.1. LYON 1 ^{ER} - Parc de stationnement Rozier.....	78
III.3.13. GL Events Centre Congrès Lyon (GLECCCL), exploitation du Centre des Congrès de la Cité Internationale.....	79
III.3.14. Groupement rhodanien d'épuration (GRE), rénovation et exploitation de la station d'épuration de Saint Fons.....	80
III.3.15. Lyonnaise des eaux, distribution publique d'eau potable des communes de Givors et de Grigny	81
III.3.16. Lyonnaise des eaux, Société de distribution d'eaux intercommunales (SDEI) - Distribution publique d'eau potable des communes de Givors et de Grigny.....	81
III.3.17. Lyonnaise des eaux, Veolia	81
III.3.18. Lyon Parc Auto (LPA), délégation de service public	82
III.3.18.1. LYON 1ER - Parc de stationnement Hôtel de ville.....	84
III.3.18.2. LYON 1ER – Parc de stationnement Rozier	85
III.3.18.3. LYON 1ER – Parc de stationnement Tables Claudiennes	85
III.3.18.4. LYON 1ER – Parc de stationnement Terreaux	86
III.3.18.5. LYON 2ÈME – Parc de stationnement Antonin Poncet.....	86
III.3.18.6. LYON 2ÈME – Parc de stationnement Bourse	87
III.3.18.7. LYON 2ÈME – Parc de stationnement Cordeliers	87
III.3.18.8. LYON 2ÈME – Parc de stationnement Les Célestins	87
III.3.18.9. LYON 2ÈME – Parc de stationnement Perrache	88
III.3.18.10. LYON 2ÈME – Parc de stationnement République.....	88
III.3.18.11. LYON 2ÈME – Parc de stationnement Saint-Antoine	89
III.3.18.12. LYON 2ÈME, 3ÈME – Parc de stationnement Perrache et Vilette	89
III.3.18.13. LYON 3ÈME – Parc de stationnement la Fosse aux Ours	90
III.3.18.14. LYON 3ÈME – Parc de stationnement des Halles	90
III.3.18.15. LYON 3ÈME – Parc de stationnement Part-Dieu Centre commercial	90
III.3.18.16. LYON 3ÈME – Parc de stationnement Parc-Dieu Gare, place de Francfort....	91
III.3.18.17. LYON 3ÈME – Parc de stationnement Vilette	92
III.3.18.18. LYON 4ÈME – Parc de stationnement Croix-Rousse	92
III.3.18.19. LYON 4ÈME – Parc de stationnement du Gros Caillou	92
III.3.18.20. LYON 5ÈME – Parc de stationnement Romain Rolland	93
III.3.18.21. LYON 5ÈME – Parc de stationnement Saint-Georges.....	93
III.3.18.22. LYON 5ÈME – Parc de stationnement Saint-Jean.....	94
III.3.18.23. LYON 5ÈME – Parc de stationnement Saint-Just.....	94
III.3.18.24. LYON 6ÈME – Parc de stationnement Cité internationale P2 sous la Salle 3000	95
III.3.18.25. LYON 6ÈME – Parc de stationnement Lyautey / Morand	95
III.3.18.26. LYON 6ÈME – Parc de stationnement Vendôme	95
III.3.18.27. LYON 7ÈME – Parc de stationnement Berthelot	96
III.3.18.28. LYON 9ÈME – Parc de stationnement du Quai Arloing	96

III.3.18.29. VILLEURBANNE - Parc de stationnement Hôtel de ville.....	96
III.3.19. Omniparc (société)	97
III.3.19.1. LYON 2EME - Parc de stationnement Perrache Archives la Confluence (ou parc de stationnement Perrache sud)	97
III.3.19.2. LYON 6EME - Parc de stationnement Brotteaux	97
III.3.20. OPENLY (Opérateur du périphérique nord de Lyon)	98
III.3.21. Productions et distributions thermiques (Prodith).....	98
III.3.22. SAUR, distribution d'eau potable pour les communes de Givors et de Grigny	104
III.3.23. SAUR, gestion du crématorium de Bron et des parcs cimetières communautaires de Bron-Parilly et de Rillieux-la-Pape	105
III.3.24. SECIL (société anonyme), exploitation du palais des congrès de Lyon	105
III.3.25. Société concessionnaire du boulevard périphérique nord de Lyon (SCBPNL)	106
III.3.26. Société d'économie mixte (SEM) pour la gestion du marché d'intérêt national de Lyon (SOGELY)	107
III.3.27. Société d'exploitation de réseaux d'eau potable intercommunaux (SEREPI).....	108
III.3.28. Société de construction et d'exploitation du parking Récamier	109
III.3.28.1. LYON 6EME – Parc de stationnement Juliette Récamier	109
III.3.29. Société de distributions d'eaux intercommunales (SDEI).....	109
III.3.30. Société de distributions d'eaux intercommunales (SDEI) - Distribution publique d'eau potable des communes de Givors et de Grigny	111
III.3.31. Société nantaise des Eaux Services, affermage de la station d'épuration du Semanet dans la commune de Lissieu	111
III.3.32. Syndicat mixte des transports du Rhône et de l'agglomération lyonnaise (SYTRAL)	112
III.3.32.1. Délégation de service public pour la gestion des transports	112
III.3.32.2. Délégation de service public pour la gestion du réseau OPTIBUS.....	120
III.3.32.3. Délégation de service public Transports en commun lyonnais (TCL).....	120
III.3.33. Valorisation thermique des déchets urbains de Lyon Nord (VALORLY).....	121
III.3.34. Vinci Park (société), délégation de service public	125
III.3.34.1. LYON 2ÈME, parc de stationnement Bellecour	125
III.3.34.2. LYON 6ÈME - Parc de stationnement Cité internationale P1.....	126
III.4. Organismes externes partenaires, suivi et contrôle	126
III.4.1. ACOUCITE	126
III.4.2. ADEF Résidence	127
III.4.3. Adoma	127
III.4.4. AFIGEO	127
III.4.5. Agence d'urbanisme (URBALYON)	128
III.4.6. Agence départementale de l'information sur le logement du Rhône (ADIL 69)	133
III.4.7. Agence des villes.....	133
III.4.8. Agence du médicament.....	134
III.4.9. Agence locale de l'énergie (ALE) de l'agglomération lyonnaise	134
III.4.10. Agence pour le développement économique de la région lyonnaise (ADERLY) ...	135
III.4.11. Agence régionale du numérique	137
III.4.12. Agence Rhône Alpes pour le développement des technologies médicales et des biotechnologies (ARTEB)	137
III.4.13. Ain Habitat.....	138
III.4.14. ALFA 3A.....	138
III.4.15. Alliade Habitat	138
III.4.16. AMALLIA	139
III.4.17. Amicale des sapeurs-pompiers volontaires.....	139
III.4.18. Amitié des personnels communautaires et municipaux (APCM)	139
III.4.19. Association Accolade.....	140
III.4.20. Association Adélaïde Pérrin et ateliers	140
III.4.21. Association APADE	141
III.4.22. Association Chant Choral et Musique Sacrée	141
III.4.23. Association d'éducation scolaire Fénelon – La Trinité	141
III.4.24. Association d'entraides aux isolés	141

III.4.25. Association de gestion de la Providence Saint Bruno	141
III.4.26. Association de gestion de la Résidence des Landiers	142
III.4.27. Association de l'Amicale des Personnels Métropolitains et Municipaux (APMM) ..	142
III.4.28. Association de l'Union Française des Associations Sportives des Employés Communautaires (UFASEC)	142
III.4.29. Association de la Maison de retraite protestante DETHEL.....	144
III.4.30. Association départementale d'Aide à l'Enfance et à l'Adolescence (ADEAR)	144
III.4.31. Association départementale pour la régulation des urgences médicales du Rhône (ADREMUR).....	144
III.4.32. Association des agents retraités de la ville de Lyon, de la Communauté urbaine de Lyon et des retraités sapeurs-pompiers professionnels du Grand Lyon (ARLYCO).....	145
III.4.33. Association des agents retraités de la Ville de Lyon et de la Métropole (ARLYMET)	145
III.4.34. Association des fondateurs et protecteurs de l'Institut catholique de Lyon (AFPICL), implantation de l'Université catholique de Lyon place Carnot Lyon 2ème.....	146
III.4.35. Association des restaurants des services de secours et lutte contre l'incendie de la Communauté urbaine de Lyon	146
III.4.36. Association Dorothee Petit	147
III.4.37. Association du Rhône pour l'Hygiène Mentale (ARHM).....	147
III.4.38. Association école de Fromente.....	147
III.4.39. Association Europe Info	147
III.4.40. Association familiale Saint Thomas d'Aquin.....	148
III.4.41. Association fédération du Rhône du Secours Populaire Français.....	148
III.4.42. Association foyer Clairefontaine des sourds adultes.....	148
III.4.43. Association GRIM.....	149
III.4.44. Association Handicap International.....	149
III.4.45. Association internationale des maires et responsables des capitales et métropoles partiellement ou entièrement francophones (AIMF).....	149
III.4.46. Association Jeanne de Lestonnac	150
III.4.47. Association La Pierre Angulaire.....	150
III.4.48. Association Le Ludopole.....	150
III.4.49. Association les Eco-maires (association des maires pour l'environnement et le développement)	151
III.4.50 Association Lyon infocité – Lyon Games	151
III.4.51. Association lyonnaise de Gestion d'Établissements privés pour enfants déficients (ALGED)	152
III.4.52. Association nationale des sous-officiers de réserve de l'armée de l'air (ANSORRA)	152
III.4.53. Association organisation pour la santé et pour l'accueil (ORSAC).....	153
III.4.54. Association Présence et Actions avec les Personnes Âgées de la ville de Lyon (PAPAVL).....	153
III.4.55. Association régionale des infirmes moteurs cérébraux	153
III.4.56. Association Saint Marc	153
III.4.57. Association scolaire La Favorite Sainte Thérèse	154
III.4.58. Association sportive des sapeurs-pompiers (ASSP).....	154
III.4.59. Association syndicale des propriétaires de l'ensemble de Vénissieux les Minguettes (ASPEVM).....	154
III.4.60. Association Valentin Haüy	155
III.4.61. ASVEL Lyon Villeurbanne	155
III.4.62. Banque alimentaire du Rhône	156
III.4.63. Bonnefoy (société anonyme), exploitation des carrières de Courzieu.....	156
III.4.64. Caisse d'épargne Rhône Alpes concernant le Prêt Social Location Accession (PSLA) Rillieux Marquises.....	157
III.4.65. Centre Gallieni.....	157
III.4.66. Centre gérontologique de coordination médico-sociale (CGCMS).....	157
III.4.67. Centre hospitalier gériatrique du Mont d'Or	157
III.4.68. Centre hospitalier Saint Jean de Dieu.....	158

III.4.69. Centre régional d'information pour l'agir solidaire (CRIAS) Mieux Vivre.....	158
III.4.70. Centre socio-culturel du point du jour	158
III.4.71. Coopération pour le développement et l'amélioration des transports urbains et périurbains (CODATU)	159
III.4.72. Collet - Geteba, construction aménagement et exploitation de la déchetterie de Pierre-Bénite	159
III.4.73. Comité d'actions sociales et culturelles du département du Rhône (CASC du Rhône)	159
III.4.74. Comité d'entraide aux Français rapatriés (CEFR).....	160
III.4.75. Comité de la foire de Lyon (COFIL)	160
III.4.76. Comité pour le contrôle de la pollution atmosphérique dans le Rhône et la région lyonnaise (COPARLY).....	162
III.4.77. Comité social du personnel de la Communauté urbaine (COS).....	163
III.4.78. Compagnie européenne pour le développement de l'industrie des viandes (CEDIV)	166
III.4.79. Complexe international du bétail et des viandes de Lyon (CIBEVIAL)	167
III.4.80. Conservatoire de Lyon.....	171
III.4.81. Croix-Rouge française, aide exceptionnelle aux victimes du séisme en Turquie, construction d'un groupe scolaire dans le canton d'Akyazi, province de Sakarya (Turquie)	172
III.4.82. Decaux (société), construction et exploitation d'abris publicitaires	172
III.4.83. Domalteri	173
III.4.84. École d'ingénieur en Chimie et Sciences du Numérique (CPE Lyon).....	173
III.4.85. École inter régionale de sapeurs-pompiers de Lyon (EISP).....	173
III.4.86. École santé sociale sud-est (ESSE)	173
III.4.87. Éducation et joie	173
III.4.88. EHPAD Accueil des Buers.....	174
III.4.89. EHPAD Saint Camille	174
III.4.90. Entente interdépartementale pour la démostification (EID) AIN-ISERE-SAVOIE	174
III.4.91. Établissement public national d'aménagement et de restructuration des espaces commerciaux et artisanaux (EPARECA)	175
III.4.92. Fédération mondiale des Cités unies (FMCU)	175
III.4.93. Fondation AJD Maurice Gounon.....	176
III.4.94. Fondation ECAM	176
II.4.95. Fondation du Prado	176
III.4.96. Fondation pour la Caisse d'Épargne (devenue Fondation Partage et Vie).....	177
III.4.97. Foyer Notre-Dame des sans-abris (FNDSA).....	177
III.4.98. Foyer résidence rhodanien des aveugles	178
III.4.99. Grand Lyon Habitat	178
III.4.100. Groupement rhodanien d'épuration (GRE), rénovation et exploitation de la station d'épuration de Saint-Fons	180
III.4.101. HESTIA	180
III.4.102. Hôpital de Fourvière	181
III.4.103. Hôpital de Sainte Foy-lès-Lyon.....	181
III.4.104. ICF Habitat Sud Est Méditerranée	181
III.4.105. Immobilière Rhône Alpes.....	182
III.4.106. Innovation urbaine et le développement local (INUDEL) (association régionale Rhône-Alpes)	182
III.4.107. Innovation urbaine et développement local (INUDEL), gestion du centre de ressources et d'échanges pour le développement social urbain (CR DSU Rhône Alpes) ..	182
III.4.108. Institut Aspen France.....	183
III.4.109 Institut de l'Euro.....	183
III.4.110. Institution Saint Joseph.....	184
III.4.111. La Gourguillonaise.....	184
III.4.112. Le village vertical de Villeurbanne.....	185
III.4.113. Les Enfants du Rhône	186

III.4.114. Lorys (société), conception construction entretien et exploitation du tronçon ouest du périphérique (TOP).....	186
III.4.115. Lyon Olympique Universitaire Rugby Club (LOU Rugby club)	186
III.4.116. Lyon Sport métropole (anciennement ASCUL Association sportive des employés de la ville de Lyon et de la communauté urbaine de Lyon)	187
III.4.117. Lyon trafic gestion (LTG)	188
III.4.118. Maison des aveugles	189
III.4.119. Maison rhodanienne de l'environnement (MRE)	189
III.4.120. MAJO Logement.....	190
III.4.121. Métropolis.....	190
III.4.122. Musée des sapeurs-pompiers du Grand Lyon	190
III.4.123. Musée urbain Tony Garnier	191
III.4.124. Office du tourisme	191
III.4.124.1. Office du tourisme et Bureau des congrès.....	192
III.4.124.2. Office du tourisme intercommunal du Grand Lyon.....	193
III.4.125. Office public d'aménagement et de construction (OPAC) de Lyon.....	193
III.4.126. Office public d'aménagement et de construction (OPAC) de Saint-Priest, puis office public d'aménagement et de construction (OPAC) Porte des Alpes habitat (PAH)	194
III.4.127. Office public d'aménagement et de construction (OPAC) de Villeurbanne.....	196
III.4.128. Olympique Lyonnais (OL)	198
III.4.129. Opéra de Lyon.....	198
III.4.130. Oracle.....	199
III.4.131. Organisme de gestion de l'enseignement catholique de l'Immaculée Conception, de Jean Baptiste de la Salle, de Mère Teresa, de Notre Dame de Bellecombe, de Saint Charles, de Notre Dame du Bon Conseil.....	199
III.4.132. Pignon sur Rue.....	200
III.4.133. Pôle européen de Lyon et de Rhône-Alpes	200
III.4.134. Pôle métropolitain	200
III.4.135. Région urbaine de Lyon (RUL)	201
III.4.136. Rhônealpe énergie	202
III.4.137. Rhônexpress	203
III.4.138. Rhône Saône Habitat	204
III.4.139. SARL Théâtre de la cité – Théâtre National Populaire de Villeurbanne (TNP)....	205
III.4.140. SEMCODA	205
III.4.141. Service départemental d'incendie et de secours (SDIS)	206
III.4.142. Société anonyme d'habitation à loyer modéré Action Sociale	207
III.4.143. Société anonyme d'habitation à loyer modéré Axentia.....	207
III.4.144. Société anonyme d'habitation à loyer modéré Cité Nouvelle	208
III.4.145. Société anonyme d'habitation à loyer modéré Gabriel Rosset.....	208
III.4.146. Société anonyme de construction de la ville de Lyon (SACVL).....	208
III.4.147. Société anonyme immobilière d'économie mixte (SAIEM) de Vaulx-en-Velin	209
III.4.148. SCIC Habitat Rhône Alpes	210
III.4.149. SCI CRI	210
III.4.150. SCI Immobilière Agrapole.....	211
III.4.151. Société corporative des maîtres carriers du Rhône (SCMCR)	211
III.4.152. Société d'économie mixte (SEM) Cité internationale de Lyon	211
III.4.153. Société d'économie mixte (SEM) foncière de l'agglomération lyonnaise (SEMIFAL)	214
III.4.154. Société d'économie mixte (SEM) Patrimoniale du Grand Lyon (SEMPAT)	214
III.4.155. Société d'économie mixte (SEM) pour le développement du pôle de la Porte des Alpes.....	216
III.4.156. Société d'enseignement professionnelle du Rhône (SEPR).....	217
III.4.157. Société d'équipement du Rhône et de Lyon (SERL).....	217
III.4.157.1. Société civile immobilière (SCI) Croix-Rousse développement, filiale de la SERL	222
III.4.157.2. Société d'exploitation du périphérique de Lyon (EPERLY), filiale de la SERL	222

III.4.157.3. Société d'exploitation du périphérique de Lyon (FACIMALP), filiale de la SERL	223
III.4.157.4. Société par actions simplifiées anonyme (SAS) Blanqui 4 Août, filiale de la SERL	223
III.4.157.5. Société par actions simplifiée anonyme (SAS) Porte Ampère, filiale de la SERL	223
III.4.158. Société d'études du métro de l'agglomération lyonnaise (SEMALY)	224
III.4.159. Société d'exploitation du parc des expositions de Lyon (SEPEL)	224
III.4.160. Société d'exploitation du parc des expositions de Lyon (SepelCom)	225
III.4.161. Société de développement économique de la région lyonnaise (SODERLY)	226
III.4.162. Société de produits chimiques et matières colorantes de Mulhouse (SPCM)	227
III.4.163. Société des aéroports de Lyon (ADL)	227
III.4.164. Société informatique communale Rhône-Alpes (ICARE)	230
III.4.165. Société Nationale Immobilière	231
III.4.166. Société publique locale (SPL) Lyon Confluence (précédemment Société d'économie mixte (SEM) Lyon Confluence de 1999 à 2008, puis publique locale d'aménagement (SPLA) Lyon Confluence de 2008 à 2012)	231
III.4.167. Société publique locale (SPL) Part-Dieu	234
III.4.168. Syndicat d'études et de programmation de l'agglomération lyonnaise (SEPAL)	235
III.4.169. Syndicat des eaux de Millery-Mornant (MIMO)	236
III.4.170. Syndicat intercommunal à vocation scolaire (SIVOS) de l'Arbresle, gestion du collège de l'Arbresle	236
III.4.171. Syndicat intercommunal à vocation scolaire (SIVOS) de Ravareil	237
III.4.172. Syndicat intercommunal d'assainissement de la vallée d'Ozon (SIAVO)	237
III.4.173. Syndicat intercommunal de distribution d'eau du sud-ouest lyonnais (SIDESOL)	237
III.4.174. Syndicat intercommunal de l'ouest lyonnais pour l'enlèvement et le traitement des ordures ménagères	238
III.4.175. Syndicat intercommunal des eaux de Communay et région (SIE)	238
III.4.176. Syndicat intercommunal des eaux du Val d'Azergues (SIEVA)	238
III.4.177. Syndicat mixte de la plaine de l'Ain (SMPA)	239
III.4.178. Syndicat mixte des Monts d'Or, préservation et mise en valeur du massif	239
III.4.179. Syndicat mixte du Rhône, des Iles et des Lônes (SMIRIL)	240
III.4.180. Syndicat mixte pour l'aménagement et la gestion du grand parc Miribel-Jonage (SYMALIM)	241
III.4.181. Syndicat mixte d'études et de promotion de l'axe Toulouse-Lyon (SMEAPTL)	243
III.4.182. Syndicat mixte pour la promotion des pépinières d'entreprises innovantes (SMPPEI)	243
III.4.183. Syndicat mixte pour le réaménagement de la Plaine des Chères et de l'Azergue	244
III.4.184. Union internationale des transports publics (UITP)	244
III.4.185. Villeurbaine Est Habitat (VEH)	244
III.4.186. Villeurbaine Handball Association (VHA)	245
III.5. Audit externe	246
III.5.1. Agence d'urbanisme	246
III.5.2. Association ASUL Lyon Volley Ball	246
III.5.3. Institut Bioforce	246
III.5.4. Plan Campus	246
III.6. Garanties d'emprunts	247
III.6.1. Pilotage	247
III.6.2. Expertise	248
III.6.3. Suivi des garanties d'emprunts accordées par la Communauté urbaine puis la Métropole de Lyon	248
III.7. Fonds de concours	251
III.7.1. Aéroport de Lyon-Satolas, puis Lyon-Saint Exupéry	251
III.7.2. Centre européen de santé humanitaire de Lyon (CESH), création et développement	252
III.7.3. École de service social du sud-est (ESSE), participation financière à l'opération de construction	252

III.7.4. École des arts culinaires d'Écully - financement d'équipements communautaires ..	252
III.7.5. Fondation scientifique de Lyon et du sud-est (FSLSE)	253
III.7.6. Institut des sciences cognitives, contribution à la création par le Centre national de la recherche scientifique (CNRS)	253
III.7.7. Institut national des sciences appliquées (INSA)	253
III.7.8. Observatoire de Saint-Genis-Laval	254
III.7.9. Ville de Lyon, accueil du sommet du G7	254
III.7.10. Ville de Lyon, aménagement du stade de Gerland en vue de l'accueil de la coupe du monde de football 1998	254
III.7.11. Ville de Lyon, réalisation de travaux d'extension de l'organisation internationale de police criminelle (INTERPOL)	254
III.7.12. Ville de Lyon, travaux à la tour de l'Institut Pasteur	255
III.7.13. Ville de Villeurbanne, pour la construction et l'extension de la salle multisports L'Astroballe	255
ANNEXES	256
Liste des versements composant le répertoire	257
Sigles	260

INTRODUCTION

CONTEXTE GENERAL

Les archives décrites dans ce répertoire ont été produites par les équipes chargées d'assurer le contrôle et le pilotage de la gestion interne et des gestions externes.

Depuis sa création en 1969, la Communauté urbaine peut engager des procédures d'externalisation et de délégation, afin de répondre aux enjeux d'amélioration continue de la qualité du service public, et d'optimisation des ressources.

La Communauté urbaine de Lyon a la possibilité de déléguer à une personne morale de droit privé ou public la gestion d'un service public dont elle a la responsabilité. La rémunération est liée aux résultats de l'exploitation du service. Les conventions de délégation de service public doivent être limitées dans leur durée. Les principales catégories de conventions sont la concession de service public (le concessionnaire se rémunère directement auprès des usagers et prend en charge la réalisation des investissements nécessaires au service) et l'affermage (les investissements nécessaires au fonctionnement du service sont réalisés par la collectivité, le fermier ne faisant qu'exploiter le service). La Communauté urbaine assure des missions de contrôle du délégataire.

Le partenariat public privé (PPP), ou contrat de partenariat, a été créé en France par l'ordonnance du 17 juin 2004. Le contrat de partenariat public privé permet à une collectivité de confier à une entreprise la mission globale de financer, concevoir tout ou partie, construire, maintenir et gérer des ouvrages ou des équipements publics et services concourant aux missions de service public de l'administration, dans un cadre de longue durée et contre un paiement effectué par la personne publique et étalé dans le temps. Il a pour but d'optimiser les performances respectives des secteurs public et privé pour réaliser dans les meilleurs délais et conditions les projets qui présentent un caractère d'urgence ou de complexité pour la collectivité.

L'établissement public est une personne morale de droit public créé par une loi ou un acte administratif et financé par des fonds publics qui doit remplir une mission d'intérêt général. Il bénéficie d'une certaine autonomie financière. Les statuts fixent les attributions et les modalités de fonctionnement de l'établissement public ; pour un établissement public local, ils sont fixés par délibération de la collectivité de rattachement. Les établissements publics peuvent être dissous si l'objet pour lequel ils avaient été créés n'a plus lieu d'être ou si le service est repris en régie directe ou concédé au secteur privé. Ils peuvent également fusionner. Une loi peut aussi prononcer la privatisation d'un établissement public (EP) et sa transformation en société anonyme (SA).

Les sociétés commerciales et associations peuvent également recevoir des subventions, à ce titre, elles sont contrôlées par la Communauté urbaine.

La Communauté urbaine exerce donc des missions de contrôle et de suivi des organismes externes partenaires ou délégataires. Le contrôle et le suivi des organismes externes s'exercent en fonction des spécificités de chaque organisme. Ce contrôle et suivi a vocation à garantir la bonne gestion des fonds publics octroyés et l'adéquation des actions des partenaires avec les politiques publiques de la collectivité. Ce suivi des satellites revêt également une dimension de conseil stratégique, afin d'assurer une aide au pilotage et à la prise de décision. Il est complété par le volet instruction et suivi des garanties d'emprunt accordées par la Métropole, ainsi que par la gestion et le suivi des adhésions et cotisations aux associations dont la collectivité est membre.

La Communauté urbaine a pour vocation de diffuser la culture de la performance, au travers de ses actions de formation et de communication. L'ensemble de ces actions se réfère à trois valeurs : le dialogue avec les partenaires, la transversalité des métiers et l'objectivité des interventions. Ces missions variées sont toutes complémentaires car tournées vers un même objectif de recherche de qualité et de performance.

Le pilotage porte tant sur les procédures de contractualisation (principalement les délégations de service public) que sur les démarches fédérales de performance (processus et dialogue de gestion) et l'animation du dispositif des centres de responsabilité.

Lors de la transformation de la Communauté urbaine en Métropole en 2015, les missions de pilotage et de contrôle de gestion interne et des gestions externes ont été maintenues au sein de la nouvelle collectivité.

PRESENTATION DU SERVICE PRODUCTEUR

À la création de la Communauté urbaine de Lyon, les missions de pilotage et de contrôle de gestion interne et des gestions externes n'avaient pas de service constitué.

En 1990, s'est constitué le premier service dédié, le **service des gestions externes**, au sein de la **Direction des finances et du contrôle de gestion (DFCG)**.¹ La direction regroupe 5 services et pilote, à partir de 1990, l'introduction du contrôle de gestion dans les services communautaires.² Les activités en lien avec le pilotage et le contrôle émergent avec un service dédié à ces activités. Le service des gestions externes a affirmé, en 1991, ses compétences en intervenant selon quatre axes différents :

- Le pilotage de procédures de révision ou renégociation de contrats d'affermage ou de concession (distribution d'eau, chauffage urbain, concession EDF).

¹ Bilan d'activités 1990 de la Direction des finances et du contrôle de gestion

² Bilan d'activités 1991 de la Direction des finances et du contrôle de gestion

- L'assistance et le conseil pour l'évolution des organisations extérieures. À ce titre, il participe à la rédaction de contrats de concession (parkings), aux travaux des comités de pilotage de la SOGELY à l'évolution de CIBEVIAL, ...
- La rédaction de notes d'analyse financière.
- La préparation du budget et le versement des participations financières aux organismes extérieurs.

En septembre 1999, le service des gestions externes devient la **mission audit et gestions externes** rattachée à la **Direction générale des services (DGS)**. « L'objectif de l'audit interne est d'assister la direction générale et l'encadrement des services de la Communauté dans l'exercice de leurs responsabilités, en leur apportant des informations, des analyses, des appréciations, des avis et des recommandations concernant les activités qu'il examine. »³

En 2001, le service des gestions externes devient la **mission d'audit interne - contrôle des gestions externes** toujours rattachée à la DGS. En 2003, sa dénomination évolue pour **Mission audit et contrôle de gestion (MACG)**. L'organisation de la MACG, rattachée au directeur général, s'articule autour de trois attributions : l'audit interne, le contrôle de gestion (elle gère la démarche des « centres de responsabilités »), et le contrôle des gestions externes (elle prend en charge le suivi des délégations de service public, des établissements publics, des sociétés d'économie mixte...).

Le 1er mars 2007, la mission se transforme en **Direction de l'évaluation et de la performance (DEP)**. La direction générale a souhaité cette évolution afin de renforcer la fonction stratégique de la DEP, tournée vers la recherche de l'amélioration permanente de la qualité de service public.⁴

La DEP est en charge du suivi et du contrôle des organismes extérieurs auxquels la Communauté urbaine verse des subventions ou des participations financières, ou à qui elle a confié une mission ou délégué une compétence. Elle gère le pilotage de procédures de délégation de service public ou de partenariat public privé, et du suivi de ces contrats. Elle a en charge le pilotage de démarches d'amélioration de la performance au sein des services de la collectivité, de contrôle de gestion interne et d'évaluation de politiques publiques. Elle gère également la réalisation d'audits en interne ou via une AMO (assistance à maîtrise d'ouvrage).

La DEP est organisée en quatre services : ressources, pilotage interne, modes de gestion et délégation de service public, contrôle et audit des organismes externes. Elle agit au service de ses bénéficiaires : la direction générale et les directions de la Communauté urbaine.

³ Extrait de *Bloc Notes la lettre de l'encadrement* numéro 24 de septembre 1999

⁴ Côté cour Côté jardin n° 170 d'avril 2007, pages 3 et 4

L'activité de la DEP est ainsi marquée par la diversité de ses missions, toutes complémentaires car tournées vers un même objectif de recherche de qualité et de performance.

En janvier 2015, la Métropole de Lyon est créée. Elle assume toutes les compétences exercées auparavant par la Communauté urbaine de Lyon et le département du Rhône, sur le territoire métropolitain, ainsi que des compétences supplémentaires qui viennent des communes. La DEP est conservée en l'état, jusqu'à une réorganisation en janvier 2016. La DEP est alors rattachée au **Pôle de transformation et de régulation (PTR)**.

En 2017, la DEP est rattachée à la **Délégation territoires et partenariats (DTP)**. Une **Mission modes de gestion et délégation de service public** est créée au sein de la même délégation. Une direction de l'évaluation et de la performance subsiste, avec trois services : ressources, pilotage interne, contrôle et audit des organismes externes.

PRESENTATION DU FONDS

INTÉRÊT DU FONDS

Les dossiers produits par les équipes en charge d'assurer le contrôle et le pilotage de la gestion interne et des gestions externes couvrent une période de 1960 à 2019. Ce fonds témoigne des compétences et des activités de la Communauté urbaine, puis par la Métropole de Lyon en lien avec ces thématiques. Il donne également des informations sur les associations, délégations de service public, établissements publics et entreprises privées suivis par la collectivité.

CLASSEMENT

Les dossiers produits par les équipes en charge d'assurer le contrôle et le pilotage de la gestion interne et des gestions externes couvrent une période de 1960 à 2019, et constituent un ensemble de 64,28 mètres linéaires et 1 789 Mo. Le fonds est physiquement éclaté en ensembles de volumes variables, classés et décrits au fil des versements. Son traitement s'est donc étalé sur plusieurs années, nécessitant l'intervention de différents professionnels.

Un travail de traitement de l'arriéré constitué ainsi que de retraitement des versements pour une meilleure cohérence du fonds a été réalisé à partir de 2013 et s'est finalisé en 2020. Ce travail s'est accompagné de la création d'outils mis à disposition de la DEP pour faciliter la gestion courante des archives et l'archivage ultérieur, comme un tableau de gestion.

TRIS ET ÉLIMINATIONS

Le tri a été effectué en conformité avec le référentiel de gestion des documents d'activité de la DEP, réalisé par l'unité archives en collaboration avec les services de la direction. Les doubles et les copies ont également été retirés des dossiers.

Au total, le volume d'archives détruit ou à détruire en 2020 s'élève à 36,25 mètres linéaires.

ACCROISSEMENT

Il s'agit d'un fonds ouvert et le répertoire sera mis à jour régulièrement selon l'avancée du traitement des dossiers et de la collecte auprès des services producteurs.

CONDITIONS D'ACCÈS ET D'EXPLOITATION

En application des articles L.213-1 et L.213-2 du code du patrimoine, la majeure partie du fonds est librement communicable, exception faite des documents contenant des données nominatives et confidentielles, soumis à un délai de 50 ans, ainsi que des documents en lien avec une affaire portée devant une juridiction, soumis à un délai de 75 ans.

LANGUES ET ÉCRITURES

L'ensemble des documents est rédigé en français.

BIBLIOGRAPHIE INDICATIVE

BOITEAU Claudie, *Les conventions de délégation de service public : transparence et service public local*, Éditions du Moniteur, 2007, 270 pages.

CHARPENTIER Michel, GRANDJEAN Philippe, *Secteur public et contrôle de gestion : pratiques, enjeux et limites*, Broché, 1998, 394 pages.

DEMEESTERE René, *Le contrôle de gestion dans le secteur public*, Broché, 2005, 224 pages.

KLEIN Lorraine, SEVINO Aldo, *Délégation de service public*, Éditions EFE, 2013, 192 pages.

LANDOT Éric, *Guide entre collectivités locales et associations*, Territoriale Éditions, 2015, 80 pages.

Ministère de l'Économie, des finances et du Commerce extérieur, *Clauses sociales dans les partenariats public-privé*, territoriale Éditions, 2012, 48 pages.

RICHER Laurent, *Droit des contrats administratifs*, Broché, 2014, 668 pages.

RICHER Laurent (sous la direction de), *Délégation de service public*, Éditions du Moniteur, 800 pages.

VINCI Nathalie, *Contrôle des délégations de service public*, Territoriale Éditions, 2012, 95 pages.

VIGNOT Jean-Charles, *Pratique de la délégation de service public : choix et méthode*, Territoriale Éditions, 2012, 73 pages.

WEYER Lyudmila, *Délégation de service public en pratique : régime juridique, passation et exécution*, Édition du moniteur, 2014, 253 pages.

SOURCES COMPLEMENTAIRES

D'autres fonds de la Métropole de Lyon peuvent être consultés en complément des archives identifiées dans ce répertoire. Tout d'abord, il est important de se référer aux délibérations du Conseil communautaire et métropolitain. Les archives de la Commission consultative des services publics locaux (CCSPL), du Comité technique paritaire (CTP), des directions et des ressources humaines peuvent également être consultées.

REPertoire

I. Entités dédiées au pilotage et au contrôle de gestion interne et de gestions externes, fonctionnement

I.1. DIRECTION DE L'ÉVALUATION ET DE LA PERFORMANCE (DEP)

Date de création : 1^{er} mars 2007

La DEP est en charge :

- du suivi et du contrôle des organismes extérieurs auxquels la Communauté urbaine verse des subventions ou des participations financières, ou à qui elle a confié une mission ou délégué une compétence ;
- du pilotage de procédures de délégation de service public ou de partenariat public privé, et du suivi de ces contrats ;
- du pilotage de démarches d'amélioration de la performance au sein des services de la Communauté urbaine, de contrôle de gestion interne et d'évaluation de politiques publiques ;
- de la réalisation d'audits en interne ou via une AMO (assistance à maîtrise d'ouvrage).

En janvier 2015, la Métropole de Lyon est créée. La DEP est conservée en l'état, jusqu'à une réorganisation en janvier 2016. La DEP est alors rattachée au Pôle de transformation et de régulation (PTR).

En 2017, la DEP est rattachée à la Délégation territoires et partenariats (DTP). Une Mission modes de gestion et délégation de service public est créée au sein de la même délégation. Une direction de l'évaluation et de la performance subsiste, avec trois services : ressources, pilotage interne, contrôle et audit des organismes externes.

Les missions antérieures de la DEP sont maintenues :

- suivi et du contrôle des organismes extérieurs auxquels la Métropole de Lyon verse des subventions ou des participations financières, ou à qui elle a confié une mission ou délégué une compétence ;
- pilotage de procédures de délégation de service public ou de partenariat public privé, et du suivi de ces contrats ;
- pilotage de démarches d'amélioration de la performance au sein des services de la Métropole, de contrôle de gestion interne et d'évaluation de politiques publiques ;
- réalisation d'audits.

1.1.1. Fonctionnement

Processus de création et d'évolution, 2003-2008, 2013-2015.

Création et organisation de la Direction de l'Évaluation et de la Performance : bilans, notes, comptes rendus de réunions, supports de présentation, étude, feuille de route, avis de vacance, rapport de présentation au comité technique paritaire, charte de l'audit interne, correspondance (2003-2008). **6678 WM 001**

Évolution de la DEP avec la création de la Métropole : rapports, supports de présentation, étude sur le positionnement de la DEP, analyse des impacts du projet de loi Métropole de Lyon sur les activités de la DEP, organigramme, mémo, notes, correspondance (2013-2014). **6678 WM 002**

Création du Pôle transformation et régulation (PTR⁵) : documentation, compte-rendu de réunions, supports de présentation, questionnaire, synthèse, rapport, étude de préfiguration, correspondance, programme de journées d'études (2014-2015). **6988 WM 001**

⁵ Le Pôle transformation et régulation devient la Délégation territoires et partenariats en 2017.

Activités, 2010.

Rapport d'activité de la DEP (2010). **0005 JM 518**

Finances, 2013-2016.

Organisation de la fonction financière : relevé de décisions, tableaux, comptes rendus de réunions, supports de présentation, correspondance (2013-2015). **6678 WM 003**

Budgets (2014-2015). **6678 WM 004**

Budgets (2016). **6678 WM 005**

1.1.2. Pilotage

Réunions avec le cabinet du Président : ordres du jour, dossiers de présentation, comptes rendus de réunions, correspondance, 2009-2013.

2009-2010 **4514 WM 001**

2011 **4514 WM 002**

2012 **4514 WM 003**

2013 **4514 WM 004**

Réunions du comité de direction : supports de présentation, ordre du jour, notes, correspondance (2010-2017). **6678 WM 006**

Point de suivi avec Gérard Claisse, vice-président : supports de présentation, comptes rendus, notes, correspondance (2014-2016). **6678 WM 007**

Réunions du comité de délégation élargi (Codel) : ordre du jour, support de présentation, notes, correspondance (2016-2017). **6678 WM 008**

Subventions versées au Grand Lyon : support de présentation (2009). **6988 WM 004**

Relations avec les partenaires extérieurs, 2008-2015.

Opérations de rapprochement entre les communes du Grand Lyon et le Grand Lyon : supports de présentation, diagnostics, rapports, état des lieux, comptes rendus des comités de projet, comptes rendus de réunions, correspondance (2008-2013). **6678 WM 009**

Rapprochement entre le Grand Lyon et les communes : correspondance, dossier fiches pratiques, supports de présentation, comptes rendus de réunions, documentation, tableau des scénarios (2012-2013). **6988 WM 002**

Processus de délégation des missions entre le Département du Rhône et le Grand Lyon pour la mise en place de la Métropole, la gestion des subventions : référentiel des contrats pluriannuels, délibération n°057 du Conseil Général (2012-2013). **6678 WM 010**

Relations avec le Département du Rhône : protocole financier général, délibération n°2014-0491 du Grand Lyon, documentation (2014). **6988 WM 003**

Échanges avec les organismes externes : tableaux des structures subventionnées, recueil des fiches techniques pour les propositions d'arbitrage du président, supports de présentation, comptes rendus de présentation, notes, correspondance (2013-2015). **6678 WM 011**

Préparation à la création de la Métropole : rapports, note, supports de présentation, correspondance (2013-2014). **6678 WM 012**

Déroulement de la transformation en Métropole pour l'administration et l'impact de la DEP : feuille de route, revue de projet, supports de présentation, documents d'information des syndicats, tableau récapitulatif, notes (2016). **6678 WM 013**

II. Contrôle de gestion interne, pilotage et évaluation

II.1. AUDITS ET CONSEILS INTERNES

Le suivi des organismes revêt une dimension de conseil stratégique, afin d'assurer une aide au pilotage et à la prise de décision. Dans ce cadre, des audits peuvent être réalisés. Ils peuvent être réalisés en interne ou être confiés à un bureau d'études externe. Enfin, certains sont réalisés en interne avec la collaboration d'un bureau d'études externe.

II.1.1. Prestations assurées en interne

Direction des affaires juridiques et de la commande publique (DAJCP), 2010.

Reconfiguration du pilotage du processus achat, audit : document de suivi, rapport final, correspondance (2010). **4514 WM 008**

Processus achat, audit : lettre de mission, note de cadrage, rapport d'audit (2010). **4479 WM 004**

Direction des assemblées et de la vie institutionnelle (DAVI), processus délibératif. Audit : rapport, correspondance (2008-2010). **4514 WM 009**

Direction de la communication externe, marchés. Audit : rapport final, dossier de restitution, correspondance (2005). **4514 WM 010**

Direction de l'eau (DE), 2010-2011, 2013-2014.

Eaux services usines (ESU), diagnostic de l'organisation. Audit : rapport final, compte-rendu de réunion, correspondance (2010-2011). **4514 WM 013**

État de lieux de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations (GEMAPI) : comptes rendus du comité de pilotage, note d'organisation du projet, note de la direction générale, lettre de commande de la direction de l'eau, rapports d'entretien, correspondance (2013-2014). **6008 WM 002**

État des lieux de l'autorité organisatrice des eaux usées et des eaux pluviales (OSMOSE) : rapport d'état des lieux des missions cibles, contrat de service, fiche de saisine, document de présentation de la méthodologie, rapports d'entretien, correspondance (2013-2014). **6008 WM 003**

Direction générale (DG), 2006, 2009-2013.

Frais de déplacement, audit : rapport, correspondance (2006). **4514 WM 006**

Mission coordination territoriale (MCT), 2009-2013.

Processus POP (Programmation des opérations de proximité), audit : contrat de service, rapport final, audit de positionnement et d'organisation : rapports de présentation, support de présentation du diagnostic, rapport d'audit, support de restitution, audit des circuits de courriers, signatures et visas : contrat, support de restitution (2009-2010). **6008 WM 004**

Organisation et positionnement, audit : rapport final, comptes rendus de réunions, dossier de suivi de l'étude, correspondance (2009-2013). **4514 WM 007**

Direction générale au développement urbain (DGDU), 2009-2011.

Projet d'amélioration des processus supports de la DGDU, audit : document de suivi, rapport final, correspondance (2010-2011). **4514 WM 011**

Mission habitat, 2009-2010.

Activité Logement habitat, audit : rapport final, correspondance (2009-2010). **4514 WM 012**

Direction générale ressources (DGR), 2010-2011.

Circuit des circuits de courriers, signatures et visas, audit : documentation, comptes rendus, restitution, correspondance (2010-2011). **4479 WM 002**

Direction de la logistique et des bâtiments (DLB), 2005-2006, 2010-2011.

Projet d'optimisation du processus aménagement déménagement, audit : présentation des méthodes et processus, comptes rendus de l'atelier de travail n°1 bénéficiaires et niveaux de prestations, contrat de prestation de service, projet d'amélioration du processus déménagement-aménagement, compte-rendu, rapport final (2005-2006, 2010-2011). **4479 WM 001**

Direction de la propreté (DP), 2003-2015.

Coopération territoriale de la propreté, mission conseil et pilotage interne CEPI : rapport de diagnostic, relevé des conclusions, avenant 2006/2007 et contrat de coopération territoriale sur la propreté, correspondance, article de presse, document préparatoire, comptes rendus de réunions et d'entretiens, notes de travail, modèle de questionnaire, support de présentation, document de synthèse de la consultation (2003-2008). **6725 WM 001**

Évaluation de la collecte, direction de la propreté : supports de présentation, correspondance (2006). **6725 WM 004**

Étude de l'utilisation des véhicules légers de service à la direction de la propreté dans le cadre du plan de déplacements d'entreprise (PDE), audit : rapport d'étude, notes, correspondance (2006-2008). **4514 WM 014**

Extension du plan de déplacements d'entreprise (PDE) du Grand Lyon, audit : lettre de mission, note de cadrage, rapport, restitution (2006-2008). **4479 WM 006**

Étude de l'utilisation des véhicules légers de la propreté et projet de pools par site, présentation aux directions : rapport de présentation au comité de pilotage, rapport d'étude (2007-2008). **4479 WM 007**

Gestion des centres de tri, audit : rapport final, compte-rendu de réunion, correspondance (2006). **4514 WM 015**

PAL (Subdivision) - Fonctionnement de NET 7, de l'atelier et de subdivisions. Audit technique : rapports d'entretien, compte-rendu de réunion, rapport d'audit (2007-2008). **4514 WM 016**

Évolution de l'organisation de la direction de la propreté : note, correspondance, documentation, supports de présentation, rapport final (2009-2010). **6725 WM 007**

Processus manquements professionnels : rapport de mission, contrat de service signé, rapport d'analyse documentaire, comptes rendus d'entretiens, correspondance (2010-2015). **6008 WM 005**

Service ressources humaines, état des lieux des processus du service des ressources humaines (SRH) de la direction de la propreté (DP) déconcentré de la direction des ressources humaines (DRH) : comptes rendus de réunions, rapport de mission, contrat de service, support de restitution aux agents, comptes rendus des entretiens avec les managers, fiche de saisine, correspondance (2013-2014). **6008 WM 006**

Direction des ressources humaines (DRH), 2008-2009, 2012-2014.

Unité assistantes sociales, audit : contrat, support de restitution, synthèse (2008-2009). **4479 WM 005**

Processus disciplinaire : rapport de mission, comptes rendus de réunions, contrat de service signé, tableau des 3 missions de la DP, compte-rendu de cadrage de la mission, correspondance (2012-2014). **6008 WM 007**

Direction des ressources et de la performance (DRP), 2009-2011.

Organisation, audit : rapport final, dossier de restitution, correspondance (2009-2011). **4514 WM 017**

Direction des systèmes d'information et de télécommunications (DSIT), 2010.

Projet de service ACOS, audit : contrat de prestation de service, support de restitution, rapport final (2010). **4479 WM 003**

Direction de la voirie (DV), 2006-2008.

Info Trafic, organisation et statut des personnels. Audit : rapport final, correspondance (2006). **4514 WM 018**

Approvisionnement des subdivisions, audit : rapport d'étude, compte-rendu de réunion, correspondance (2007-2008). **4514 WM 019**

Voirie territoriale de proximité (VTP), 2009-2010.

Évaluation du projet de service, audit : synthèse d'évaluation, comptes rendus de réunions, rapport d'entretien, correspondance (2009-2010). **4514 WM 020**

Dispositif des conférences des maires, 2003-2007.

Dispositif des conférences des maires, audit : questionnaires d'évaluation, note d'organisation, bilan, correspondance (2003-2007). **6008 WM 001**

Bilan (2007). **6725 WM 005**

Projet Chrysalis : documentation, cahier des charges, correspondance, documents préparatoires, questionnaires, comptes rendus de réunions, synthèse, supports de présentation, notes (2000-2013). **6988 WM 005**

Évolution de l'organisation de la commission Géotechnique : notes, support de présentation, rapports (2004-2005). **6725 WM 002**

Étude des attributions et des moyens alloués à la mission écologie urbaine : notes, rapport d'audit, document préparatoire, extrait du rapport d'audit, rapports de découpage du projet Gestion des Situations de catastrophe (GesSiCat), correspondance (2005-2007). **6725 WM 003**

Transformation de la Direction générale aux ressources (DGR) : supports de présentation, comptes rendus de réunions, ordre du jour de réunions, synthèses de réunions, notes, rapports, documentation (2007-2008). **6988 WM 006**

Évaluation des politiques publiques : correspondance, notes, documents préparatoires, documentation, fiche d'évaluation, supports de présentation, comptes rendus de réunions, rapport (2008-2009). **6725 WM 006**

Études sur les processus de management et de direction : comptes rendus, documentation, support de présentation, correspondance, notes, documents de travail (2010-2014). **6988 WM 007**

Mise en place d'outils de pilotage et d'évaluation du programme partenarial de l'agence d'urbanisme pour le Grand Lyon : support de présentation, fiches indicateurs (2012). **6725 WM 008**

II.1.2. Prestations mixtes

Évaluation des évènements culturels, prestation réalisée en interne et par ABCD et ATEMA Conseil : note, rapport, convention, documentation (2007-2009). **6725 WM 009**

II.1.3. Prestations confiées à un bureau d'études externe, suivi

Communication, 2008-2009.

Action de communication pour les 40 ans du Grand Lyon : plan stratégique de communication, rapport de présentation (2008-2009). **6008 WM 009**

Communication externe, 2012-2013.

Fonction communication externe, suivi d'audit : lettre de mission, note de cadrage DEP, note de cadrage Deloitte, diagnostic Deloitte, rapport de restitution finale, rapport d'analyse, correspondance (2012-2013). **4479 WM 009**

Direction des assemblées et de la vie institutionnelle (DAVI), 2013-2014.

Évolution du secrétariat des Vice-présidents du Grand Lyon, suivi d'audit : cahier des charges, note de cadrage (Deloitte), diagnostic (Deloitte), étude secrétariat VP réunion de lancement (Deloitte), note méthodologique (Deloitte), étude pour l'évolution du secrétariat des VP (Deloitte), analyse des offres MS2/Lot1, calendrier du marché, accord-cadre cahier des charges, correspondance (2013-2014). **4479 WM 008**

Direction générale (DG), 2007-2014.

Mission coordination territoriale (MCT) - GRECO, évaluations de la gestion des demandes et des réclamations : dossier de présentation du projet d'un centre de contacts, rapport sur le positionnement et l'organisation de la gestion de la relation usagers dans le contexte de la future métropole lyonnaise, compte-rendu de réunion, correspondance (Kurt Salmon, 2007-2014). **6008 WM 008**

Direction des systèmes d'information et de télécommunications (DSIT), 2003-2004.

Système d'information géographique (SIG), suivi d'audit : analyse des offres, offre retenue de l'entreprise ATOS ODYSSEE IETI, note d'organisation, supports de présentation aux comités de pilotage, support de restitution phase 1, livrable de fin de phase 1, note de synthèse phase 2, rapport des orientations retenues par la direction générale, compte-rendu des groupes de travail 1 et 2 avec propositions d'évolution, notes, correspondance (2003-2004). **4479 WM 010**

Direction de la voirie (DV), 2012-2013.

Projet de service voirie mobilité urbaine, évaluation : cahier des charges, note méthodologique du prestataire retenu Kurt Salmon, rapport final, note de synthèse, support du comité de pilotage final, dossier de présentation des conclusions d'évaluation (2012-2013). **6008 WM 009**

Rapprochement du Grand Lyon et de la ville de Lyon pour l'optimisation des services rendus, projet Lithium, 2008.

Rapport du stage d'observation (INET, 2008). **4479 WM 011**

Cahier des charges, analyse des offres, proposition du candidat retenu Ernst & Young, compte-rendu du Comité de pilotage (2008). **4479 WM 012**

Benchmark : rapports, supports de présentation, correspondance (2008). **4479 WM 013**

Dossiers de suivi des groupes de travail, rapport de restitution des pistes de mutualisation issues des groupes de travail, comptes rendus des comités de suivi, relevés de décisions, notes, correspondance (2008). **4479 WM 014**

Rapports finaux (2008). **4479 WM 015**

Évaluation de la démarche de changement interne engagée entre 2001 et 2007, prestation réalisée par INEUM Consulting : rapports, support de présentation (2007). **6725 WM 010**

II.2. DÉMARCHES FÉDÉRALES ET PILOTAGE INTERNE

II.2.1. Pilotage

Contrôle de gestion : guide technique, correspondance, tableaux de bord financiers, supports de présentation, compte-rendu de réunion, rapports (1995-2006). **6725 WM 011**

Rapport de performance : programme annuel de la performance, contrat d'objectifs général, rapports de la performance annuelle globale, rapports de la performance annuelle par direction (2011-2013). **6725 WM 012**

Déroulé des réunions du haut encadrement : synthèse, supports de présentation, fiches de restitution, notes, programme, documents de travail, documentation (2007-2008). **6988 WM 008**

II.2.2. Délégations et direction

II.2.2.1. Contrats d'objectifs et de moyens

Bilans annuels : mode opératoire, correspondance, bilans annuels général (2015). **6725 WM 013**

Fiches et tableaux d'objectifs par délégation/direction, 1992, 1995-2009, 2015-2016.

Organisation des contrats d'objectifs : correspondance, notes, définition des objectifs annuels, documentation (1992, 1996-2009). **6988 WM 009**

Contrats d'objectifs, Direction de l'évaluation et de la performance (DEP) : fiche d'objectifs, correspondance, tableau des agents en charge des contrats (1992, 1995-2009). **6988 WM 010**

Pôle transformation et régulation (PTR) : contrats d'objectifs, bilan annuel, supports de présentation de la démarche, tableau de concept, résultats intermédiaires, notes, tableaux de synthèse, mémo, compte-rendu de réunion de présentation (2015-2016). **6725 WM 014**

Délégation développement économique, emploi et savoirs (DEES) : supports de présentation de la démarche, tableaux de synthèse, contrats d'objectifs, résultats intermédiaires, bilan annuel (2015-2016). **6725 WM 015**

Délégation développement solidaire et habitat (DSH)⁶ : compte-rendu de réunion, supports de présentation de la démarche, contrats d'objectifs, document de résultat, tableaux de synthèse, bilan annuel (2015-2016). **6725 WM 016**

Délégation développement urbain et cadre de vie (DDUCV) : compte-rendu de réunion, supports de présentation de la démarche, contrats d'objectifs, résultats intermédiaires, tableaux de synthèse, bilan annuel (2015-2016). **6725 WM 017**

Délégation ressources (DR) : compte-rendu de réunion, supports de présentation de la démarche, tableaux de synthèse, résultats intermédiaires, contrats d'objectifs, bilan annuel (2015-2016). **6725 WM 018**

Direction de la communication (DIRCOM) : bilan annuel, support de présentation de la démarche, tableaux de synthèse, résultats intermédiaires (2015-2016). **6725 WM 019**

Délégation territoires et cohésion métropolitaine (DTCM)⁷ : compte-rendu de réunion, support de présentation de la démarche, contrat d'objectifs, bilan annuel (2015). **6725 WM 020**

⁶ La Délégation développement solidaire et habitat est devenue la Délégation développement solidaire, habitat et éducation.

⁷ La Délégation territoires et cohésion métropolitaine a disparu en 2016.

Suivi du centre de responsabilité, 2008-2011, 2015-2018.

Rapports d'objectifs annuels par direction (2009-2011). **4514 WM 005**

Contrats d'objectifs, bilans annuels (2008-2011). **6725 WM 021**

Suivi du centre de responsabilité : correspondance, planification, référentiel, supports de présentation, contrats transversaux, fiche de synthèse (2011). **6988 WM 011**

Réunions avec les référents des délégations et des directions : supports de présentation de réunions, comptes rendus de réunions, correspondance, feuilles d'émargement, modèle de tableau de bord, mémo, documents préparatoires, documents de synthèse (2015-2018). **6725 WM 022**

II.2.2.2. Comptabilité analytique

Référentiel analytique des politiques publiques de la Métropole (2015). **6725 WM 023**

II.3. ÉVALUATION

Rapport d'évaluation du portail économique de l'agglomération lyonnaise (2008). **6725 WM 024**

Documents de cadrage, comité des directeurs généraux : notes d'organisation, correspondance, documentation, supports de présentation, comptes rendus de réunions, notes, tableaux de bord (2017-2018). **6725 WM 025**

II.4. COMMUNICATION

II.4.1. Communication réalisée par la DEP

La lettre de la Performance n°1, 2 et 3 (2007-2008). **6725 WM 026**

La lettre de la Performance n°3 (2009). **6678 WM 014**

Publication de présentation de la Direction de l'évaluation et de la performance (2010). **6678 WM 015**

Brochure de présentation de la DEP (2011). **0008 JM 010**

II.4.2. Trophée de la performance

Tenue du trophée : Côté cour/côté jardin n°176 et 185, documents de préparation et d'organisation du trophée de la performance, calendrier d'organisation, formulaire d'inscription, correspondance, liste des membres du jury, liste des projets, documentation sur les projets, supports de présentation, comptes rendus de réunions, grilles de notation, liste des lauréats, documents de travail, article de presse, liste des projets précédemment récompensés, devis (2007-2014). **6725 WM 027**

Documentation des projets, 2010-2012.

Documentation du projet Vannes, 3^{ème} Trophée de la performance (2010-2011). **6725 WM 028**

Documentation du projet de Vénissieux, 5^{ème} Trophée de la performance (2012). **6725 WM 029**

Documentation du projet Téléthon, 4^{ème} Trophée de la performance (2011). **6725 WM 030**

Documentation du projet Téléthon, 5^{ème} Trophée de la performance (2012). **6725 WM 031**

II.4.3. Petit-déjeuner de la performance

Programmes, notes, documents de synthèse, listes des participants, supports de présentations, documentation, correspondance, conducteur de la rencontre, documents préparatoires, mémo (2007-2014). **6725 WM 032**

II.5. FORMATIONS RÉALISÉES PAR LA DEP

Feuilles d'émargements, bilans d'évaluation, document récapitulatif des attentes et retours des participants, documents de travail durant la formation, programmes, supports de présentation (2007-2008). **6725 WM 033**

III. Gestions externes

III.1. PILOTAGE

III.1.1. Instances

Habitat, Commission des finances, 1997-1999, 2001-2012.

Audition des offices : rapports, contrat de plan, comptes rendus, correspondance (2002-2005, 2012). **6331 WM 034**

Mission interministérielle d'inspection du logement social (Miilos), 1997-1999, 2011.

Rapport, contentieux, correspondance (1997-1999). **6331 WM 035**

Rapport, correspondance (2011). **6331 WM 036**

Organisation et déroulement de la Commission consultative sur les services publics locaux : supports de présentation, comptes rendus, documents de travail, avis, délibérations (2010-2015). **6678 WM 016**

Réunions du comité d'engagement : comptes rendus, supports de présentation, tableau de suivi, correspondance (2011-2015). **6678 WM 017**

Réunion du comité d'engagement du 25 octobre 2013 : correspondance, ordre du jour, procès-verbal, support de présentation, documentation, tableau des subventions (2013). **6988 WM 015**

Club contrôle : support de réunion, notes (2016). **6678 WM 019**

III.1.2. Suivi annuel

Principales gestions externes : rapport annuel, 1995-1997, 2001.

1995-1997 **4514 WM 023**

2001 **4514 WM 024**

Sociétés d'économie mixte : rapport d'activité, 1997-2006, 2008-2010.

1997-1998 **4514 WM 026**

1999-2001 **4514 WM 027**

2002-2003 **4514 WM 028**

2004-2005 **4514 WM 029**

2006 **4514 WM 030**

2008-2009 **4514 WM 031**

2010 **4514 WM 032**

Études sur les syndicats d'économie mixte : correspondance, documentation, notes, fiche de présentation des syndicats d'économie mixte (2001-2002).	6988 WM 012
Évaluation des risques financiers : correspondance, tableau des bénéficiaires de subvention, documentation, support de présentation (2006).	6988 WM 013
Situation financière des organismes de logement social garantis par le Grand Lyon : rapports annuels de 1998 à 2008 (2000-2009).	6321 WM 010
Habitat, bilan à mi-parcours du contrat de plan : comptes rendus de réunions, correspondance (2006).	6331 WM 037
Organismes externes : rapport annuel (2011).	4514 WM 025
Suivi des relations avec les organismes externes : rapports, tableaux de synthèse (2013-2014).	6678 WM 018
Évaluation des prestataires : notes, document de travail, fiche bilan (2006).	6988 WM 014
Contrôle des clubs sportifs : correspondance, support de présentation, questionnaire à l'intention des clubs, document de travail, décision du comité d'engagement (2010).	6988 WM 016

III.1.3. Documents supports et méthodologiques

Les gestions externes, le « groupe » communautaire (Communauté urbaine de Lyon, 1991).	4514 WM 021
<i>Les gestions externes</i> (Communauté urbaine de Lyon, 1991).	4514 WM 022
Distribution eau potable, 2002-2003.	
Règlement du Service de l'Eau de la Communauté urbaine de Lyon visé par la Préfecture (2002).	6751 WM 001
Règlement de l'eau de la Communauté urbaine, justificatif d'affichage (2003).	6738 WM 001
Révision quinquennale, affichage mairies : justificatifs (2003).	6751 WM 002

III.2. MODE DE GESTION ET PROCÉDURE DE PASSATION, CHOIX

Depuis sa création en 1969, la Communauté urbaine de Lyon a la possibilité de déléguer ou d'externaliser à une personne morale de droit privé ou public la gestion d'un service public dont elle a la responsabilité. La Communauté urbaine, puis la Métropole, procède donc à une phase d'étude préalable pour évaluer le mode de gestion optimum, en fonction de l'optimisation des contributions financières et répondre aux enjeux d'amélioration continue de la qualité du service public.

Constitution d'une commission permanente de délégation de service public, désignation des représentants titulaires et suppléants : délibération n° 2001-0010 du Conseil de Communauté du 18 mai 2001 (2001).	6757 WM 001
--	--------------------

III.2.1. Abattoir, développement de l'industrie de la viande

Nom : Abattoir de Corbas

Mode de gestion retenu : **bail emphytéotique**

Présentation de la structure : Les abattoirs de Corbas sont des abattoirs spécialisés dans l'abattage des chevaux, porcs et volailles.

Candidat retenu : **CIBEVIAL**

Choix du mode d'organisation, 1993-1994.

Faisabilité : business plan, rapport de présentation, plan de **5799 WM 001** développement, plans (1993-1994).

III.2.2. Aéroport, gestion des boutiques duty free

Présentation de la structure : Arrivée à échéance de la majorité des points de vente de l'aéroport en zone réservée et en zone publique, fin 2010-début 2011, ADL (société des aéroports de Lyon) souhaite gérer ses commerces en partenariat avec un opérateur privé dans le cadre d'une joint-venture (JV) et non plus dans le cadre d'une concession classique. La société prend exemple du mode de fonctionnement adopté par la société des aéroports de Paris. Le périmètre adopté est défini largement (tabac, alcool, parfum, mode, soit un périmètre hors restauration) afin d'optimiser la rentabilité de l'activité.

Création d'une joint-venture (JV) entre la société des aéroports de Lyon (ADL) et un opérateur privé, 2010-2011.

Procédure de création : rapports, comptes rendus de réunions, notes, **6008 WM 051** correspondance (2010-2011).

III.2.3. Boulevard périphérique nord de Lyon (BPNL), exploitation de l'équipement

Choix du mode d'organisation, 1998.

Mode de gestion retenu : **concession**

Candidat retenu : **Openly**

Présentation de la structure : À la suite de l'arrêt du conseil d'État en date du 6 février 1998, annulant la délibération en date du 18 juillet 1991 désignant un concessionnaire pour la construction et l'exploitation du BPNL, la Communauté urbaine a résilié la concession de l'ouvrage d'art dit "boulevard périphérique nord de Lyon" (BPNL).

Cette situation a conduit la Communauté urbaine, en 1999, à racheter l'ouvrage initialement concédé.

À la suite d'un appel d'offres, son exploitation a alors été confiée, pour une durée de six ans, à la société d'exploitation du périphérique de Lyon, Openly.

Les objectifs de la collectivité étaient alors les suivants :

- le maintien d'une maîtrise d'ouvrage publique ;
- le professionnalisme de l'exploitation ;
- l'unité d'exploitation, notamment pour la partie gratuite et la partie avec péage ;
- la responsabilisation de l'exploitant et la recherche d'une performance de gestion pouvant s'exprimer, notamment par la souplesse et la capacité de réactivité ;
- durée optimale pour assurer la responsabilisation effective de l'exploitant ;
- niveau de résultat financier permettant de financer le coût du rachat de l'ouvrage ;
- choix compatible avec le bénéfice du FCTVA sur le rachat de l'ouvrage à l'ancien concessionnaire.

Notes d'information, relevé de conclusion, rapport d'expertise, note **4488 WM 007** d'expertise sur la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), projet de dossier de consultation des entreprises (DCE), correspondance, documents de travail (1998).

Choix du mode de gestion, 2004-2005.

Mode de gestion retenu : délégation de service public

Candidat retenu : Openly

Présentation de la structure : Le 17 janvier 2005 (délibération n° 2005-2444) est décidée une délégation de service public pour l'exploitation du BPNL. La mission confiée au délégataire sous la forme d'une régie intéressée est une mission globale qui comprend notamment, l'exploitation, le gros entretien et le renouvellement, l'assistance et le conseil à la collectivité délégante.

La société autoroutes du sud de la France (ASF) est choisie pour délégataire (délibération n° 2005-3026 du 14 novembre 2005). La convention de délégation de service public est établie pour une durée de 8 ans, du 4 janvier 2006 au 4 janvier 2014. Comme prévu dans la convention, ASF crée une société dédiée, opérateur du périphérique nord de Lyon (Openly).

Note d'analyse, avis juridique, analyse comparative des modes de gestion, **4488 WM 001**
délibération du conseil communautaire (2004-2005).

Procédure de passation, 2005-2006.

Extraits du registre des délibérations communautaires, avis de publicité, **4488 WM 002**
dossier de réception des candidatures et des offres, compte-rendu
d'analyse des candidatures, procès-verbal d'ouverture des offres, rapport
d'avis d'analyse des offres, dossier de négociation et de choix du
délégataire, certificat de notification, correspondance (2005-2006).

Consultation : réponses aux questions des candidats, convocations à la **4488 WM 003**
visite des lieux, attestations de visite (2005).

Commission consultative de délégation de service public, attribution de **6757 WM 002**
délégatio : procès-verbal d'ouverture des candidatures, rapport d'analyse
des candidatures, procès-verbal d'ouverture des offres, rapport d'analyse
des offres, feuilles de présence (2005).

Dossier de candidature de l'entreprise retenue OPENLY (2005). **6738 WM 002**

Montage juridique du contrat et de la procédure : notes juridiques, notes **4488 WM 004**
d'informations, note comptable, requête introductive d'instance (2005).

Négociation, séances : réponses des candidats aux questions posées,
procès-verbaux des séances de négociations, bilans financiers
prévisionnels, projets de convention, correspondance, (2005).

Séances du 23 septembre au 5 octobre 2005 **4488 WM 005**

Séances du 7 octobre au 19 octobre 2005 **4488 WM 006**

Procédure de passation, 2012-2013.

Commission de Délégation de service public (CPDSP), attribution de DSP : **6757 WM 003**
procès-verbal d'ouverture des candidatures, rapport d'analyse des
candidatures, procès-verbal d'ouverture des offres, rapport d'analyse des
offres, feuilles de présence (2012-2013).

Procédure de passation, 2012-2014.

Mode de gestion retenu : contrat de partenariat

Candidat retenu : groupement composé des entreprises Fayat, Sanef et Mirona

Présentation de la structure : Par la délibération n° 2012-3149, le Conseil de Communauté approuve le principe du recours à un contrat de partenariat en vue de confier à un prestataire externe une mission globale incluant la réalisation des travaux de mise en sécurité des tunnels du BPNL, leur financement et la gestion du BPNL (incluant la maintenance et le gros entretien renouvellement (GER) d'une durée totale de 20 à 25 ans.

Par délibération n° 2014-0344 du 3 novembre 2014, le Conseil de la Communauté urbaine de Lyon a approuvé, d'une part, le choix du groupement composé des entreprises Fayat, Sanef et Mirona comme attributaire du contrat de partenariat pour la conception, la réalisation et le financement des travaux de mise en sécurité et pour la gestion du BPNL, et d'autre part, le contrat de partenariat et ses annexes, établi pour une durée de 20 ans à partir de sa date de prise d'exploitation fixée au 2 janvier 2015.

Offre retenue du groupement composé des entreprises Fayat, Sanef et Mirona, 2012-2014.

Régularisation, précisions sur le groupement : correspondance (décembre 2012). **6776 WM 001**

Proposition partenariale sommaire (PPS), 2013.

Dossier de conception et réalisation des travaux de mise en sécurité partie 1/4 (2013). **6776 WM 002**

Dossier de conception et réalisation des travaux de mise en sécurité partie 2/4 (2013). **6776 WM 003**

Dossier de conception et réalisation des travaux de mise en sécurité partie 3/4 (2013). **6776 WM 004**

Dossier de conception et réalisation des travaux de mise en sécurité partie 4/4 (2013). **6776 WM 005**

Dossier de réalisation des prestations d'exploitation maintenance et de GER, dossier de propositions en matière de développement durable, d'accueil commercial, de promotion de l'ouvrage et de maintenance curative sur dommages à l'ouvrage du fait de tiers, dossier liste et présentation de l'ensemble des éléments techniques qui dérogeraient au Programme Fonctionnel des Besoins, dossier projet d'annexe 7 titre 1 Indicateurs de performance complété, dossier programme d'insertion professionnelle proposé (2013). **6776 WM 006**

Dossier évaluation du coût de l'investissement et du montant à financer, dossier de conditions de financement de l'opération, dossier de calcul des frais de préfinancement, échéancier des loyers R1 (décomposition), dossier évaluation de la rémunération du partenaire dans ses différentes composantes et modalité d'évolution, dossier de simulation du coût pour le Grand Lyon d'une résiliation pour motif d'intérêt général, note juridique explicative des relations contractuelles et des rôles des différents intervenants, note de présentation de la structure dédiée et de ses prestataires, note juridique relative à l'identification et à la répartition des risques, note exposant les dispositifs de sanction et de garanties de bonne exécution des engagements souscrits et/ou proposés par les candidats, note juridique sur les assurances que le candidat se propose de souscrire, projet de contrat complété et éventuellement modifié, tableau de présentation des modifications proposées au projet de Contrat, rapport de présentation des contrats envisagés entre la société dédiée et les prestataires identifiés, liste détaillée et justifiée des éléments jugés confidentiels par le candidat, rapport de présentation synthétique de la proposition technique, rapport de

présentation synthétique de la proposition juridique, rapport de présentation synthétique de la proposition financière (2013).

Proposition partenariale détaillée (PPD), 2014.

Conception et réalisation des travaux de mise en sécurité partie 1/5 (2014). **6776 WM 008**

Conception et réalisation des travaux de mise en sécurité partie 2/5 (2014). **6776 WM 009**

Conception et réalisation des travaux de mise en sécurité partie 3/5 (2014). **6776 WM 010**

Conception et réalisation des travaux de mise en sécurité partie 4/5 (2014). **6776 WM 011**

Conception et réalisation des travaux de mise en sécurité partie 5/5 (2014). **6776 WM 012**

Réalisation des prestations d'exploitation, maintenance et de GER (2014). **6776 WM 013**

Dossier de propositions en matière de développement durable, d'accueil commercial, de promotion de l'ouvrage et de maintenance curative sur dommages à l'ouvrage du fait de tiers, liste et présentation de l'ensemble des éléments techniques qui dérogeraient au programme fonctionnel des besoins, projet d'annexe 7 titre 1 Indicateurs de performance complété, programme d'insertion professionnelle proposé, dossier d'évaluation du coût de l'investissement et du montant à financer, dossier conditions de financement de l'opération, dossier calcul des frais de préfinancement, échéancier des loyers R1 (décomposition), dossier d'évaluation de la rémunération du partenaire dans ses différentes composantes et modalité d'évolution, simulation du coût pour le Grand Lyon d'une résiliation pour motif d'intérêt général, note juridique explicative des relations contractuelles et des rôles des différents intervenants, note de présentation de la structure dédiée et de ses prestataires, note juridique relative à l'identification et à la répartition des risques, note exposant les dispositifs de sanction et de garanties de bonne exécution des engagements souscrits et/ou proposés par les candidats, note juridique sur les assurances que le candidat se propose de souscrire, projet de contrat complété et éventuellement modifié, tableau de présentation des modifications proposées au projet de Contrat, dossier de présentation des contrats envisagés entre la société dédiée et les prestataires identifiés, liste détaillée et justifiée des éléments jugés confidentiels par le candidat, dossier de présentation synthétique de la proposition technique, dossier de présentation synthétique de la proposition juridique, dossier de présentation synthétique de la proposition financière (2014). **6776 WM 014**

Offre finale (OF), 2014.

Conception et réalisation des travaux de mise en sécurité partie 1/4 (2014). **6776 WM 015**

Conception et réalisation des travaux de mise en sécurité partie 2/4 (2014). **6776 WM 016**

Conception et réalisation des travaux de mise en sécurité partie 3/4 (2014). **6776 WM 017**

Conception et réalisation des travaux de mise en sécurité partie 4/4 (2014). **6776 WM 018**

Dossier de réalisation des prestations d'exploitation maintenance et de GER, dossier de propositions en matière de développement durable, d'accueil commercial, de promotion de l'ouvrage et de maintenance curative sur dommages à l'ouvrage du fait de tiers, liste et présentation de l'ensemble des éléments techniques qui dérogeraient au programme fonctionnel des besoins, projet d'annexe 7 Titre 1 Indicateurs de performance complété, programme d'insertion professionnelle proposé, dossier d'évaluation du coût de l'investissement et du montant à financer, dossier sur les conditions de financement de l'opération, dossier calcul des frais de préfinancement, échéancier des loyers R1 (décomposition), dossier d'évaluation de la rémunération du Partenaire dans ses différentes composantes et modalité d'évolution, dossier de simulation du coût pour le Grand Lyon d'une résiliation pour motif d'intérêt général (2014). **6776 WM 019**

Note juridique explicative des relations contractuelles et des rôles des différents intervenants, note de présentation de la structure dédiée et de ses prestataires, note juridique relative à l'identification et à la répartition des risques, note exposant les dispositifs de sanction et de garanties de bonne exécution des engagements souscrits et/ou proposés par les candidats, note juridique sur les assurances que le candidat se propose de souscrire, projet de contrat complété et éventuellement modifié, tableau de présentation des modifications proposées au projet de contrat, dossier de présentation des contrats envisagés entre la société dédiée et les prestataires identifiés, liste détaillée et justifiée des éléments jugés confidentiels par le candidat, présentation synthétique de la proposition technique, présentation synthétique de la proposition juridique, présentation synthétique de la proposition financière (2014). **6776 WM 020**

III.2.4. Centre des Congrès de la Cité Internationale

III.2.4.1. Centre des Congrès de la Cité Internationale, gestion et exploitation

Mode de gestion retenu : **délégation de service public**

Candidat retenu : **GL Events**

Présentation de la structure : Le centre des Congrès a pour vocation d'être une structure d'accueil de manifestations diverses (réunions d'affaires, spectacles, activités culturelles et de loisirs, ...).

Il est situé au sein de la Cité internationale.

Conformément à une délibération du 13 novembre 2006 (n° 006-3746), la Communauté urbaine de Lyon a confié au Groupe GL Events la mission de gestion et d'exploitation du centre des congrès. La forme contractuelle de la délégation de service public est l'affermage.

Une société dédiée à la gestion de cette délégation de service public a été créée : GL Events Cité Centre Congrès Lyon (GLECCCL).

La date de prise d'effet de la convention est le 1^{er} janvier 2007. Elle a été conclue pour une durée de 10 ans.

Choix de la contractualisation, 2002-2006, 2015.

Analyses juridiques : rapport, correspondance (2002-2006). **6457 WM 001**

Analyse économique et financière : rapports (KPMG, 2004). **6457 WM 002**

Choix du mode de gestion et passation de délégation de service public de gestion et d'exploitation : note d'organisation pour l'assistance technique et financière, rapport d'analyse financière (Deloitte, 2015). **6457 WM 003**

Procédure de passation, 2005-2006, 2015.

Commission consultative de délégation de service public, attribution de DSP : procès-verbal d'ouverture des candidatures, rapport d'analyse des candidatures, procès-verbal d'ouverture des offres, rapport d'analyse des offres, feuilles de présence (2005-2006). **6757 WM 004**

Décision de délégation et réception des candidatures et offres : support de présentation, délibération numéro 2005-2758 de la Communauté urbaine de Lyon actant le principe de délégation de l'exploitation du centre des Congrès, rapport sur les caractéristiques techniques et financières de la délégation, avis de publicité, récépissés de réception des candidatures et des offres, délibération numéro 2005-3116 de la Communauté urbaine de Lyon approuvant le dossier de consultation, correspondance, accusés d'ouverture des candidatures, rapports d'analyse des candidatures et des offres, règlement de consultation, notes internes sur le déroulé de la procédure (2005-2006). **4486 WM 001**

Négociation : arrêté numéro 2006-06-12-R-0187 du Président de la Communauté urbaine de Lyon habilitant monsieur Patrick Laurent à assurer le suivi des négociations de la DSP, correspondance, comptes rendus de réunion, supports de présentation, offres des candidats (2006). **4486 WM 004**

Attribution de la délégation : extrait du Bulletin Officiel de la Communauté urbaine de Lyon, délibération numéro 2006-3746 de la Communauté urbaine de Lyon approuvant le contrat de délégation, certificats de notification et d'affichage légal, avis de recours face au Préfet du Rhône, notes internes sur le déroulé de la procédure (2006-2007). **4486 WM 009**

Choix du mode de gestion et passation de délégation de service public de gestion et d'exploitation : note d'organisation pour l'assistance technique et financière, rapport d'analyse financière (Deloitte, 2015). **6457 WM 003**

III.2.4.2. Centre des Congrès de la Cité Internationale et Eurexpo

Mode de gestion retenu : délégation de service public

Candidat retenu : GL Events

Présentation de la structure : L'exploitation du centre des Congrès de Lyon fait l'objet d'un contrat de DSP de type affermage (2007-2016) conclu entre le GL Cité Centre des Congrès de Lyon (GLECCCL) et la Communauté urbaine de Lyon.

Par ailleurs, le site d'Eurexpo fait l'objet d'un bail commercial jusqu'en 2015, confié à la SEPEL (47% GL Events, 53% CCI), les installations étant la propriété de l'association COFIL.

La SEPEL exploite le parc des expositions en organisant les événements par l'intermédiaire de sa filiale SEPELCOM (devenue GL Events Exhibitions : 95% GL Events, 5% SEPEL) et en accueillant des organisateurs extérieurs.

Afin de prendre en compte les remarques de la CRC, un scénario d'évolution de la gouvernance a été acté par le COFIL.

Une réflexion sur les modes de gestion des deux sites, Eurexpo et centre de Congrès, débute, afin d'évaluer dans quelle mesure il est opportun ou non de mettre en place une délégation de service publique unique pour la gestion des deux sites.

Choix de la contractualisation, 2013.

Étude d'opportunité de mutualisation de la gestion : rapports, **6457 WM 004**
correspondance (2013).

III.2.5. Cimetières communautaires de Bron-Parilly et Rillieux-la-Pape et Crématorium de Bron, gestion

Mode de gestion retenu : **délégation de service public**

Candidat retenu : **SAUR**

Présentation de la structure : La loi n° 66.1069 du 31 décembre 1966 relative aux communautés urbaines leur avait donné notamment compétence en matière de création de cimetières et d'extension de ceux-ci ainsi que la création de fours crématoires.

Choix du mode de gestion, 1996-1998.

Cimetière communautaire de Rillieux-la-Pape : conventions de gestion, **4473 WM 001**
avenants, extraits du registre des délibérations (1976-1994). Cimetière
communautaire de Bron : conventions de gestion, avenants, extraits du
registre des délibérations, avant-projet pour la construction d'une chambre
funéraire et d'un crématoire, correspondance (1990-1994).

Notes sur les modes de gestion des cimetières communautaires, note de **4473 WM 002**
réflexion pour le développement du Parc Cimetière communautaire de
Bron, guide de procédures administratives pour les cimetières
communautaires (1992-1993).

Procédure de passation, 1993-2002.

Consultation

Appel d'offre : cahier des charges (1993). **4473 WM 016**

Offre retenue CISE (1994). **4473 WM 003**

Choix du délégataire : rapport d'analyse des offres, convention de **4473 WM 004**
délégation de service public, avenant n°1, comptes rendus de
réunions, comptes rendus de la commission de Délégation de
Service Public, correspondance (1994-1999).

Transfert de DSP de la société CISE-SAUR à la société VESTALIA **4473 WM 005**
(filiale du groupe SA CISE-SAUR) : compte-rendu technique, extraits
du registre des délibérations (2000-2002).

III.2.6. Cité Internationale de la Gastronomie de Lyon

Mode de gestion retenu : **délégation de service public**

Nom du candidat retenu : **Magma Cultura**

Présentation de la structure : La Cité Internationale de la Gastronomie de Lyon est un projet piloté par la Métropole de Lyon entre 2012 et 2019. Ce projet s'est implanté au sein de l'Hôtel Dieu, dans la partie datant des XVIe - XVIIIe siècles. Elle s'étend sur un espace de 3930m² réparti sur quatre étages. La Cité

Internationale de la Gastronomie de Lyon fait partie du réseau des Cités Internationales de la Gastronomie, avec Dijon, Tours et Rungis. Elle a vu le jour suite de l'inscription du « Repas gastronomique des Français » au patrimoine immatériel de l'Humanité par l'UNESCO en 2010. La particularité de la cité lyonnaise est le traitement de la gastronomie du point de vue de la nutrition et de la santé.

Le projet de la Cité Internationale de la Gastronomie a été dirigé par la délégation au développement économique. Il a été piloté par Sébastien Delestra jusqu'en 2015, puis par Sophie Louet jusqu'à la livraison du projet en 2019. Ce projet, chiffré à 20 M€, a pu compter sur la participation de mécènes et sur l'implication de nombreux acteurs de la vie culinaire et gastronomique locaux.

La cité a ouvert au public le 19 novembre 2019, date à laquelle le pilotage a été confié à la direction de la Culture en la personne de Céline Migliore.

Choix du mode de gestion (2017).

Décision de déléguer : délibération n°2017-1934 de la Métropole de Lyon, rapport sur les caractéristiques techniques et financières de la délégation, avis de la commission consultative des services publics locaux (2017). **7051WM001**

Procédure de passation (2017-2018).

Dossier de consultation des entreprises (DCE) (2017). **7051WM002**

Procédure de consultation : attestations de visites, correspondance, convocations (2017). **7051WM003**

Réception des candidatures et des offres : récépissés, arrêté n°2017-10-02-R-0847, convocation à la tenue de la commission permanente de délégation de service public pour l'ouverture des candidatures, procès-verbal de l'ouverture des candidatures (2017). **7051WM004**

Négociations (2017-2018).

Tenue du premier tour des négociations : feuilles de présence, convocations avec les questions préalables, projet de contrat, présentations (2017). **7051WM005**

Demandes d'offres améliorées : correspondance, projet de contrat réadapté, récépissés (2017-2018). **7051WM006**

Tenue du second tour des négociations : feuilles de présence, convocations avec les questions préalables, projet de contrat, présentations (2018). **7051WM007**

Demande d'offre finale : correspondance, projet de contrat réadapté, récépissés (2018). **7051WM008**

Consultation de l'avant-projet sommaire : convocations, feuilles de présence, correspondance (2018). **7051WM009**

Examen des candidatures et offres pour attribution d'un marché : rapport d'analyse des offres finaux, délibération n°2018-2904 de la Métropole de Lyon, récépissé de la Préfecture du Rhône pour le contrôle de la légalité, correspondance, certificat de notification, certificat d'affichage public, notifications de rejet de candidatures (2018). **7051WM010**

Dossier et offre de candidature du lauréat Magma Cultura (2017-2018).

Dossier de candidature : correspondance, candidature, extrait du registre des immatriculations du commerce et des sociétés, statuts, attestation de régulation fiscale, comptes annuels (2017). **7051WM011**

Offre initiale : rapport, synthèse (2017). **7051WM012**

Négociation, réponses aux questions préalables : rapport (2017). **7051WM013**

Offre améliorée : rapport, synthèse (2018). **7051WM014**

Offre finale : rapport, synthèse (2018). **7051WM015**

III.2.7. Déchets, gestion

Projet non abouti

Présentation de la structure : Afin d'optimiser le traitement global des déchets et des flux, les quatre EPI nommée ORGANOM, SYTRAIVAL, SITOM Nord Isère et Grand Lyon, ont signé une Charte de coopération pour la valorisation des déchets (COVADE) - le 20 décembre 2007.

Après 3 années de coopération, les membres de COVADE ont souhaité mettre en place une structure de coordination et de complémentarité de l'exercice des compétences de chacun des membres en matière de traitement et de valorisation des déchets, sans dessaisissement des compétences respectives. L'objet premier du syndicat mixte visait d'abord et avant tout à constituer un cadre de référence de nature à rationaliser le traitement des déchets sur le territoire constitué des quatre entités concernées en organisant des dispositifs d'interdépannage entre les installations de traitement des membres et en menant des études communes.

Projet de création d'un syndicat mixte (non abouti), 2010-2014.

Rapport de projet, rapport de présentation, comptes rendus de réunion, note d'organisation, correspondance (2010-2014). **6008 WM 049**

III.2.8. Eau potable, distribution pour les communes de Givors et de Grigny

Mode de gestion retenu : **délégation de service public**

Candidat retenu : **SAUR**

Présentation de la structure : La communauté urbaine de Lyon exerce à titre obligatoire la compétence eau potable depuis sa création. À compter du 1er janvier 2007, les communes de Givors et Grigny ont adhéré à la Communauté urbaine.

Le contrat de service public de distribution de l'eau potable sur ces deux communes gérées par la société Lyonnaise des Eaux, dans le cadre d'une convention de délégation de service public de type affermage, est arrivé à échéance au 31 décembre 2011.

Par délibération n° 2011-1989 du 10 janvier 2011, la Communauté urbaine a décidé de déléguer ce service public par un contrat d'une durée de trois ans.

Cette délégation de service public a pour objet de confier à un délégataire, à ses risques et périls, la gestion du service de distribution de l'eau potable à Givors et Grigny. La gestion du service inclut l'exploitation, l'entretien et la surveillance des installations, la réalisation des travaux qui incombent contractuellement au délégataire (entretien, maintenance et une partie du renouvellement des ouvrages) ainsi que la prise en charge des relations avec les usagers du service.

Par séance du 17 octobre 2011 et par la délibération n° 2011-2516 la Communauté urbaine fait le choix de la société SAUR comme délégataire de service public pour la distribution de l'eau potable à Givors et Grigny et signe donc avec elle une convention délégation de service public établie pour une durée de 3 ans.

Procédure de passation, 2010-2012.

Règlement de consultation, publicité, réception des candidatures et offres, procès-verbal d'ouverture des plis, extrait du registre des délibérations, **5664 WM 001**

notification du contrôle de légalité, notification de la convention au délégataire (2010-2012).

Commission consultative de délégation de service public, attribution de DSP : procès-verbal d'ouverture des candidatures, rapport d'analyse des candidatures, procès-verbal d'ouverture des offres, rapport d'analyse des offres, feuilles de présence (2011). **6757 WM 007**

Correspondance (2011).

5664 WM 002

III.2.9. Eau potable, production et distribution

Mode de gestion retenu : **délégation de service public**

Procédure de passation de délégation de service public :

3 candidats :

- Candidat A : Veolia Eau – Compagnie Générale des Eaux ;
- Candidat B : Lyonnaise des Eaux ;
- Candidat C : Saur.

Procédure de passation, 2012-2013.

Procès-verbaux de CPDSP (Commission permanente de délégation de service public), procès-verbaux d'ouverture des candidatures des entreprises Véolia, Lyonnaise des eaux et Saur, attestations de présence aux visites obligatoires, correspondance (2012-2013). **6751 WM 005**

III.2.10. Eau potable, production et distribution sur le territoire communautaire, hors les communes de Marcy-L'étoile, Solaize, La Tour-de-Salvagny et Lissieu

Mode de gestion retenu : **délégation de service public**

Candidat retenu : **VEOLIA EAU – COMPAGNIE GENERALE DES EAUX**

Présentation de la structure : La Communauté urbaine de Lyon est l'autorité organisatrice du service public d'eau potable. Il s'agit d'une compétence obligatoire en vertu de l'article L 5215-20-1 du code général des collectivités territoriales. L'article L 2224-11 de ce même code dispose que ce service est financièrement géré comme un service à caractère industriel et commercial.

Les objectifs assignés au futur délégataire sont présentés dans cette logique :

- produire l'eau potable à partir des unités de production existantes ;
- assurer la gestion et la surveillance des ressources en eau de la Communauté urbaine et, notamment, du champ captant de Crépieux-Charmy ;
- transporter et distribuer l'eau potable jusqu'aux locaux des abonnés ;
- gérer la relation clientèle ;
- entretenir l'ensemble des ouvrages et équipements destinés à l'exploitation du service public ;
- renouveler certains équipements, principalement les équipements électromécaniques, les canalisations de moins de 15 mm de diamètre, les compteurs ;
- réaliser les investissements nécessaires.

Déroulé de la procédure :

Par délibération n° 2012-3379 du Conseil communautaire du 12 novembre 2012 et après avis favorable de la commission consultative des services publics locaux (CCSPL) du 25 octobre 2012 et avis défavorable du comité technique paritaire (CTP) du 25 octobre 2012, la Communauté urbaine a approuvé le principe du recours à une délégation de service public pour la production et la distribution d'eau potable sur le territoire communautaire, hors les communes de Marcy-l'Etoile, Solaize, La Tour-de-Salvagny et Lissieu, en application des articles L 1411-1 et suivants et R 1411-1 et suivants du code général des collectivités territoriales (CGCT) relatifs aux délégations de service public.

Par cette délibération, le Conseil de Communauté a approuvé les caractéristiques essentielles envisagées des prestations que devra assurer le délégataire et a autorisé monsieur le Président à engager toutes démarches et à prendre toutes décisions utiles à l'exécution de la présente délibération, en particulier pour la mise en œuvre et le bon déroulement de la procédure de délégation de service public.

Par cette même délibération, le Conseil de Communauté a approuvé le principe d'une variante obligatoire relative à la durée. L'offre de base est ainsi établie pour une durée de 8 ans, l'offre variante pour une durée de 10 ans. Dans le cadre d'une procédure de passation dite ouverte, 3 candidats ont soumissionné avant la date limite de réception des candidatures et des offres fixée au 30 avril 2013 :

- candidat A : Veolia eau - Compagnie générale des eaux ;
- candidat B : Lyonnaise des eaux France ;
- candidat C : Saur SAS.

Par la délibération n° 2014-4458 du Conseil de Communauté du 13 janvier 2014, le candidat VEOLIA EAU COMPAGNIE GENERALE DES EAUX est désigné comme délégataire de service public pour la production et la distribution d'eau potable sur le territoire communautaire, hors les Communes de Marcy-l'Etoile, Solaize, La Tour de Salvagny et Lissieu.

Procédure de passation, 2014.

Candidature et offre retenue VEOLIA EAU, 2014.

Offre initiale base parties financière et technique (2014).	6772 WM 001
Offre initiale base parties technique et environnementale-sociale (2014).	6772 WM 002
Offre initiale base parties service à l'usage, tuilage, prestations accessoire et reprise régie (2014).	6772 WM 003
Offre initiale base : projet de contrat, rapport de propositions des modifications (2014).	6772 WM 004
Offre initiale variante : partie technique, contrat (2014).	6772 WM 005
Offre améliorée : réponses questions, offre de base (2014).	6772 WM 006
Offre améliorée variante, partie financière de l'offre finale base (2014).	6772 WM 007
Offre finale base : partie technique (2014).	6772 WM 008
Offre finale base parties service à l'usager, qualité environnementale-sociale, continuité de service et prestations accessoires (2014).	6772 WM 009
Offre finale base : contrat (2014) ; offre finale variante : partie financière, contrat (2014).	6772 WM 010

III.2.11. Fourrières, mise en place d'une fourrière communautaire

Mode de gestion retenu : **délégation de service public**

Choix du mode de gestion, 1996-1998.

Étude pour l'organisation d'une fourrière communautaire, demande aux communes : rapports, rapport d'activité de la société pour la gestion de fourrières d'automobiles (SGFA), correspondance (1996-1998). **5706 WM 008**

III.2.12. Golf de Chassieu

Mode de gestion retenu : **délégation de service public**

Candidat retenu : Blue Green

Présentation de la structure : Par convention, la commune de Chassieu a confié au Grand Lyon la maîtrise d'ouvrage de l'opération « golf de Lyon-Chassieu ». La création de cette opération a fait l'objet d'une délégation de service public sous la forme de concession en date du 21 octobre 1988. La durée de cette concession est de 25 ans (2013) et a été confiée à l'entreprise Blue Green. Cette délégation de service public a été prolongée d'un an pour prendre fin le 21 octobre 2015.

Suite à cette première délégation de service public, une seconde délégation de service public a été mise en place, dont les objectifs sont les suivants :

- assurer un service de qualité en développant le "sport pour tous" et l'enseignement (accueil des jeunes scolarisés et des plus défavorisés) en conservant les contraintes d'ouverture du golf 7 jours sur 7 dans une logique d'adhésion aux principes du développement durable ;
- garantir l'attractivité tarifaire ;
- démolir l'actuel club house et reconstruire un nouveau club house, développer et préserver l'ouvrage en s'assurant de la réalisation d'un programme d'entretien, de maintenance et de gros entretien et renouvellement par le futur gestionnaire ;
- réaliser des travaux d'amélioration et d'embellissement des installations golfiques.

Cette seconde délégation de service public a été confiée à Blue Green par la délibération n°2015-0579.

Historique, 1985-2016.

Création du golf de Chassieu : documents de présentation, délibérations du conseil communautaire n°88-4684 et n°95-0222, correspondance, rapport, documents préparatoires (1985-1995). **6982 WM 001**

Convention de concession, correspondance, procès-verbal de constat, documentation, documents préparatoires (1988-2001). **6982 WM 002**

Avenants aux contrats de concession : avenants, délibérations du conseil communautaire, correspondance, documentation (1987-2014). **6982 WM 003**

Statuts (1988). **6982 WM 004**

Protocole de fin de contrat : protocole, annexe, correspondance, tableaux budgétaires (1988-2016). **6982 WM 005**

Objet de l'externalisation, 2012-2015.

Choix du mode de gestion, préparation : délibérations du Conseil de Communauté n°2012-3309 et n° 2014-0312, documents préparatoires, rapports, correspondance, supports de présentation (2012-2014). **6982 WM 006**

Marché public n°2014-70 de l'assistance à la maîtrise d'ouvrage technique (AMOA) pour le lancement de la délégation de service public (DSP) du golf de Chassieu : correspondance, calendrier d'avancement, cahier des charges, bon de commande, fiche de procédure, contrat, certificats, fiche d'attribution, fiche d'initialisation, règlement de consultation, projet de convention, tableaux financiers, documents préparatoires, notes (2014-2015). **6982 WM 007**

Procédure de passation, 2014-2015.

Commission permanente de délégation de service public et de contrats de partenariat, attribution de DSP : procès-verbal d'ouverture des candidatures et des offres, rapport d'analyse des candidatures et des offres (2015). **6757 WM 008**

Consultation : règlement de consultation, correspondance, documents préparatoires, Golf magazine, avis d'appel public à la concurrence, exposé des motifs, appels à candidature, attestations de présence à la visite, documents d'organisation de la visite (2014). **6982 WM 008**

Organisation du marché public : règlement de consultation, documentation sur la délégation de service public, documents préparatoires (2014). **6982 WM 009**

Candidature Blue Green : éléments statutaires et financiers, offre initiale, offre améliorée, offre finale (2015). **6982 WM 010**

Négociation et étude des candidatures : supports de présentation, documentation sur les négociations, procès-verbal, correspondance, documentation sur les candidatures (2015). **6982 WM 011**

Procédure d'attribution : documentation sur le golf de Chassieu, support de présentation, délibération du conseil communautaire n°2015-0579, affichage d'attribution, attestation de parution, Golf magazine, correspondance, avis d'attribution, devis, avis d'intention, concession de travaux (2014-2015). **6982 WM 012**

III.2.13. Informatique et télécommunication, mise en œuvre d'un réseau métropolitain de télécommunication (RMT)

Mode de gestion retenu : **délégation de service public**

Candidat retenu : **CEGETEL**

Présentation de la structure : Il a été décidé par la délibération n°1997-1732 la mise en place d'une délégation de service public pour la gestion des systèmes de télécommunication.

Choix du mode de gestion, 1996-1998.

Étude juridique, rapport, correspondance (1996-1997). **5706 WM 001**

Avant-projet, projet, rapport descriptif de l'offre, correspondance (1997). **5706 WM 002**

Comptes rendus de réunions, appel à candidature, correspondance (1997-1998). **5706 WM 003**

III.2.14. Maison des écotecnologies, gestion et animation

Mode de gestion retenu : **délégation de service public**

Présentation de la structure : La Communauté urbaine de Lyon a, par délibération du 25 septembre 2000, décidé de retenir le principe d'une délégation de service public pour l'exploitation de la maison des écotecnologies.

Les objectifs dévolus à la maison des écotecnologies sont :

- apporter une valeur ajoutée aux éco-entreprises ;
- avoir un effet d'entraînement significatif pour le développement du pôle ;
- être le symbole de l'activité des éco-acteurs.

Les principales missions dévolues au délégataire sont les suivantes :

- accueil ;
- information et formation du public et des éco-acteurs ;
- organisation d'expositions et de manifestations ;
- organisation de campagnes pédagogiques sur l'environnement et l'économie de l'environnement ;

- valorisation et développement des réseaux éco-acteurs ;
- accueil et hébergement de structures dont l'objet est lié aux activités développées par le pôle ;
- aide à la création d'entreprises dédiées aux écotechnologies.

Choix du mode de gestion, 2000-2001.

Extraits du registre de délibération du Conseil communautaire, comptes rendus de réunions, dossier de lancement de la procédure de consultation, correspondance (2000-2001). **4500 WM 030**

III.2.15. Parc de stationnement

Mode de gestion retenu : délégation de service public

Parc de stationnement, compétence de la Communauté urbaine de Lyon : correspondance (1969, 1972) ; parc de stationnement à Lyon : rapport de présentation (2002-2003). **4487 WM 001**

Commission consultative de délégation de service public, avis sur le tarif tous parcs : présentation de projet d'avenants, avis, notes, correspondance (2004-2005). **6757 WM 009**

Gestion déléguée des parcs publics de stationnement : rapport annuel (2011). **6440 WM 052**

III.2.15.1. LYON 1ER - Parc de stationnement du Clos Saint Benoît

Mode de gestion retenu : délégation de service public

Présentation de la structure : Le parc de stationnement du Clos Saint Benoît est situé dans le 1^{er} arrondissement de Lyon.

Choix du mode de gestion : comptes rendus de réunions (1997, 2000), correspondance (1998, 2000). **4487 WM 002**

III.2.15.2. LYON 1 ER – Parc de stationnement Hôtel de ville

Mode de gestion retenu : délégation de service public

Candidat retenu : Lyon Parc Auto

Présentation de la structure : La Communauté urbaine a délégué la gestion de ce parc de stationnement le 17 novembre 1980 à la société Lyon Parc Auto, par le biais d'une convention-cadre expirant le 31 janvier 2011. Le 29 novembre 2010, le Conseil communautaire approuve une nouvelle convention de délégation de service public, sous forme d'un affermage, établie pour une durée de 12 ans à conclure avec la société Lyon Parc Auto (délibération n°2010-1823).

Choix du mode de gestion : délibération, compte-rendu du comité technique paritaire, avis de la Commission Consultative des services publics locaux, correspondance (2009-2010). **6440 WM 001**

Procédure de passation, 2009-2011.

Dossier de consultation des entreprises, avis d'appel public à candidatures, avis rectificatif, articles de presse, attestation de visite, correspondance, questions et réponses des candidats (2009-2010). **6440 WM 002**

Désignation des agents pouvant participer à la Commission permanente de délégation de service public avec voix consultative : arrêté 2010-06-10-R0214 (2010). **6757 WM 010**

Candidature et offre de l'entreprise retenue Lyon Parc Auto (2010). **6440 WM 003**

Négociation : réponses des candidats aux questions posées, projet de convention, comptes rendus de réunions, correspondance (2010). **6440 WM 004**

Réception et analyse des offres par la Commission permanente de délégation de service public (CPDSP) : arrêté, procès-verbaux d'ouverture des plis, procès-verbaux d'analyse des candidatures, procès-verbal de constat, rapport d'analyse des offres, correspondance (2010). **6440 WM 005**

Commission permanente de délégation de service public et de contrats de partenariat, attribution de DSP : procès-verbal d'ouverture des candidatures et des offres, rapport d'analyse des candidatures et des offres (2010). **6757 WM 011**

Attribution, validation du choix : délibération, convention, rapport, certificat de notification, certificat d'affichage, avis d'attribution, articles de presse, correspondance (2010-2011). **6440 WM 006**

III.2.15.3. LYON 1ER – Parc de stationnement Opéra place Tolozan

Mode de gestion retenu : délégation de service public

Présentation de la structure : Le parc de stationnement Opéra place Tolozan est situé dans le 1^{er} arrondissement de Lyon, à proximité de l'Opéra.

Procédure de passation, 1978-1991.

Préparation à la contractualisation : plans (1978). **4487 WM 010**

Contractualisation : délibération, convention (1978 -1991). **4487 WM 011**

III.2.15.4. LYON 1ER – Parc de stationnement Pentès de la Croix Rousse

Mode de gestion retenu : délégation de service public

Présentation de la structure : étude, conception, financement, réalisation, gestion technique et commerciale d'un parc de stationnement dans le 1^{er} arrondissement de Lyon sur la Montée de la Grande Côte - Pentès de la Croix.

Préparation des contractualisations, consultation, 1998, 2010-2011.

Préparation de la contractualisation, consultation : appel à candidature, comptes rendus de la Commission de délégation de service public, correspondance. Réclamation du candidat non retenu Parco France : correspondance (1998). **4487 WM 012**

Dossier de consultation des entreprises, extrait du registre des délibérations du Conseil communautaire, comptes rendus de réunions, correspondance (2010-2011). **4487 WM 013**

III.2.15.5. LYON 1ER – Parc de stationnement Rozier

Mode de gestion retenu : délégation de service public

Candidat retenu : Garage Bellecour (société).

Présentation de la structure : Signature d'une convention de délégation de service public, sous forme d'affermage, établie pour une durée de 3 ans (validée en séance du Conseil communautaire du 12 septembre 2011, délibération n° 2011-2374).

Le terme de ce contrat était prévu au 31 octobre 2014. Compte tenu de la configuration et des caractéristiques du parc, la Communauté urbaine a fait le choix de mettre à disposition cet ouvrage pour un usage de stationnement de véhicules légers et de conclure une convention d'occupation temporaire du domaine public avec la société Lyon Parc Auto, pour une durée de dix ans. Ainsi, par délibération en date du 15 septembre 2014, la Communauté urbaine a supprimé l'affectation au service public de l'ouvrage.

Procédure de passation, 2010-2011.

Commission permanente de délégation de service public et de contrats de partenariat, attribution de DSP : procès-verbal d'ouverture des candidatures et des offres, rapport d'analyse des offres (2011). **6757 WM 012**

Dossier de consultation des entreprises, extrait du registre des délibérations du Conseil communautaire, comptes rendus de réunions, correspondance (2010-2011). **4487 WM 013**

Candidature et offre de l'entreprise non retenue Lyon Parc Auto (2010-2011). **4487 WM 014**

Candidature et offre de l'entreprise retenue Garage Bellecour (2011). **6440 WM 007**

Attribution du marché : certificat de notification et contrôle de légalité (2011). **6440 WM 008**

Choix de changement du mode de gestion en convention d'occupation temporaire : rapport de présentation des caractéristiques des prestations, délibération, convention d'occupation temporaire du domaine public, procès-verbal d'état des lieux d'entrée, notes, correspondance (2013-2015). **6440 WM 009**

III.2.15.6. LYON 1ER – Parc de stationnement Tables Claudiennes

Mode de gestion retenu : **délégation de service public**

Candidat retenu : **Lyon Parc Auto**

Présentation de la structure : Le conseil de Conseil de Communauté, lors de sa séance du 4 novembre 2002, a décidé la réalisation d'un parc public de stationnement, en superstructure, dans le 1er arrondissement de Lyon. Cette décision avait pour but de faire face aux difficultés de stationnement dans les Pentes de la Croix-Rousse, en créant une offre de stationnement dans le secteur, notamment pour les résidents, conformément aux orientations du plan de déplacements urbains (PDU). Dans cette même séance du 4 novembre 2002, le Conseil de Communauté adoptait également le principe d'une délégation de service public, sous la forme d'un affermage, pour assurer la gestion de ce parc de stationnement.

Après l'achat du bâtiment concerné aux Hospices civils de Lyon en avril 2003, un mandat de maîtrise d'ouvrage a été confié à la société Lyon Parc Auto, en qualité de mandataire de la Communauté urbaine, en novembre 2003. La capacité du futur ouvrage a été réduite à 107 places pour répondre à ces exigences ainsi qu'aux dispositions du code de l'urbanisme, aux risques liés aux immeubles riverains et aux contraintes archéologiques. Les opérations de démolition et de construction du nouvel ouvrage sont intervenues à partir du mois de juin 2009.

Choix du mode de gestion : délibérations, comptes rendus de réunion, projet d'avis d'appel public à candidatures, notes, correspondance (2002-2010). **6440 WM 010**

Procédure de passation, 2009-2011.

Procédure : extraits du registre des délibérations du Conseil communautaire, comptes rendus de commissions, correspondance (2009-2011). **4487 WM 017**

- Désignation des agents pouvant participer à la Commission permanente de délégation de service public avec voix consultative : arrêté 2010-06-10-R0215 (2010). **6757 WM 013**
- Réunions de la Commission permanente de délégation de service public : arrêté, rapport d'analyse des offres, correspondance (2010). **6440 WM 011**
- Contractualisation : projet de convention (2010). **6440 WM 057**
- Négociation : compte-rendu de réunion, note, correspondance (2010). **6440 WM 012**
- Commission permanente de délégation de service public et de contrats de partenariat, attribution de DSP : procès-verbal d'ouverture des candidatures et des offres, rapport d'analyse des offres (2010). **6757 WM 014**
- Consultation : candidature et offre de l'entreprise retenue Lyon Parc Auto, cahier des clauses techniques et particulières signés (2010). **4487 WM 018**
- Convention, délibération, certificat de notification, correspondance (2010). **6440 WM 013**
- Mesures de publicité après signature : certificat d'affichage, correspondance (2010). **6440 WM 014**

III.2.15.7. LYON 1ER – Parc de stationnement Terreaux

<p><u>Mode de gestion retenu</u> : délégation de service public</p> <p><u>Candidat retenue</u> : Lyon Parc Auto (LPA)</p> <p><u>Présentation de la structure</u> : La convention a été signée le 27 février 1992. Le délégataire assure l'entretien des éléments et les travaux de renouvellement.</p>
--

Procédure de passation, 1987-1989.

- Consultation : appel à candidature, compte-rendu de réunions, correspondance (1987-1989). **4487 WM 019**

III.2.15.8. LYON 2ÈME – Parc de stationnement Antonin Poncet

<p><u>Mode de gestion retenu</u> : délégation de service public</p> <p><u>Candidat retenue</u> : Lyon Parc Auto (LPA)</p> <p><u>Présentation de la structure</u> : Le contrat de concession du 20 octobre 1986 a pour échéance le 8 décembre 2018. LPA finance intégralement l'ouvrage et les équipements et en assurera l'entretien et le bon fonctionnement. Les travaux de renouvellement sont également à sa charge (ascenseurs, pompes relevage, ventilation, péages...). En fin de concession, le contrat prévoit une remise gratuite de tous les ouvrages et équipements. La collectivité pourra racheter le mobilier d'approvisionnement.</p>

Procédure de passation, 1983-1989.

- Préparation de la contractualisation, consultation : extraits du registre des délibérations, plans, dossier de consultation des entreprises, offre retenue, acte d'engagement, comptes rendus de réunions, correspondance (1983-1989). **4487 WM 021**
- Contractualisation : convention, avenants, extrait du registre des délibérations du Conseil communautaire (1984-1989). **4487 WM 022**
- Dossier de contentieux (1987-1989). **4487 WM 023**

III.2.15.9. LYON 2ÈME – Parc de stationnement Perrache Sud

Mode de gestion retenu : **délégation de service public**

Candidat retenue : **Omniparc**

Présentation de la structure : Par délibération en date du 4 novembre 2002, le Conseil de Communauté a décidé de lancer, dans le cadre de l'opération Lyon Confluence, une procédure de délégation de service public en vue de construire un parc public de stationnement de 500 à 600 places environ sous la future place des Archives au sud de la gare Perrache dans le 2ème arrondissement.

Procédure de passation, 2003.

Commission consultative de délégation de service public, attribution de **6757 WM 015**
DSP : procès-verbal d'ouverture des candidatures et des offres, rapport d'analyse des candidatures et des offres, feuilles de présence (2003).

III.2.15.10. LYON 2ÈME – Parc de stationnement Saint-Antoine

Mode de gestion retenu : **délégation de service public**

Candidat retenu : **Lyon Parc Auto**

Présentation de la structure : Depuis 1980, le parc de stationnement Saint-Antoine est géré par la société Lyon Parc Auto, en application d'une convention de délégation de service public signée en 1980 et arrivant à échéance le 31 décembre 2010. Par délibération du Conseil en date du 31 mai 2010, cette convention a été prorogée pour une durée de 11 mois, jusqu'au 30 novembre 2011.

Parallèlement, la Communauté urbaine a engagé un grand projet de reconquête des rives de la Saône. C'est dans ce cadre que le parc de stationnement Saint-Antoine est réaménagé. Ainsi, une nouvelle convention de délégation de service public a été établie, d'une durée de 35 ans, avec la société Lyon Parc Auto pour la gestion du parc public de stationnement Saint-Antoine actuel et futur (délibération n° 2011-2469).

Montage, études préalables et choix du mode de gestion : délibérations, rapports, **6440 WM 016**
compte-rendu, plans, notes, correspondance (2009-2011).

Procédure de passation, 2010-2012.

Rapport de diagnostic archéologique (2010) **6440 WM 017**

Dossier de consultation des entreprises (2010). **6440 WM 018**

Avis de publicité, comptes rendus de visites du parc, avis d'appel à la candidature, correspondance (2010-2011). **6440 WM 019**

Rapport de présentation de la procédure de publicité, avis de publicité, attestation de visite de l'équipement, rapport d'analyse des offres de la Commission consultative de délégation de service public (2010-2011). **6757 WM 067**

Candidature et offre de l'entreprise retenue Lyon Parc Auto, attestation de visite du parc (2010-2011). **6440 WM 020**

Candidature et offre non retenue du groupement Vinci Park CGST et Eiffage TP, correspondance (2011). **6440 WM 021**

Annexes de l'offre non retenue du groupement Vinci Park CGST / Eiffage TP (2011). **6440 WM 022**

Négociation : réponses des candidats aux questions posées, analyses des offres, comptes rendus de réunions, notes, correspondance (2010-2011). **6440 WM 023**

Réception et analyse des offres par la Commission permanente de délégation de service public (CPDSP) : arrêté, procès-verbal d'ouverture des offres, analyse des offres, rapports, feuille de présence, correspondance (2011).	6440 WM 024
Validation du choix : certificat de notification, certificat d'affichage, articles de presse, correspondance (2011-2012).	6440 WM 025
Candidature retenue de l'entreprise LPA (2011).	6757 WM 068
Pièces complémentaires de la candidature retenue de l'entreprise LPA (2011).	6757 WM 069
Référé au tribunal : dossier de contentieux (2011).	6440 WM 026

III.2.15.11. LYON 2ÈME, 3ÈME – Parc de stationnement Perrache et Villette

<u>Mode de gestion retenu</u> : délégation de service public
<u>Candidat retenu</u> : Effia
<u>Présentation de la structure</u> : La communauté urbaine délègue à la société Lyon Parc Auto la gestion des parcs de stationnement Perrache et Villette. Les conventions pour ces deux parcs, conclues avec LPA, connaissent leur terme le 31 décembre 2010. Après les procédures pour déléguer la gestion de ces parcs, l'offre de la société Effia Stationnement fut retenue.

Procédure de passation, 2009-2011.

Désignation des agents pouvant participer à la Commission permanente de délégation de service public avec voix consultative : arrêté 2010-06-10-R0216 (2010).	6757 WM 016
Commission consultative de délégation de service public, attribution de DSP : procès-verbal d'ouverture des candidatures et des offres, rapport d'analyse des candidatures et des offres (2010).	6757 WM 017
Attribution du marché : dossier de procédure (2009-2011).	6440 WM 015
Candidature et offre de l'entreprise retenue EFFIA (2009-2010).	6738 WM 021
Projet de convention cadre, projet de contrat particulier (entreprise retenue EFFIA, 2010).	6738 WM 022

III.2.15.12. LYON 2ÈME, 5ÈME – Parc de stationnement Saint-Antoine et Saint-Jean

<u>Mode de gestion retenu</u> : délégation de service public
<u>Candidat retenu</u> : Lyon Parc Auto (LPA)
<u>Présentation de la structure</u> : Les parcs de stationnement Saint Antoine et Saint Jean sont situés dans le 5 ^{ème} arrondissement de Lyon.

Procédure de passation, 2010-2012.

Négociation avec VNF (Voies navigables de France) : compte-rendu du comité de suivi de la charte de partenariat VNF - Grand Lyon, compte-rendu de réunion avec VNF, relevé de conclusions, notes, correspondance (2010).	6440 WM 027
--	--------------------

Consultation, recours : courrier de l'entreprise non retenue Vinci pour **6440 WM 028** comprendre les motifs de rejet de son offre (2011-2012).

III.2.15.13. LYON 3ÈME – Parc de stationnement la Fosse aux Ours

Mode de gestion retenu : **délégation de service public**

Candidat retenu : **Lyon Parc Auto (LPA)**

Présentation de la structure : La convention a été signée le 25 avril 2003. LPA finance intégralement l'ouvrage et les équipements et en assurera l'entretien et le bon fonctionnement. Les travaux de renouvellement seront également à sa charge.

Procédure de passation, 1987-2002.

Extraits du registre des délibérations du Conseil communautaire, comptes **4487 WM 037** rendus de la Commission consultative, correspondance (1987-1999).

Commission consultative de délégation de service public, attribution de **6757 WM 018** DSP : procès-verbal d'ouverture des candidatures, rapport d'analyse des candidatures, rapport d'analyse des offres, feuilles de présence (2002).

III.2.15.14. LYON 3ÈME – Parc de stationnement Part-Dieu Centre commercial

Procédure de passation, 1972.

Mode de gestion retenu : **délégation de service public**

Candidat retenu : **Lyon Parc Auto (LPA)**

Présentation de la structure : Les éléments majeurs de cette opération sont :

- la convention de concession du parc du 10 juillet 1973 ;
- la convention cadre et contrat particulier du 17 novembre 1980 (échéance le 1er janvier 2011).

La Communauté urbaine assure l'entretien, y compris les grosses réparations, du génie civil et l'ouvrage et des équipements généraux aménagés sur le lot du parc. Le parc de stationnement, les installations et les matériels seront remis gratuitement à la Communauté urbaine.

Plans, pièces techniques (1972).

4487 WM 042

Procédure de passation, 1990-1995.

Mode de gestion retenu : **délégation de service public**

Candidat retenu : **Lyon Parc Auto (LPA)**

Présentation de la structure : La convention de concession du parc a été signée le 1 juin 1992 et a pour échéance le 30 avril 2025.

Extraits du registre des délibérations du Conseil communautaire, rapport de **4487 WM 046** la consultation, correspondance (1990-1995).

Procédure de passation, 2011-2012.

Mode de gestion retenu : **délégation de service public**

Candidat retenu : **Lyon Parc Auto**

Présentation de la structure : Le cadre contractuel concernant le parc de stationnement Part-Dieu Centre commercial est particulier. La Communauté urbaine a délégué sa gestion, le 17 novembre 1980, à la société Lyon Parc Auto, par le biais d'une convention-cadre précisant les caractéristiques essentielles de la délégation de service public (durée, répartition des responsabilités, etc.) qui a fait l'objet de 4 avenants et

d'un contrat spécifiant le régime de l'ouvrage (maintenance des équipements, sort des biens en fin de contrat, etc.)

Le troisième avenant en date du 15 mars 2004 prévoyait une prolongation du contrat de 2 ans en raison de travaux de grosses réparations mis à la charge du délégataire, repoussant ainsi le terme de la convention au 31 décembre 2012.

En 2012, un projet de modernisation du Centre commercial de la Part-Dieu est en cours de conception.

Par ailleurs, une partie de la toiture-terrasse du Centre commercial est occupée par Lyon Parc Auto, par le biais d'une convention de bail conclue le 22 mai 1975 avec le Syndicat des copropriétaires du centre commercial régional de Lyon La Part-Dieu, qui s'achèvera au terme de la convention par laquelle Lyon Parc Auto exploite le parc de stationnement Part-Dieu Centre commercial. En prévision de cela, la Communauté urbaine a signé un contrat de bail avec le Syndicat afin de confier l'exploitation des aires de stationnement sur la toiture-terrasse à son futur délégataire, en supplément de la gestion du parc précité.

Par délibération du 10 décembre 2012 (n°2012-3382), la société Lyon Parc Auto a été choisie comme délégataire et la nouvelle convention de délégation de service public d'une durée de trois ans a été approuvée.

Préparation de la contractualisation : projet de convention, contrat de bail **6440 WM 029**
(2011-2012).

Élaboration du DCE (dossier de consultation des entreprises), dossier préparatoire fourni par LPA (Lyon Parc Auto) : inventaire des biens, note historique, rapports de présentation, plans, correspondance (2012). **6440 WM 030**

DCE (dossier de consultation des entreprises), avis du Comité technique paritaire, certificat de notification, garantie à première demande, avis de la Commission consultative des services publics locaux (2012). **6757 WM 019**

Consultation, montage : projet de conventions, rapports du délégataire, comptes de résultats, bilans, tableaux des sinistres (2012). **6440 WM 031**

Consultation, suivi : délibération, note d'organisation du projet, règlement de la consultation, rapports de procédure, rapports du délégataire, cahier des clauses techniques particulières (CCTP), correspondance (2012). **6440 WM 032**

Candidature et offre retenue de l'entreprise Lyon Parc Auto (2012). **6440 WM 033**

Candidature et offre non retenue de l'entreprise Effia (2012). **6440 WM 034**

Analyse des offres Effia et LPA, réponses des candidats aux questions posées, pièces complémentaires à l'offre de LPA, convention, relevé de décisions, notes, correspondance (2012). **6440 WM 035**

Attribution de la délégation de service public : délibérations, convention, certificat d'affichage, certificat de notification, rapport, projets de délibération, projet de convention, notes, correspondance (2012-2013). **6440 WM 036**

III.2.15.15. LYON 4ÈME – Parc de stationnement du Gros Caillou

Mode de gestion retenu : délégation de service public

Candidat retenu : Lyon Parc Auto (LPA)

Présentation de la structure : En séance du 26 septembre 1994 la Communauté urbaine de Lyon a décidé le principe de la concession d'un Parc public de stationnement dans le secteur Gros Caillou et lancé une procédure de publicité à ce propos.

L'appel à la concurrence a été lancé le 7 octobre 1994. La Commission de délégation de service public de la Communauté urbaine de Lyon a retenu la candidature de Lyon Parc Auto (LPA) et délivré le dossier de consultation le 22 décembre 1994.

Procédure de passation, 2002-2003.

Commission de délégation de service public, attribution de DSP : procès-verbal d'ouverture des candidatures, rapport d'analyse des candidatures, procès-verbal d'ouverture des offres, rapport d'analyse des offres, listes d'émargement (2002-2003). **6757 WM 020**

III.2.15.16. LYON 5ÈME – Parc de stationnement Saint-Jean

Mode de gestion retenu : **délégation de service public**

Candidat retenu : **Lyon Parc Auto**

Présentation de la structure : Le cadre contractuel concernant ce parc repose sur une convention-cadre, signée le 17 novembre 1980, et un contrat spécifique. Ainsi, le parc est géré par la société Lyon Parc Auto. Il est situé sur le domaine public fluvial sur les bas-ports de la Saône et appartient à Voies Navigables de France (VNF).

La convention avec la société Lyon Parc Auto se terminant le 31 décembre 2010, le Conseil de Communauté, lors de ses délibérations, a décidé que la nouvelle délégation de service public pour la gestion de ce parc serait réalisée sous la forme d'un affermage d'une durée de 6 à 8 ans (délibération n°2009-0899).

Au début du mois de février 2010, dans le cadre du projet « Rives de Saône » il a été mis en évidence la nécessité d'effectuer, au niveau du parc de stationnement, des travaux de préparation aux aménagements de surface d'un espace destiné au public. Il est apparu nécessaire d'approfondir les études préalables au projet pour permettre le bon déroulé des travaux à réaliser au débouché de la passerelle Saint-Jean et de conduire les travaux préparatoires indispensables afférents aux aménagements de surface d'un espace destiné au public et, le cas échéant, de modifier le périmètre et les caractéristiques de la future délégation de service public. En conséquence, la procédure de délégation de service public a été abandonnée. Cependant, le Conseil de Communauté a prolongé la convention cadre de délégation de service public du parc de stationnement Saint-Jean pour motif d'intérêt général pour une durée de 11 mois, jusqu'au 30 novembre 2011 (délibération n°2010-1326).

Enfin, une nouvelle convention de délégation de service public a été signée avec la société Lyon Parc Auto, pour une durée de 12 ans à compter du 1er décembre 2011 (délibération n°2011-2470).

Procédure de passation, consultation (sans suite), 2009-2010.

Choix du mode de gestion : projet de convention, comptes rendus de la CPDSP, correspondance (2009-2010). **6440 WM 037**

Candidature de l'entreprise Lyon Parc Auto (2009). **6440 WM 038**

Choix d'abandonner la procédure de délégation de service public : avenant, projet de délibération, note, correspondance (2010). **6440 WM 039**

Relance de la procédure de passation, 2010-2012.

Choix du mode de gestion : rapports, délibération (2010). **6440 WM 040**

Dossier de consultation des entreprises, avis de la CCSPL, avis d'appel à candidature, rapports, correspondance (2010). **6440 WM 041**

Commission permanente de délégation de service public, attribution de DSP : procès-verbal d'ouverture des candidatures, procès-verbal du choix des candidatures (2010). **6757 WM 021**

Visites du parc : compte-rendu, correspondance (2010-2011).	6440 WM 042
Publicité : texte intégral à publier, presse, correspondance (2010-2011).	6440 WM 043
Questions des candidats à la Communauté urbaine de Lyon : correspondance (2010-2011).	6440 WM 044
Négociation : délibération, réponses des candidats aux questions posées, analyse des offres, offre complémentaire Vinci, projet de convention, comptes rendus de réunions, notes, correspondance (2010-2011).	6440 WM 045
Offre de l'entreprise retenue Lyon Parc Auto, correspondance (2011).	6440 WM 046
Attribution du marché : délibération, arrêté, procès-verbal d'ouverture des plis, analyse des candidatures par la CPDSP, rapport d'analyse des offres par la CPDSP, certificat d'affichage, dossier procédure, projet de convention, rapports, correspondance (2011-2012).	6440 WM 047
Relance de la procédure de passation, 2011.	
Échanges avec les candidats : correspondance (2011).	6738 WM 023
Dossier de candidature de l'entreprise retenue Lyon Parc Auto (2011).	6738 WM 024

III.2.15.17. LYON 5ÈME – Parc de stationnement Saint-Just

<u>Mode de gestion retenu</u> : délégation de service public
<u>Candidat retenu</u> : Lyon Parc Auto (LPA)
<u>Présentation de la structure</u> : La convention a été signée le 30 mars 2000. Le délégataire est chargé de l'entretien ainsi que des travaux de renouvellement. Les biens faisant partie de la concession sont des biens de retour.

Procédure de passation, 1998.

Consultation : extraits du registre des délibérations du Conseil communautaire, dossier de consultation des entreprises, réception des offres, analyse des offres (1998).	4487 WM 059
---	--------------------

III.2.15.18. LYON 6ÈME – Parc de stationnement Brotteaux

<u>Mode de gestion retenu</u> : délégation de service public
<u>Candidat retenu</u> : Omniparc
<u>Présentation de la structure</u> : Le parc de stationnement Brotteaux est situé dans le 6e arrondissement.

Procédure de passation, 2003-2004.

Commission consultative de délégation de service public, attribution de DSP : procès-verbal d'ouverture des candidatures, procès-verbal d'analyse des candidatures, procès-verbal d'ouverture des offres, procès-verbal d'analyse des offres, listes d'émargement (2003-2004).	6757 WM 022
--	--------------------

III.2.15.19. LYON 6ÈME – Parc de stationnement Cité internationale P2 sous la Salle 3000

<u>Mode de gestion retenu</u> : délégation de service public

Candidat retenu : **Lyon Parc Auto (LPA)**

Présentation de la structure : La convention a été signée le 31 mars 2005. L'entretien des éléments ainsi que les travaux de renouvellement sont à la charge du délégataire.

Procédure de passation, 2002-2005.

Préparation de la contractualisation, consultation : extraits du registre des délibérations du Conseil communautaire, dossier de consultation des entreprises, réception des offres, analyse des offres (2002-2005). **4487 WM 062**

Commission consultative de délégation de service public, attribution de DSP : procès-verbal d'ouverture des candidatures, procès-verbal d'analyse des candidatures, procès-verbal d'ouverture des offres, procès-verbal d'analyse des offres, listes d'émargement (2004). **6757 WM 024**

III.2.15.20. LYON 6ÈME – Parc de stationnement Franklin Roosevelt

Mode de gestion retenu : **délégation de service public**

Candidat retenu : **Lyon Parc Auto (LPA)**

Présentation de la structure : Le parc de stationnement Franklin Roosevelt est situé dans le 6e arrondissement.

Procédure de passation, 1993-1994.

Plans, dossier de consultation des délégataires (1993-1994). **4487 WM 064**

Dossier du délégataire retenu (1993-1994). **4487 WM 065**

Comptes rendus de commissions, ouvertures des plis, dossiers d'analyse des offres (1994). **4487 WM 066**

III.2.15.21. LYON 6ÈME – Parc de stationnement Lyautey

Mode de gestion retenu : **délégation de service public**

Candidat retenu : **Lyon Parc Auto (LPA)**

Présentation de la structure : Le parc de stationnement Lyautey est situé dans le 6e arrondissement.

Procédure de passation, 2003-2004.

Commission consultative de délégation de service public, procédure de passation de DSP : procès-verbal d'ouverture des candidatures, rapport d'analyse des candidatures, procès-verbal d'ouverture des offres, rapport d'analyse des offres, feuilles de présence (2003-2004). **6757 WM 025**

III.2.15.22 LYON 6ÈME – Parc de stationnement Vendôme

Mode de gestion retenu : **délégation de service public**

Candidat retenu : **Lyon Parc Auto (LPA)**

Présentation de la structure : La convention de concession du parc a été conclue le 4 août 2000. Le délégataire doit entretenir et réparer les éléments permettant la bonne marche de l'exploitation. Il procède également aux travaux de renouvellement.

Procédure de passation, 1999-2000.

Extrait du registre des délibérations du Conseil communautaire, dossier de consultation des entreprises, procès-verbal d'ouverture des plis, convention (1999-2000). **4487 WM 070**

III.2.15.23. LYON 9EME – Parc de stationnement usine Seulet

Mode de gestion retenu : **délégation de service public**

Présentation de la structure : Le parc de stationnement usine Seulet est situé dans le 9e arrondissement.

Choix du mode de gestion : comptes rendus de réunions, correspondance (1997). **4487 WM 004**

III.2.15.24. OULLINS – Parc de stationnement Bertholey

Mode de gestion retenu : **délégation de service public**

Candidat retenu : **Lyon Parc Auto (LPA)**

Présentation de la structure : Pour maintenir l'attractivité d'Oullins, les élus communautaires ont décidé et engagé la poursuite de la rénovation du centre autour de la rue Narcisse Bertholey et retenu le principe d'inclure un parc de stationnement public pour l'accès aux commerces.

Procédure de passation, 2004-2006.

Préparation de la contractualisation : extraits du registre des délibérations du Conseil communautaire, ouverture et analyse des plis, comptes rendus de réunions, plans, correspondance (2004-2006). **4487 WM 078**

Commission consultative de délégation de service public, attribution de DSP : rapport d'analyse des candidatures, procès-verbal d'ouverture des offres, feuilles de présence (2006). **6757 WM 026**

Dossier de candidature du délégataire retenu (Lyon Parc Auto, 2006). **4487 WM 079**

III.2.15.25. VILLEURBANNE - Parc de stationnement Lazare Goujon

Mode de gestion retenu : **délégation de service public**

Candidat retenu : **Lyon Parc Auto (LPA)**

Présentation de la structure : Le 23 juillet 2001, le Conseil de Communauté a décidé de lancer une procédure de délégation de service public en vue de construire un parc public de stationnement de 400 places environ situé, sous la place Lazare Goujon à Villeurbanne.

Procédure de passation, 2001.

Préparation de la contractualisation : compte-rendu de la Commission de délégation de service public, dossier de présentation (2001). **4487 WM 081**

Commission consultative de délégation de service public, attribution de DSP : procès-verbal d'ouverture des candidatures, rapport d'analyse des candidatures, procès, rapport d'analyse des offres, feuilles de présence (2001-2002). **6757 WM 027**

III.2.16. Réhabilitation du patrimoine public, projet de création d'une société publique locale (SPL) OSER

Projet non abouti

Présentation de la structure : La société publique locale (SPL) OSER devait être dédiée à la réhabilitation du patrimoine public. Elle aurait permis de mutualiser les ressources d'ingénierie technique, juridique et financière, en permettant d'optimiser leur stratégie et leurs opérations de rénovation énergétique.

Projet de statuts, rapports de présentation, note de cadrage, pacte d'actionnaire, **6008 WM 050**
notes, correspondance (2012).

III.2.17. Réseau d'initiative publique à très haut débit (RIP THD), conception, réalisation, financement, exploitation et commercialisation

Mode de gestion retenu : délégation de service public

Candidat retenu : COVAGE

Présentation de la structure : Le Conseil de la Métropole de Lyon a approuvé, par sa délibération n° 2015-0548 du 21 septembre 2015, le choix de la société COVAGE SAS comme délégataire de service public pour la conception, la réalisation, le financement, l'exploitation et la commercialisation du Réseau d'initiative publique à très haut débit (RIP THD) permettant le raccordement par fibre optique dédiée des principaux sites économiques et publics de la Métropole. Le périmètre est le raccordement des entreprises implantées sur toutes les zones d'activités et dans les principaux immeubles d'activités, les hôtels de tourisme ainsi qu'un grand nombre de sites de services publics. L'objectif du RIP est de permettre aux entreprises et aux administrations de bénéficier de services de communications électroniques techniquement performants et financièrement attractifs.

La convention de délégation de service public (DSP) est entrée en vigueur le 12 octobre 2015, pour une durée de 25 ans. La société dédiée Grand Lyon THD a été créée par le délégataire pour exécuter ladite convention.

Choix du mode de gestion, 2003-2012.

Point juridique pour l'Autorité de Régulation des Télécommunications : **6775 WM 001**
rapport d'étude relative à l'intervention des collectivités territoriales en matière d'infrastructures des réseaux à très haut débit (2003).

Définition d'une stratégie d'agglomération concernant les réseaux et les infrastructures de télécommunications du Grand Lyon : rapport final **6775 WM 002**
(2004).

Benchmark : convention de délégation de service public pour l'établissement et l'exploitation d'un réseau départemental de communications électroniques à très haut débit des Hauts-de-Seine, supports de présentation THD Seine – EPARI – AVICCA (2008). **6775 WM 003**

Assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'accompagnement à la définition d'une stratégie d'agglomération concernant les réseaux et les infrastructures de télécommunications à très haut débit : rapport final, rapport pour rédaction du CTPP pour le câblage en fibre optique (IDATE, 2009). **6775 WM 004**

Dossier de presse « Bâtir nos horizons numériques vers une métropole innovante au service du bien-être de ses citoyens » (2009). **6775 WM 005**

Comptes rendus, notes (2009). **6775 WM 006**

Analyses juridiques et échanges relatifs au transfert de compétence : rapports, notes, correspondance (2010). **6775 WM 007**

Relevés de décisions, rapports, notes, correspondance (2010). **6775 WM 008**

Transfert de compétences : délibération n° 2010-1573 de la Communauté urbaine du Grand Lyon du 28 juin 2010, arrêté préfectoral n° 6190 du 4 novembre (2010). **6775 WM 009**

Rapport de l'Autorité de régulation des communications électroniques des Postes (ARCEP), intervention des collectivités territoriales dans le **6775 WM 010**

secteur des communications électroniques : compte-rendu des travaux (ARCEP, 2010).	
Décision n° 2010-1312 de l'ARCEP présentant les modalités de l'accès aux lignes de communications électroniques à très haut débit (ACEP, 2010).	6775 WM 011
Assistance à maîtrise d'ouvrage pour le lancement et la mise en œuvre de la politique d'aménagement numérique du Grand Lyon : rapport sur le schéma directeur territorial d'aménagement numérique du CG69 et du Grand Lyon, support de présentation de réunion, note méthodologique (IDATE, 2011).	6775 WM 012
Supports de présentation, notes, correspondance (2011).	6775 WM 013
Proposition d'une stratégie d'agglomération : supports de présentation de réunions (2012).	6775 WM 014
Comptes rendus, notes de l'AMO juridique, planning de la procédure, correspondance (2012).	6775 WM 015
Rapport au Comité technique paritaire (CTP), avis Commission consultative des services publics locaux (CCSPL) (2012).	6775 WM 016
Conseil communautaire du 8 octobre 2012 : délibération n° 2012-3307 sur la stratégie de la Communauté urbaine de Lyon pour l'aménagement numérique de son territoire 2012-2019, délibération n° 2012-3308 sur les conventions avec les opérateurs privés, délibération n° 2012-3309 sur le choix du futur mode de gestion (2012).	6775 WM 017
Procédure de passation de la délégation de service public, 2013-2015.	
Publicité : avis (2013).	6775 WM 018
Consultation : DCE, informations pour candidats (2013).	6775 WM 019
Échanges de courriers avec les candidats : envoi du DCE, questions écrites des candidats, courriers informant du non dépôt d'une offre, courriers de réponses aux questions écrites des candidats, récépissés de réception des candidatures et offres initiales (2013).	6775 WM 020
Commission permanente de délégation de service public (CPDSP), 2013.	
Procès-verbal de la Commission permanente de délégation de service public (CPDSP) d'ouverture des candidatures, procès-verbal de la Commission permanente de délégation de service public (CPDSP) d'analyse des candidatures et des offres (2013).	6775 WM 021
Commission permanente de délégation de service public (CPDSP) d'analyse des offres du 3 septembre 2013 : analyse des 7 offres présentées (2013).	6775 WM 022
Négociations 1er tour, 2013.	
Règlement des négociations (2013).	6775 WM 023

Courriers d'invitation des candidats au 1er tour des négociations, courriers de convocation des élus, supports d'ateliers de négociation, feuilles de présence, courriers de demande d'offre améliorée, courriers de report de la date de remise de l'offre améliorée, récépissé de remise d'offre, courrier abandon Axione (2013).	6775 WM 024
Négociations 2ème tour, 2013.	
Réponses aux questions par les candidats dans le cadre de l'offre améliorée, rapport initial d'analyse de l'offre 2 de l'AMO IDATE, courriers d'invitation des candidats au 2ème tour des négociations, supports d'ateliers, réponse à SFR sur son retrait de la procédure, courriers de mise en attente, courriers de demande d'offres 3, récépissés de réception des offres (2013-2014).	6775 WM 025
Dossier d'analyses des offres 2 (2013).	6775 WM 026
Supports de présentation, comptes rendus de réunions, plannings, notes de réflexion sur convention RMT, convention opérateurs, appels à projet Aménagement numérique à très haut débit sur le territoire du Grand Lyon, notes (2014).	6775 WM 027
Négociations 3ème tour, 2014.	
Invitations au 3ème tour des négociations (2014).	6775 WM 028
Dossier d'analyses des offres 3 (2014).	6775 WM 029
Courriers relatifs à l'exemption de notification préalable à la Commission Européenne (2015).	6775 WM 030
Négociations 4ème tour (offre finale), 2015.	
Demandes d'offre 4 : correspondance (2015).	6775 WM 031
Récépissé de réception de l'offre 4 COVADE, rapport d'analyse des offres finales de l'AMO IDATE (2015).	6775 WM 032
Dossier d'analyses des offres 4 (2015).	6775 WM 033
Finalisation de la procédure, 2015.	
Courriers de demande de précision, invitation (2015).	6775 WM 034
Délibération n°2015-0548 du 21 septembre 2015 pour la désignation du délégataire, avis d'intention de conclure BOAMP du 24 septembre 2015 (2015).	6775 WM 035
Contrôle de légalité : bordereau Préfecture, information notification, courrier de réponse à demande complémentaire (2015).	6775 WM 036
Certificat de notification COVADE, avis de publication finale (2015)	6775 WM 037

Candidature et offre retenue COVADE, 2013-2015.

Candidature et offre 1 retenue partie 1/2 jusqu'à l'annexe 5 **6775 WM 038**
(COVADE, 2013).

Candidature et offre 1 retenue partie 2/2 annexes 6 à 18 **6775 WM 039**
(COVADE, 2013).

Candidature et offre 2 retenue partie 1/2 (COVADE, 2013). **6775 WM 040**

Candidature et offre 2 retenue partie 2/2 (COVADE, 2013). **6775 WM 041**

Candidature et offre 3 retenue partie 1/2 (COVADE, 2014). **6775 WM 042**

Candidature et offre 3 retenue partie 2/2 (COVADE, 2014). **6775 WM 043**

Candidature et offre 3 retenue partie 1/2 (COVADE, 2015). **6775 WM 044**

Candidature et offre 3 retenue partie 2/2 (COVADE, 2015). **6775 WM 045**

III.2.18. Réseaux de chaleur et de froid urbains

Mode de gestion retenu : **délégation de service public**

Candidat retenue : **ELVYA** (société DALKIA)

Procédure de passation de délégation de service public, 2003-2013, 2016.

Commission consultative de délégation de service public, attribution de DSP : procès-verbal d'ouverture des candidatures, rapport d'analyse des candidatures, procès-verbal d'ouverture des offres, rapport d'analyse des offres, feuilles de présence (2003-2004). **6757 WM 005**

Contentieux sur l'attribution de la délégation de service public à l'entreprise DALKIA, recours ENERPART, 2004-2007.

Requête sommaire, annexes, correspondance (2004). **6738 WM 003**

Mémoire complémentaire déposé le 8 décembre 2004 par la société ENERPART, mémoire déposé le 20 décembre 2004 par la société SEEM, correspondance (2004). **6738 WM 004**

Pièces complémentaires déposées en février 2005, mémoire en défense du Grand Lyon déposé le 31 mai 2005, correspondance avec l'avocat, note en délibéré du 20 octobre 2005 (2005). **6738 WM 005**

Décision du tribunal administratif du 22 décembre 2005, note au président sur la décision du 29 décembre 2005, éléments techniques préparatoires à l'interjection en appel, communiqué de presse, articles de presse, correspondance (2005-2006). **6738 WM 006**

Interjection en appel, éléments relatifs au sursis à exécution : correspondance avec le cabinet d'avocats, mémoire en défense d'ENERPART de février 2006, mémoire d'intervention en demande déposé par DALKIA de mai 2006 (2006). **6738 WM 007**

Interjection en appel, éléments relatifs à l'appel sur le fond : correspondance avec le cabinet d'avocats, mémoire en défense des sociétés SEEM et ENEPART, mémoire en demande DALKIA, articles **6738 WM 008**

de presse, demande de sursis à exécution, mémoire en défense, arrêt de la Cour administrative d'appel (2006-2007).

Affaire n°0703315, référé expertise (suite de la décision Cour administrative d'appel) : recours et mémoire de la communauté urbaine de Lyon du 15 mai 2007 demandant la désignation d'un expert, observations en défense d'ELVYA du 1er juin 2007, mémoire en réplique du 17 juin 2007, décision de rejet de la demande de la Communauté Urbaine de Lyon le 17 juillet 2007 (2007). **6738 WM 010**

Passation d'un contrat de délégation de service public de chaud et de froid urbains, mission d'assistance juridique : dossier de marché, correspondance (2007-2008). **6751 WM 003**

Contentieux ELVYA, affaire 0704528-3 : mémoire en défense Communauté urbaine, mémoire en désistement, protocole de transaction ELVYA – COURLY, correspondance (2009-2013). **6751 WM 004**

Commission permanente de délégations de service public et de contrats de partenariat : procès-verbal d'analyse des offres (2016). **6757 WM 006**

III.2.19. Réseaux de chaleur urbains, production et distribution pour le quartier Carré de Soie

Présentation de la structure : La ville de Vaulx-en-Velin est à l'origine de la création du service de production et de distribution de chauffage et de de froid urbain. La Communauté urbaine de Lyon est autorisée en tant que responsable du service à l'exploiter directement ou à le confier à un tiers par tous moyens de droit.

Périmètre géographique de la convention, quartier Carré de Soie :

- au nord par le Canal de Jonage ;
- au sud par la route de Genas ;
- à l'ouest par la rue Victor Jara et la rue de la Poudrette ;
- à l'est par l'avenue Franklin Roosevelt.

Attribution à la Communauté urbaine de Lyon par la ville de Vaulx-en-Velin de la création du service de production et de distribution de chauffage et de froid urbain, 2008.

Convention de gestion entre la ville de Vaulx-en-Velin et la Communauté urbaine de Lyon visée par la Préfecture (2008). **6757 WM 028**

Assistance à la maîtrise d'ouvrage pour le lancement de la DSP, 2008.

Présentation de la structure : Assistance à la maîtrise d'ouvrage pour le lancement de la délégation de service public de production et de distribution de chauffage urbain du carré de Soie.

- lot 1 assistance technique ;
- lot 2 assistance financière.

Initiation de la procédure d'appel d'offre : 11 avril 2008

Date de la décision du bureau délibératif pour autorisation de signature du marché : 8 septembre 2008

Rapport de présentation au contrôle de légalité, fiche d'initialisation du marché, avis de publicité, avis d'attribution, procès-verbal de CAO d'ouverture des offres (2008). **6757 WM 029**

Lot 1 assistance technique : offre retenue de l'entreprise GIRUS (2008). **6757 WM 030**

Procédure de passation, 2009.

Commission de délégation de service public, attribution de DSP : procès-verbal d'ouverture des candidatures, procès-verbal choix des candidatures (2009).

III.2.20. Réseaux de chaleur et de froid urbains Centre Métropole

Mode de gestion retenu : **délégation de service public**

Candidat retenu : **ELVYA**

Présentation de la structure : En application de l'article L 3641-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT), la Métropole de Lyon exerce de plein droit, en lieu et place des Communes situées sur son territoire, la compétence en matière de création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains. Pour rappel, antérieurement à la création de la Métropole, les communes de Lyon, Villeurbanne et Bron avaient transféré la gestion de leur réseau à la Communauté urbaine de Lyon.

Ce service public de chaud et froid urbains est un service public à caractère industriel et commercial. Il consiste en l'exploitation de trois réseaux :

- un réseau de froid ;
- deux réseaux de chaleur physiquement distincts : le réseau de Lyon-Villeurbanne (limité pour Lyon au nord du 2ème arrondissement et aux 3ème, 6ème, 7ème et 8ème arrondissements) et le réseau de Bron.

Ces réseaux sont exploités aujourd'hui par la société Elvya, filiale de Dalkia, au moyen d'une convention de gestion provisoire signée le 16 novembre 2009 et dont le terme initial était le 31 décembre 2011 au plus tard. Elle a fait l'objet de prolongations et doit se terminer le 31 décembre 2016 au plus tard. Cette convention de gestion provisoire, rendue nécessaire pour assurer la continuité de service, est due à la survenance des événements suivants :

- l'annulation par le Tribunal administratif de Lyon le 22 octobre 2009 de la convention de délégation de service public attribuée à la société Dalkia France le 1er septembre 2004 pour une durée de 25 ans ;
- la déclaration sans suite, par délibération du Conseil de la Communauté urbaine du 10 juillet 2014, de la procédure de délégation de service public pour le chaud et froid urbains sur les Communes de Lyon, Villeurbanne et Bron initiée en 2012. Cette décision fait suite à l'annulation partielle de la procédure par une ordonnance du juge des référés en date du 21 octobre 2013, confirmée par une décision du Conseil d'État du 21 février 2014.

Le périmètre de la délégation de service public est constitué :

- du nord du 2° arrondissement et des 1er, 3ème, 6ème, 7ème, 8ème arrondissements de la Commune de Lyon ;
- de la Commune de Villeurbanne, hors quartier de Villeurbanne Saint-Jean ;
- de la Commune de Bron ;
- du quartier du Carré de Soie de la Commune de Vaulx-en-Velin, pour lequel un réseau de chauffage urbain autonome ne serait pas viable ;
- du nord de la Commune de Vénissieux, non couvert par le périmètre du contrat de délégation de service public du chauffage urbain de Vénissieux.

Par délibération n° 2015-0488 du Conseil de la Métropole du 6 juillet 2015 et, après avis favorable de la commission consultative des services publics locaux (CCSPL) du 25 juin 2015, et avis du comité technique (CT) du 18 juin 2015 (favorable pour le collège employeur, défavorable pour le collège personnel), la Métropole approuve le principe du recours à une délégation de service public pour la conception, le financement, la réalisation, l'exploitation et la maintenance du service public de production et de distribution de chaud et froid urbains sur les Communes de Lyon (limité au nord du 2° arrondissement et aux 1er, 3°, 6°, 7°, 8° arrondissements), Villeurbanne (hors quartier Saint Jean), Bron, Vaulx-en-Velin (limité au quartier Carré de Soie) et Vénissieux (limité au nord de la Commune et à l'exclusion du périmètre du contrat de délégation de service public relatif au réseau de chaleur existant), en application des articles L 1411-1 et suivants et R 1411-1 et suivants du CGCT relatifs aux délégations de service public.

Par cette délibération, le Conseil de la Métropole a approuvé les caractéristiques essentielles envisagées des prestations que devra assurer le délégataire et a autorisé monsieur le Président à engager toutes démarches et à prendre toutes décisions utiles à l'exécution de la délibération, en particulier pour la mise en œuvre et le bon déroulement de la procédure de délégation de service public.

Par délibération n° 2016-1474 le Conseil communautaire du 19 septembre 2016 approuve :

- le choix du groupement momentané d'entreprises composé de Dalkia (mandataire) et Dalkia investissement comme délégataire de service public, pour l'exploitation du service public de production et de distribution de chaud et froid urbains sur les Communes de Lyon (limité au nord du 2ème arrondissement et aux 1er, 3ème, 6ème, 7ème et 8ème arrondissements), Villeurbanne (hors quartier Saint Jean), Bron, Vaulx-en-Velin (limité au quartier Carré de Soie) et Vénissieux (limité au nord de la Commune et à l'exclusion du périmètre du contrat de délégation de service public relatif au réseau de chaleur existant) d'une durée de 25 ans à compter du 1er janvier 2017,

- la convention de délégation de service public et ses annexes à passer entre la Métropole de Lyon et ELM, société dédiée à l'exécution de ladite convention créée par le groupement momentané d'entreprises susvisé.

Création d'une structure juridique dédiée : le contrat de délégation de service public est conclu avec une société dédiée, créée par le groupement candidat attributaire sous le nom d'**ELM**, dont l'objet social demeure exclusivement dédié à l'exécution du contrat de délégation de service public.

Procédure de délégation de service public, 2015

Candidature et offre retenue DALKIA, 2015.

Candidature Dalkia (2015).

6772 WM 011

Offre initiale Dalkia parties financières, développement réseau et technique (2015).

Offre initiale Dalkia : synthèse, parties risques, qualité de service et environnement (2015).

6772 WM 012

Offre initiale Dalkia : partie technique (suite) (2015).

6772 WM 013

III.2.21. Restauration scolaire au sein de certains collèges publics métropolitains, exploitation

Mode de gestion retenu : **délégation de service public**

Candidat retenu : **société COMPASS GROUP France et société ELRES - ELIOR RESTAURATION ENSEIGNEMENT**

Présentation de la structure : La Métropole de Lyon assure la construction, la reconstruction, l'extension, les grosses réparations, l'équipement et le fonctionnement ainsi que l'accueil, la restauration, l'hébergement et l'entretien général et technique des collèges depuis le 1^{er} janvier 2015.

La Métropole compte 77 collèges sur son territoire dont 60 d'entre eux possèdent un service de demi-pension et pour les 17 restants, les élèves sont accueillis dans d'autres établissements (service dit « hébergé »).

Sur les 60 collèges disposant d'un service de restauration, 50 sont exploités en production « sur place », c'est-à-dire que les repas sont confectionnés dans une cuisine extérieure avant d'être remis en température et servis aux élèves.

14 collèges sont actuellement gérés sous la forme de 14 contrats de délégations de service public (11 en production sur place et 3 en liaison froide) et 46 le sont sous la forme de régie (39 en production sur place et 7 en liaison froide).

Au titre de l'année 2016, 2 771 860 repas ont été servis dont 74% dans les collèges en régie et 26% dans les collèges en délégation de service public.

La Métropole fixe, par délibération annuelle, les prix de la restauration scolaire au sein des collèges publics dont elle a la charge (de 1 euros à 3,90 euros au titre de la délibération du Conseil n° 2016-1458 du 19 septembre 2016). Dans l'hypothèse où le coût de revient du repas est supérieur au prix payé par les usagers en application du mécanisme de tarification sociale, il appartient à la Métropole de « compenser » cet écart en versant cette différence au collège dans le cas d'une régie ou au délégataire dans le cas d'une DSP.

En tant qu'autorité organisatrice, la Métropole assure le service public de restauration scolaire dans l'ensemble des collèges publics situés sur son territoire.

Les modes de gestion envisageables sont la régie ou la gestion déléguée.

Le choix du mode de gestion a été pensé au regard de 2 critères : le coût de revient du service et la qualité du service.

Par délibération n° 2017-1993 du 20 juillet 2017, le Conseil métropolitain approuve :

- le principe de recours à la gestion sous la forme de délégation de service public, pour l'exploitation du service de restauration scolaire de 24 collèges publics métropolitains ;

- le principe de regroupement de plusieurs collèges sous la forme de lots composés de la manière suivante :

- lot 1 : liaison froide composée des 8 collèges : Maryse Bastié à Décines-Charpieu, Georges Brassens à Décines-Charpieu, Nouveau collège 1 à Villeurbanne, Molière à Lyon 3^{ème}, Marcel Pagnol à Pierre-Bénite, Christiane Bernardin à Francheville, Nouveau collège 2 à Lyon 8^{ème} et Clément Marot à Lyon 3^{ème} ;

- lot 2 : production sur place composé de 3 collèges : Pierre Brossolette à Oullins, Lucie Aubrac à Givors et Émile Malfroy à Grigny ;

- lot 3 : production sur place composé de 7 collèges : Pablo Picasso à Bron, Gilbert Dru à Lyon 3^{ème}, Raoul Dufy à Lyon 3^{ème}, Professeur d'Argent à Lyon 3^{ème}, Évariste Galois à Meyzieu, Louis Jovet à Villeurbanne, Jean Macé à Villeurbanne ;

- lot 4 : production sur place composé de 6 collèges : Jean de Tournes à Fontaines-sur-Saône, Charles Sénard à Caluire-et-Cuire, André Lassagne à Caluire-et-Cuire, La Tourette à Lyon 1^{er}, Jean Moulin à Lyon 5^{ème} et Jean Renoir à Neuville-sur-Saône.

5 candidats ont soumissionné :

- ELRES pour les lots n° 1, 2, 3 et 4 ;

- API restauration pour les lots n° 2, 3 et 4 ;

- COMPASS GROUP FRANCE SCOLAREST pour les lots n° 1, 2, 3 et 4 ;

- CORALYS NEWREST restauration pour le lot n° 2 ;

- SHCB pour le lot n° 1.

Par délibération n° 2018-2788 du 25 juin 2018 la Métropole de Lyon approuve :

- l'attribution des lots n° 1, 2 et 3 à la société COMPASS GROUP FRANCE ;

- l'attribution du lot n° 4 à la société ELRES - ELIOR RESTAURATION ENSEIGNEMENT.

Durée du contrat de DSP : 5 ans.

Choix du mode de gestion : rapport de présentation au CHSCT, rapport au Comité technique, avis de la CCSPL sur le projet de délégation de service public de restauration scolaire, compte-rendu de séance plénière, support de présentation à la commission éducation culture patrimoine et sport, projet de délibération pour le conseil métropolitain (2017).

6668 WM 001

Procédure de passation, choix des entreprises pour l'attribution de la DSP, 2017-2018.

Commission permanente de service public et de contrats partenariat, réunion : procès-verbal de la réunion d'ouverture des candidatures, procès-verbal des réunions d'analyse des candidatures et ouverture des offres, procès-verbaux des analyses des offres (2017).

6668 WM 002

Séance plénière de négociation, préparation : support de présentation de briefing des élus (2017) ; réalisation : support de présentation de la séance plénière de négociation (2017).

6668 WM 003

Procès-verbal d'analyse des offres finales (2018).	6668 WM 004
Entreprise retenue pour les lots n° 1, 2, 3 : COMPASS GROUP FRANCE	
Candidature (2017).	6668 WM 005
Offre initiale lots n° 1, 2, 3 et 4 (2017).	6668 WM 006
Négociations : questions préalables, réponses préalables (2017).	6668 WM 007
Lot n° 1: offre finale (2018).	6668 WM 008
Lot n° 2: offre finale (2018).	6668 WM 009
Lot n° 3: offre finale (2018).	6668 WM 010
Demande offre finale : pièces complémentaires COMPASS GROUP FRANCE (2018).	6668 WM 011
Lot n° 4 : entreprise retenue ELRES - ELIOR RESTAURATION	
Candidature (2017).	6668 WM 012
Complément de candidature (2017).	6668 WM 013
Offre initiale lot n° 4 (2017).	6668 WM 014
Négociations : questions préalables, réponses préalables (2017).	6668 WM 015
1 ^{er} tour de négociation : demande offre finale ELRES pour les lots n° 1, 2, 3 et 4 (2018).	6668 WM 016
Demande offre finale ELRES (2018).	6668 WM 017
Lot n° 4 : offre finale (2018).	6668 WM 018
Rapport d'analyse des offres, attestation affichage légal (2018).	6668 WM 019
Attribution : délibération n° 2018-2788 du 25 juin 2018 (2018).	6668 WM 020
Contrat de délégation de service public lot n° 1 avec l'entreprise COMPASS GROUP FRANCE (2018).	6668 WM 021
Contrat de délégation de service public lot n° 2 avec l'entreprise COMPASS GROUP FRANCE (2018).	6668 WM 022
Contrat de délégation de service public lot n° 3 avec l'entreprise COMPASS GROUP FRANCE (2018).	6668 WM 023
Contrat de délégation de service public lot n° 4 avec l'entreprise ELRES RESTAURATION (2018).	6668 WM 024

III.2.22. Rhônexpress, Liaison Express Lyon Saint-Exupéry (projet LESLYS)

Mode de gestion retenu : délégation de service public
Présentation de la structure : Le Rhônexpress, appelé au début du projet LESLYS (Liaison Express LYon Saint-Exupéry), est une liaison rail aéroport, exploitée en mode tramway express, permettant de relier la gare

de Lyon Part-Dieu à l'aéroport de Lyon-Saint-Exupéry. La ligne est d'environ 23,2 km et se situe en majeure partie dans l'emprise de l'ancien CFEL, puis le long de la ligne à grande vitesse (LGV) Paris - Marseille.

En février 2001, le Conseil général du Rhône et le SYTRAL décident conjointement de la création d'un tramway double, LEA, devenu T3, et LESLYS, devenu Rhônexpress, entre Lyon-Part-Dieu, Meyzieu Z.I. et l'aéroport Lyon-Saint-Exupéry.

Le Conseil général du Rhône a concédé le 8 janvier 2007 cette ligne pour 30 ans à Rhônexpress, un consortium qui inclut :

- la Caisse des dépôts et consignations ;
- Vinci ;
- Transdev ;
- Vossloh Infrastructure Service ;
- Cegelec Centre Est.

Cette concession prévoit notamment :

- la possibilité d'intervention financière du Département pour la seule construction initiale de l'infrastructure ;
- la prise en charge, par le concessionnaire, de la totalité du risque lié à l'exploitation.

Cette concession organise notamment :

- la construction de l'infrastructure ;
- l'entretien et la maintenance de la ligne ;
- la construction d'un centre de maintenance ;
- l'exploitation du service tous les jours de l'année, avec un temps de parcours de 25 minutes comprenant l'arrêt aux deux stations intermédiaires et un cadencement au quart d'heure ;
- le versement par le Département d'une subvention d'investissement de 31,5 millions d'euros (aux conditions économiques de 2007), et le versement de subventions annuelles de 3,5 millions d'euros (indexés de 2 % l'an) pendant la durée de la concession, versée à partir de la mise en service de la ligne. Toutefois, si le trafic était supérieur aux prévisions, des clauses de répartition des recettes supplémentaires sont inscrites dans la convention ;
- le Département s'engage par ailleurs, pendant toute la durée de la concession, à ne pas organiser ni encourager un service de transport collectif directement concurrent de Rhônexpress.

La liaison Rhônexpress a été mise en service le 9 août 2010.

Le 1er janvier 2015, le SYTRAL se substitue au conseil général du Rhône en tant qu'autorité concédante de la ligne.

Au terme de la concession, le SYTRAL deviendra propriétaire de l'infrastructure et des rames de la ligne.

Chemin de fer de l'Est Lyonnais (CEFEL), 1999-2002.

Groupe de travail pour l'étude du projet d'utilisation de l'emprise du chemin de fer de l'Est lyonnais, Conseil général du Rhône : compte-rendu de réunion (1999). **6765 WM 001**

Recueil des comptes rendus des réunions du groupe de travail pour l'étude du projet d'utilisation de l'emprise du chemin de fer de l'Est lyonnais (Conseil général du Rhône, 2001). **6765 WM 002**

Rapport de présentation du projet du chemin de fer de l'Est lyonnais (Conseil général du Rhône, 2001). **6765 WM 003**

Occupation du domaine public ferroviaire : arrêtés du Conseil général, correspondance (2001-2002). **6765 WM 004**

Montage et procédure de passation, 2004-2007.

Dossier de prise en considération : dossier technique, dossier de synthèse (Département du Rhône, SEMALY, SCETAUROUTE, 2004).	6765 WM 005
Avis de publicité, correspondance (2004).	6765 WM 006
Dossier enquête préalable à la déclaration d'utilité publique (DUP) et la mise en compatibilité des plans d'occupations des sols (POS) : rapport de présentation générale de l'opération, étude d'impact, rapport de mise en compatibilité des plans d'occupations des sols (2005).	6765 WM 007
Dossier de définition de sécurité (DDS) (Département du Rhône, SEMALY, 2005).	6765 WM 008
Réseau routier, données topographiques : plans (2005-2006).	6765 WM 009
Projet de tramway rapide entre Lyon Part-Dieu et l'aéroport de Lyon Saint-Exupéry, enquête trafic : règlement de consultation avec le titulaire SEMALY, correspondance (2006).	6765 WM 010
Avant-projet contrat de concession, annexe 1 : plans du tracé (2006).	6765 WM 011
Commission de délégation de service public : procès-verbal (2006).	6765 WM 012
Enquête trafic (SEMALY, 2006).	6765 WM 013
Dossier de renseignement (2006).	6765 WM 014
Section Décines Pusignan : plans (2006).	6765 WM 015
Avant-projet : plans, correspondance (2006).	6765 WM 016
Enquête parcellaire (2007).	6765 WM 017
Dossier enquête préalable à la déclaration d'utilité publique (DUP) nécessaire à la réalisation du projet LESLYS et à la mise en compatibilité des PLU (2007).	6765 WM 018

III.2.23. Station d'épuration de Saint-Fons, rénovation et exploitation

Mode de gestion retenu : délégation de service public
<u>Présentation de la structure</u> : La communauté urbaine de Lyon exerce la compétence relative à l'assainissement collectif pour la totalité des missions du service public de collecte et de traitement des eaux usées et pluviales.

Choix du mode de gestion : rapport, note (1992).	4524 WM 001
Procédure de passation, 1990-2011.	
Compte-rendu de réunion, rapport, offre, correspondance (1990-1994).	4524 WM 002
Extrait du registre des délibérations du Conseil communautaire, rapports, note juridique sur la mise aux normes de l'incinérateur de boue, état des lieux, protocole d'accord transactionnel de fin de contrat, rapport final d'assistance financière et comptable dans le cadre de la rupture du contrat entre le Grand Lyon et le GRE, dossier de clôture du marché d'exploitation GRE et de démarrage du marché d'exploitation SAUR, correspondance (2006-2011).	4524 WM 003

III.2.24. Tronçon ouest du périphérique (TOP), conception construction entretien et exploitation

Présentation de la structure : Le tronçon ouest du périphérique (TOP) est un projet pour le déplacement urbain. Il a été rebaptisé « anneau des sciences ».

Choix du mode de gestion : rapports, dossiers d'études, correspondance (2005- 2007). **4476 WM 016**

III.3. DÉLÉGATIONS DE SERVICE PUBLIC, SUIVI ET CONTRÔLE

La métropole de Lyon exerce des missions de contrôle et de suivi des organismes délégataires.

III.3.1. Blue Green de Lyon Chassieu, réalisation et exploitation d'un complexe golfique sur la commune de Chassieu

Thématique : économie et attractivité du territoire

Mode de gestion : **délégation de service public**

Présentation de la structure : Par convention, la commune de Chassieu a confié au Grand Lyon la maîtrise d'ouvrage de l'opération « golf de Lyon-Chassieu ». La création de cette opération a fait l'objet d'une délégation de service public sous la forme de concession en date du 21 octobre 1988. La durée de cette concession est de 25 ans (2013).

Le concessionnaire est la société Blue Green.

Contractualisation, 1991-1998.

Rapport de présentation de la concession, statuts, préambule, extraits du registre des délibérations du Conseil communautaire, avenants, correspondance (1991-1998). **4439 WM 036**

Suivi de la contractualisation, 1993.

Dossier de redressement judiciaire (1993). **4439 WM 037**

Suivi de l'activité, 1992-2015.

Fonctionnement et instance, 1992-2015.

Comité de suivi : comptes rendus de la commission du Golf, délibération du conseil communautaire, bilan d'activité, projets d'investissement (1992-2012). **4439 WM 038**

Réunions : correspondance, supports de présentation, documentation, notes, ordres du jour, comptes rendus, rapport technique et financier (2013-2015). **6982 WM 013**

Étude pour l'extension du golf : rapport, supports de présentation (2013). **6982 WM 014**

Suivi financier, 1991-2011, 2012-2015.

Budget et résultats, 1991-2011, 2012-2015.

Bilan financier, tarifs annuels, comptes rendus de réunions, rapport annuel d'activités, compte de résultat, 1991-2011.

1991-1995	4439 WM 039
1996-2000	4439 WM 040
2001-2003	4439 WM 041
2004-2006	4439 WM 042
2007-2008	4439 WM 043
2009-2010	4439 WM 044
2011	4439 WM 045

Rapports techniques et financiers (2012-2014). **6982 WM 015**

Expertise financière et technique : rapports d'analyse, présentation des comptes d'exploitation, document de question sur la situation financière, support de présentation, documentation, tableaux d'investissements, comptes rendus de réunions (2013-2015). **6982 WM 016**

III.3.2. Campenon Bernard Régions (société). - LYON 3EME, parc de stationnement Gambetta

Thématique : parc de stationnement

Mode de gestion : **délégation de service public**

Présentation de la structure : Campenon Bernard Régions est une société basée à Meylan spécialisée dans le génie civile.

Suivi juridique, 1987-2003.

Contractualisation, 1987-2003.

Convention, avenants, extrait du registre des délibérations du Conseil communautaire (1987-2003). **4487 WM 039**

Suivi financier, 1992-2002.

Budget et résultats, 1992-2002.

Rapports du délégataire, comptes annuels (1992-2002). **4487 WM 040**

III.3.3. Chaud et froid urbains, conventions avec les villes

Suivi juridique, 2002, 2004-2005, 2012.

Convention de gestion entre la ville de Lyon et le Grand Lyon, 2002, 2012.

Convention de gestion entre la ville de Lyon et le Grand Lyon (2002). **6757 WM 033**

Avenant 1 à la convention de gestion entre la ville de Lyon et le Grand Lyon visé Préfecture signée le 18 octobre 2002 (2012). **6757 WM 034**

Convention de gestion entre la ville de Villeurbanne et le Grand Lyon, 2004-2005, 2012.

Avenant 1 à la convention de gestion entre la ville de Villeurbanne et le Grand Lyon visé Préfecture (2004). **6757 WM 035**

Avenant 2 à la convention de gestion entre la ville de Villeurbanne et le Grand Lyon visé Préfecture (2005). **6757 WM 036**

Avenant 3 à la convention de gestion entre la ville de Villeurbanne et le Grand Lyon visé Préfecture (2012). **6757 WM 037**

Convention de gestion entre la ville de Bron et le Grand Lyon (2012). **6757 WM 038**

III.3.4. CISE (Compagnie internationale de services et d'environnement), gestion du crématorium de Bron et des parcs cimetières communautaires de Bron-Parilly et de Rillieux-la-Pape

Thématique : cimetières

Mode de gestion : **délégation de service public**

Présentation de la structure : Avec la loi n° 66.1069 du 31 décembre 1966, la Communauté urbaine a obtenu dans ses compétences la création et l'extension de cimetières ainsi que la création de fours crématoires.

Suivi juridique, 1994-1966.

Suivi de la contractualisation, 1994-1996.

Contentieux : avis d'audience, notification du jugement (1994-1996). **4473 WM 006**

Suivi financier, 1995-1998, 2012.

Budget et résultats, 1995-1998, 2012.

Comptes rendus financiers et techniques annuels, 1995-1998, 2012.

1995-1996 **4473 WM 007**

1997 **4473 WM 008**

1998 **4473 WM 009**

2012 **6982 WM 020**

III.3.5. Compagnie générale des eaux (CGE)

Thématique : eau et assainissement

Mode de gestion : **délégation de service public**

Présentation de la structure : En 1854 est créée la compagnie générale des eaux (CGE).

La distribution d'eau potable sur le territoire de l'ancien Syndicat intercommunal des eaux de la banlieue de Lyon était assurée par la CGE en vertu d'un traité de concession passé en 1949 entre la compagnie et le syndicat. Ce traité initial approuvé le 31 décembre 1949 par le préfet du Rhône, a été modifié par quatre avenants approuvés le 26 février 1958, le 7 janvier 1961 et le 17 mars 1964.

Lors de la création de la Communauté urbaine de Lyon, en 1966, son périmètre englobe tout le territoire de l'ancien Syndicat intercommunal des eaux de la banlieue de Lyon. La compétence communale en matière d'eau ayant été, par décret du 16 décembre 1968, transférée au 1er janvier 1969 à la Communauté urbaine de Lyon, cette dernière s'est substituée de plein droit au Syndicat intercommunal des eaux de la banlieue de

Lyon dans le traité avec la Compagnie générale des eaux. Le syndicat a été dissous par le Préfet du Rhône le 19 mai 1969.

La Communauté urbaine de Lyon, désireuse notamment d'assurer l'unification des tarifs de vente d'eau sur son territoire, a étudié les conditions dans lesquelles serait assurée la gestion du service d'eau.

La Communauté urbaine de Lyon devient propriétaire de l'ensemble des installations du service des eaux de l'ancien Syndicat Intercommunal à la date du 1er janvier 1971.

Le contrat d'affermage entre la Communauté urbaine de Lyon et le CGE du 6 octobre 1970 a été approuvé le 12 janvier 1971.

Suivi juridique, 1970-1972-1994, 1996, 2002.

Contractualisation, 1970-2002.

Contrat d'affermage (1970), avenants n° 1 à 10 (1972-1994).	4502 WM 001
Traité d'affermage original (1970).	6751 WM 006
Avenants au traité d'affermage de 1970, 1992-2002.	
Avenant 7 au traité d'affermage de 1970 (1986).	6751 WM 007
Avenant 9 au traité d'affermage de 1970 (1992).	6751 WM 008
Avenant 11 au traité d'affermage de 1970 (1996).	6751 WM 009
Avenant n° 14 au traité d'affermage de 1970 visé Préfecture (2002).	6751 WM 010
Extension de l'affermage du service des eaux concernant les dispositions et précisions complémentaires concernant le personnel : délibération du Conseil de Communauté ; renégociation du contrat d'affermage des eaux : comptes rendus (1986, 1992).	4502 WM 002
Révision quinquennale des contrats d'affermage de l'eau, élaboration de l'avenant n° 11 : documents préparatoires, études, comptes rendus du comité de pilotage, délibération n° 1996-1322 du Conseil de Communauté (1996).	4502 WM 003
Présentation consolidée du contrat et des avenants 1 à 14 : rapport visé Préfecture (2002).	6751 WM 011
Contrat d'affermage du service de distribution d'eau potable et contrat de concession entre la Communauté urbaine de Lyon et la CGE : avenant n° 1 au protocole d'accord sur l'état détaillé des documents relatifs aux comptes de l'exploitation visé Préfecture (2002).	6751 WM 012

Suivi de l'activité, 1986, 1991-1992, 1995-1996, 1999.

Fonctionnement et instance, 1986, 1991-1992, 1995-1996, 1999.

Projet de création d'une ressource de secours, comptes rendus du conseil d'administration de la Direction de l'eau de la Communauté urbaine de Lyon et du groupe pilotage CGE, rapports annuels relatifs à la qualité du service public au titre de la loi Barnier, dossier de demande de renseignement de la Commission européenne sur Vivendi dans le cadre du rachat de la société US Riller (1986, 1991-1992, 1995-1996, 1999).	4502 WM 004
---	--------------------

Suivi financier, 1985, 1987-2006.

Budget et résultats, 1985, 1987-2006.

Comptes rendus techniques et financiers, 1985-1996.

1985, 1987-1990	4502 WM 005
1991-1993	4502 WM 006
1994-1995	4502 WM 007
1996	4502 WM 008

Comptes rendus techniques et financiers, rapport des garanties de renouvellement, rapport des amortissements des investissements, 1997-2006.

1997	4502 WM 009
1998	4502 WM 010
1999	4502 WM 011
2000-2001	4502 WM 012
2002	4502 WM 013
2003	4502 WM 014
2004	4502 WM 015
2005	4502 WM 016
2006	4502 WM 017

Chambre régionale des comptes (CRC), contrôle : correspondance (1991-1992), rapports du Commissaire aux Comptes (1999-2003). **4502 WM 018**

III.3.6. Compagnie générale des eaux (CGE), Société de distributions d'eaux intercommunales (SDEI) - Gestion du réseau d'assainissement de la commune de Givors

Thématique : eau et assainissement

Mode de gestion : **délégation de service public**

Présentation de la structure : La gestion du réseau d'assainissement de la commune de Givors a été déléguée à SDEI, par contrat d'affermage en date du 3 février 2005. En 2010, la Communauté urbaine de Lyon autorise la société SDEI à transférer à la société de Lyonnaise des Eaux France le contrat d'affermage de 2005 et ses 2 avenants.

Suivi juridique, 2009-2010.

Contractualisation, 2009-2010.

Certificat de notification de l'avenant n° 2 au contrat d'affermage de l'assainissement de la commune de Givors (2009). **6751 WM 013**

L'avenant n° 2 est manquant.

Avenants n° 3 au contrat d'affermage du réseau d'assainissement du **6751 WM 014**
3 février 2005 visé Préfecture (2010).

Suivi financier, 2012.

Budget et résultats, 2012.

Rapport technique et financier (2012).

6982 WM 021

III.3.7. Compagnie générale des eaux (CGE), Société de distributions d'eaux intercommunales (SDEI), Société d'exploitation de réseaux d'eau potable intercommunaux (SEREPI)

Thématique : eau et assainissement

Mode de gestion : **délégation de service public**

Présentation de la structure : Le captage, la production et la distribution de l'eau potable sont assurées en partie en régie par trois sociétés :

- la Compagnie générale des eaux (CGE) ;
- la Société de distributions d'eaux intercommunales (SDEI) ;
- la Société d'exploitation de réseaux d'eau potable intercommunaux (SEREPI).

Suivi juridique, 1986-1987, 1996-1997, 2002.

Contractualisation, 1986-1987, 1996-1997, 2002.

Avenants n° 7 au contrat d'affermage CGE et SDEI, correspondance, **2031 WM 003**
délibération communautaire apportant des dispositions et précisions complémentaires concernant le personnel (1986-1987).

Révision quinquennale de 1997 : notes méthodologiques pour **2031 WM 001**
l'élaboration de l'étude, rapports d'expertise financière des contrats d'affermage, rapport sur la révision quinquennale, pré-rapport d'audit du compte d'exploitation 1995, réponses de la Communauté urbaine aux observations formulées par la CGE, rapport sur l'incidence financière de l'avenant n° 11 sur l'équilibre des contrats d'affermage en eau potable (1996-1997).

Révision quinquennale de 2002 : rapport d'audit financier, bilan des **2031 WM 002**
réponses de la SDEI et de la SEREPI au rapport, correspondance (2002).

III.3.8. Compagnie générale des eaux (CGE), VEOLIA – Distribution d'eau potable du Grand Lyon

Thématique : eau et assainissement

Mode de gestion : **traité d'affermage**

Présentation de la structure : La Communauté urbaine de Lyon a délégué à la Compagnie la gestion de son service de distribution publique d'eau potable par traité d'affermage en date du 6 octobre 1970, approuvé le 12 janvier 1971.

Suivi juridique, 2007, 2009, 2013.

Contractualisation, 2007, 2009, 2013.

Avenant n° 16 au traité d'affermage entre la Communauté urbaine et la CGE de 1970 visé Préfecture (2007). **6751 WM 015**

Avenant n° 17 au traité d'affermage entre la Communauté urbaine et la CGE de 1970 visé Préfecture (2009). **6751 WM 016**

Avenant n° 18 au traité d'affermage entre la Communauté urbaine et la CGE de 1970 visé Préfecture (2013). **6751 WM 017**

Protocole de fin d'affermage du 6 octobre 1970 visé Préfecture (2013). **6751 WM 018**

Suivi financier, 2012.

Budget et résultats, 2012.

Rapport technique et financier (2012). **6982 WM 023**

III.3.9. Compagnie générale des eaux (CGE), VEOLIA - Exploitation de l'usine de traitement d'eau potable de la Pape usine de secours

Thématique : eau et assainissement

Mode de gestion : **délégation de service public**

Présentation de la structure : En 1854 est créée la compagnie générale des eaux (CGE). La Communauté urbaine a confié à la Compagnie, par traité de concession en date du 14 janvier 1985, le financement, la construction et l'exploitation de l'usine de traitement d'eau potable dite de la Pape, destinée à assurer le secours de son service de distribution publique d'eau potable.

Suivi juridique, 1997, 2002, 2013.

Suivi de la contractualisation, 1997, 2002, 2013.

Production d'eau en secours de l'usine de la Pape, contrat d'affermage du service d'exploitation d'eau potable et contrat de concession liant la Communauté urbaine de Lyon et la Compagnie générale des eaux : protocole d'accord sur l'état détaillé des documents relatifs aux comptes d'exploitation visé Préfecture (1997). **6751 WM 019**

Avenant n° 4 au traité de concession visé Préfecture (2002). **6751 WM 020**

Révision quinquennale des contrats d'affermage de l'eau et du contrat de concession pour l'usine de secours : extrait du registre des délibérations du Conseil de Communauté, correspondance (2002). **6751 WM 021**

Cession pour la production d'eau en secours de l'usine de La Pape : protocole d'accord transactionnel visé Préfecture (2013). **6751 WM 022**

Suivi financier, 2012.

Budget et résultats, 2012.

Rapport technique et financier (2012). **6982 WM 025**

III.3.10. ELVYA (entreprise DALKIA)

Thématique : chaud et froid urbains

Mode de gestion : **délégation de service public**

Présentation de la structure : La convention de délégation de service public signée le 23 juillet 2004, la Communauté urbaine a confié à la société ELVYA, le financement, la réalisation et l'exploitation des équipements destinés à fournir de l'énergie calorifique et frigorifique pour alimenter les réseaux de chauffage et de froid urbains de Lyon et Villeurbanne. Cette convention a été conclue pour une durée de 25 ans.

Suivi juridique, 2004-2005, 2007, 2009, 2010, 2013.

Contractualisation, 2004-2005, 2007, 2009, 2010, 2013.

Convention de DSP de chaud et froid urbains (2004). **6757 WM 039**

Avenant 1 à la convention de DSP de chaud et froid urbains de Lyon et Villeurbanne (2004). **6757 WM 040**

Avenant 2 à la convention de DSP de chaud et froid urbains de Lyon et Villeurbanne (2005). **6757 WM 041**

Occupation d'un terrain situé sur l'emprise de l'UIOM Lyon sud Gerland afin d'y installer une chaudière de secours : convention d'occupation à titre provisoire, protocole technique, avenants 1 et 2 à la convention d'occupation à titre provisoire (2004-2005, 2007). **6757 WM 042**

Protocole de transaction entre la Communauté Urbaine et ELVYA signé le 10 septembre 2007 (2007). **6738 WM 009**

Convention de gestion provisoire visée Préfecture (2009). **6751 WM 053**

Avenant 1 à la convention de gestion provisoire visé Préfecture (2009). **6751 WM 054**

Avenant 2 à la convention de gestion provisoire, avenant 3 à la convention de gestion provisoire visé Préfecture (2010, 2013). **6751 WM 055**

Suivi de la contractualisation, 2010.

Convention relative aux déplacements des réseaux de distribution de chaleur, froid et vapeur dans le cadre du projet de T4 Phase 2 entre la Communauté urbaine de Lyon, le SYTRAL et ELVYA visé Préfecture (2010). **6751 WM 056**

Suivi financier, 2012.

Budget et résultats, 2012.

Rapport technique et financier (2012). **6982 WM 018**

III.3.11. Européenne de stationnement SNC

Thématique : parc de stationnement

Mode de gestion : **délégation de service public**

Présentation de la structure : Européenne de stationnement SNC est une société française spécialisée dans la gestion de parking public.

III.3.11.1. LYON 7EME, parc de stationnement des Berges du Rhône

Thématique : parc de stationnement

Mode de gestion : **délégation de service public**

Présentation de la structure : La convention d'affermage est conclue le 1^{er} janvier 2001.

Suivi juridique, 1986-2006.

Contractualisation, 1986-2006.

Préparation de la contractualisation : convention et avenants d'occupation du domaine public fluvial avec VNF (voies navigables de France), dossier de consultation pour la délégation (1986-2005). **4487 WM 072**

Convention d'affermage visée Préfecture (2000). **6757 WM 055**

Convention d'occupation temporaire du domaine public fluvial visée Préfecture, avenant 1, avenant 2 (2000, 2003, 2005). **6757 WM 056**

Reprise des installations et du matériel d'exploitation : extrait du registre des délibérations du Conseil communautaire (2000). **6757 WM 057**

Convention de cession des installations et du matériel du Parc des Berges du Rhône (2001). **6757 WM 058**

Clôture de l'exploitation : extrait du registre des délibérations du Conseil communautaire, avenant, correspondance (2004-2006). **4487 WM 073**

Avenant de clôture (2005). **6757 WM 059**

Suivi financier, 1999-2005.

Budget et résultats, 1999-2005.

Rapports du délégataire (1999-2005). **4487 WM 074**

III.3.12. Garage Bellecour (société), délégation de service public

Thématique : parc de stationnement

Mode de gestion : **délégation de service public**

Présentation de la structure : Garage Bellecour est une société à responsabilité limitée en activité depuis 60 ans. Implantée à Lyon 2^{ème} (69002), elle est spécialisée dans le secteur d'activité des services auxiliaires des transports terrestres.

III.3.12.1. LYON 1^{ER} - Parc de stationnement Rozier

Thématique : parc de stationnement

Mode de gestion : **délégation de service public**

Présentation de la structure : Le parc de stationnement Rozier est situé dans le 1^{er} arrondissement de Lyon et a une capacité de 42 places.

Le périmètre de la délégation inclut l'ouvrage ainsi que les installations et équipements affectés à la gestion de ce service public.

Le délégataire se voit confier l'entretien courant, le gros entretien et le renouvellement de l'ouvrage, installations, équipements et matériel nécessaires à l'accomplissement du service public.

Depuis le 22 octobre 1981, le parc de stationnement Rozier était géré par la société Lyon Parc Auto. Ce contrat a pris fin le 21 octobre 2011, puis a été confié à Garage Bellecour. Cette nouvelle délégation de service public, sous forme d'affermage d'une durée de trois ans, est signée le 12 septembre 2011 (délibération n°2011-2374). Le terme du contrat était prévu au 31 octobre 2014. Compte tenu de la configuration et des caractéristiques du parc, la Communauté urbaine a fait le choix de mettre à disposition cet ouvrage pour un usage de stationnement de véhicules légers et de conclure une convention d'occupation temporaire du domaine public avec la société Lyon Parc Auto, pour une durée de dix ans. Ainsi, par délibération en date du 15 septembre 2014, la Communauté urbaine a supprimé l'affectation au service public de l'ouvrage.

Suivi juridique, 2001, 2014.

Suivi de la contractualisation, 2011, 2014.

Convention, délibération (2011). **6440 WM 048**

Finalisation de la délégation de service public, état des lieux : procès-verbal d'état des lieux, correspondance (2014). **6440 WM 049**

Suivi de l'activité, 2012-2014.

Fonctionnement et instance, 2012-2014.

Suivi de l'activité : plans, article de presse, correspondance (2012-2014). **6440 WM 050**

Suivi financier, 2011-2014.

Budget et résultats, 2011-2014.

Comptes annuels (2011-2014). **6440 WM 051**

III.3.13. GL Events Centre Congrès Lyon (GLECCCL), exploitation du Centre des Congrès de la Cité Internationale

Thématique : économie et attractivité du territoire

Mode de gestion : **délégation de service public**

Présentation de la structure : Le centre des congrès a pour vocation d'être une structure d'accueil de manifestations diverses (réunions d'affaires, spectacles, activités culturelles et de loisirs, ...). Il est situé au sein de la Cité internationale.

Conformément à une délibération du 13 novembre 2006, la Communauté urbaine de Lyon a confié au Groupe GL Events la mission de gestion et d'exploitation du centre des congrès. La forme contractuelle de la délégation de service public est l'affermage.

Une société dédiée à la gestion de cette délégation de service public a été créée : GL Events Centre Congrès Lyon (GLECCCL).

La date de prise d'effet de la convention est le 1^{er} janvier 2007. Elle a été conclue pour une durée de 10 ans.

L'exploitation du centre des congrès de Lyon fait l'objet d'un contrat de DSP de type affermage (2007-2016) conclu entre le GL Cité Centre des Congrès de Lyon (GLECCCL) et la Communauté urbaine de Lyon.

Suivi juridique, 1994-1996, 2000-2001, 2006-2012.

Suivi de la contractualisation, 1994-1996, 2000-2001, 2006-2012.

Contentieux : avis d'audience, notification du jugement (1994-1996). **4473 WM 006**

Exploitation : contrat d'exploitation, délibération numéro 2001-6407 de la Communauté urbaine de Lyon actant la prise en charge de la maîtrise d'ouvrage de l'extension et le transfert de l'existant (2000-2001). **4486 WM 013**

Contrat (2006). **6751 WM 057**

Annexes au contrat (2006). **6751 WM 058**

Avenants 1 à 5 au contrat visés Préfecture (2007-2012). **6751 WM 059**

Avis de la Commission de délégation de service public sur les avenants 4 et 5, listes d'émargement (2006-2007). **6757 WM 043**

Rapports, correspondance (2007-2012). **6457 WM 005**

Contrat de licence de marques, contrat de cession de marques (2007-2008). **6751 WM 060**

Suivi d'activité, 2007, 2011.

Fonctionnement et instance, 2007, 2011.

Correspondance, tableaux d'activité (2007). **4486 WM 015**

Comptes rendus de réunions, comptes rendus de Comité de suivi, supports de présentation, notes, correspondance (2011). **6457 WM 006**

Suivi financier, 1995-1998, 2001-2002, 2004, 2006, 2010-2016.

Budget et résultats, 1995-1998, 2001-2002, 2004, 2006, 2010-2016.

Comptes rendus financier, comptes rendus techniques, 1995-1998, 2010-2012.

1995-1998

2010 **6457 WM 007**

2011 **6457 WM 008**

2012 **6457 WM 009**

2012 **6982 WM 018**

Suivi technique et financier : support de présentation, rapports financiers, rapports techniques, rapport budgétaire, rapport général du commissaire aux comptes, rapport d'exploitation (2001-2002, 2004). **4486 WM 014**

Rapports du Commissaire aux Comptes (2010-2011). **6457 WM 010**

Attribution de la remise de 40% : correspondance (2010-2016). **6457 WM 011**

Garantie bancaire de bonne exécution : justificatif (2006). **6751 WM 061**

III.3.14. Groupement rhodanien d'épuration (GRE), rénovation et exploitation de la station d'épuration de Saint Fons

Thématique : eau et assainissement

Mode de gestion : **délégation de service public**

Présentation de la structure : La Communauté urbaine de Lyon a confié au Groupement rhodanien d'épuration (GRE) la gestion de l'usine de dépollution de Saint-Fons par une convention en date du 18 mai 1992.

Cette convention a pris fin le 31 mai 2009 pour être remplacée par un marché de service public négocié correspondant à la période des travaux de mise aux normes de la station.

Suivi juridique, 1992, 2009.

Contractualisation, 1992, 2009.

Convention de rénovation et d'exploitation de la station d'épuration de Saint-Fons (1992). **6757 WM 044**

Protocole d'accord transactionnel de fin de contrat conclu pour la **6757 WM 045** rénovation et l'exploitation de la station d'épuration à Saint-Fons visé Préfecture (2009).

III.3.15. Lyonnaise des eaux, distribution publique d'eau potable des communes de Givors et de Grigny

Thématique : eau et assainissement

Mode de gestion : **délégation de service public**

Présentation de la structure : Le traité d'affermage du 7 décembre 1971 a pour objet la délégation de service public de distribution d'eau potable. L'exploitation du réseau de distribution d'eau potable des communes de Givors et Grigny a été confiée par le Syndicat intercommunal des eaux de Givors, Grigny et Lire sur Rhône (GGL) à la SDEI par un traité d'affermage.

Suivi juridique, 2011-2013.

Suivi de la contractualisation, 2013.

Protocole de fin de contrat du traité d'affermage du 7 décembre 1971 visé Préfecture (2013) **6751 WM 023**

Contractualisation, 2011-2012.

Protocole de fin de contrat de l'exploitation du service d'eau potable sur les communes Givors et Grigny visé Préfecture, correspondance (2011). **6751 WM 024**

Avenant n° 1 au protocole de fin de contrat de l'exploitation du service d'eau potable visé Préfecture, correspondance (2012). **6751 WM 025**

Suivi financier, 2012.

Budget et résultats, 2012.

Rapport technique et financier (2012). **6982 WM 024**

III.3.16. Lyonnaise des eaux, Société de distribution d'eaux intercommunales (SDEI) - Distribution publique d'eau potable des communes de Givors et de Grigny

Thématique : eau et assainissement

Mode de gestion : **délégation de service public**

Présentation de la structure : La Lyonnaise des eaux est une entreprise spécialisée dans la distribution d'eau et les services d'assainissement. Elle a rejoint la branche environnement du groupe Suez en 1997.

Suivi juridique, 2007, 2010.

Contractualisation, 2007, 2010.

Avenants 1 et 2 au contrat d'affermage du réseau d'assainissement de la commune de Grigny (2007). **6757 WM 060**

Avenant n° 6 au traité d'affermage du 14 octobre 1991 visé Préfecture (2010). **6751 WM 026**

III.3.17. Lyonnaise des eaux, Veolia

Thématique : eau et assainissement

Mode de gestion : **délégation de service public**

Présentation de la structure : La Lyonnaise des eaux est une entreprise spécialisée dans la distribution d'eau et les services d'assainissement. Elle a rejoint la branche environnement du groupe Suez en 1997.

Étude relative à la durée des contrats de délégation de service public d'eau potable **6751 WM 027** entre la Communauté urbaine de Lyon et les sociétés lyonnaise des eaux et VEOLIA, correspondance (2012).

III.3.18. Lyon Parc Auto (LPA), délégation de service public

Thématique : parc de stationnement

Mode de gestion : **délégation de service public**

Présentation de la structure : Selon les termes de l'article L 5215-20-1 du code général des collectivités territoriales, la Communauté urbaine de Lyon exerce, à titre obligatoire, la compétence parcs de stationnement. Afin de gérer ce service public, la Communauté urbaine a, en pratique, délégué la gestion de plusieurs parcs publics de stationnement, en application de conventions de délégation de service public.

Première société d'économie mixte d'exploitation créée en France en 1969, Lyon Parc Auto a pour mission « d'assurer une gestion exemplaire du stationnement public dans l'agglomération lyonnaise au profit de tous ses habitants, en cohérence avec la politique de déplacements ».

Son statut de SEM lui confère à la fois la rigueur et l'éthique du service public et la souplesse d'une entreprise privée.

Dès l'origine, Lyon Parc Auto a développé une double orientation :

- laisser la maîtrise de la politique de stationnement aux collectivités locales sans alourdir leurs charges financières ;
- faire le choix, en tant que Société d'Économie Mixte, de réinvestir les excédents tant dans de nouvelles opérations que dans la rénovation des parcs existants plutôt que de distribuer les résultats à ses actionnaires.

Suivi juridique, 1980-2010.

Suivi de la contractualisation, 1980-2010.

Convention, avenants, extraits du registre des délibérations du Conseil communautaire (1980-2010). **4487 WM 005**

Statuts, statuts modificatifs (2001). **4408 WM 001**

Dossier d'enquête de la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) (2005-2006). **4487 WM 006**

Suivi de l'activité, 1987-2014.

Fonctionnement et instance, 1987-2014.

Conseil d'administration, assemblée générale : ordre du jour, procès-verbal, compte-rendu et rapport soumis au conseil, 1987-2014.

1987 **4408 WM 002**

1988 **4408 WM 003**

1989 **4408 WM 004**

1990 **4408 WM 005**

1991 **4408 WM 006**

1992	4408 WM 007
1993	4408 WM 008
1994	4408 WM 009
1995	4408 WM 010
1996	4408 WM 011
1997	4408 WM 012
1998	4408 WM 013
1999	4408 WM 014
2000	4408 WM 015
2001	4408 WM 016
2002	4408 WM 017
2003	4408 WM 018
2004	4408 WM 019
2005	4408 WM 020
2006	4408 WM 021
2007	4408 WM 022
2008	4408 WM 023
2009	4408 WM 024
2010	4408 WM 025
2011	6331 WM 026
2012	6331 WM 027
2013	6457 WM 012
2014	6457 WM 013

Bilan d'actions des reconnaissances et programme d'actions (2010). **6440 WM 053**

Suivi financier, 1971-2014.

Budget et résultats, 1971-2014.

Rapport technique et financier (2012). **6982 WM 027**

Rapports d'activités, rapport de gestion, budgets, comptes annuels, rapports financiers, compte de résultat, 1971-2013.

1971-1974 **4408 WM 026**

1977	4408 WM 027
1983	4408 WM 028
1988	4408 WM 029
1993	4408 WM 030
1998	4408 WM 031
2003	4408 WM 032
2008	4408 WM 033
2011-2012	6331 WM 028
2013	6457 WM 016

Rapport général du Commissaire aux Comptes, 1986-2010, 2013.

1986, 1988, 1990, 1993-1998	4408 WM 034
1999-2010	4408 WM 035
2013	6457 WM 017

Comité financier : supports de présentation, comptes rendus (2013-2014). **6457 WM 018**

Point de situation : note (2014). **6457 WM 014**

Rapport annuel des mandataires (2014). **6457 WM 015**

III.3.18.1. LYON 1ER - Parc de stationnement Hôtel de ville

<p><u>Thématique</u> : parc de stationnement</p> <p><u>Mode de gestion</u> : délégation de service public</p> <p><u>Présentation de la structure</u> : Les éléments majeurs de cette opération sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - convention d'affermage entre LPA et la Communauté urbaine du 20 novembre 1978 ; - convention cadre et contrat particulier du 17 novembre 1980. <p>LPA a financé par l'intermédiaire d'un prêt les installations de péage, de comptage, la signalisation, les équipements de gestion des abonnés.</p> <p>La société LPA assure l'entretien et le maintien en état de l'ouvrage et devra signaler à la Communauté urbaine les réparations, travaux de renouvellement ...</p> <p>L'ouvrage, les installations, les matériels reviendront à la Communauté urbaine en bon état.</p> <p>La convention cadre expirant le 31 janvier 2011, le 29 novembre 2010 le Conseil communautaire approuve une nouvelle convention de délégation de service public, sous forme d'un affermage, établie pour une durée de 12 ans, à conclure avec la société LPA (délibération n°2010-1823).</p>

Suivi juridique, 1980, 2003-2005, 2011.

Suivi de la contractualisation, 1980, 2003-2005, 2011.

Convention, avenants (1980, 2003-2005). **4487 WM 007**

État des lieux d'entrée et de sortie : procès-verbaux d'état des lieux d'entrée et de sortie, inventaire des biens, correspondance (2011). **6440 WM 054**

Suivi de l'activité, 1980.

Fonctionnement et instance, 1980.

Fonctionnement : procès-verbal des opérations préalables à la réception, procès-verbal de mise en service (1980). **4487 WM 008**

Suivi financier, 1996, 1999, 2006-2011.

Budget et résultats, 1996, 1999, 2006-2011.

Bilans financiers, rapports du délégataire, 1996, 1999, 2006-2011.

1996, 1999, 2006-2010

4487 WM 009

2011

6440 WM 055

III.3.18.2. LYON 1ER – Parc de stationnement Rozier

Thématique : parc de stationnement

Mode de gestion : **délégation de service public**

Présentation de la structure : Le parc de stationnement Rozier est situé dans le 1^{er} arrondissement de Lyon et a une capacité de 42 places. Le périmètre de la délégation inclut l'ouvrage ainsi que les installations et équipements affectés à la gestion de ce service public. Le délégataire se voit confier l'entretien courant, le gros entretien et le renouvellement de l'ouvrage, installations, équipements et matériel nécessaires à l'accomplissement du service public. La société Lyon Parc Auto obtient la délégation de service public le 22 octobre 1988.

Fin de contrat : 21 octobre 2011.

Relance : consultation pour une nouvelle délégation de service public à la suite de la fin du contrat.

Résultat : LPA non retenue.

Retenue : Garage Bellecour (société).

Suivi juridique, 191-2005

Suivi de la contractualisation, 1981-2005.

Convention, avenants, extraits du registre des délibérations du Conseil communautaire (1981-2005). **4487 WM 015**

Suivi financier, 1997, 1999-2002, 2006-2011.

Budget et résultats, 1997, 1999-2002, 2006-2011.

Rapports du délégataire, comptes annuels, 1997, 1999-2002, 2006-2011.

1997, 1999-2002, 2006-2010

4487 WM 016

2011

6440 WM 056

III.3.18.3. LYON 1ER – Parc de stationnement Tables Claudiennes

Thématique : parc de stationnement

Mode de gestion : délégation de service public

Présentation de la structure : Le conseil de Communauté, lors de sa séance du 4 novembre 2002, a décidé la réalisation d'un parc public de stationnement, en superstructure, dans le 1er arrondissement de Lyon. Cette décision avait pour but de faire face aux difficultés de stationnement dans les Pentes de la Croix-Rousse, en créant une offre de stationnement dans le secteur, notamment pour les résidents, conformément aux orientations du plan de déplacements urbains (PDU). Dans cette même séance du 4 novembre 2002, le Conseil de Communauté adoptait également le principe d'une délégation de service public, sous la forme d'un affermage, pour assurer la gestion de ce parc de stationnement.

Après l'achat du bâtiment concerné aux Hospices civils de Lyon en avril 2003, un mandat de maîtrise d'ouvrage a été confié à la société Lyon Parc Auto, en qualité de mandataire de la Communauté urbaine, en novembre 2003. La capacité du futur ouvrage a été réduite à 107 places pour répondre à ces exigences ainsi qu'aux dispositions du code de l'urbanisme, aux risques liés aux immeubles riverains et aux contraintes archéologiques. Les opérations de démolition et de construction du nouvel ouvrage sont intervenues à partir du mois de juin 2009.

Suivi juridique, 2009-2011.

Suivi de la contractualisation, 2009-2011.

Procédure : extraits du registre des délibérations du Conseil communautaire, comptes rendus de commissions, correspondance (2009-2011). **4487 WM 017**

Projet de convention (2010). **6440 WM 057**

Consultation : candidature et offre de l'entreprise retenue Lyon Parc Auto, cahier des clauses techniques et particulières signés (2010). **4487 WM 018**

Suivi financier, 2011.

Budget et résultats, 2011.

Rapport du délégataire (2011). **6440 WM 058**

III.3.18.4. LYON 1ER – Parc de stationnement Terreaux

Thématique : parc de stationnement

Mode de gestion : délégation de service public

Présentation de la structure : La convention a été signée le 27 février 1992. Le délégataire assure l'entretien des éléments et les travaux de renouvellement.

Suivi financier, 1996-2011.

Rapports du délégataire, comptes annuels, 1996-2011.

1996-2010 **4487 WM 020**

2011 **6440 WM 059**

III.3.18.5. LYON 2ÈME – Parc de stationnement Antonin Poncet

Thématique : parc de stationnement

Mode de gestion : délégation de service public

Présentation de la structure : Le contrat de concession du 20 octobre 1986 a pour échéance le 8 décembre 2018. LPA finance intégralement l'ouvrage et les équipements et en assurera l'entretien et le bon fonctionnement. Les travaux de renouvellement sont également à sa charge (ascenseurs, pompes relevage,

ventilation, péages...). En fin de concession le contrat prévoit une remise gratuite de tous les ouvrages et équipements. La collectivité pourra racheter le mobilier d'approvisionnement.

Suivi financier, 1996, 2000-2011.

Rapports du délégataire, comptes annuels, 1996, 2000-2011.

1996, 2000-2010 **4487 WM 024**

2011 **6440 WM 060**

III.3.18.6. LYON 2ÈME – Parc de stationnement Bourse

Thématique : parc de stationnement

Mode de gestion : **délégation de service public**

Présentation de la structure : Le contrat de concession du 30 décembre 1990 a pour échéance novembre 2022. LPA finance intégralement l'ouvrage et les équipements et en assure l'entretien et le bon fonctionnement. Les travaux de renouvellement sont également à sa charge (ascenseurs, pompes relevage, ventilation, péages...). En fin de concession la remise de tous les ouvrages et équipements sera gratuite. La collectivité pourra racheter le mobilier.

Suivi financier, 1996-2011.

Rapports du délégataire, comptes annuels, 1996-2011.

1996-2010 **4487 WM 027**

2011 **6440 WM 061**

III.3.18.7. LYON 2ÈME – Parc de stationnement Cordeliers

Thématique : parc de stationnement

Mode de gestion : **délégation de service public**

Présentation de la structure : Le bail emphytéotique conclu entre la ville et LPA est signé le 13 septembre 1971 pour une durée de 60 ans. La convention de construction et d'exploitation du parc est conclue le 20 juin 1972 pour une durée de 30 ans. LPA est tenu de faire exécuter les travaux de toute nature y compris les grosses réparations. L'ouvrage, les installations, appareils et accessoires doivent être maintenus en parfait état de conservation, d'entretien et de fonctionnement.

Suivi juridique, 1972.

Contractualisation, 1972.

Convention, rapport de présentation de l'opération (1972). **4487 WM 029**

Suivi financier, 1997-2011.

Rapports du délégataire, comptes annuels, 1997-2011.

1997-2010 **4487 WM 030**

2011 **6440 WM 063**

III.3.18.8. LYON 2ÈME – Parc de stationnement Les Célestins

Thématique : parc de stationnement

Mode de gestion : **délégation de service public**

Présentation de la structure : La convention de concession est signée le 19 mai 1992 et a pour échéance le 2 décembre 2024.

Suivi financier, 1996-2011.

Budget et résultats, 1996-2011.

Comptes de résultat, bilans, rapports du délégataire, 1996-2011.

1996-2010 **4487 WM 028**

2011 **6440 WM 062**

III.3.18.9. LYON 2ÈME – Parc de stationnement Perrache

Thématique : parc de stationnement

Mode de gestion : **délégation de service public**

Présentation de la structure : La convention de construction et d'exploitation du parc est conclue le 6 janvier 1976, le contrat particulier est signé le 17 novembre 1980 pour échéance le 1^{er} janvier 2011.

Suivi juridique, 1971-2005.

Contractualisation, 1971-2005.

Contractualisation : extraits du registre des délibérations du Conseil **4487 WM 031**
communautaire, convention, avenants (1971-2005).

Suivi de l'activité, 2003, 2011.

Fonctionnement et instance, 2003, 2011.

Travaux, consultation : cahier des charges techniques, offre retenue **4487 WM 032**
(2003).

Rapport annuel d'activité (2011). **6440 WM 089**

Suivi financier, 1971-1980, 1996, 1999-2011.

Budget et résultats, 1971-1980, 1996, 1999-2011.

Comptes annuels (1971-1980, 1996, 1999-2010). **4487 WM 033**

Rapport du délégataire (2011). **6440 WM 064**

III.3.18.10. LYON 2ÈME – Parc de stationnement République

Thématique : parc de stationnement

Mode de gestion : **délégation de service public**

Présentation de la structure : Le contrat de concession est signé le 31 décembre 1990 et a pour échéance le 14 avril 2023.

Suivi financier, 1996, 1999-2011.

Budget et résultats, 1996, 1999-2011.

Rapports du délégataire, comptes annuels, 1996, 1999-2011.

1996, 1999-2010

4487 WM 034

2011

6440 WM 065

III.3.18.11. LYON 2ÈME – Parc de stationnement Saint-Antoine

Thématique : parc de stationnement

Mode de gestion : **délégation de service public**

Présentation de la structure : Les éléments majeurs de cette opération sont :

- la convention de construction et d'exploitation du 12 novembre 1970 ;
- la convention cadre et contrat particulier du 17 novembre 1980 ;
- l'autorisation d'occupation temporaire (AOT) délivrée à Lyon Parc Auto (LPA) le 30 juillet 1971 pour une durée de 30 ans (échéance 29 juillet 2001) avec possibilité de prolongement.

LPA est tenu de faire exécuter les travaux de toute nature. L'ouvrage, les installations, appareils et accessoires doivent être maintenus en parfait état de conservation, d'entretien et de fonctionnement. LPA a à sa charge l'entretien des chaussées du parc, des voies d'accès et du mur de soutènement qui existe entre le bas port et la promenade qui est incorporé aux ouvrages.

Suivi juridique, 1970-2005, 2011.

Contractualisation, 1970-2005, 2011.

Extraits du registre des délibérations du Conseil communautaire, convention, avenants (1970-2005), **4487 WM 035**

Convention (2011). **6440 WM 066**

Suivi financier, 1971-1980, 1996, 1999-2011.

Budget et résultats, 1971-1980, 1996, 1999-2011.

Rapport annuel du délégataire, comptes annuels, 1971-1980, 1996, 1999-2011.

1971-1980, 1996, 1999-2010

4487 WM 036

2011

6440 WM 067

III.3.18.12. LYON 2ÈME, 3ÈME – Parc de stationnement Perrache et Villette

Thématique : parc de stationnement

Mode de gestion : **délégation de service public**

Présentation de la structure : La communauté urbaine délègue à la société Lyon Parc Auto la gestion des parcs de stationnement Perrache et Villette. Les conventions pour ces deux parcs, conclues avec LPA, connaissent leur terme le 31 décembre 2010. Après les procédures pour déléguer la gestion de ces parcs, l'offre de la société Effia Stationnement fut retenue.

Suivi financier, 2012.

Budget et résultats, 2012.

Rapport technique et financier (2012).

6982 WM 026

III.3.18.13. LYON 3ÈME – Parc de stationnement la Fosse aux Ours

Thématique : parc de stationnement

Mode de gestion : **délégation de service public**

Présentation de la structure : La convention a été signée le 25 avril 2003. LPA finance intégralement l'ouvrage et les équipements et en assurera l'entretien et le bon fonctionnement. Les travaux de renouvellement seront également à sa charge.

Suivi financier, 1997-2011.

Budget et résultats, 1997-2011.

Rapports du délégataire, comptes annuels, 1997-2011.

1997-2010

4487 WM 038

2011

6440 WM 068

III.3.18.14. LYON 3ÈME – Parc de stationnement des Halles

Thématique : parc de stationnement

Mode de gestion : **délégation de service public**

Présentation de la structure : Le bail emphytéotique est signé le 19 novembre 1970. Le délégataire tient l'ouvrage en parfait état d'entretien, de fonctionnement, de propreté et de sécurité. Il procède également aux réparations (importantes ou non).

Suivi financier, 1997-2011.

Budget et résultats, 1997-2011.

Rapports du délégataire, comptes annuels, 1997-2011.

1997-2010

4487 WM 041

2011

6440 WM 069

III.3.18.15. LYON 3ÈME – Parc de stationnement Part-Dieu Centre commercial

Thématique : parc de stationnement

Mode de gestion : **délégation de service public**

Présentation de la structure : Les éléments majeurs de cette opération sont :

- la convention de concession du parc du 10 juillet 1973 ;
- la convention cadre et contrat particulier du 17 novembre 1980 (échéance le 1^{er} janvier 2011).

La Communauté assure l'entretien, y compris les grosses réparations, du génie civil et l'ouvrage et des équipements généraux aménagés sur le lot du parc.

Le parc de stationnement, les installations et les matériels seront remis gratuitement à la Communauté urbaine.

Suivi juridique, 1978-2013, 2015-2016.

Contractualisation, 1978-2013, 2015-2016.

Convention, avenants (1978-2005).

4487 WM 043

Avis de la Commission de délégation de service public sur les avenants 1 et 2 (2003). **6757 WM 049**

Convention du 17 décembre 2012 et annexes (2012). **6757 WM 050**

Avenants 1 et 2 à la convention du 17 décembre 2012 (2015). **6757 WM 051**

Protocole de fin de contrat (2016). **6757 WM 052**

Suivi de la contractualisation, 2003-2013.

Contentieux : procès-verbal de constat, mémoire technique, rapport d'expertise, compte-rendu, note, correspondance (2003-2012). **6440 WM 070**

Bail terrasse toit : projet de contrat, projet de convention, délibération, arrêté, contrat de bail, notes, correspondance (2008-2012). **6440 WM 071**

Rapport d'état des lieux, inventaire des biens, correspondance (2010-2013). **6440 WM 072**

Procès-verbal d'état des lieux, correspondance (2013). **6757 WM 053**

Suivi de l'activité, 1997-2004.

Fonctionnement et instance, 1997-2004

Fonctionnement : extraits du registre des délibérations du Conseil communautaire, correspondance (1997-2004). **4487 WM 044**

Suivi financier, 1996-2011.

Budget et résultats, 1996-2011.

Rapports du délégataire, comptes annuels, 1996-2011.

1996-2010 **4487 WM 045**

2011 **6440 WM 073**

Rapport des Commissaires aux Comptes (2009-2010). **6440 WM 074**

III.3.18.16. LYON 3ÈME – Parc de stationnement Parc-Dieu Gare, place de Francfort

Thématique : parc de stationnement

Mode de gestion : **délégation de service public**

Présentation de la structure : La convention de concession du parc a été signée le 1 juin 1992 et a pour échéance le 30 avril 2025.

Suivi financier, 1996-2010.

Budget et résultats, 1996-2010.

Rapports du délégataire, comptes annuels, 1996-2011.

1996-2010 **4487 WM 047**

2011 **6440 WM 075**

III.3.18.17. LYON 3ÈME – Parc de stationnement Vilette

Thématique : parc de stationnement

Mode de gestion : **délégation de service public**

Présentation de la structure : Le contrat d'exploitation du parc a été signé le 30 novembre 1984. La société LPA est tenue de prendre les mesures nécessaires pour maintenir en bon état d'entretien et de réparation tous les bâtiments, installations et matériels. Les dépenses, les réparations et le renouvellement des matériels sont pris en charge. LPA remettra gratuitement à la communauté l'ouvrage, les installations et le matériel.

Suivi juridique, 1984, 1989-2010.

Contractualisation, 1984-2010.

Convention, contrats avec Société Galaxie (1984). **4487 WM 048**

Avenants (1989-2010). **4487 WM 049**

Suivi financier, 1996-2011.

Budget et résultats, 1996-2011.

Rapports du délégataire, comptes annuels, 1996-2011.

1996-2010 **4487 WM 050**

2011 **6440 WM 076**

Suivi d'activités : rapport annuel d'activité (2011). **6440 WM 090**

III.3.18.18. LYON 4ÈME – Parc de stationnement Croix-Rousse

Thématique : parc de stationnement

Mode de gestion : **délégation de service public**

Présentation de la structure : La convention de concession du parc a été signée le 15 juin 1992 et a pour échéance le 8 décembre 2024.

Suivi financier, 1996, 1999-2011.

Budget et résultats, 1996, 1999-2011.

Rapports du délégataire, comptes annuels, 1996, 1999-2011.

1996, 1999-2010 **4487 WM 051**

2011 **6440 WM 077**

III.3.18.19. LYON 4ÈME – Parc de stationnement du Gros Caillou

Thématique : parc de stationnement

Mode de gestion : **délégation de service public**

Présentation de la structure : En séance du 26 septembre 1994 la Communauté urbaine de Lyon a décidé le principe de la concession d'un Parc public de stationnement dans le secteur Gros Caillou et de lancer une procédure de publicité à ce propos. L'appel à la concurrence a été lancé le 7 octobre 1994. La Commission de délégation de service public à la Communauté urbaine de Lyon a retenu la candidature de Lyon Parc Auto (LPA) et délivré le dossier de consultation le 22 décembre 1994.

Suivi juridique, 1990-1995.

Contractualisation, 1990-1995.

Rapport de présentation, extraits du registre des délibérations du **4487 WM 052**
Conseil communautaire (1990-1995).

Suivi financier, 2006-2011.

Budget et résultats, 2006-2011.

Rapports du délégataire, 2006-2011.

2006-2010

4487 WM 053

2011

6440 WM 078

III.3.18.20. LYON 5ÈME – Parc de stationnement Romain Rolland

Thématique : parc de stationnement

Mode de gestion : **délégation de service public**

Présentation de la structure : Le parc de stationnement Romain Rolland est situé sur les quais de Saône du 5^e arrondissement.

Suivi d'activité, 1969-1973.

Fonctionnement et instance, 1969-1973.

Fonctionnement : extraits du registre des délibérations du Conseil **4487 WM 054**
communautaire, correspondance (1969-1973).

Suivi financier, 1973-1980.

Budget et résultats, 1973-1980.

Rapports du délégataire, comptes annuels (1973-1980).

4487 WM 055

III.3.18.21. LYON 5ÈME – Parc de stationnement Saint-Georges

Thématique : parc de stationnement

Mode de gestion : **délégation de service public**

Présentation de la structure : La convention d'exploitation du Parc de stationnement Saint-Georges a été signée le 16 juin 2000 avec l'entreprise Lyon Parc Auto. Les dates clés sont :

- Convention 16 juin 2000
- Avenant 1 : changement périmètre du contrat 11/04/2002 ;
- Avenant 2 : jalonnement dynamique 11/04/2003 ;
- Avenant 3 : changement structure tarifaire 05/08/2005 ;
- Avenant 4 : restauration de l'équilibre économique 14/11/2005.

Le contrat stipule que l'entretien des éléments permettant la bonne marche de l'exploitation, ainsi que les travaux de renouvellement sont à la charge du délégataire. Les biens faisant intégralement partie de la concession sont des biens de retour (retour gratuit au concédant), les autres biens sont de reprise. La fin de contrat est estimée au 2 novembre 2043.

Suivi juridique, 2005.

Contractualisation, 2005.

Commission consultation de délégation de service public, avis sur la **6757 WM 054**
passation des avenants 3 et 4 : listes d'émargement, avis (2005).

Suivi financier, 2011.

Budget et résultats, 2011.

Rapports du délégataire (2011). **6440 WM 079**

III.3.18.22. LYON 5ÈME – Parc de stationnement Saint-Jean

Thématique : parc de stationnement

Mode de gestion : **délégation de service public**

Présentation de la structure : La convention particulière a été signée le 17 novembre 1980. Le délégataire procède à l'entretien courant ainsi qu'aux grosses réparations et au renouvellement du matériel. Le délégataire doit réparer les dommages causés au domaine public fluvial, le parc se situant sur le domaine.

Suivi juridique, 1980, 2000-2012.

Contractualisation, 1980, 2000-2012.

Convention, avenants, extraits du registre des délibérations du Conseil **4487 WM 057**
communautaire (1980, 2000-2011).

Convention (2012). **6440 WM 080**

Suivi financier, 1996-2011.

Budget et résultats, 1996-2011.

Rapports du délégataire, comptes annuels, 1996-2011.

1996-2010 **4487 WM 058**

2011 **6440 WM 081**

III.3.18.23. LYON 5ÈME – Parc de stationnement Saint-Just

Thématique : parc de stationnement

Mode de gestion : **délégation de service public**

Présentation de la structure : La convention a été signée le 30 mars 2000. Le délégataire est chargé de l'entretien ainsi que des travaux de renouvellement. Les biens faisant partie de la concession sont des biens de retour.

Suivi financier, 2000-2011.

Budget et résultats, 2000-2011.

Rapports du délégataire, comptes annuels, 2000-2011.

2000-2010 **4487 WM 060**

2011 **6440 WM 082**

III.3.18.24. LYON 6ÈME – Parc de stationnement Cité internationale P2 sous la Salle 3000

Thématique : parc de stationnement

Mode de gestion : **délégation de service public**

Présentation de la structure : La convention a été signée le 31 mars 2005. L'entretien des éléments ainsi que les travaux de renouvellement sont à la charge du délégataire.

Suivi financier, 1997-2011.

Rapports du délégataire, comptes annuels, 1997-2011.

1997-2010

4487 WM 063

2011

6440 WM 083

III.3.18.25. LYON 6ÈME – Parc de stationnement Lyautey / Morand

Thématique : parc de stationnement

Mode de gestion : **délégation de service public**

Présentation de la structure : La convention a été signée le 31 mars en 2005. LPA réalise ce parc en concession pour la communauté urbaine de Lyon. Les travaux s'organisent en 5 phases pour une ouverture prévue en 2007. L'entretien des éléments ainsi que les travaux de renouvellement sont à la charge du délégataire.

Suivi de l'activité, 2006-2007.

Fonctionnement et instance, 2006-2007.

Fonctionnement : dossier de présentation des évolutions de la gestion de la délégation de service public (2006-2007) **4487 WM 068**

Suivi financier, 2006-2011.

Budget et résultats, 2006-2011.

Rapports du délégataire, comptes annuels, 2006-2011.

2006-2010

4487 WM 069

2011

6440 WM 084

III.3.18.26. LYON 6ÈME – Parc de stationnement Vendôme

Thématique : parc de stationnement

Mode de gestion : **délégation de service public**

Présentation de la structure : La convention de concession du parc a été conclue le 4 août 2000. Le délégataire doit entretenir et réparer les éléments qui permettent la bonne marche de l'exploitation. Il procède également aux travaux de renouvellement.

Suivi financier, 2001-2011.

Budget et résultats, 2001-2011.

Rapports du délégataire, comptes annuels, 2001-2011.

2001-2010

4487 WM 071

III.3.18.27. LYON 7ÈME – Parc de stationnement Berthelot

Thématique : parc de stationnement

Mode de gestion : **délégation de service public**

Présentation de la structure : Le bail emphytéotique est signé le 10 avril 1995. Le délégataire est chargé de l'entretien courant et des travaux de renouvellement.

Suivi financier, 1997-2011.

Budget et résultats, 1997, 1999-2011.

Rapports du délégataire, 1997, 1999-2011.

1997, 1999-2010

4487 WM 075

2011

6440 WM 086

III.3.18.28. LYON 9ÈME – Parc de stationnement du Quai Arloing

Thématique : parc de stationnement

Mode de gestion : **délégation de service public**

Présentation de la structure : Le parc de stationnement du Quai Arloing est situé dans le 9^e arrondissement de Lyon.

Suivi juridique, 1976.

Contractualisation, 1976.

Rapport historique du parc, avenant n° 1 (1976).

4487 WM 076

Suivi financier, 1973-1976, 1994-1995.

Budget et résultats, 1973-1976, 1994-1995.

Bilans annuels, rapports (1973-1976, 1994-1995).

4487 WM 077

III.3.18.29. VILLEURBANNE - Parc de stationnement Hôtel de ville

Thématique : parc de stationnement

Mode de gestion : **délégation de service public**

Présentation de la structure : La convention a été signée le 25 avril 2003. Le délégataire est chargé de l'entretien des éléments ainsi que les travaux de renouvellement.

Suivi financier, 2005-2011.

Budget et résultats, 2005-2011.

Rapport financier, rapports du délégataire, 2005-2011.

2005-2010

4487 WM 080

2011

6440 WM 087

III.3.19. Omniparc (société)

Thématique : parc de stationnement

Mode de gestion retenu : **délégation de service public**

Présentation de la structure : Selon les termes de l'article L 5215-20-1 du code général des collectivités territoriales, la Communauté urbaine de Lyon exerce, à titre obligatoire, la compétence parcs de stationnement. Afin de gérer ce service public, la Communauté urbaine a, en pratique, délégué la gestion de plusieurs parcs publics de stationnement, en application de conventions de délégation de service public.

Suivi financier, 2012.

Budget et résultats, 2012.

Rapport technique et financier (2012).

6982 WM 028

III.3.19.1. LYON 2EME - Parc de stationnement Perrache Archives la Confluence (ou parc de stationnement Perrache sud)

Thématique : parc de stationnement

Mode de gestion retenu : **délégation de service public**

Entreprise retenue : **Omniparc**

Présentation de la structure : Par délibération en date du 30 janvier 2004, la Communauté urbaine de Lyon a confié à la société Omniparc, par une délégation de service public, la construction et l'exploitation du parc Perrache Archives La Confluence situé au 14 Place des archives Lyon 2^{ème}, anciennement dénommé Perrache Sud. La durée de cette délégation est de 35 ans à compter de la mise en service de l'ouvrage constatée par procès-verbal contradictoire. Elle prendra donc fin le 28 janvier 2045.

Suivi juridique, 2006, 2009.

Contractualisation, 2006, 2009.

Présentation de l'avenant n° 1 à la Commission de délégation de service public : avis, liste d'émargement (2006). **6757 WM 046**

Préparation de l'avenant n° 2 à la convention du 30 janvier 2004 : projet d'avenant 2, avis sur l'avenant 2 de la CPDSP (2009). **6757 WM 047**

Suivi d'activités, 2010-2011.

Fonctionnement et instance, 2010-2011.

Comptes rendus annuels d'activité (2010-2011).

6440 WM 091

III.3.19.2. LYON 6EME - Parc de stationnement Brotteaux

Thématique : parc de stationnement

Mode de gestion retenu : **délégation de service public**

Entreprise retenue : **Omniparc**

Présentation de la structure : Le parc de stationnement Brotteaux est situé dans le 6^e arrondissement.

Suivi juridique, 2007-2008.

Contractualisation, 2007-2008.

Contentieux, remise en cause de l'avenant n° 1 : avenant, dossier de procédure, recours préfectoral, correspondance (2007-2008). **4487 WM 061**

Commission permanente de délégation de service public, présentation et validation des avenants 1 et 2 : rapport de présentation, avis, liste d'émargement (2007-2008). **6757 WM 048**

III.3.20. OPENLY (Opérateur du périphérique nord de Lyon)

<p><u>Thématique</u> : périphérique nord de Lyon</p> <p><u>Mode de gestion retenu</u> : délégation de service public</p> <p><u>Présentation de la structure</u> : Le 17 janvier 2005 (délibération n° 2005-2444) est décidée une délégation de service public pour l'exploitation du BPNL. La mission confiée au délégataire sous la forme d'une régie intéressée est une mission globale qui comprend notamment, l'exploitation, le gros entretien et le renouvellement, l'assistance et le conseil à la collectivité délégante.</p> <p>La société autoroutes du sud de la France (ASF) est choisie pour délégataire (délibération n° 2005-3026 du 14 novembre 2005). La convention de délégation de service public est établie pour une durée de 8 ans, du 4 janvier 2006 au 4 janvier 2014. Comme prévu dans la convention, ASF crée une société dédiée, opérateur du périphérique nord de Lyon (Openly).</p>

Suivi juridique, 2005-2007, 2010-2011, 2014.

Contractualisation, 2005-2007, 2010-2011, 2014.

Convention de DSP avec OPENLY (2005). **6738 WM 011**

Annexes, 2005.

Annexe 1 à la convention de DSP avec OPENLY (2005). **6738 WM 012**

Annexe 2 à la convention de DSP avec OPENLY (2005). **6738 WM 013**

Annexes 3 à 24 à la convention de DSP avec OPENLY (2005). **6738 WM 014**

Avenants, 2006-2014.

Avenant n°1 à la convention de DSP avec OPENLY (2006). **6738 WM 015**

Avenant n°2 à la convention de DSP avec OPENLY (2007). **6738 WM 016**

Avenant n°3 à la convention de DSP avec OPENLY (2010). **6738 WM 017**

Avenant n°4 à la convention de DSP avec OPENLY (2011). **6738 WM 018**

Avenant n°5 à la convention de DSP avec OPENLY (2014). **6738 WM 019**

Certificat de notification de l'avenant n°6 à la convention de DSP avec OPENLY signé le 17 juillet 2014 (2014). **6738 WM 020**

III.3.21. Productions et distributions thermiques (Prodith)

<p><u>Thématique</u> : chauffage urbain</p> <p><u>Mode de gestion retenu</u> : délégation de service public</p> <p><u>Présentation de la structure</u> : Le chauffage urbain ne fait pas partie des compétences légales des communautés urbaines. La Communauté urbaine de Lyon a toutefois décidé de se saisir de cette compétence dès 1970 en accordant par convention une concession de chauffage urbain à la société Prodith, limitée dans un premier temps au 3^{ème} arrondissement de Lyon, en vue de l'urbanisation du quartier de la Part-Dieu. La</p>
--

ville de Lyon a donné mission à la Communauté urbaine de traiter avec la société Prodith la concession d'un réseau de chaleur par délibération du Conseil municipal du 2 décembre 1985.

Le 20 octobre 1970 : approbation d'un contrat de concession du réseau de chauffage et froid urbains entre la Communauté urbaine et Prodith, ayant pour périmètre le 3^{ème} arrondissement de Lyon.

Le 14 février 1972 : approbation de l'avenant n° 1 étendant le périmètre concédé au territoire de la Communauté urbaine, à condition que les communes délèguent leur compétence.

Le 13 janvier 1981 : approbation des avenants n° 2 et 3, relatifs à la jonction de l'usine d'incinération de Lyon-Gerland à la centrale Prodith (contrat de fourniture inclus à la concession).

Le 7 avril 1986 : signature de l'avenant n° 4, qui décide l'abandon de l'avenant n° 2 et l'adoption d'un nouveau cahier des charges au 1^{er} avril 1986. Dissociation de la concession et de la fourniture d'énergie thermique (voir la délibération communautaire du 24 mars 1986.)

Le 12 octobre 1993 : l'avenant n° 5 est signé. Il abroge le cahier des charges du 7 avril 1986 et le remplace par un nouveau cahier des charges entré en vigueur le 1^{er} octobre 1993.

Suivi juridique, 1969-1970, 1972-2010.

Contractualisation, 1969-1970, 1972-2005.

Convention signée le 3 septembre 1970 (1969-1970). **6738 WM 025**

Fourniture de chauffage et de froid urbains, abonnement : copie du **5862 WM 006**
contrat, copies des avenants (1974, 1994).

Avenant n° 1 au contrat pour la fourniture de chaleur en gros entre la **6738 WM 026**
régie municipale du chauffage urbain de Villeurbanne et PRODITH (1978), convention entre la Communauté urbaine de Lyon et PRODITH (1986), avenant n° 1 au contrat de fourniture d'énergie thermique (1987), convention entre la Communauté urbaine de Lyon et la ville de Lyon pour la livraison de fluide thermique (1993).

Révision de la convention de concession, 1972-2004.

Avenants n° 1, 2 et 3, extraits du registre des délibérations du **6738 WM 027**
Conseil communautaire (1972-1980).

Rédaction des avenants n° 2 et 3 : étude préalable à la création **5862 WM 001**
d'une structure indépendante et publique destinée à assurer la maîtrise des opérations de récupération de chaleur dans l'agglomération lyonnaise et annexes, correspondance (1980).

Rédaction de l'avenant n° 4, négociation : étude préalable **5862 WM 002**
concernant la structure financière du chauffage urbain communautaire, notes d'analyse, avis du Conseil de Communauté, propositions pour le nouveau cahier des charges, projet d'avenant, compte-rendu de réunion, correspondance (1983-1984) ; observations préfectorales : correspondance (1986).

Avenant n° 4, extraits du registre des délibérations du Conseil **6738 WM 028**
communautaire (1986).

Rédaction de l'avenant n° 5, audit : rapport d'audit, avis **5862 WM 003**
juridiques, comptes rendus de réunion, comptes rendus de visite des installations du réseau de chauffage urbain, avenant n° 5 non signé, notes d'analyse (1987, 1990-1993) ; négociation : notes

d'information, comptes rendus de réunions, propositions de tarification, avis juridiques (1992-1993).

Avenant n° 5 (1993). **6738 WM 029**

Rédaction de l'avenant n° 6 : note de synthèse, notes d'information, avis juridiques, rapport d'expertise financière, analyse des résultats financiers, simulation d'exploitation, étude, projets d'avenant n° 6, comptes rendus de réunions, correspondance (1995-2001). **5862 WM 004**

Retrait de l'avenant n° 6 et rédaction d'un nouvel avenant : projet de consultation juridique, avis juridiques (2001). **5862 WM 009**

Extraits du registre des délibérations du Conseil communautaire, recours gracieux CORIANCE, recours gracieux PREFET, dossier de négociation, avenant 6, avis de publication, correspondance (2001-2004). **6738 WM 030**

Suivi de la contractualisation, 1995-2005.

Statuts PRODITH (1988-2000), extrait du Registre du commerce et des sociétés (1995). **6738 WM 031**

Liquidation. - Fin de contrat anticipée, étude de réalisation : avis juridiques, rapport d'évaluation de l'indemnisation pour une sortie de contrat, analyse comparative, note d'analyse (1999-2002). **5862 WM 010**

Correspondance (2000-2005). **6738 WM 032**

Chaufferie de la Doua, transfert de gestion à la Communauté urbaine : projets de procès-verbaux de remise portant transfert de gestion, avis juridique, convention de fournitures de chaleur entre le campus universitaire de la Doua et le réseau Prodith, notes d'information, copies de pièces du contentieux opposant la société Dalkia France au rectorat de l'Académie de Lyon, correspondance (2001-2003). **5862 WM 005**

Chauffage urbain : projet de convention entre la ville et la Communauté urbaine de Lyon (2002). **6738 WM 033**

Cession de chauffage et de froid urbains : convention d'occupation d'un terrain dans l'UIOM de Gerland (2002). **6738 WM 034**

Communication : articles de presse (2002-2003). **6738 WM 035**

Évaluation de l'indemnité liée aux biens de reprise : rapport Finance Consult, correspondance (2003-2005). **6738 WM 036**

Préparation de la fin de la concession PRODITH : inventaires, protocole de fin de concession, note (2003-2004). **6738 WM 037**

Raccordement au chauffage et froid urbains : convention tripartite entre FRAMATOME, PRODITH et la Communauté urbaine de Lyon (2004). **6738 WM 038**

Remboursement des droits de raccordement : correspondance (2004-2005). **6738 WM 039**

Suivi des litiges, 1973-1989, 1998-2010.

Extension du réseau de chauffage urbain, ouverture d'une tranchée pour la pose d'une conduite souterraine.- Comité de défense Brotteaux-Part-Dieu (COBRO) contre le Président de la Communauté urbaine : jugement du Tribunal administratif de Lyon, mémoire en défense, requête introductive, correspondance. Facturation du chauffage consommé par un immeuble, litige entre la régie Bouteille et la société Prodith : correspondance.- Ouverture de tranchées sur voirie sans autorisation, Communauté urbaine contre la société Prodith : correspondance, plans du réseau (1973-1981). **5862 WM 008**

Syndicat des copropriétaires du Centre commercial de Lyon Part-Dieu et syndicat de copropriétaires de la Tour du Crédit Lyonnais contre la société Prodith, contestation de la tarification : compte-rendu de réunion des parties, requête introductive d'instance, mémoire en défense, assignation, note juridique, jugement du Tribunal de grande instance de Lyon, conclusions de la Cour d'appel de Lyon, correspondance (1981-1989). **5862 WM 007**

Litige copropriété : correspondance (2001-2005). **6738 WM 040**

Affaire 0303528, expertise du Tribunal Administratif sur l'évaluation de la chaufferie Lafayette, 2003-2004.

Saisine, dossier de désignation d'un expert, dossier de désignation d'un sapiteur, rapport d'expertise, correspondance interne à la Métropole et avec les AMO (2003-2004). **6738 WM 041**

DIRE n°1 de PRODITH du 27 octobre 2003, DIRE n°2 de la COURLY du 5 décembre 2003, DIRE n°3 de PRODITH du 6 mars 2004, DIRE n°4 de PRODITH du 10 mars 2004, DIRE n°5 de PRODITH du 30 juillet 2004 (2003-2004). **6738 WM 042**

Affaire n° 0400773, recours indemnitaire devant le Tribunal administratif de Lyon : recours sommaire de PRODITH devant le tribunal administratif, mémoire ampliatif de PRODITH, mémoire en défense de la communauté urbaine de Lyon, mémoire en réplique de PRODITH, mémoire en défense de la Communauté urbaine de Lyon n°3, mémoire complémentaire de PRODITH, mémoire en défense de la Communauté urbaine de Lyon n°4, mémoire en défense de la Communauté urbaine de Lyon n°5, mémoire complémentaire de la Communauté urbaine de Lyon, mémoire en réponse de la Communauté urbaine de Lyon, correspondance (1998-2007). **6738 WM 043**

Affaire n° 0502263, recours indemnitaire devant le Tribunal administratif de Lyon : recours sommaire de PRODITH devant le Tribunal administratif, mémoire ampliatif de PRODITH, mémoire en défense de la Communauté urbaine de Lyon, mémoire en défense n°2 de la Communauté urbaine de Lyon, mémoire en réplique de PRODITH, mémoire en défense n°3 de la Communauté urbaine de Lyon), mémoire complémentaire, mémoire complémentaire n°2 de la Communauté urbaine de Lyon, mémoire de communication de pièces PRODITH (2005-2007). **6738 WM 044**

Affaires 0400773 et 0502263 : note en délibéré de la Communauté urbaine de Lyon du 24 avril 2007, convocation, compte-rendu de l'audience (2007). **6738 WM 045**

Affaires 0400773 et 0502263 : décision du Tribunal administratif de Lyon du 16 mai 2007 déboutant PRODITH (2007). **6738 WM 046**

Recours Cour administrative d'appel : recours et mémoire produit par la société PRODITH, mémoire produit par la Communauté urbaine, ordonnance de clôture d'instruction, rappel chronologique des relations avec la société PRODITH, ordonnance de clôture d'instruction, mémoire déposé par la société PRODITH, décision du tribunal administratif du 22 octobre 2009 qui rejette les recours de PRODITH, pourvoi en Conseil d'État (2007-2010). **6738 WM 047**

Suivi de l'activité, 1973-1995, 1998-2004, 2010.

Fonctionnement et instance, 1973-1995, 1998-2004, 2010.

Réseau La Doua-Lyon, raccordement de la centrale de la Doua au réseau communautaire : rapport de commission technique, comptes rendus de réunions entre la Communauté urbaine de Lyon, le Rectorat et la commune de Villeurbanne, notes d'information, correspondance.- Recherche d'un équilibre financier et tarification : avenant n° 2 et 3 à la convention de fourniture de chaleur (Régie municipale de chauffage urbain de Villeurbanne (RMCUV), Prodith), contrat de fourniture de chaleur en gros et avenant n° 3, notes d'information, correspondance; relations entre la société Prodith, la Régie municipale de chauffage urbain de Villeurbanne (RMCUV) et la Communauté urbaine : étude sur le projet de cogénérations, notes d'information, compte-rendu de réunion, correspondance (1973-1995, 1998-2001). **5862 WM 011**

Quartier Général-Frère, renouvellement de l'abonnement d'approvisionnement énergétique : avenants au contrat d'approvisionnement (direction du commissariat de l'armée de terre, société Prodith), correspondance (1983, 1985, 1998-1999). **5862 WM 014**

Réseaux communautaires de Gerland, raccordement au réseau de chauffage urbain Prodith : rapports descriptif sommaire des travaux, comptes rendus de réunion des services techniques, notes d'information, correspondance (1992-1993). **5862 WM 012**

Quartier des États-Unis, Cité Tony Garnier.- Installation et exploitation du chauffage et de la distribution d'eau chaude sanitaire. Facturation aux locataires des dépenses d'investissement et des charges, litige : assignation à comparaître, extraits du registre des délibérations du conseil d'administration, contrat de concession de travaux et de service public (Office public communautaire des HLM (OPCHLM), société Prodith), rapport au conseil d'administration de l'OPCHLM de Lyon, notes d'information, correspondance (1994-1997). **5862 WM 013**

Lyon 8^{ème}. Usine de cogénération, projet d'implantation : comptes rendus de réunion du comité de suivi Communauté urbaine-commune de Lyon, rapport d'enquête publique, plans de projet, plan de communication, plans du réseau, correspondance (1999-2001). **5862 WM 017**

Hôpital Édouard Herriot, raccordement : avant-projets du contrat de fourniture, compte-rendu de réunion, correspondance (1999). **5862 WM 015**

Port Édouard Herriot, usine d'incinération d'ordures ménagères.- Fiabilisation du réseau de chauffage urbain, mise en service d'une chaufferie de secours : compte-rendu de réunion entre la Communauté urbaine et Prodith, audit énergétique, correspondance (2002). **5862 WM 016**

Évaluation du terrain de la chaufferie sise cours Lafayette : notes de travail, correspondance (2003-2004, 2010). **6738 WM 048**

Échanges avec abonnés : correspondance (2003-2004). **6738 WM 049**

Suivi financier, 1971-2004.

Budget et résultats, 1971-2004.

Bilans, comptes financiers, rapports d'activité, 1971-1991.

1971-1983 **5862 WM 018**

1984 **5862 WM 019**

1985 **5862 WM 020**

1986 **5862 WM 021**

1987 **5862 WM 022**

1988 **5862 WM 023**

1989 **5862 WM 024**

1990 : comptabilité analytique, compte-rendu financier et d'activité, budgets prévisionnels des travaux et raccordements (exercices 1990 et 1991), rapports des commissaires aux comptes (1991-1992). **5862 WM 025**

1991 **5862 WM 026**

Comptes rendus techniques et financiers (CRTF), 1983, 1992-2004.

1983 **5862 WM 027**

1992 **5862 WM 028**

1993 **5862 WM 029**

1994 **5862 WM 030**

1995 **5862 WM 031**

1996 **5862 WM 032**

1997 **5862 WM 033**

1998 **5862 WM 034**

1999	5862 WM 035
2000	5862 WM 036
2001	5862 WM 037
2002	5862 WM 038
2003	5862 WM 039
2004	5862 WM 040

Avenant n° 2, analyse du montage financier : rapports d'analyse synthétique, simulation, correspondance (1983-1985). Réunions concessionnaire-Communauté urbaine : comptes rendus, correspondance (1992, 1995-1998). **5862 WM 041**

Comité de suivi d'exploitation, réunion du 8 septembre 2000 : compte-rendu préparatoire, ordre du jour, dossier de réunion (1999-2000).

Conseil technique, assistance : étude de scenarii, étude des besoins, bilan par sous-station (2001-2002).

Audit Chambre régionale des comptes PRODITH : correspondance questions et réponses, rapport d'observations provisoires, rapport d'observations définitives (1999-2000). **6738 WM 050**

III.3.22. SAUR, distribution d'eau potable pour les communes de Givors et de Grigny

<p><u>Thématique</u> : eau et assainissement</p> <p><u>Mode de gestion retenu</u> : délégation de service public</p> <p><u>Présentation de la structure</u> : La communauté urbaine de Lyon exerce à titre obligatoire la compétence eau potable depuis sa création. À compter du 1er janvier 2007, les communes de Givors et Grigny ont adhéré à la Communauté urbaine.</p> <p>Le contrat de service public de distribution de l'eau potable sur ces deux communes gérées par la société Lyonnaise des Eaux, dans le cadre d'une convention de délégation de service public de type affermage, est arrivé à échéance au 31 décembre 2011.</p> <p>Par délibération n° 2011-1989 du 10 janvier 2011, la Communauté urbaine a décidé de déléguer ce service public par un contrat d'une durée de trois ans.</p> <p>Cette délégation de service public a pour objet de confier à un délégataire, à ses risques et périls, la gestion du service de distribution de l'eau potable à Givors et Grigny. La gestion du service inclut l'exploitation, l'entretien et la surveillance des installations, la réalisation des travaux qui incombent contractuellement au délégataire (entretien, maintenance et une partie du renouvellement des ouvrages) ainsi que la prise en charge des relations avec les usagers du service.</p> <p>Par séance du 17 octobre 2011 et par la délibération n° 2011-2516 la Communauté urbaine fait le choix de la société SAUR comme délégataire de service public pour la distribution de l'eau potable à Givors et Grigny et signe donc avec elle une convention délégation de service public établie pour une durée de 3 ans.</p>

Suivi juridique, 2011.

Contractualisation, 2011.

Entreprise retenue SAUR, 2011.

Dossier administratif (2011). **5664 WM 003**

Offre initiale (2011). **5664 WM 004**

Offre finale suite à la phase de négociation (2011).

5664 WM 005

Contrat de délégation de service public pour la gestion de service de distribution d'eau potable de Givors et Grigny visé Préfecture (2011).

6751 WM 028

III.3.23. SAUR, gestion du crématorium de Bron et des parcs cimetières communautaires de Bron-Parilly et de Rillieux-la-Pape

Thématique : cimetières

Mode de gestion retenu : **délégation de service public**

Présentation de la structure : Avec la loi n° 66.1069 du 31 décembre 1966, la Communauté urbaine a dans ses compétences la création et l'extension de cimetières ainsi que la création de fours crématoires.

Suivi financier, 1999-2012.

Budget et résultats, 1999-2012.

Comptes rendus financiers et techniques annuels, 1999-2012.

1999-2000	4473 WM 010
2001	4473 WM 011
2002	4473 WM 012
2003	4473 WM 013
2004	4473 WM 014
2005-2006	4473 WM 015
2007-2009	6457 WM 019
2010-2012	6457 WM 020

III.3.24. SECIL (société anonyme), exploitation du palais des congrès de Lyon

Thématique : économie et attractivité du territoire

Mode de gestion retenu : **délégation de service public**

Présentation de la structure : Le palais des congrès de Lyon a été construit entre le Rhône et le parc de la Tête d'Or en 1995. Il a une surface de 15000 m² et est situé au cœur de tout un complexe évènementiel.

Il a pour principal objet l'organisation de rencontres professionnelles.

Le contrat d'exploitation du Centre de congrès a été conclu le 5 juin 2000 entre la ville de Lyon et la société SECIL pour une durée de 6 ans à compter du 1^{er} janvier 2001.

Conformément à la convention sur la prise en charge de la maîtrise d'ouvrage de l'extension du Palais des congrès et le transfert de l'existant signée entre la ville de Lyon et la Communauté urbaine de Lyon le 6 mars 2001, le Palais des congrès et le contrat d'exploitation ont été transférés à la Communauté urbaine de Lyon le 1^{er} janvier 2006.

À partir du 1^{er} janvier 2006 la Communauté urbaine de Lyon est l'autorité délégante du contrat, qui arrive à échéance le 31 décembre 2006.

Suivi juridique, 2003, 2007.

Suivi de la délégation de service public, 2003, 2007.

Analyse juridique sur les compétences de la Communauté urbaine de Lyon et sur la procédure de délégation de service public (2003). **6738 WM 051**

Mise à disposition de l'extension : avenant n° 4 au contrat d'exploitation du Centre des congrès (2007). **6738 WM 052**

Fin de la délégation avec SECIL, transfert des biens vers le nouveau délégataire : avenant n° 5 au contrat d'exploitation du Centre des congrès (2007). **6738 WM 053**

Suivi financier, 2003-2004.

Budget et résultats, 2003-2004.

Compte-rendu technique et financier, 2003-2004.

2003

4478 WM 005

III.3.25. Société concessionnaire du boulevard périphérique nord de Lyon (SCBPNL)

Thématique : déplacement

Mode de gestion retenu : **délégation de service public**

Présentation de la structure : La Société concessionnaire du boulevard périphérique nord de Lyon (SCBPNL) est une société anonyme née de l'association des sociétés Bouygues, Dumez, GTM Entrepose, Crédit lyonnais, Crédit national, Crédit foncier de France et la Compagnie BTP.

Par concession d'ouvrage d'art, elle est chargée du financement, de la conception, de la construction, de l'entretien et de l'exploitation du BPNL, contre perception des péages sur les usagers.

Suivi juridique, 1990-1996, 1998.

Contractualisation, 1990-1994.

Convention de concession comprenant les modifications des avenants n° 1 à 4 (copie), cahier des charges, protocole travaux, protocole crédits, convention relative aux titres subordonnés, déclarations des actionnaires, éléments financiers, délibération du conseil communautaire approuvant la concession (1990-1994). **4488 WM 008**

Statuts (avril 1994). **4488 WM 009**

Suivi de la réalisation contractuelle, 1991-1996.

Rapports de gestion et annexes, note d'analyse, rapports généraux des commissaires aux comptes, rapports d'avancement (1991-1996). **4488 WM 012**

Résiliation du contrat de concession, 1998.

Analyse des demandes de la société : étude d'analyse préparatoire, note d'information, lettre de réclamation financière de la SCBPNL (1998). **4488 WM 010**

Suivi d'activité, 1997.

Fonctionnement et instance, 1997.

Manuel de maintenance des voies spécialisées sans contact (VSSC), manuel de maintenance des lecteurs HYPERX (1997). **6738 WM 054**

Suivi financier, 1996-2012.

Budget et résultats, 1996-1997, 2012.

Rapport technique et financier (2012).

6982 WM 017

Chambre régionale des comptes (CRC), 1996-1997.

Analyse juridique et financière des observations émises par la CRC : mémoire introductif en vue de la prise en charge par le concédant des conséquences des sujétions imprévues rencontrées au cours des travaux, note sur la légalité de la communication par la CRC de la lettre d'observations provisoires à la société concessionnaire, copie de la note relative aux relevés d'observations provisoires et définitives, lettre réponse de la Communauté urbaine aux observations de la CRC, correspondance (1996-1997).

4488 WM 011

III.3.26. Société d'économie mixte (SEM) pour la gestion du marché d'intérêt national de Lyon (SOGELY)

Thématique : abattoir

Mode de gestion retenu : **délégation de service public**

Présentation de la structure : Le marché de gros de Lyon a été créé en 1961 et classé marché d'intérêt national (MIN) en 1966. La SOGELY est la Société d'économie mixte chargée de l'exploitation du MIN de Lyon du 29 novembre 1967.

Compte tenu du déclassement du marché d'intérêt national de Lyon le 1er août 2008 (conformément à l'arrêté interministériel du 7 décembre 2006 publié au Journal officiel du 27 décembre 2006) et de la délocalisation, le 5 janvier 2009, du marché sur une plate-forme logistique à vocation agro-alimentaire à Mions Corbas, la SOGELY a été liquidée dans le courant de l'année 2009.

Suivi juridique, 1967-2008.

Suivi de la contractualisation, 1967-2008.

Convention de gestion et d'extension du marché d'intérêt national de Lyon (1967). **6757 WM 061**

Conventions (1968-2002). **4522 WM 001**

Projet de règlement intérieur du MIN : compte-rendu de réunion (1968). **4522 WM 002**

Statuts, modificatifs (1976-2003). **4522 WM 003**

Rapports de présentation du MIN (1977-1988). **4522 WM 004**

Remise en cause du contrat entre le Grand Lyon et la SOGELY par l'association Hortialp, projet de transfert du marché aux fleurs : statuts de l'association, rapports d'études opérationnelles de faisabilité d'un site horticole sur Lyon, projet, comptes rendus de réunions et de commission, correspondance (1983-1994). **4522 WM 005**

Avenants 2, 6, 7 et 10 à la convention de gestion et d'extension du marché d'intérêt national de Lyon visés Préfecture (1998-2008). **6757 WM 062**

Suivi de l'activité, 1960-2007.

Fonctionnement et instance, 1960-2007.

Procès-verbaux des conseils d'administration (1960-2007). **4522 WM 006**

Comptes rendus de réunions (1990-1992). **4522 WM 007**

Suivi de la réalisation contractuelle, transfert du MIN à Corbas, 1990-2006.

Rapports, comptes rendus de réunions, études de faisabilité, notes, correspondance (1990-1997). **4522 WM 011**

Étude de faisabilité (Ernst & Young, 1997). **4522 WM 012**

Comptes rendus de réunions, rapports d'études, notes, correspondance (1998-2006). **4522 WM 013**

Suivi financier, 1975-1999.

Budget et résultats, 1975-1999.

Comptes annuels, bilans, rapport de vérification des comptes, correspondance, 1975-1999.

1975-1988 **4522 WM 008**

1990-1995 **4522 WM 009**

1996-1999 **4522 WM 010**

III.3.27. Société d'exploitation de réseaux d'eau potable intercommunaux (SEREPI)

Thématique : eau et assainissement

Mode de gestion retenu : **délégation de service public**

Présentation de la structure : L'eau distribuée par la Société d'exploitation de réseaux d'eau potable intercommunaux (SEREPI) sur le territoire de la Communauté urbaine de Lyon concerne quatre communes :

- au nord : Genay alimentée par la vente en gros de Neuville-sur-Saône (SDEI) ;

- au sud : Rillieux, Sathonay Camp et Sathonay Village alimentés par l'achat d'eau à Rillieux (CGE).

La SEREPI est chargée de l'exploitation du service de distribution publique d'eau potable au titre du contrat d'affermage en date du 1er janvier 1973 et de ses avenants.

Suivi juridique, 1972-2005.

Contractualisation, 1972-2005.

Régime d'exploitation et harmonisation des tarifs : rapport de la Communauté urbaine de Lyon (1972). **4508 WM 006**

Contrat d'affermage (1972). **4508 WM 001**

Avenants n° 1 à 15 (1972-2005). **4508 WM 002**

Avenant au contrat d'affermage du 19 décembre 1972, 1987-2002.

Avenant n° 6 au contrat d'affermage du 19 décembre 1972 passé avec la SEREPI (1987). **6751 WM 045**

Avenant n° 7 au contrat d'affermage du 19 décembre 1972 passé avec la SEREPI visé Préfecture (1992). **6751 WM 046**

Avenant n° 11 au contrat d'affermage du 19 décembre 1972 passé avec la SEREPI visé Préfecture (1996). **6751 WM 047**

Avenant n° 13 au contrat d'affermage du 19 décembre 1972 passé avec la SEREPI visé Préfecture (2002). **6751 WM 048**

Contrat d'affermage du service d'exploitation d'eau potable, protocole d'accord, 1997-2002.

Contrat d'affermage du service d'exploitation d'eau potable : protocole d'accord sur l'état détaillé des documents relatifs aux comptes d'exploitation visé Préfecture (1997). **6751 WM 049**

Avenant n°1 au protocole d'accord visé Préfecture (2002). **6751 WM 050**

Échanges : certificat de notification de l'avenant, correspondance (2003). **6751 WM 051**

Suivi financier, 1985, 1988-0993, 1997-1998, 200, -2002.

Budget et résultats, 1985, 1988-0993, 1997-1998, 200, -2002.

Comptes rendus d'exercice (1985, 1988-1991, 1993, 1997, 2000-2002). **4508 WM 004**

Comptes rendus techniques, comptes rendus annuels de gestion (1985, 1991-1993, 2000, 2002). **4508 WM 003**

Rapports du Commissaire aux Comptes (1997-1998, 2002). **4508 WM 005**

III.3.28. Société de construction et d'exploitation du parking Récamier

III.3.28.1. LYON 6EME – Parc de stationnement Juliette Récamier

Thématique : parc de stationnement

Mode de gestion retenu : **délégation de service public**

Présentation de la structure : Par convention en date du 18 mai 1992, la Communauté urbaine a confié, à la société anonyme de construction et d'exploitation du parc Juliette Récamier, la construction puis la gestion du parc résidant, situé sous la cour de récréation du lycée Juliette Récamier, rue de la Charité à Lyon 2^{ème}.

Suivi financier, 1996-2010.

Budget et résultats, 1996-2010.

Extraits du registre de délibérations du Conseil communautaire, comptes annuels, bilans (1996-2010). **4487 WM 067**

III.3.29. Société de distributions d'eaux intercommunales (SDEI)

Thématique : eau et assainissement

Mode de gestion retenu : **délégation de service public**

Présentation de la structure : La Société de distributions d'eaux intercommunales (SDEI) est chargée de l'exploitation du service de distribution publique d'eau potable au titre du contrat d'affermage en date du 7 décembre 1971 et de ses avenants.

Suivi juridique, 1971-1994, 1996, 1998, 2002, 2004-2005, 2007, 2009, 2013.

Suivi de la contractualisation, 1971-1994, 1996, 1998, 2002, 2004-2005, 2007, 2009, 2013.

Traité d'affermage (1971).	6751 WM 029
Contrat d'affermage (1971), avenants n° 1 à 10 (1972-1994).	4506 WM 001
Avenants au traité d'affermage de 1971, 1972-1996.	
Avenant n° 1 (1972).	6751 WM 030
Avenant n° 7 (1986).	6751 WM 031
Avenant n° 9 (1992).	6751 WM 032
Avenant n° 11 (1996).	6751 WM 033
Avenant n° 13 (2002).	6751 WM 034
Avenant n° 14 (2004).	6751 WM 035
Avenant n° 15 (2005).	6751 WM 036
Avenant n° 16 (2007).	6751 WM 037
Avenant n° 17 (2009).	6751 WM 038
Avenant n° 18 (2009).	6751 WM 039
Avenant n° 19 (2013).	6751 WM 040
Contrat d'affermage du service de distribution d'eau potable liant la Communauté urbaine de Lyon et la SDEI : protocole d'accord sur l'état détaillé des documents relatifs aux comptes d'exploitation (1997).	6751 WM 041
Contrat d'affermage de distribution d'eau potable entre la Communauté urbaine de Lyon et la SDEI : protocole d'accord définissant les modalités de gestion des captages de secours (1998).	6751 WM 042
Avenant 1 au protocole d'accord sur l'état détaillé des documents relatifs aux comptes d'exploitation de 1997 (2002).	6751 WM 043
Réflexion sur le regroupement des contrats d'affermage avec les sociétés SDEI et SEREPI : projets d'avenants, compte-rendu de réunion de la Commission consultative de délégation de service public, correspondance (2004).	6757 WM 063

Suivi de l'activité, 1985-1998, 2000, 2002-2006.

Fonctionnement et instance, 1985-1998, 2000, 2002-2006.

Comptes rendus annuels d'exploitation (1985-1997).	4506 WM 002
Rapports annuels sur les produits de la vente de l'eau et de l'assainissement (1985-1989, 1991-1994).	4506 WM 005

Comptes rendus techniques (1995, 2000, 2002). **4506 WM 003**

Rapport annuel sur le prix et la qualité des services (1998). **4506 WM 006**

Rapports d'activités (2003-2006). **4506 WM 004**

Suivi financier, 1985-1988, 1991-2005.

Budget et résultats, 1985-1988, 1991-2005.

Comptes rendus financiers (1985-1988, 1991-1997, 1999, 2001-2005). **4506 WM 007**

Chambre régionale des comptes (CRC), 1997-1999.

Rapports du Commissaire aux Comptes (1997-1999). **4506 WM 008**

III.3.30. Société de distributions d'eaux intercommunales (SDEI) - Distribution publique d'eau potable des communes de Givors et de Grigny

Thématique : eau et assainissement

Mode de gestion retenu : **délégation de service public**

Présentation de la structure : Sur les communes de Givors et de Grigny, la gestion du service de distribution publique d'eau potable a été déléguée à SDEI par traité d'affermage en date du 14 octobre 1991. Ce traité a été complété par 5 avenants. La Communauté urbaine de Lyon est signataire de ce traité depuis le 1^{er} janvier 2008, en substitution du syndicat intercommunal des eaux de Givors Grigny Loire sur Rhône.

SDEI est une filiale de Lyonnaise des Eaux France. Le 1^{er} juillet 2010, SDEI est fusionnée-absorbée par Lyonnaise des Eaux France.

Cette fusion-absorption implique que le traité d'affermage dont la société SDEI est titulaire soit transféré à la Lyonnaise des Eaux France.

Suivi juridique, 2008.

Contractualisation, 2008.

Avenant n° 5 au traité d'affermage entre la SDEI et la Communauté **6751 WM 044**
urbaine de Lyon (2008).

III.3.31. Société nantaise des Eaux Services, affermage de la station d'épuration du Semanet dans la commune de Lissieu

Thématique : eau et assainissement

Mode de gestion retenu : **délégation de service public**

Présentation de la structure : La société nantaise des Eaux est spécialisée dans le secteur d'activité du captage, traitement et distribution d'eau.

Suivi juridique, 2011.

Contractualisation, 2011.

Avenant n° 1 à la convention de délégation de service public du 4 avril **6751 WM 052**
2007, certificat de notification (2011).

Suivi financier, 2012.

Budget et résultats, 2012.

III.3.32. Syndicat mixte des transports du Rhône et de l'agglomération lyonnaise (SYTRAL)

III.3.32.1. Délégation de service public pour la gestion des transports

Thématique : déplacement

Mode de gestion retenu : **délégation de service public**

Présentation de la structure : Le Syndicat mixte des transports du Rhône et de l'agglomération lyonnaise (SYTRAL) est un établissement public local qui a vu le jour en 1985. Il est l'autorité organisatrice de transport urbain (AOTU) de Lyon et de son agglomération. Cette dernière est principalement constituée de la Communauté urbaine de Lyon.

Le SYTRAL est un syndicat mixte dont l'instance décisionnaire est composée d'élus issus du Grand Lyon et du département du Rhône. Les décisions sont prises au sein d'un Comité syndical composé de 28 élus. Ces élus définissent la politique des transports urbains dans l'agglomération et contrôlent sa mise en œuvre.

Le SYTRAL exerce de nombreuses missions dont l'objectif majeur est l'amélioration des déplacements et de la qualité de vie dans la communauté urbaine de Lyon. Il délègue l'exploitation du réseau TCL dans le cadre d'une délégation de service public. Le territoire de compétences du SYTRAL correspond au Périmètre des Transports Urbains (PTU) de l'agglomération.

La communauté urbaine regroupe cinquante-huit communes dont, depuis le 1er janvier 2007, Givors et Grigny, ce qui a conduit à l'intégration du réseau Gibus, préexistant autour de Givors au réseau TCL. Le réseau TCL existant en 2012 compte une centaine de lignes de bus, plusieurs lignes de trolleybus dont les lignes fortes C1, C2 et C3, 5 lignes de tramway, 4 lignes de métro, et deux funiculaires. L'ensemble de ces équipements, ainsi que la marque TCL, sont la propriété du SYTRAL qui en délègue l'exploitation par le biais d'une délégation de service public à la société Keolis-Lyon, filiale du groupe Keolis.

Suivi juridique, 1965-2016.

Contractualisation du SYTRAL, 1965-2001, 2003, 2008.

Statuts, délibérations pour le périmètre d'intervention (1965-2001). **6887 WM 002**

Statuts du SYTRAL, évolution : rapports, notes, correspondance (2003). **6887 WM 003**

Modification de la convention syndicale des 4 et 15 octobre 1965 : avenant, extrait du registre des délibérations du conseil de la Communauté urbaine (1970-1971). **4364 WM 106**

Société Lyonnaise de Transports en Commun (SLTC), 1984-1995.

Délégation de service public : extrait de registre des délibérations, convention d'exploitation (19 janvier 1987), cahiers des charges, notes d'information (1984-1991). **4364 WM 001**

Renouvellement de la convention d'exploitation : convention (19 janvier 1993) et avenants, cahier des charges et annexes, extrait du registre de délibération du comité syndical, note d'information, projets de convention, rapports au comité syndical (1990-1995). **4364 WM 003**

Société VIA-GTI, délégation de service public : convention de régie intéressée et ses annexes (18 décembre 1998). **4364 WM 004**

Titre de transport multimodal : convention de financement SYTRAL et Département du Rhône et Communauté urbaine de Lyon (2008). **6887 WM 004**

Préparation de contractualisation du SYTRAL, 1992.

Renouvellement de la convention d'exploitation, consultation : délibération approuvant la décision de principe, règlement de consultation, cahier des charges techniques, projet de convention de délégation de service public, bilan financier prévisionnel, plan de renouvellement des équipements (1992). **4364 WM 002**

Contentieux, 1969-1983, 1990-2016.

Redressements fiscaux : études fiscales, mémoire complémentaire en réponse, mémoire ampliatif, décision du tribunal administratif de Lyon, notifications de redressement, notes d'information, correspondance (1969-1983). **4364 WM 105**

Versement transport, expertise juridique : rapports, notes, correspondance (1990-2014). **6885 WM 020**

Transport enfants handicapés : documents de montage de la consultation, rapport, correspondance.- Transport scolaire : rapports, notes, correspondance (2000-2016). **6885 WM 021**

Élaboration du PDU : rapports, brochures, correspondance, 2005, 2017.

2005 **6885 WM 022**

2017 **6885 WM 023**

Marché Sytral T4 phase 2 : rapports, notes, correspondance (2009-2010). **6885 WM 024**

Parcs vélos : rapports, notes, correspondance (2009-2016). **6885 WM 025**

Évolution de la contractualisation, réflexions : comptes rendus de réunions, notes, correspondance (2011). **6884 WM 001**

Adaptation de l'offre : rapports, articles de presse, correspondance (2015). **6885 WM 026**

Suivi de l'activité, 1966-2014.

Fonctionnement et instances, 1966-2014.

Délibérations (2012-2014). **6884 WM 002**

Bureau exécutif, séance : ordres du jour, comptes rendus de séance, relevés de décision, rapports au bureau, notes au président, rapport de suivi de l'exploitation, annexes, 1985-2008.

1985 **4364 WM 005**

1986 **4364 WM 006**

1987 **4364 WM 007**

1990 **4364 WM 008**

1991 **4364 WM 009**

Janvier - juillet 1992	4364 WM 010
Septembre - novembre 1992	4364 WM 011
Janvier - juillet 1993	4364 WM 012
Septembre - novembre 1993	4364 WM 013
1994	4364 WM 014
1995	4364 WM 015
1996	4364 WM 016
1997	4364 WM 017
27 novembre 1998	4364 WM 018
1999	4364 WM 019
2000	4364 WM 020
2001	4364 WM 021
2002	4364 WM 022
2003	4364 WM 023
Juillet et novembre 2004	4364 WM 024
2005	4364 WM 025
9 novembre 2006	4364 WM 026
2007	4364 WM 027
27 novembre 2008	4364 WM 028

Comité syndical, séance : ordres du jour, procès-verbaux de séance, extraits du registre des délibérations du comité syndical, rapports, comptes rendus succincts, comptes administratifs, budgets primitifs, pièces annexes, 1989-2015.

1989	4364 WM 029
1990	4364 WM 030
1991	4364 WM 031
Janvier - septembre 1992	4364 WM 032
Octobre - décembre 1992	4364 WM 033
Janvier - avril 1993	4364 WM 034
Mai - décembre 1993	4364 WM 035
1994	4364 WM 036

Janvier - juillet 1995	4364 WM 037
Septembre et novembre 1995	4364 WM 038
Janvier et mars 1996	4364 WM 039
Juillet - novembre 1996	4364 WM 040
Janvier et février 1997	4364 WM 041
Avril - juillet 1997	4364 WM 042
Septembre - décembre 1997	4364 WM 043
Janvier et février 1998	4364 WM 044
Mai et juin 1998	4364 WM 045
Septembre - décembre 1998	4364 WM 046
Février - avril 1999	4364 WM 047
Juin - juillet 1999	4364 WM 048
Octobre - décembre 1999	4364 WM 049
Février - juin 2000	4364 WM 050
Juillet - octobre 2000	4364 WM 051
22 décembre 2000	4364 WM 052
Février et avril 2001	4364 WM 053
Juin - décembre 2001	4364 WM 054
Janvier - juillet 2002	4364 WM 055
Septembre - novembre 2002	4364 WM 056
Janvier - février 2003	4364 WM 057
Avril - juillet 2003	4364 WM 058
Octobre - décembre 2003	4364 WM 059
18 décembre 2003	4364 WM 060
Janvier 2004	4364 WM 061
Février - mai 2004	4364 WM 062
Juin - septembre 2004	4364 WM 063
Novembre - décembre 2004	4364 WM 064
Février - avril 2005	4364 WM 065

Juin - juillet 2005	4364 WM 066
Septembre - décembre 2005	4364 WM 067
Janvier - avril 2006	4364 WM 068
Juin - septembre 2006	4364 WM 069
Octobre - décembre 2006	4364 WM 070
Janvier - avril 2007	4364 WM 071
Mai - septembre 2007	4364 WM 072
Octobre - décembre 2007	4364 WM 073
31 janvier 2008	4490 WM 002
7 février 2008	4490 WM 003
6 mars 2008	4490 WM 004
10 avril 2008, 29 mai 2008	4490 WM 005
12 juin 2008	4490 WM 006
10 juillet 2008	4490 WM 007
25 septembre 2008	4490 WM 008
30 octobre 2008	4490 WM 009
11 décembre 2008	4490 WM 010
29 janvier 2009	4490 WM 011
12 mars 2009	4490 WM 012
7 mai 2009	4490 WM 013
4 juin 2009	4490 WM 014
16 juillet 2009	4490 WM 015
24 septembre 2009, 15 octobre 2009	4490 WM 016
12 novembre 2009	4490 WM 017
10 décembre 2009	4490 WM 018
Janvier - avril 2010	4364 WM 074
3 juin 2010	4490 WM 019
8 juillet 2010	4364 WM 075
30 septembre 2010	4490 WM 020

28 octobre 2010	4490 WM 021
25 novembre 2010	4490 WM 022
27 octobre 2010	4490 WM 023
9 décembre 2010	4364 WM 076
20 janvier 2011	6008 WM 022
24 février 2011	6008 WM 023
21 avril 2011	6008 WM 024
9 juin 2011	6008 WM 025
Juillet 2011	6008 WM 026
22 septembre 2011	6008 WM 027
27 octobre 2011	6008 WM 028
24 novembre 2011	6008 WM 029
15 décembre 2011	6008 WM 030
26 janvier 2012	6008 WM 031
1 ^{er} mars 2012, 5 avril 2012	6008 WM 032
10 mai 2012	6008 WM 033
14 juin 2012	6008 WM 034
5 juillet 2012	6008 WM 035
20 septembre 2012	6008 WM 036
18 octobre 2012	6008 WM 037
22 novembre 2012	6008 WM 038
13 décembre 2012	6008 WM 039
13 décembre 2012	6008 WM 039
24 janvier 2013, 21 février 2013, 11 avril 2013	6884 WM 003
25 avril 2013	6884 WM 004
20 juin 2013, 11 juillet 2013	6884 WM 005
26 septembre 2013, 5 novembre 2013, 19 décembre 2013	6884 WM 006
30 janvier 2014	6884 WM 007
13 mars 2014, 24 avril 2014, 2 juin 2014, 12 juin 2014	6884 WM 008

10 juillet 2014	6884 WM 009
25 septembre 2014, 30 octobre 2014, 26 novembre 2014, 11 décembre 2014	6884 WM 010
4 février 2015, 5 mars 2015, 19 mars 2015	6884 WM 011
15 mai 2015, 11 juin 2015, 19 juin 2015	6884 WM 012
25 septembre 2015, 13 novembre 2015, 14 décembre 2015	6884 WM 013

Organisation des déplacements urbains, 1966-1997.

Extension du périmètre urbain : convention de constitution du Groupement des entreprises voyageurs « commutrans », compte-rendu de séance du syndicat, plan du périmètre (1966-1967, 1971, 1982).

4364 WM 103

Mise en place d'un plan de circulation : rapports succincts, correspondance, textes réglementaires (1971-1975).

4364 WM 101

Mise en place d'un Plan de déplacements urbains (PDU) pour l'agglomération lyonnaise : bulletin de liaison technique, diagnostic, rapport d'analyse, rapport de présentation de différents scénarios, projet de plan, comptes rendus de réunions du groupe de travail 'aspects financiers', compte-rendu de la commission urbanisme, habitat et développement social, correspondance, textes réglementaires (1978-1986, 1995-1997).

4364 WM 102

Navette fluviale : convention, étude d'opportunité, correspondance (2005-2007).

6885 WM 027

Brochures annuelles de présentation (1991-2007).

6884 WM 014

Suivi financier, 1977-2015.

Budget et résultats, 1986-2015.

Rapport d'activité, compte administratif et annexes, budget primitif et décisions modificatives, bilan et perspectives, extrait du registre des délibérations du comité syndical, correspondance, 1986-2015.

1986	4364 WM 077
1987	4364 WM 078
1988	4364 WM 079
1989	4364 WM 080
1990	4364 WM 081
1991	4364 WM 082
1992	4364 WM 083
1993	4364 WM 084

1994	4364 WM 085
1995	4364 WM 086
1996	4364 WM 087
1997	4364 WM 088
1998	4364 WM 089
1999	4364 WM 090
2000	4364 WM 091
2001	4364 WM 092
2002	4364 WM 093
2003	4364 WM 094
2004	4364 WM 095
2005	4364 WM 096
2006	4364 WM 097
2007	4364 WM 098
2008	4364 WM 099
2009	4364 WM 100
2010	6884 WM 015
2011	6884 WM 016
2012	6884 WM 017
2013	6884 WM 018
2014	6884 WM 019
2015	6884 WM 020

Gestion de la dette, 1977-1986.

Difficultés diverses rencontrées par le syndicat : note juridique, tableaux de simulation, comptes administratifs, correspondance (1974-1986).	4364 WM 104
--	--------------------

Rapports annuels de la Cour des comptes, 1989-2003.

1989	6887 WM 005
1995	6887 WM 006
2003	6887 WM 007

Gestion de la trésorerie : synthèses annuelles (1991-2011). **6885 WM 028**

Impact financier Tramways T1 et T2 : rapports, notes, correspondance (1999). **6885 WM 029**

Cour des comptes : rapport (2011-2014). **6885 WM 030**

III.3.32.2. Délégation de service public pour la gestion du réseau OPTIBUS

Thématique : déplacement

Mode de gestion retenu : **délégation de service public**

Présentation de la structure : Le service Optibus est un service du SYTRAL qui a confié l'exploitation à Keolis PMR Rhône pour une durée de 5 ans, depuis le 1er janvier 2017.

Le service Optibus est complémentaire au réseau TCL. Il propose deux services :

- OPTIBUS Le service d'accompagnement de porte à porte avec un véhicule adapté

- OPTIGUIDE Le service d'accompagnement de porte à porte en utilisant le réseau TCL

Ces services sont accessibles sur inscription, aux personnes ayant un handicap moteur permanent, ou temporaire nécessitant l'usage d'un fauteuil roulant, ou un handicap visuel. Le périmètre d'intervention des services Optibus et Optiguide couvre les 74 communes desservies par le réseau TCL.

Suivi juridique, 2002.

Contractualisation, 2002.

Convention DSP OPTIBUS pour la période 2003-2006 (2002). **6885 WM 031**

Suivi financier, 2009.

Budget et résultats, 2009.

Rapport annuel DSP (2009). **6885 WM 032**

III.3.32.3. Délégation de service public Transports en commun lyonnais (TCL)

Thématique : déplacement

Mode de gestion retenu : **délégation de service public**

Présentation de la structure : Les transports en commun lyonnais (TCL) est le nom commercial du réseau de transport en commun des 59 communes de la métropole de Lyon, de la communauté de communes de l'Est lyonnais et de 7 communes limitrophes du département du Rhône, qui rassemblent au total environ 1,4 million d'habitants.

Suivi juridique, 1999-2015.

Contractualisation, 1999-2015.

Convention DSP 2005-2010, avenants (2004-2015). **6885 WM 033**

Contrat SYTRAL-SLTC : convention, avenants (1999-2004). **6887 WM 008**

Suivi d'activité, 1993-2011.

Fonctionnement et instance, 1993-2011.

Transports en commun lyonnais (TCL), suivi de l'exploitation du réseau : rapports de suivi d'exploitation (1993-1997). **4490 WM 001**

Tarification des transports : rapports, rapports au Comité syndical, correspondance (1993-2011). **6885 WM 034**

Bilan intermédiaire de la convention de DSP 2005-2010 du réseau TCL (2008). **6885 WM 035**

Suivi financier, 2005, 2010-2015.

Budget et résultats, 2005, 2010-2015.

Rapport annuel du délégataire du réseau TCL, 2005-2015.

2005	6885 WM 036
2010	6885 WM 037
2010-2014	6885 WM 038
2015	6885 WM 039

III.3.33. Valorisation thermique des déchets urbains de Lyon Nord (VALORLY)

Thématique : chauffage urbain

Mode de gestion retenu : **délégation de service public**

Présentation de la structure : Le centre de valorisation thermique des déchets urbains de Lyon Nord (VALORLY) est implanté sur la commune de Rillieux-la-Pape. Il a été construit et est exploité par la société COFRETH, dans le cadre d'un contrat de concession signé avec la Communauté urbaine de Lyon.

Le réseau de chaleur issu de l'usine d'incinération fait l'objet d'un contrat de concession signé entre la ville de Rillieux-la-Pape et la COFRETH.

COFRETH, concessionnaire, a créé une filiale spécialisée pour l'exploitation des services concédés, VALORLY.

Le concessionnaire est rémunéré par la vente d'électricité à EDF et de chaleur aux abonnés d'une part et par le paiement par la Communauté urbaine de Lyon du service d'incinération d'autre part.

L'énergie produite sur cette installation contribue au développement des énergies renouvelables tel que défini dans le Plan Climat Énergie du Grand Lyon.

Historique :

-1984 : le Grand Lyon décide de fermer l'usine d'incinération de Gerland, de construire 2 nouvelles usines à Lyon Sud et Lyon Nord (VALORLY) et de supprimer la mise en décharge des déchets urbains ;

-1985 : début de la construction du centre de valorisation des déchets urbains VALORLY ;

-1989 : mise en service de VALORLY.

Suivi juridique, 1979-2015, 2017.

Montage de la contractualisation, 1979-1990.

Construction de l'usine d'incinération Lyon-Sud : études, notes de synthèse (1983-1987). **4373 WM 005**

Rapports d'études, comptes rendus du bureau, notes, extraits du registre des délibérations du Conseil communautaire, correspondance (1984-1990). **4479 WM 016**

Construction de l'usine d'incinération sud de Lyon : articles de presse, convention d'assistance technique pour la Communauté urbaine/ EDF - TIRU, dossier d'appel d'offre (1984-1988).	4373 WM 006
Correspondance (1979-1988).	4373 WM 007
Contractualisation, 1985, 1987, 1989, 1991, 1993-2006, 2011, 2013, 2017.	
Traité de concession (1985).	6738 WM 055
Traité de concession de distribution thermique entre Rillieux-la-Pape et la société COFRETH (1987).	6757 WM 064
Convention financière tripartite entre la Communauté urbaine de Lyon, la société COFRETH et la société GENEAL visée Préfecture (1987), avenant 1 (1996).	6757 WM 065
Avenants à la convention de DSP avec VALORLY, 1987, 1989, 1991, 1993-2006, 2011, 2013.	
N° 1 (1987).	6738 WM 056
N° 2 (1989).	6738 WM 057
N° 3 (1991). ORIGINAL	6738 WM 058
N° 4 (1993). ORIGINAL	6738 WM 059
N° 5 (1995). ORIGINAL	6738 WM 060
N° 3 (1991-1993).	4479 WM 021
N° 4 fusion COFRETH et UFINER (1991-1993).	
N° 5 (1994-1997).	
N° 6 (1995). ORIGINAL	6738 WM 061
N° 7 (2004). ORIGINAL	6738 WM 062
N° 6 substitution d'Elyo Centre Est par Novergic Centre Est (1991-1993).	4479 WM 022
N° 7 changement de dénomination ELYO (1994-2004).	
N° 8 au traité de concession : avis de la Commission consultative de délégation de service public (2004).	6757 WM 066
N° 8 (2004). ORIGINAL	6738 WM 063
N° 8 amélioration des installations et du traitement des fumées (2000-2006).	4479 WM 023
N° 9 (2005). ORIGINAL	6738 WM 064
N° 10 (2006). ORIGINAL	6738 WM 065
N° 11 (2011). ORIGINAL	6738 WM 066

N° 9 (1997-2005).	4479 WM 024
N° 10 (2005).	
N° 11 (2011).	
N° 12 (2013). ORIGINAL	6738 WM 067
Protocole de fin de contrat (2017).	6738 WM 068
Suivi de la contractualisation, 1985-2014.	
Rillieux-la-Pape.- Chaufferie des semailles et réseau nord, distribution d'énergie thermique de la ville : convention, contrat de ville, avenant, tableaux descriptifs de travaux, comptes rendus de réunions pour la négociation du prix de la chaleur, notes, correspondance (1985-2001).	4479 WM 017
Crédit-bail : contrats, conventions financières, correspondance (1986-2010).	4479 WM 018
Incinération des déchets médicaux, contractualisation : protocole d'accord (1989-1996).	4479 WM 019
Chaudière gaz d'appoint secours : contrat, rapport, correspondance (1991, 2002).	4479 WM 020
Échanges avec le délégataire : correspondance (2001-2010).	6738 WM 069
Contrat de gestion de trésorerie, contrat d'assistance Norvergie Centre Est et VALORLY, extraits du registre des délibérations du Conseil communautaire (1995, 2003-2004).	4373 WM 008
Suivi : comptes rendus de réunions, rapports, notes, correspondance (2009-2012).	6457 WM 021
Acte de cession de créances professionnelles (2010).	4479 WM 025
Convention de mise à disposition d'un terrain à Rillieux-la-Pape, correspondance (2010-2011).	4479 WM 026
Projet d'implantation et de mise à disposition de la ville de Rillieux-la-Pape d'une chaufferie bois : rapports, notes, correspondance (2011-2012).	6457 WM 022
Analyse relative à la délégation de service public d'incinération des ordures ménagères usine nord : rapports d'analyse, support de présentation, correspondance (2012-2014).	6457 WM 023
Contentieux, litiges, 1996-198, 2007-2015.	
Rapport d'expertise, études, notes, correspondance (1996-1998).	4479 WM 029
Rapports d'expertises, rapports de jugements, correspondance (2007-2009).	4479 WM 030
Exercices 2007 et 2008, contestation des titres de recettes des pénalités : rapport, notes, correspondance (2007-2011).	6008 WM 015

Contentieux PCI (pouvoir calorifique inférieur) 2013 : comptes rendus, pièces juridiques du contentieux, correspondance (2009-2014). **6457 WM 024**

Sinistre sur le GTA du turbo-alternateur en 2010 : rapport de présentation, rapports d'inspections, comptes rendus de réunions, correspondance (2010-2011). **6457 WM 025**

Incendie des installations de l'usine Lyon Nord, sinistre de 2013 : comptes rendus de réunions, correspondance (2013-2015). **6457 WM 026**

Mise en demeure : comptes rendus de visites, comptes rendus de réunions, rapport d'audit, procès-verbal de constat, correspondance (2013). **6457 WM 027**

Suivi de l'activité, 2001-2012.

Fonctionnement et instance, 2002-2011.

Comptes rendus de réunions trimestrielles (2005-2010). **4479 WM 027**

Comptes rendus de visites CAP'ECOS (2010-2011). **4479 WM 028**

Centre de traitement de valorisation énergétique des déchets urbains de Lyon Nord, mise en conformité avec la directive européenne du 4 décembre 2000 : étude de faisabilité, avant-projet (2001-2002). **4479 WM 035**

Installations des usines d'incinération Lyon Nord, audit technique et financier : rapports, correspondance (2005-2006). **4479 WM 036**

Usine d'incinération des ordures ménagères de Lyon Nord, étude sur les charges indirectes : rapport d'Ernst & Young, correspondance (2007-2008). **4479 WM 037**

Travaux de mise aux normes : procès-verbal de constat, correspondance (2002-2006). **6457 WM 028**

Échanges avec la CANOL (Contribuables actifs du lyonnais) : correspondance (2007-2008). **6738 WM 070**

Analyse du rapport du délégataire (2008). **6457 WM 029**

Note relative à la vérification des factures du GER (2008). **6457 WM 030**

Rapport annuel d'activité (2012). **6457 WM 031**

Suivi financier, 1989-2013.

Budget et résultats, 1989-2011.

Compte-rendu technique et financier, rapport annuel, 1989-2011.

1989-1991 **4373 WM 009**

1992 **4373 WM 010**

1993-1996 **4373 WM 011**

1997 **4476 WM 001**

1998	4476 WM 002
1999	4476 WM 003
2000-2001	4373 WM 012
2002-2003	4373 WM 013
2004-2005	4373 WM 014
2006	6008 WM 016
2007	6008 WM 017
2008	6008 WM 018
2009	6008 WM 019
2010	6008 WM 020
2011	6008 WM 021
Rapport de la Chambre régionale des comptes (CRC), correspondance (1992).	4479 WM 031
Concession de l'usine d'incinération de Lyon-Nord, contrat : rapport de mission d'expertise financière (1999).	4479 WM 032
Traitement des fumées, cession de créance : rapports, note, correspondance (2003-2010).	4479 WM 033
Usines d'incinération des ordures ménagères Lyon sud et Lyon nord.- Mode de gestion, analyse financière : rapport (2006).	4479 WM 034
Audit financier du délégataire : rapport d'audit (2011).	6457 WM 032
Analyse du délégataire : analyse du rapport annuel, comptes rendus de réunions, support de présentation, bilan, correspondance (2012).	6457 WM 033
Rapport d'audit Finance Consult (2013).	6457 WM 034

III.3.34. Vinci Park (société), délégation de service public

Thématique : parc de stationnement

III.3.34.1. LYON 2ÈME, parc de stationnement Bellecour

Thématique : parc de stationnement

Mode de gestion retenu : **délégation de service public**

Présentation de la structure : Le Parc de stationnement Bellecour à Lyon est exploité par la société PSLB, une société de VINCI PARK, dans le cadre d'un contrat de concession en date du 27 juillet 1965 pour une durée de 60 ans à compter du 1^{er} janvier 1968.

Suivi juridique, 2003-2011.

Contractualisation, 2003-2011.

Extraits du registre des délibérations du Conseil communautaire (2003- 4487 WM 025 2011).

Suivi d'activité, 2011.

Fonctionnement et instances, 2011.

6440 WM 092

Rapport d'activité (2011).

Suivi financier, 1970-1984, 1988-2010.

Budget et résultats, 1970-1984, 1988-2010.

Tarifs du parc de stationnement, rapports techniques et financiers, 4487 WM 026 rapports d'activité (1970-1984, 1988-2010).

III.3.34.2. LYON 6ÈME - Parc de stationnement Cité internationale P1

Thématique : parc de stationnement

Mode de gestion retenu : **délégation de service public**

Présentation de la structure : Le Parc de stationnement Cité internationale P1 est exploité par la société VINCI PARK CGST, une société de VINCI PARK, dans le cadre d'un contrat d'affermage en date du 6 août 1993.

Suivi d'activité, 2011.

Fonctionnement et instance, 2011.

Rapport d'activité (2011).

6440 WM 093

Suivi financier, 2012.

Budget et résultats, 2012.

Rapport technique et financier (2012).

6982 WM 029

III.4. ORGANISMES EXTERNES PARTENAIRES, SUIVI ET CONTRÔLE

La métropole de Lyon exerce des missions de contrôle et de suivi des organismes externes partenaires ou délégataires. Le contrôle et le suivi des organismes externes s'exercent en fonction des spécificités de chaque organisme. Il a vocation à garantir la bonne gestion des fonds publics octroyés et l'adéquation des actions des partenaires avec les politiques publiques de la collectivité.

III.4.1. ACOUCITE

Thématique : écologie, environnement et énergie

Type de structure : **association**

Présentation de la structure : Acoucité, créée en 1996, est une association régie par la loi 1901 qui a pour but d'œuvrer au développement des connaissances et du savoir professionnel en environnement sonore urbain.

Suivi juridique, 1994-2012.

Contractualisation, 1994-2012.

Statuts, convention, extraits du registre de délibération du Conseil communautaire, 1994-2012.

1994-2008 **4500 WM 031**

2009-2012 **6008 WM 014**

Suivi de l'activité, 1998, 2003, 2008.

Fonctionnement et instance, 1998, 2003, 2008.

Assemblée générale et Conseil d'administration : procès-verbaux, dossier de presse, correspondance (1998, 2003, 2008). **4500 WM 032**

Étude : livrets de ressources pédagogiques sur l'environnement sonore (2003). **4500 WM 034**

Suivi financier, 1998, 2003, 2008.

Budget et résultats, 1998, 2003, 2008.

Budgets, comptes annuels, rapport d'activité, rapports du Commissaire aux Comptes (1998, 2003, 2008). **4500 WM 033**

III.4.2. ADEF Résidence

Thématique : logement

Type de structure : **association**

Présentation de la structure : L'ADEF Résidence agit auprès des personnes âgées et en situation de handicap pour leur offrir un cadre de vie chaleureux et adapté à leurs besoins.

Suivi financier, 2008-2010.

Budget et résultats, 2008-2010.

Bilan financier (2008-2010). **6989 WM 001**

III.4.3. Adoma

Thématique : logement

Type de structure : **société d'économie mixte**

Présentation de la structure : Adoma était anciennement appelée Société nationale de construction de logements pour les travailleurs (SONACOTRA), anciennement Société nationale de construction de logements pour les travailleurs algériens (SONACOTRAL). Elle est chargée de construire et gérer un grand nombre d'habitats à vocation sociale (foyers de travailleurs migrants, résidences sociales, pensions de famille, centres d'hébergement, centres d'accueil de demandeurs d'asile, aires d'accueil de gens du voyage, etc.), pour un total de plus de 71 000 places de logement en France.

Suivi financier, 2015.

Budget et résultats, 2015.

Comptes annuels (2015). **6989 WM 073**

III.4.4. AFIGEO

Thématique : coopération internationale

Type de structure : **association**

Présentation de la structure : Fondée en 1986 sous le nom AF13G, l'association française pour l'information géographique, a pour objet de concourir au développement du secteur de l'information géographique, en France et à l'international. La communauté urbaine de Lyon en est membre fondateur.

Suivi juridique, 1989-2004.

Contractualisation, 1989-2004.

Statuts, règlement intérieur, compte-rendu de réunion, extraits du **4510 WM 025** registre des délibérations, correspondance (1989-2004).

Suivi de l'activité, 1993-1999.

Fonctionnement et instances, 1993-1999.

Rapport d'activité du Conseil national d'information géographique, liste **4510 WM 026** et mandats des commissions et groupes de travail (1993-1999).

Suivi financier, 1997-2001.

Budget et résultats, 1997-2001.

Rapport moral, états financiers, rapports généraux du Commissaire **4510 WM 027** aux Comptes (1997-2001).

III.4.5. Agence d'urbanisme (URBALYON)

Thématique : aménagement urbain

Type de structure : **association**

Présentation de la structure : L'agence d'urbanisme est créée par délibération du 16 mai 1978. Elle prend la suite de l'atelier d'urbanisme lyonnais (service communautaire), avec pour objet l'exécution d'études d'urbanisme et d'aménagement dans le périmètre constitué par les communes de la Communauté urbaine de Lyon.

Association loi 1901, elle gère au quotidien l'évolution des données en matière d'aménagement urbain et régional, formant ainsi un centre interdisciplinaire de ressources, d'études, de recherches, de conseils et d'assistance technique.

En 2011, l'agence compte une trentaine de partenaires à vocation d'intérêt général : collectivités territoriales, État, syndicats mixtes, chambres consulaires...

Processus d'évaluation de l'agence d'urbanisme, 2005-2008, 2011-2012.

Suivi du projet de partenariat : projet de charte, notes, tableaux financiers, **6992 WM 006** support de présentation, tableau d'organisation du travail, comptes rendus de réunions, fiches indicateurs, axes de travail, correspondance, tableau de bord (2005-2008).

Processus de préparation à l'évaluation : fiches de pilotage, supports de **6992 WM 007** présentation, fiche indicateur, notes, fiche de suivi, correspondance, note de cadrage, documents de travail (2011-2012).

Suivi juridique, 1978-2017.

Contractualisation, 1978-2017.

Création et évolution : délibération, statuts, rapports au bureau, extrait du Journal Officiel, correspondance (1978-2003).	4089 WM 001
Évolution juridique : supports de présentation, note technique ministérielle, correspondance, documentation, documents de travail, guide relatif à la gestion des services d'intérêt économique général (2015).	6992 WM 008
Statuts, 2004-2009, 2015-2016.	
2004-2009.	6627 WM 004
2015.	6670 WM 045
2015-2016.	6992 WM 009
Identification juridique et des risques de l'agence d'urbanisme : fiche d'identification, matrice des risques (2016-2017).	6992 WM 010
Convention, avenants, extraits du registre des délibérations du Conseil communautaire (1980-2005).	4089 WM 002
Conventions, avenants (2014-2016).	6670 WM 046
Convention pluriannuelle de subvention (2006-2009).	6627 WM 005
Convention pluriannuelle de subvention (2009-2011).	6627 WM 006
Conventions de subventions (2012-2013)	6627 WM 007
Convention : correspondance, convention, documents de travail, documentation, tableaux financiers (2016-2017).	6992 WM 011
Rencontres annuelles de la fédération nationale des agences d'urbanisme (FNAU) : statuts, convention, extraits du registre des délibérations du Conseil communautaire, bilan (2005-2006).	4089 WM 003
Mise à disposition de personnel : notes, correspondance (1978, 1989-2006).	4089 WM 004
Mise à disposition de locaux : convention, notes, correspondance (1989-2006).	4089 WM 005
Projet d'organisation : rapport de conférence de presse, correspondance (1989-1990).	4089 WM 006
Fonctionnement : comptes rendus de réunions, rapport, correspondance (1989-1992).	4089 WM 007
Audit pour une expertise des missions de l'agence d'urbanisme : rapport, notes, correspondance (1995-1996).	4089 WM 008
Commandes de la Communauté urbaine à l'agence d'urbanisme, circuit administratif : rapport (1994).	4089 WM 009

Suivi d'activité, 1987-2017.

Fonctionnement et instance, 1987-2017.

Registre des comptes rendus de réunions du conseil d'administration
et de l'assemblée générale, 1987-2016.

1987-1994	4089 WM 010
1995	4089 WM 011
1996	4089 WM 012
1997	4089 WM 013
1998	4089 WM 014
1999	4089 WM 015
2000	4089 WM 016
2001	4089 WM 017
2002	4089 WM 018
2003	4089 WM 019
2004	4089 WM 020
2005	4089 WM 021
2006	4089 WM 022
2007	6627 WM 008
2008	6627 WM 009
2009	6627 WM 010
2010	6627 WM 011
2011	6627 WM 012
2012	6627 WM 013
2013	6627 WM 014
2012-2015	6670 WM 047
2015-2016	6992 WM 013

Tenue des comités techniques et partenariaux : tableaux de programmation, notes, documents de travail, documentation, supports de présentation, correspondance, ordre du jour (2015-2017). **6992 WM 012**

Rapport d'activités, 1987-1994, 2003, 2005-2015.

1987-1994	4089 WM 023
2003, 2005-2006	4089 WM 024

2007-2011	6627 WM 015
2012-2013	6627 WM 016
2012-2015	6670 WM 048
2014-2015	6992 WM 015
Contrats d'objectifs, 1990-1994, 1998-2002.	
1990-1994	4089 WM 025
1998-2002	4089 WM 026
Programme partenarial : rapport, notes, correspondance (2003-2004).	4089 WM 027
Mise en place du dispositif de suivi du programme partenarial de l'Agence par le Grand Lyon : note, comptes rendus de réunions, correspondance (2007-2011).	6627 WM 017
Suivi des perspectives stratégiques : bilan d'activité, documentation, notes, tableaux de suivi, relevé de décisions, supports de présentation (2016-2017).	6992 WM 014
Suivi du programme de travail partenarial : comptes rendus de réunions, rapports, correspondance, 2008-2013.	
2008-2009	6617 WM 018
2010-2012	6627 WM 019
2013	6627 WM 020
Coopération internationale, 1992-1999, 2001.	
Mission Ho Chi Minh Ville : coupures de presse, dossier de demande de subvention, rapport, correspondance (1992-1999).	4089 WM 028
Développement de l'agglomération lyonnaise à l'international : rapport (2001).	4089 WM 029
Communication, présentation à la presse : lettre d'information, plaquettes de communication, coupure de presse, notice (2002-2003).	4089 WM 030
Gestion informatique, 1994, 1999-2002, 2004.	
<i>Étude sur l'opportunité d'un système d'information géographique</i> (ICARE, 1994).	4089 WM 031
Licence SIRENE de l'INSEE et usage du répertoire : extraits du registre de délibérations du Conseil communautaire, licences d'usage, convention, note, correspondance (1999-2002).	4089 WM 032
Geonet : convention entre l'agence d'urbanisme, Geonet et la Communauté urbaine, correspondance (2004).	4089 WM 033

Déménagement : note d'organisation du projet, correspondance (2013-2014). **6627 WM 021**

Correspondance (1992-2006). **4089 WM 034**

Suivi financier, 1979-2010, 2014-2015, 2017-2018.

Budget et résultats, 1979-2010, 2014-2015, 2017-2018.

Budgets, rapports financiers, comptes annuels, rapport général du Commissaire aux Comptes, bilans de comptabilité analytique, 1979-1995, 1998, 2000-2009, 2011-2015.

1979-1991 **4089 WM 035**

1992 **4089 WM 036**

1993 **4089 WM 037**

1994 **4089 WM 038**

1995 **4089 WM 039**

1998 **6627 WM 022**

2000-2004 **4089 WM 040**

2005-2006 **4089 WM 041**

2007-2009 **6627 WM 023**

2011-2012 **6627 WM 024**

2013-2014 **6670 WM 049**

2014-2015 **6670 WM 050**

Rapport d'analyse de l'évolution des produits et des charges de 1989 à 1994 (1995). **4089 WM 042**

Rapport général du Commissaire aux Comptes, correspondance avec la Chambre régionale des comptes (1991-2005). **4089 WM 043**

Budgets, rapports financiers, comptes annuels (2013-2014). **6670 WM 049**

Rapport général du Commissaire aux Comptes (2014-2015). **6670 WM 050**

Financement du socle commun : note, correspondance, documents de travail, documentation, tableaux de suivi du projet, fiches de suivi (2015). **6992 WM 016**

Travaux sur le financement de l'association : tableaux financiers, notes, correspondance, support de présentation, fiche de suivi, documentation (2017-2018) **6992 WM 017**

Audit sur l'élaboration du programme partenarial et son suivi : correspondance (2007). **6627 WM 025**

Commission des finances du Grand Lyon : rapports, correspondance **6627 WM 026**
(2007-2008).

Note sur une demande de budget complémentaire pour la révision du **6627 WM 027**
PLU (2009).

III.4.6. Agence départementale de l'information sur le logement du Rhône (ADIL 69)

<p><u>Thématique</u> : logement</p> <p><u>Type de structure</u> : établissement public</p> <p><u>Présentation de la structure</u> : Le rôle des ADIL est reconnu par la loi Solidarité et Renouvellement Urbain, dite loi SRU, du 13 décembre 2000.</p> <p>Le service juridique gratuit, mis à disposition des usagers, est financé par la contribution financière des organismes membres de l'ADIL comme la Métropole de Lyon.</p> <p>L'efficacité de l'ADIL repose sur la compétence et l'expérience de ses agents tous diplômés de haut niveau, et sur une implantation proche des besoins de la population.</p>
--

Suivi juridique, 1991, 2006-2011.

Contractualisation, 1991, 2006-2011.

Statuts (1991). **6765 WM 027**

Convention pluriannuelle 2010-2012, extraits du registre des **6765 WM 028**
délibérations du Conseil communautaire, correspondance (2006-
2011).

Suivi d'activité, 1994-1995, 2014.

Fonctionnement et instance, 1994-1995, 2014.

Articles de presse (1994-1995). **6765 WM 029**

Fonctionnement, assemblée générale : procès-verbal (2014). **6765 WM 030**

III.4.7. Agence des villes

<p><u>Thématique</u> : aménagement urbain</p> <p><u>Type de structure</u> : association</p> <p><u>Présentation de la structure</u> : L'association avait pour objectif de recueillir, de classer, de traiter l'ensemble des informations et des publications qu'elle analysait et mettait à la disposition de ses membres en fonction de leurs demandes, dans les champs du génie urbain et de la gestion urbaine. Elle animait en particulier un réseau et une banque d'expériences, systèmes d'information support de la vie associative et de son partenariat. Cette association a été dissoute en 2001.</p>
--

Suivi juridique, 1998-2001.

Contractualisation, 1998-2010.

Adhésion : statuts, extraits du registre des délibérations.- Suivi **4475 WM 003**
juridique : convention de mise à disposition de personnel, attribution de
subvention et de mise en place d'une procédure d'évaluation,
avenants, liquidation, contrôle de gestion.- Suivi financier : comptes,
rapport général du Commissaire aux Comptes (1998-2001).

III.4.8. Agence du médicament

<p><u>Thématique</u> : santé</p> <p><u>Type de structure</u> : société commerciale</p> <p><u>Présentation de la structure</u> : L'Agence du médicament a pour missions :</p> <ul style="list-style-type: none">- le contrôle des vaccins viraux vivants ;- la participation à la phase finale du contrôle des vaccins bactériens et viraux ;- la production de réactifs destinés au contrôle des vaccins bactériens et viraux ;- la recherche et le développement de procédures et de réactifs destinés au contrôle de vaccins nouveaux. <p>L'Agence du médicament doit garantir l'indépendance, la qualité scientifique et l'efficacité des contrôles des médicaments immunologiques, des vaccins, des toxines, des sérums et des allergènes.</p> <p>La Communauté urbaine de Lyon a fait le choix de participer à l'accueil de l'Agence du médicament avec la signature en 1993 d'une convention de localisation.</p>

Suivi juridique, 1993.

Contractualisation, 1993.

Extrait du registre des délibérations du Conseil communautaire (1993). **4427 WM 008**

Suivi financier, 1993.

Budget et résultats, 1993.

Compte financier, bilan annuel (1993). **4427 WM 009**

III.4.9. Agence locale de l'énergie (ALE) de l'agglomération lyonnaise

<p><u>Thématique</u> : écologie, environnement et énergie</p> <p><u>Type de structure</u> : association</p> <p><u>Présentation de la structure</u> : L'agence locale de l'énergie (ALE) est une association régie par la loi 1901. Elle a été créée conformément aux statuts approuvés par son assemblée générale constitutive le 11 janvier 2000 et déposés à la préfecture de Lyon le 31 janvier 2000.</p> <p>Cette association a pour but de favoriser et d'entreprendre, sous l'impulsion et le contrôle des membres adhérents et en complémentarité avec ceux-ci, des opérations visant à assurer :</p> <ul style="list-style-type: none">- l'utilisation rationnelle des énergies et l'efficacité énergétique ;- le développement de la maîtrise de leurs usages, tels l'éclairage, le chauffage, le froid ... ;- la promotion et le développement des énergies renouvelables. <p>Cette structure doit contribuer à une meilleure protection et valorisation de l'environnement, dans une optique de développement durable dont elle doit mettre en œuvre des outils.</p>
--

Suivi juridique, 1999-2012.

Contractualisation, 1999-2012.

Statuts, conventions, avenants, extraits du registre des délibérations du Conseil communautaire (1999-2006). **4500 WM 011**

Conventions, avenants (2006-2012). **6008 WM 011**

Suivi de l'activité, 2000-2006, 2008.

Fonctionnement et instance, 2000-2006, 2008.

Assemblée générale et Conseil d'administration : procès-verbaux, 2000-2008.

2000-2006 **4500 WM 012**

2008 **6008 WM 012**

Voyage d'étude des élus à Freiburg im Breisgau organisé à l'initiative du Grand Lyon : rapport (2003). **4500 WM 013**

Correspondance (2004-2005). **4500 WM 014**

Suivi financier, 2000-2006, 2008.

Budget et résultats, 2000-2006, 2008.

Budgets, comptes annuels, rapports du Commissaire aux Comptes, rapports d'activités, 2000-2008.

2000-2003 **4500 WM 015**

2004-2005 **4500 WM 016**

2006 **4500 WM 017**

2008 **6008 WM 013**

III.4.10. Agence pour le développement économique de la région lyonnaise (ADERLY)

Thématique : économie et attractivité du territoire

Type de structure : **société commerciale**

Présentation de la structure : L'agence pour le développement économique de la région lyonnaise (ADERLY), créée en 1974, est l'une des premières agences de développement économique à avoir été créée en France. Elle élabore un nouveau modèle de gouvernance et de partenariat au service du territoire et des entreprises. L'ADERLY prospecte, accompagne et conseille les entreprises dans leurs projets d'implantation en région lyonnaise.

Suivi juridique, 1974-2013.

Contractualisation, 1974-2013.

Dossier de création, conventions et avenants, extraits du registre des délibérations du Conseil communautaire (1974, 1999-2007). **5690 WM 049**

Statuts, règlement intérieur (1974-2013). **6877 WM 001**

Conventions, avenants, 2000-2013.

2000-2008 **6877 WM 002**

2009-2013 **6877 WM 003**

Suivi de l'activité, 1974, 1980-1999, 2001-2003, 2005-2007, 2011-2014.

Fonctionnement et instance, 1974, 1980-1999, 2001-2003, 2005-2007, 2011-2014.

Conseil d'administration : procès-verbal, ordre du jour (2000, 2003, 2006). **5690 WM 050**

Assemblée générale : procès-verbaux, 1974, 1980-1999, 2001, 2003, 2006-2007.

1974, 2001, 2003, 2006-2007 **5690 WM 051**

1980-1999 **4476 WM 004**

Compte-rendu de réunion, compte-rendu de la Commission de développement économique du Grand Lyon (1974, 2007). **5690 WM 052**

Correspondance (2001-2003, 2005, 2007). **5690 WM 053**

Conseil d'administration at assemblée générale : procès-verbal, ordre du jour (2011-2014). **6877 WM 004**

Suivi financier, 1983-2014.

Budget et résultats, 1983-2014.

Budgets, bilans financiers, comptes de résultats, rapport général du Commissaire aux Comptes, 1983-2007.

1983-1998 **4476 WM 005**

1999-2001 **5690 WM 054**

2002-2003 **5690 WM 055**

2004-2007 **5690 WM 056**

Évaluation de l'action de l'ADERLY dans le cadre de conventionnement avec le Grand Lyon (2005). **6877 WM 005**

Budgets, bilans financiers, comptes de résultats, rapport général du Commissaire aux Comptes, convention de subvention, 2008-2014.

2008 **6877 WM 006**

2009 **6877 WM 007**

2010 **6877 WM 008**

2011 **6877 WM 009**

2012 **6877 WM 010**

2013 **6877 WM 011**

2014 **6877 WM 012**

III.4.11. Agence régionale du numérique

Thématique : informatique et télécommunications

Type de structure : **association**

Présentation de la structure : Fondée par l'assemblée générale du 10 mars 2000, l'association Agence Rhône-Alpes pour le développement des industries numériques, basée à Grenoble, a pour objet de contribuer au développement des industries numériques présentes sur le territoire de la région et à l'accroissement de leurs usages, ainsi qu'à renforcer l'image d'excellence scientifique et technologique de la région Rhône-Alpes. Ses membres sont des personnes morales ayant leur siège social ou un établissement secondaire dans la région Rhône-Alpes et œuvrant dans le domaine du numérique. La Communauté urbaine de Lyon en est un invité permanent.

Suivi juridique, 2000-2003.

Contractualisation, 2000-2003.

Statuts, conventions (2000-2003).

4510 WM 021

Suivi de l'activité, 2001.

Fonctionnement et instance, 2001.

Support de présentation au conseil d'administration (2001).

4510 WM 022

Suivi financier, 2001-2003.

Budget et résultats, 2001-2003.

Comptes annuels, rapport du Commissaire aux Comptes (2001-2003). **4510 WM 023**

III.4.12. Agence Rhône Alpes pour le développement des technologies médicales et des biotechnologies (ARTEB)

Thématique : santé

Type de structure : **société commerciale**

Présentation de la structure : Depuis 1996, l'Agence Rhône Alpes pour le développement des technologies médicales et des biotechnologies (ARTEB), implantée à Lyon, assure une triple mission de diffusion de l'information scientifique, technique et réglementaire aux entreprises, de coordination des centres de compétences et de soutien à l'export pour les PME sur le secteur des technologies biomédicales.

Suivi juridique, 2000.

Contractualisation, 2000.

Convention, extraits du registre des délibérations du Conseil communautaire (2000). **4427 WM 005**

Suivi de l'activité, 2003.

Fonctionnement et instance, 2003.

Conseil d'administration : dossier de présentation (2003).

4427 WM 006

Suivi financier, 2000-2002.

Budget et résultats, 2000-2002.

III.4.13. Ain Habitat

Thématique : logement

Type de structure : **société anonyme**

Présentation de la structure : Ain Habitat est un acteur de l'immobilier dans l'Ain et les départements limitrophes. Ses activités sont :

- l'accession à la propriété ;
- la réalisation de lotissements ;
- la construction et gestion de logements locatifs sociaux (plus de 80 par an) ;
- la réalisation d'aménagement de territoires.

Suivi financier, 2016.

Budget et résultats, 2016.

États de la dette (2016).

6989 WM 068

III.4.14. ALFA 3A

Thématique : social

Type de structure : **association**

Présentation de la structure : ALFA 3A est une association qui agit en qualité de conseiller ou gestionnaire de services auprès des collectivités, des particuliers et des entreprises dans le champ de l'action sociale et culturelle. Elle intervient pour :

- participer à l'éveil des tout-petits ;
- animer les enfants, les ados, les adultes ;
- construire, gérer, loger, héberger et accompagner ;
- accueillir et soutenir les étrangers ;
- insérer et former ;
- informer et orienter.

Suivi financier, 2016.

Budget et résultats, 2016.

Comptes annuels (2016).

6989 WM 002

III.4.15. Alliade Habitat

Thématique : logement

Type de structure : **société anonyme**

Présentation de la structure : Alliade Habitat est un opérateur de logements en région Auvergne-Rhône-Alpes. Il dispose d'un patrimoine de 42 700 logements. Alliade Habitat est une filiale d'Action Logement qui a pour vocation de loger les salariés d'entreprises et les familles modestes et de leur garantir une bonne qualité de vie.

Suivi financier, 2010-2015.

Budget et résultats, 2010-2015.

III.4.16. AMALLIA

Thématique : logement

Type de structure : **société privée**

Présentation de la structure : AMALLIA est une filiale d'Action Logement.

Suivi financier, 2011.

Budget et résultats, 2011.

Rapport du Commissaire aux Comptes (2011).

6988 WM 077

III.4.17. Amicale des sapeurs-pompiers volontaires

Thématique : pompier

Type de structure : **association**

Présentation de la structure : L'Amicale des sapeurs-pompiers volontaires regroupe des jeunes de 8 à 18 ans.

Cette association a pour but de :

- regrouper des jeunes pour promouvoir leur sens civique et leur esprit de dévouement ;
- assurer une formation civique et théorique sur le plan personnel ;
- préparer, par des cours théoriques, des démonstrations pratiques et sportives, à la fonction de sapeur-pompier ;
- constituer une ou plusieurs sections de cadets de sapeurs-pompiers ;
- faciliter le recrutement ultérieur de sapeurs-pompiers volontaires ou professionnels.

Suivi juridique, 1993.

Contractualisation, 1993.

Statuts, extraits du registre des délibérations du Conseil communautaire (1993) **4693 WM 022**

Suivi de l'activité, 1994-1996.

Fonctionnement et instance, 1994-1996.

Fonctionnement et instance : comptes rendus de réunions, procès-verbal d'assemblée générale (1994-1996) **4693 WM 023**

Suivi financier, 1993-1996.

Budget et résultats, 1993-1996.

Comptes rendus financiers (1993-1996).

4693 WM 024

III.4.18. Amitié des personnels communautaires et municipaux (APCM)

Thématique : culture et loisirs

Type de structure : **association**

Présentation de la structure : APCM est une association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901. Elle a été déclarée en préfecture du Rhône le 14 juin 1978 sous le numéro 13733.

L'association Amitié des personnels communautaires et municipaux (APCM) est composée d'anciens malades, d'abstinents volontaires et de sympathisants qui apportent leur soutien aux malades alcooliques et à leur famille, tout en œuvrant pour la prévention et la lutte contre l'alcoolisme. Dans le cadre du "dispositif risque alcool" mis en place par la Communauté urbaine de Lyon, l'association est reconnue comme membre du réseau interne de soin et d'accompagnement. À ce titre, elle intervient en partenariat avec les services médico-sociaux, les partenaires sociaux et la hiérarchie pour accompagner individuellement les agents en difficulté avec la consommation d'alcool et prolonger, dans la sphère privée, l'aide apportée dans le contexte professionnel, tout en favorisant un lien entre ces 2 espaces.

La Communauté urbaine a décidé, par délibération en date du 31 mars 1994, de soutenir l'association Amitié des personnels communautaires et municipaux.

Suivi juridique, 1992-2014.

Contractualisation, 1992-2014.

Statuts, délibérations, correspondance (1992-2010). **6455 WM 002**

Convention d'objectif 2006-2009 (2006). **6455 WM 003**

Convention d'objectif 2010-2012 (2010). **6455 WM 004**

Convention (2014). **6670 WM 012**

III.4.19. Association Accolade

Thématique : santé

Type de structure : **association**

Présentation de la structure : Accolade est une association reconnue association d'utilisateurs du système de santé. Elle a pour vocation de sensibiliser aux cancers pédiatriques. Elle est composée de parents concernés, de membres associés (associations) et de membres du Centre Oscar Lambret à Lille. Son but est de contribuer à l'amélioration de la prise en charge globale de l'enfant, de l'adolescent et de sa famille tout au long du parcours de soins et après.

Suivi financier, 2015.

Budget et résultats, 2015.

États de la dette et tableau d'amortissement (2015). **6989 WM 003**

III.4.20. Association Adélaïde Pérrin et ateliers

Thématique : logement

Type de structure : **association**

Présentation de la structure : L'Association Adélaïde Pérrin est une association issue d'une "œuvre" fondée à Lyon, en 1819. Cette association a pour objet :

- l'accueil et l'accompagnement de personnes handicapées mentales et psychiques, adultes, des deux sexes, avec ou sans troubles associés ;
- la création et la gestion d'ateliers d'aide par le travail ;
- la création et la gestion de foyers pour travailleurs et non travailleurs handicapés ;
- la création de structures pour personnes handicapées âgées de plus de 60 ans jusqu'à la fin de vie.

Suivi financier, 2002.

Budget et résultats, 2002.

Comptes annuels (2002). **6989 WM 004**

III.4.21. Association APADE

Thématique : Environnement

Type de structure : **association**

Présentation de la structure : L'APADE est une association dont le but est la défense de l'environnement et la protection de la santé publique dans le strict respect de la Charte de l'Environnement inscrite dans la Constitution Française.

Suivi financier, 2009-2010.

Budget et résultats, 2009-2010.

Rapport du Commissaire aux Comptes (2009-2010).

6989 WM 005

III.4.22. Association Chant Choral et Musique Sacrée

Thématique : culture

Type de structure : **association**

Présentation de la structure : L'Association Chant Choral et Musique Sacrée est une association de choral qui donne des concerts en France et qui organise des stages annuels de formation.

Suivi financier, 2010-2011.

Budget et résultats, 2010-2011.

Comptes annuels et états financiers (2010-2011).

6989 WM 006

III.4.23. Association d'éducation scolaire Fénelon – La Trinité

Thématique : enseignement

Type de structure : **association**

Présentation de la structure : L'Association d'éducation scolaire Fénelon-La Trinité a pour objet de ratifier et garantir le Projet Éducatif jésuite de l'Ensemble Scolaire, d'en assurer la responsabilité éducative, pédagogique, pastorale, administrative et financière.

Suivi financier, 2010-2011.

Budget et résultats, 2010-2011.

Rapport du Commissaire aux Comptes (2010-2011).

6989 WM 007

III.4.24. Association d'entraides aux isolés

Thématique : social

Type de structure : **association**

Présentation de la structure : L'association d'entraides aux isolés est une association qui pratique des maraudes afin de venir en aide aux personnes en difficulté.

Suivi financier, 2008-2009.

Budget et résultats, 2008-2009.

Comptes annuels et états financiers (2008-2009).

6989 WM 008

III.4.25. Association de gestion de la Providence Saint Bruno

Thématique : social

Type de structure : **association**

Présentation de la structure : L'association de gestion de la Providence Saint Bruno est une association d'entraide sociale et humanitaire.

Suivi financier, 2006-2007.

Budget et résultats, 2006-2007.

Rapport du Commissaire aux Comptes, comptes annuels (2006-2007). **6989 WM 009**

III.4.26. Association de gestion de la Résidence des Landiers

Thématique : social

Type de structure : **association**

Présentation de la structure : La Résidence des Landiers est un EHPAD protestant situé à Bron.

Suivi financier, 2007-2008, 2015.

Budget et résultats, 2007-2008, 2015.

Rapport du Commissaire aux Comptes et comptes annuels (2007-2008, 2015). **6989 WM 010**

III.4.27. Association de l'Amicale des Personnels Métropolitains et Municipaux (APMM)

Thématique : social

Type de structure : **association**

Présentation de la structure : L'association est fondée en 1978.

Suivi juridique, 2016.

Contractualisation, 2016.

Statut (2016). **6992 WM 030**

Suivi de l'activité, 2014-2016.

Fonctionnement et instance, 2014-2016.

Tenue des assemblées générales : rapport moral du président, procès-verbal, bilan de l'activité (2014-2016). **6992 WM 031**

Suivi financier, 2014-2019.

Budgets et résultats, 2014-2019.

Suivi des subventions : convention, délibérations n°2015-0155, 2016-1023, 2017-1899, 2018-2653 de la Métropole de Lyon, documentation, correspondance, certificat de notification, documents d'arbitrage de la présidence de la Métropole de Lyon (2015-2019). **6992 WM 032**

Bilans financiers et budgets prévisionnels (2014-2017). **6992 WM 033**

III.4.28. Association de l'Union Française des Associations Sportives des Employés Communautaires (UFASEC)

Thématique : culture et loisirs

Type de structure : **association**

Présentation de la structure : L'union française des associations sportives des employés communautaires (UFASEC) a été fondée en 1982 pour développer les liens de solidarité et d'entraide entre les associations sportives des communautés urbaines de France, notamment à l'occasion de tournois annuels.

Suivi juridique, 1982, 2000, 2004-2005, 2010-2012, 2014-2015.

Contractualisation, 1982, 2000, 2004-2005, 2010-2012, 2014-2015.

Statuts, règlement intérieur (1982, 2004). **6670 WM 014**

Statuts (2000, 2015). **6992 WM 035**

Règlement intérieur (2005). **6992 WM 036**

Conventions, extraits du registre des délibérations du Conseil communautaire (2010-2012, 2014). **6670 WM 015**

Identification juridique (2015). **6992 WM 034**

Suivi de l'activité, 1994-2005, 2011, 2015-2018.

Fonctionnement et instance, 1994-2005, 2011, 2015-2018.

Relations avec le Grand Lyon : correspondance (1994-2005). **4474 WM 009**

Comptes rendus de réunions, relevé de décisions, correspondance (2011). **6670 WM 016**

Tenue des assemblées générales et des conseils d'administration : rapport moral du président, procès-verbal, bilan de l'activité (2017-2018). **6992 WM 037**

Organisation de la coupe de France : dossier de presse, correspondance (2016-2017). **6992 WM 038**

Documentation interne à l'UFASEC (2015). **6992 WM 039**

Suivi financier, 1987, 2015-2019.

Budget et résultats, 1987, 1999, 2004, 2009, 2012-2019.

Rapport de comptes annuels, bilans, rapports du Commissaire aux Comptes, 1999, 2004, 2009, 2012.

Exercice 1998 (1999). **4474 WM 010**

Exercice 2003 (2004). **4474 WM 011**

Exercice 2008 (2009). **4474 WM 012**

Exercice 2011 (2012). **6455 WM 019**

Comptes annuels (2012-2014). **6670 WM 017**

Suivi des subventions : convention, délibérations n°2015-0183, 2016-1024, 2018-2654 de la Métropole de Lyon, certificat de notification, **6992 WM 040**

correspondance, budget prévisionnel, documentation, compte-rendu de réunion, document de travail (1987, 2015-2017).

Comptes annuels (2015-2019).

6992 WM 041

III.4.29. Association de la Maison de retraite protestante DETHEL

Thématique : social

Type de structure : **association**

Présentation de la structure : La Maison de Retraite DETHEL, créée en 1858 par Marguerite Dethel, est aujourd'hui gérée par une association à but non lucratif d'obédience protestante, reconnue d'utilité publique.

Suivi financier, 2009.

Budget et résultats, 2009.

Rapport du Commissaire aux Comptes et rapport financier (2009).

6989 WM 011

III.4.30. Association départementale d'Aide à l'Enfance et à l'Adolescence (ADEAR)

Thématique : social

Type de structure : **association**

Présentation de la structure : L'Association départementale d'Aide à l'Enfance et à l'Adolescence voit le jour en mars 1978. Elle a la gestion de 9 institutions sur la région Lyonnaise.

Suivi financier, 2009-2010, 2015.

Budget et résultats, 2009-2010, 2015.

Rapport du Commissaire aux Comptes, bilan financier (2009-2010, 2015).

6989 WM 012

III.4.31. Association départementale pour la régulation des urgences médicales du Rhône (ADREMUR)

Thématique : santé

Type de structure : **association**

Présentation de la structure : L'Association départementale pour la régulation des urgences médicales du Rhône (ADREMUR) est une association paritaire public-privé, elle gère le centre de réception et de régulation des appels au 15 du Rhône.

L'objet de cette association est :

- d'instaurer et de développer la coordination de la réponse aux urgences médicales dans le département du Rhône ;
- de créer un centre de réception et de régulation des appels médicaux d'urgence (CCRA) en associant la médecine libérale et le service d'aide médicale urgente (SAMU) ;
- d'assurer la gestion administrative, financière et technique de ce centre.

Suivi juridique, 1990-1997.

Contractualisation, 1990-1997.

Rapport de présentation de l'association, extraits du registre des délibérations du Conseil communautaire (1990-1997).

4427 WM 001

Suivi de l'activité, 1993-1998.

Fonctionnement et instance, 1993-1998.

Audit : rapports (1993).

4427 WM 002

Correspondance (1993-1998).

4427 WM 003

Suivi financier, 1991-1994.

Budget et résultats, 1991-1994.

Budget, dossier de demande de subvention (1991-1994).

4427 WM 004

III.4.32. Association des agents retraités de la ville de Lyon, de la Communauté urbaine de Lyon et des retraités sapeurs-pompiers professionnels du Grand Lyon (ARLYCO)

Thématique : culture et loisirs

Type de structure : **association**

Présentation de la structure : ARLYCO est régie par les dispositions de la loi du 1^{er} juillet 1901. Elle a été créée conformément aux statuts approuvés par assemblée générale extraordinaire du 3 février 1994, modifiés le 27 janvier 2009 et le 8 février 2013.

L'association a pour objectif de défendre et de garantir les intérêts matériels et moraux de ses adhérents et de leur organiser des loisirs soit directement, soit par l'intermédiaire des comités sociaux.

L'association développe les activités suivantes :

- organisation de voyages ;
- organisation de loisirs récréatifs (belote, lotos, jeux de sociétés, etc.) ;
- thés dansants ;
- repas de fin d'année.

Suivi juridique, 2014.

Contractualisation, 2014.

Convention (2014).

6670 WM 013

III.4.33. Association des agents retraités de la Ville de Lyon et de la Métropole (ARLYMET)

Thématique : social

Type de structure : **association**

Présentation de la structure : L'association ARLYMET a été créée en 1982. Elle défend les intérêts des retraités et des personnes âgées.

Suivi juridique, 2015.

Contractualisation, 2015.

Statut (2015).

6992 WM 001

Suivi de l'activité, 2016-2018.

Fonctionnement et instance, 2016-2018.

Tenue des conseils d'administration : procès-verbal, tableau de contact des membres du conseil d'administration (2016-2018). **6992 WM 002**

Suivi de l'activité : plaquettes de présentation des projets, publication interne de l'association (2016-2018). **6992 WM 003**

Suivi financier, 2015-2019.

Budgets et résultats, 2015-2019.

Suivi des subventions : correspondance, documentation, convention, délibérations n°2015-0156, 2016-1026, 2017-1801, 2018-2652 de la Métropole de Lyon, certificat de notification, documents d'arbitrage de la présidence de la Métropole de Lyon (2015-2019). **6992 WM 004**

Bilans financiers, rapports financiers et budgets prévisionnels (2016-2018). **6992 WM 005**

III.4.34. Association des fondateurs et protecteurs de l'Institut catholique de Lyon (AFPICL), implantation de l'Université catholique de Lyon place Carnot Lyon 2ème

Thématique : enseignement

Type de structure : **association**

Présentation de la structure : La délibération en date du 26 janvier 1998 prévoit une participation financière à l'association des fondateurs et protecteurs de l'institut catholique de Lyon (AFPICL) pour l'implantation de l'Université catholique de Lyon place Carnot à Lyon 2^{ème}.

Suivi juridique, 1996-1999.

Contractualisation, 1996-1999.

Rapport de projet, extrait du registre des délibérations du Conseil communautaire, articles de presse, correspondance (1996-1998). **4524 WM 009**

Contentieux pour annulation de la délibération du Conseil communautaire : copie de la requête, dossier de contentieux, correspondance (1998-1999). **4524 WM 010**

Suivi financier, 2011-2012, 2016.

Budget et résultats, 2011-2012, 2016.

Rapport financier, rapport du Commissaire aux Comptes (2011-2012, 2016). **6989 WM 013**

III.4.35. Association des restaurants des services de secours et lutte contre l'incendie de la Communauté urbaine de Lyon

Thématique : pompier

Type de structure : **association**

Présentation de la structure : La Communauté urbaine de Lyon confie à l'association des restaurants des services de secours et lutte contre l'incendie de la Communauté urbaine de Lyon, la gestion des restaurants de la direction incendie et secours et toutes les opérations qui s'y rattachent.

Suivi juridique, 1992-1994.

Contractualisation, 1992-1994.

Statuts, conventions, extraits du registre des délibérations du Conseil communautaire (1992-1994). **4693 WM 019**

Suivi de l'activité, 1994.

Fonctionnement et instance, 1994.

Comptes rendus de réunions, correspondance (1994).

4693 WM 020

Suivi financier, 1989-1998.

Budget et résultats, 1989-1998

Comptes rendus de gestion, rapport général du Commissaire aux Comptes (1989-1998). **4693 WM 021**

III.4.36. Association Dorothee Petit

Thématique : social

Type de structure : **association**

Présentation de la structure : L'association Fondation Dorothee Petit est un EHPAD accueillant 72 pensionnaires.

Suivi financier, 2015.

Budget et résultats, 2015.

Comptes annuels (2015).

6989 WM 014

III.4.37. Association du Rhône pour l'Hygiène Mentale (ARHM)

Thématique : santé

Type de structure : **association**

Présentation de la structure : L'Association du Rhône pour l'Hygiène Mentale exerce une activité d'accueil en foyers de personnes handicapées.

Suivi financier, 2007-2008, 2010.

Budget et résultats, 2007-2008, 2010.

Comptes annuels, rapport du Commissaire aux Comptes (2007-2008, 2010). **6989 WM 015**

III.4.38. Association école de Fromente

Thématique : enseignement

Type de structure : **association**

Présentation de la structure : L'association a été créée en 1970.

Suivi financier, 2013, 2015-2016.

Budget et résultats, 2013, 2015-2016.

Comptes annuels et tableaux des amortissements (2013, 2015-2016). **6989 WM 016**

III.4.39. Association Europe Info

Thématique : économie et attractivité du territoire

Type de structure : **association**

Présentation de la structure : L'Association Europe Info est créée en 1998. Son but est de sensibiliser les habitants de l'agglomération aux enjeux de la construction européenne et aux réalisations concrètes de l'Union européenne, notamment sur le plan local, et d'intervenir en complément d'autres outils spécialisés comme l'institut de l'Euro ou la délégation régionale du conseil des communes et régions d'Europe.

Suivi juridique, 2000-2004.

Contractualisation, 2000-2004.

Statuts, extraits du registre des délibérations du Conseil communautaire (2000-2004). **4430 WM 014**

Suivi de l'activité, 1998-2003.

Fonctionnement et instance, 1998-2003.

Correspondance (1998-2003). **4430 WM 015**

Suivi financier, 1999-2003.

Budget et résultats, 1999-2003.

Comptes annuels, rapports d'activités (1999-2003). **4430 WM 016**

III.4.40. Association familiale Saint Thomas d'Aquin

Thématique : enseignement

Type de structure : **établissement privé d'enseignement secondaire**

Présentation de la structure : L'association familiale Saint Thomas d'Aquin est un collège catholique d'enseignement général et professionnel, sous contrat d'association pour l'Etat avec diverses formations éducatives et sportives.

Suivi financier, 2009-2010.

Budget et résultats, 2009-2010.

Rapport du Commissaire aux Comptes et état de la dette (2009-2010). **6989 WM 061**

III.4.41. Association fédération du Rhône du Secours Populaire Français

Thématique : social

Type de structure : **association**

Présentation de la structure : Le Secours populaire français est une association française à but non lucratif, qui intervient sur le plan matériel, médical, moral et juridique, auprès des personnes victimes de l'injustice sociale, des calamités naturelles, de la misère, de la faim, du sous-développement, des conflits armés. En 2016, le Secours populaire français a aidé 3 310 370 personnes.

Suivi financier, 2011.

Budget et résultats, 2011.

Rapport du Commissaire aux Comptes (2011). **6988 WM 017**

III.4.42. Association foyer Clairefontaine des sourds adultes

Thématique : social

Type de structure : **association**

Présentation de la structure : L'association foyer Clairefontaine des sourds adultes fonde son projet sur les valeurs et l'éthique de l'homme. Elle offre aux personnes sourdes avec handicaps associés, une prise en charge diversifiée dans le cadre :

- d'un foyer de vie de 31 places ;
- d'un foyer de vie personnes âgées de 17 places ;
- d'un foyer d'hébergement de 12 places ;
- d'un accueil de jour de 5 places ;
- un partenariat avec deux ESAT permet d'accueillir des résidents ayant la capacité de travailler.

Suivi financier, 2010.

Budget et résultats, 2010.

Rapport du Commissaire aux Comptes (2010).

6989 WM 018

III.4.43. Association GRIM

Thématique : social

Type de structure : **association**

Présentation de la structure : L'association Grim a été créée en 1987 par trois associations du Rhône, gestionnaires d'établissements de travail protégé, afin d'offrir à leurs ouvriers un étayage global favorisant leur insertion sociale. Puis, en 1993, l'association diversifie son activité vers des services de mandataire à la protection des majeurs. En 2002, l'association propose une solution d'hébergement aux personnes adultes handicapées psychiques qui ne peuvent s'adapter en milieu ordinaire après leur hospitalisation.

Suivi financier, 2009-2011.

Budget et résultats, 2009-2011.

Rapport du Commissaire aux Comptes (2009-2011).

6989 WM 019

III.4.44. Association Handicap International

Thématique : social

Type de structure : **association**

Présentation de la structure : Handicap International vient en aide aux populations vulnérables, notamment les personnes handicapées, partout dans le monde où cela est nécessaire. L'association répond à leurs besoins essentiels et spécifiques, améliore leurs conditions de vie et les aide à s'insérer dans la société.

Suivi financier, 2010-2013.

Budget et résultats, 2010-2013.

Rapport du Commissaire aux Comptes (2010-2013).

6989 WM 020

III.4.45. Association internationale des maires et responsables des capitales et métropoles partiellement ou entièrement francophones (AIMF)

Thématique : coopération internationale

Type de structure : **association**

Présentation de la structure : L'Association internationale des maires et responsables des capitales et métropoles partiellement ou entièrement francophones (AIMF) a été initialement créée en vue d'échanger des expériences sur les solutions apportées aux problèmes des grandes villes et d'instaurer un dialogue entre les villes du nord et celles du sud.

Suivi juridique, 1995.

Contractualisation, 1995.

Statuts, extrait du registre des délibérations du Conseil communautaire (1995). **4430 WM 008**

Suivi de l'activité, 1994-1996.

Fonctionnement et instance, 1994-1996.

Correspondance (1994-1996). **4430 WM 009**

Suivi financier, 1994-1995.

Budget et résultats, 1994-1995.

Compte d'exploitation (1994-1995). **4430 WM 010**

III.4.46. Association Jeanne de Lestonnac

Thématique : logement

Type de structure : **association**

Présentation de la structure : L'Association Jeanne de Lestonnac est une association catholique fondée en 1971.

Suivi financier, 2008-2009.

Budget et résultats, 2008-2009.

Rapport du Commissaire aux Comptes et bilan financier (2008-2009). **6989 WM 021**

III.4.47. Association La Pierre Angulaire

Thématique : logement

Type de structure : **association**

Présentation de la structure : L'association La Pierre Angulaire est spécialisée dans l'hébergement médicalisé pour personnes âgées.

Suivi financier, 2006.

Budget et résultats, 2006.

Comptes annuels (2006). **6989 WM 022**

III.4.48. Association Le Ludopole

Thématique : culture

Type de structure : **association**

Présentation de la structure : Le Ludopole a pour but de fédérer et favoriser le développement et l'ingénierie d'activités de loisirs culturels et les activités subséquentes.

Suivi financier, 2013.

Budget et résultats, 2013.

III.4.49. Association les Eco-maires (association des maires pour l'environnement et le développement)

Thématique : écologie, environnement et énergie

Type de structure : **association**

Présentation de la structure : L'Association les Eco-maires a été créée en 1989 avec pour principal objectif de placer l'environnement au centre de ses préoccupations.

Suivi juridique, 2004.

Contractualisation, 2004.

Statuts, extrait du registre des délibérations du Conseil communautaire (2004). **4430 WM 017**

Suivi de l'activité, 2003-2007.

Fonctionnement et instance, 2003-2007.

Correspondance (2003-2007). **4430 WM 018**

Suivi financier, 2001-2004.

Budget et résultats, 2001-2004.

Bilan, état financier, rapport d'activité (2001-2004). **4430 WM 019**

III.4.50 Association Lyon infocité – Lyon Games

Thématique : nouvelles technologies

Type de structure : **association**

Présentation de la structure : Association de professionnels du secteur des technologies de l'information et de la communication et des loisirs numériques. L'association accompagne les entreprises adhérentes dans le développement de leur projet et les soutient dans leur démarche. Elle favorise l'échange entre l'offre et la demande par l'organisation de salons et la représentation sur différentes manifestations. La relation entre la Communauté urbaine de Lyon et Lyon Infocité a d'abord été dans le but de répondre à une mission d'intérêt général, l'accompagnement et la diffusion des nouvelles technologies auprès des entreprises. Cette relation a fait l'objet de versement de fonds concours afin que l'association puisse remplir sa mission.

Historique, 1996-2000.

Procédure de création de l'association : charte de partenariat entre la Communauté urbaine de Lyon et la Chambre de commerce, conventions d'objectifs, statuts, liste des adhérents, déclaration de création (1996-2000). **6988 WM 017**

Suivi juridique, 2001-2003, 2008.

Contractualisation, 2001-2003, 2008.

Contractualisation : convention annuelle, document de travail, correspondance, notes, documentation (2001-2003, 2008) **6988 WM 018**

Suivi de l'activité, 2006.

Fonctionnement et instance, 2006.

Rapport d'activités (2006).

6988 WM 019

Suivi financier, 1999-2006, 2008.

Budget et résultats, 1999-2006, 2008.

Rapport technique et financier (1999).

6988 WM 020

Expertise financière : correspondance, notes, tableaux financiers (2001, 2003, 2005, 2008).

6988 WM 021

Comptes annuels (2006, 2008).

6988 WM 022

Rapport du Commissaire aux Comptes (2004, 2008).

6988 WM 023

État financier (2001-2003)

6988 WM 024

Versement d'un fonds concours : notes, délibérations n°1999-4227 et 2000-6057 de la Communauté urbaine de Lyon, convention de financement, rapport au conseil 1999-5-5056-V01 de la Communauté urbaine de Lyon, documents préparatoires (1999-2000).

6988 WM 025

III.4.51. Association lyonnaise de Gestion d'Établissements privés pour enfants déficients (ALGED)

Thématique : enseignement

Type de structure : **association**

Présentation de la structure : L'association lyonnaise de gestion d'établissements privés pour enfants déficients est spécialisée dans le secteur d'activité de l'hébergement social pour handicapés mentaux et malades mentaux. Elle a été créée en 1900.

Suivi financier, 2008, 2015.

Budget et résultats, 2008, 2015.

Rapport du Commissaire aux Comptes et suivi des emprunts (2008, 2015).

6989 WM 024

III.4.52. Association nationale des sous-officiers de réserve de l'armée de l'air (ANSORRA)

Thématique : militaire

Type de structure : **association**

Présentation de la structure : L'ANSORAA est une association réunissant les personnes qui ont servi dans l'Armée de l'air comme sous-officiers ou militaires du rang. L'Association a notamment les buts suivants :

- développer les relations Armée-Nation et l'esprit de défense ;
- représenter et défendre les intérêts moraux et matériels des adhérents ;
- participer aux initiatives proposées par le ministère de la Défense, l'armée de l'air et les autorités compétentes ;
- entretenir et promouvoir le devoir de mémoire ;
- aider à la reconversion ;
- organiser et diffuser l'information ;
- participer aux actions d'intérêt général en liaison avec les autorités compétentes ;
- se rapprocher des autres associations poursuivant les mêmes buts.

Suivi de l'activité, 2015.

Fonctionnement et instance, 2015.

Tenue des conseils d'administration : correspondance, documentation **6988 WM 050**
(2015).

III.4.53. Association organisation pour la santé et pour l'accueil (ORSAC)

Thématique : social

Type de structure : **association**

Présentation de la structure : L'association Orsac a été fondée à Hauteville dans l'Ain en 1937. C'est une association reconnue d'utilité publique par décret du 25 janvier 1952. L'Orsac s'est développée par la reprise ou la création d'établissements, s'attachant à répondre à l'évolution des besoins dans les secteurs sanitaire, social et médico-social.

Suivi financier, 2006, 2009.

Budget et résultats, 2006, 2009.

Rapport du Commissaire aux Comptes (2006, 2009). **6989 WM 025**

III.4.54. Association Présence et Actions avec les Personnes Âgées de la ville de Lyon (PAPAVL)

Thématique : social

Type de structure : **association**

Présentation de la structure : L'association PAPAVL accompagne des personnes âgées et/ou en situation de handicap dans les actes de la vie quotidienne à leur domicile.

Suivi financier, 2015-2016.

Budget et résultats, 2015-2016.

Rapport du Commissaire aux Comptes (2015-2016). **6989 WM 026**

III.4.55. Association régionale des infirmes moteurs cérébraux

Thématique : logement

Type de structure : **association**

Présentation de la structure : L'Association régionale des infirmes et moteurs cérébraux assure l'hébergement de personnes souffrant de handicap.

Suivi financier, 2010.

Budget et résultats, 2010.

Rapport du Commissaire aux Comptes (2010). **6989 WM 027**

III.4.56. Association Saint Marc

Thématique : enseignement

Type de structure : **association**

Présentation de la structure : L'association est rattachée à un groupe scolaire composé de sept établissements allant de l'école maternelle au lycée.

Suivi financier, 2003-2005, 2011, 2013-2014.

Budget et résultats, 2003-2005, 2011, 2013-2014.

Comptes annuels, rapport du Commissaire aux Comptes et bilan **6989 WM 028**
financier (2003-2005, 2011, 2013-2014).

III.4.57. Association scolaire La Favorite Sainte Thérèse

Thématique : enseignement

Type de structure : **association**

Présentation de la structure : L'Association scolaire La Favorite Sainte Thérèse est l'association d'un groupe scolaire composé de trois établissements. Ce groupe scolaire assure la formation de la maternelle à la primaire.

Suivi financier, 2007-2008.

Budget et résultats, 2007-2008.

Rapport du Commissaire aux Comptes (2007-2008).

6989 WM 029

III.4.58. Association sportive des sapeurs-pompiers (ASSP)

Thématique : pompier

Type de structure : **association**

Présentation de la structure : L'association sportive des sapeurs-pompiers (ASSP) est régie par la loi 1901.

Suivi de l'activité, 1994-1996.

Fonctionnement et instance, 1994-1996.

Comptes rendus de réunions, procès-verbal d'assemblée générale **4693 WM 025**
(1994-1996).

Suivi financier, 1994-1997.

Budget et résultats, 1994-1997.

Bilan (1994-1995), comptes annuels (1995-1997).

4693 WM 026

III.4.59. Association syndicale des propriétaires de l'ensemble de Vénissieux les Minguettes (ASPEVM)

Thématique : aménagement urbain

Type de structure : **association**

Présentation de la structure : La Communauté urbaine de Lyon est propriétaire d'immeubles dans la zone à urbaniser en priorité (ZUP) des Minguettes à Vénissieux. Elle a adhéré à l'association syndicale des propriétaires de l'ensemble de Vénissieux les Minguettes (ASPEVM) en 1970.

L'association était chargée de l'établissement, la gestion et l'entretien de tous les ouvrages concernant la voirie, les parcs, les espaces verts, les canalisations et les lignes souterraines et aériennes.

Lors de la clôture de la ZUP des Minguettes, l'ASPEVM a été dissoute. Les emprises dont celle-ci était propriétaire ont été rattachées au domaine communautaire.

Suivi juridique, 1970-1986.

Contractualisation, 1970-1986.

Statuts, extraits du registre des délibérations du Conseil **5706 WM 014**
communautaire, note (1970-1978).

Dissolution : correspondance (1986). **5706 WM 015**

Suivi de l'activité, 1970-1987.

Fonctionnement et instance, 1970-1987.

Assemblée générale : procès-verbaux, ordres du jour, correspondance **5706 WM 016**
(1970-1987).

Suivi financier, 1978, 1983, 1988.

Budget et résultats, 1978, 1983, 1988. **5706 WM 017**

Comptes annuels (1978, 1983, 1988).

III.4.60. Association Valentin Haüy

Thématique : social

Type de structure : **association**

Présentation de la structure : L'association Valentin Haüy vient en aide aux personnes déficientes visuelles. Elle est créée en 1889 par Maurice de La Sizeranne et est reconnue d'utilité publique en 1891. Ses missions sont :

- la défense des droits des déficients visuels ;
- assurer la formation et l'accès à l'emploi des déficients visuels ;
- restaurer et développer l'autonomie des déficients visuels ;
- promouvoir l'accès à l'écrit ;
- proposer des activités culturelles, sportives et de loisirs accessibles.

Suivi financier, 2012-2013.

Budget et résultats, 2012-2013.

Rapport du Commissaire aux Comptes (2012-2013). **6988 WM 030**

III.4.61. ASVEL Lyon Villeurbanne

Thématique : Sport

Type de structure : **association**

Présentation de la structure : Le club de basket de l'ASVEL est fondé en 1948 suite à la fusion entre l'Eveil Lyonnais et l'AS Villeurbanne. Il est le club français le plus titré. En plus de son encadrement des joueurs professionnels, l'ASVEL forme de nombreux jeunes joueurs au sein de son centre de formation.

Suivi de l'activité, 2009.

Fonctionnement et instance, 2009.

Suivi du centre de formation : bilan des objectifs, rapport d'objectifs **6988 WM 032**
(2009).

Suivi financier, 2008-2009.

Budget et résultats, 2008-2009.

III.4.62. Banque alimentaire du Rhône

Thématique : alimentation

Type de structure : **association**

Présentation de la structure : La Banque Alimentaire du Rhône a été créée en 1986, et fait partie des 79 Banques composant la Fédération Française des Banques Alimentaires.

Suivi financier, 2008, 2015.

Budget et résultats, 2008, 2015.

Rapport du Commissaire aux Comptes et états de la dette (2008, **6989 WM 031** 2015).

III.4.63. Bonnefoy (société anonyme), exploitation des carrières de Courzieu

Thématique : exploitation des carrières de Courzieu

Type de structure : **société commerciale**

Présentation de la structure : La Communauté urbaine de Lyon est propriétaire, depuis 1973, d'un ensemble de terrains d'une superficie de 31 hectares environ, sur les communes de Courzieu, Saint Genis l'Argentière et Brussieu, dans le département du Rhône, terrains sur lesquels a été ouverte une carrière de matériaux granitiques.

Cette carrière a fait l'objet en 1975 d'un contrat d'affermage, prorogé en 1987, auprès de la société corporative des maîtres carriers du Rhône. Ce contrat a pris fin le 31 décembre 1999. Par délibération du 25 février 2001, le Conseil de Communauté a approuvé un contrat de fortage et de fabrication de granulats avec l'entreprise SA Bonnefoy, en vue de l'exploitation de la carrière dite de Courzieu. Ce contrat avait une durée de 18 ans et une production maximale, autorisée par arrêté préfectoral, de 600 000 tonnes par an. L'exploitation proprement dite concerne 12 hectares. La société Bonnefoy proposait une exploitation particulièrement novatrice et soucieuse de l'environnement en s'engageant à effectuer l'extraction et le traitement des matériaux avec une installation neuve et rénovait, à ses frais, les installations de l'embranchement ferroviaire situé sur un terrain de réseau ferré de France (RFF).

En 2007, la SARL Bonnefoy Béton Carrières Industrie (BBCI), société du Groupe Bonnefoy, s'est substituée aux droits de la SA BONNEFOY pour la poursuite de l'exploitation de cette carrière. Par arrêté préfectoral du 28 mai 2010, la SARL BBCI est autorisée à exploiter la carrière de granites et d'amphibolites, désormais dite du Val de Rossand, jusqu'au 24 juin 2018. En termes de bilan, depuis la signature du contrat en cours, l'exploitant a extrait environ 2 200 000 tonnes de granulats et versé à la Communauté urbaine une redevance totale d'environ 900 000 €. Plusieurs difficultés compromettent toutefois l'exploitation de cette carrière en l'état des autorisations. En effet, aux problèmes de qualité géotechnique sur le gisement résiduel à exploiter s'ajoute la nécessité de conserver l'éperon rocheux réduisant ainsi la durée d'exploitation à moins de 2 ans (soit vers juin 2013). La SARL BBCI envisage toutefois, compte tenu des importants investissements réalisés et de la très bonne qualité du gisement (constitué de réserves exploitables non autorisées) d'étendre le périmètre d'exploitation aux parcelles privées voisines, soit une emprise complémentaire de 72 460 mètres carrés et, en conséquence, de déposer une nouvelle demande d'autorisation d'exploitation. Cette extension lui permettra d'optimiser l'exploitation du gisement.

Suivi juridique, 2000-2003.

Contractualisation, 2000-2003.

Dossier de consultation, contrat, extrait du registre des délibérations du Conseil communautaire, projet de convention, correspondance (2000-2003). **5706 WM 013**

III.4.64. Caisse d'épargne Rhône Alpes concernant le Prêt Social Location Accession (PSLA) Rillieux Marquises

Thématique : logement

Structure : **société privée**

Présentation de la structure : La Caisse d'Épargne Rhône Alpes et le Grand Lyon ont signé en 2014 un accord relatif à la mise en place du prêt social location-accession qui vise à faciliter la construction et l'achat de logements sociaux.

Suivi financier, 2013.

Budget et résultats, 2013.

Remboursements anticipés (2013).

6989 WM 078

III.4.65. Centre Gallieni

Thématique : social

Type de structure : **société privée**

Présentation de la structure : Créée en 1893 et déclarée d'utilité publique en 1896, la Société d'Assistance et de Patronage pour les Aveugles du Département du Rhône et des Départements Voisins, plus connue sous l'appellation « Centre Galliéni » a tout au long de son histoire été sans cesse active pour prendre en charge les personnes souffrant de déficiences visuelles, et maintenant intellectuelles.

Suivi financier, 2014.

Budget et résultats, 2014.

Comptes annuels (2014).

6988 WM 079

III.4.66. Centre gérontologique de coordination médico-sociale (CGCMS)

Thématique : social

Type de structure : **association**

Présentation de la structure : Le centre gérontologique de coordination médico-sociale est spécialisé dans le secteur des activités des infirmiers et des sages-femmes.

Suivi de l'activité, 2014.

Fonctionnement et instance, 2014.

Rapport d'activité (2014).

6989 WM 032

Suivi financier, 2016.

Budget et résultats, 2016.

Comptes annuels et états financiers (2016).

6989 WM 033

III.4.67. Centre hospitalier gériatrique du Mont d'Or

Thématique : santé

Type de structure : **établissement public**

Présentation de la structure : Le Centre hospitalier gériatrique du Mont d'Or est un établissement comprenant un service de médecine gériatrique, un service de soins de suite et de réadaptation, un EHPAD, un hôpital de jour gériatrique, un service de consultation mémoire, des unités Alzheimer.

Suivi juridique, 2013.

Litige, 2013.

Litige concernant la nomination du Directeur : correspondance, **6988 WM 048**
décision, documentation (2013).

III.4.68. Centre hospitalier Saint Jean de Dieu

Thématique : santé

Type de structure : **établissement public**

Présentation de la structure : Le Centre hospitalier Saint Jean de Dieu est un établissement spécialisé en psychiatrie. Le centre hospitalier Saint Jean de Dieu a la responsabilité de la lutte contre les maladies mentales dans les 5 secteurs psychiatriques du Département du Rhône qui lui sont rattachés.

Suivi de l'activité, 2001, 2007.

Fonctionnement et instance, 2001, 2007.

Rapport de gestion et d'activité (2001, 2007).

6989 WM 048

Suivi financier, 2001, 2007-2008, 2016.

Budget et résultats, 2001, 2007-2008, 2016.

Comptes annuels, tableau des amortissements, rapport du commissaire aux comptes et rapport financier (2001, 2007-2008, 2016). **6989 WM 049**

III.4.69. Centre régional d'information pour l'agir solidaire (CRIAS) Mieux Vivre

Thématique : social

Type de structure : **association**

Présentation de la structure : Issue de la fusion survenue en 2008 entre deux associations, le CRIAS (fondée en 1963) et Rhône-Alpes Mieux Vivre (créée en 1985), CRIAS Mieux Vivre a pour objectif d'informer, de rechercher, de coordonner, de former et de faire une promotion de l'action sociale en faveur des personnes âgées, retraitées, pré-retraitées, personnes en situation de handicap et de leurs familles, conformément aux besoins et ressentis et aux missions qui lui sont confiées par ses principaux partenaires.

Suivi financier, 2011.

Budget et résultats, 2011.

Rapport du Commissaire aux Comptes (2011).

6988 WM 034

III.4.70. Centre socio-culturel du point du jour

Thématique : social

Type de structure : **établissement public**

Présentation de la structure : Le centre socio-culturel du point du jour est situé dans le 5^{ème} arrondissement de Lyon.

Suivi de l'activité, 2015.

Fonctionnement et instance, 2015.

III.4.71. Coopération pour le développement et l'amélioration des transports urbains et périurbains (CODATU)

Thématique : transport

Type de structure : **association**

Présentation de la structure : Fondée en 1980, l'association de coopération pour le développement et l'amélioration des transports urbains et périurbains, dont le siège est basé à Vaulx-en-Velin, est une association à vocation internationale dont l'objectif est de promouvoir les politiques de mobilité urbaine soutenable à travers des actions de formation, d'animation et d'échanges scientifiques, techniques, économiques et sociaux concernant les systèmes de déplacements urbains et périurbains.

Suivi juridique, 1999-2001.

Contractualisation, 1999-2001.

Dossier de communication, extrait du registre des délibérations, **4510 WM 028**
convention, correspondance (1999-2001).

Suivi financier, 1996-1999.

Budget et résultats, 1996-1999.

Rapport financier, comptes annuels (1996-1999). **4510 WM 029**

III.4.72. Collet - Geteba, construction aménagement et exploitation de la déchetterie de Pierre-Bénite

Thématique : déchets

Type de structure : **société commerciale**

Présentation de la structure : La déchetterie de Pierre-Bénite dépend de la Communauté urbaine de Lyon.

Les sociétés Collet et Geteba ont construit et exploitent la déchetterie de Pierre-Bénite au terme d'un contrat de concession d'une durée de 12 ans à compter du 1^{er} janvier 1987. Ces sociétés ont donc eu en charge la construction, la mise en place de toutes les installations et aménagements nécessaires au fonctionnement et à l'exploitation du Centre, ainsi que la totalité des dépenses de fonctionnement.

Suivi juridique, 1986-1999.

Contractualisation, 1986-1999.

Contrat de concession, acte d'engagement, fiche d'organisme, dossier **4373 WM 001**
de contestation de la concession, correspondance (1986-1999).

Suivi financier, 1991, 1994-1998.

Budget et résultats, 1991, 1994-1998.

Budgets, comptes annuels, rapports du Commissaire aux Comptes **4373 WM 002**
(1991, 1994-1998).

III.4.73. Comité d'actions sociales et culturelles du département du Rhône (CASC du Rhône)

Thématique : culture et social

Type de structure : **association**

Présentation de la structure : Le Comité d'Action Sociale et Culturelle du Département du Rhône (CASC) est une association qui a pour objet de promouvoir et de gérer des activités sociales, culturelles et sportives en faveur de ses adhérents et de leurs ayants droit.

Suivi financier, 2010.

Budget et résultats, 2010.

Comptes annuels (2010)

6992 WM 042

III.4.74. Comité d'entraide aux Français rapatriés (CEFR)

Thématique : social

Type de structure : **établissement public**

Présentation de la structure : La mission du CEFR, définie et officialisée par les pouvoirs publics depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, est d'insérer en métropole les Français installés à l'étranger venus ou revenus en France en raison de pertes de ressources et de biens consécutives à des événements politiques, sociaux, économiques de leur pays de résidence. Quant au contenu de la mission d'insertion dévolue au CEFR, il est d'aider les Français pris en charge à accéder à un logement et à retrouver un emploi. Pour ceux âgés, qui ne sont plus en âge de travailler, le CEFR les place dans des établissements pour personnes âgées.

Suivi financier, 2014.

Budget et résultats, 2014.

Rapport du Commissaire aux Comptes (2014).

6988 WM 050

III.4.75. Comité de la foire de Lyon (COFIL)

Thématique : attractivité

Type de structure : **association**

Présentation de la structure : L'Eurexpo de Lyon est le 1^{er} parc d'exposition français hors Paris. Il contribue au développement du tourisme d'affaires.

Avec une surface de 120 000 m² couverts, il a accueilli, en 2012, 15 000 exposants, 1,2 millions de visiteurs, 95 manifestations dont 60 salons.

Le Comité de la foire de Lyon (COFIL) est une association régie par la loi 1901, créée en 1915. Elle est propriétaire des biens fonciers bâtis et non bâtis du parc d'exposition Eurexpo Lyon. Le COFIL est une association reconnue d'utilité publique par décret du 10 septembre 1921. Ses membres sont le Conseil régional Rhône-Alpes, le Conseil général du Rhône, la Communauté urbaine de Lyon, la Ville de Lyon, la Chambre de commerce et d'industrie de Lyon, ainsi que des syndicats et des associations professionnels.

Le COFIL a été le maître d'ouvrage d'Eurexpo en 1982. En tant que propriétaire du parc Eurexpo Lyon, le COFIL a décidé et financé les agrandissements successifs : Espace Saint-Exupéry, Espace Confluence, Espace Paul Bocuse, nouvel accueil...

L'objectif du COFIL est le développement des manifestations au sein d'Eurexpo afin de favoriser l'expansion du commerce et de l'industrie sur la région.

Son activité consiste principalement en la location du parc d'expositions à la Société d'exploitation du parc des expositions de Lyon (SEPEL).

En effet, depuis 1983, la SEPEL loue Eurexpo avec un contrat de bail signé avec le COFIL.

Le SepelCom est une société anonyme qui organise des salons professionnels et des manifestations. Elle a un contrat de location gérance avec le SEPEL.

Suivi juridique, 1981, 1995-1996, 2005-2014.

Contractualisation, 1981, 1995-1996, 2005-2014.

Rapport de présentation, statuts de COFIL, extraits du registre des délibérations du Conseil communautaire (1981, 1995-1996). **5690 WM 024**

Analyses juridiques : rapports, notes, correspondance (2005-2012). **6885 WM 007**

Mission d'expertise juridique et financière relative à l'analyse et des propositions pour la gestion du site d'Eurexpo, approche de valorisation et analyse des impacts fiscaux : rapport (2006). **6887 WM 009**

Projet DSP Eurexpo : comptes rendus de réunions, rapports, notes, correspondance (2006-2013). **6885 WM 008**

Gouvernance : comptes rendus de réunions, notes, correspondance (2007-2013). **6885 WM 009**

Statuts (2014). **6887 WM 010**

Suivi de l'activité, 1986-2017.

Fonctionnement et instance, 1993-2017.

Assemblées générales : procès-verbaux (1993-2005). **5690 WM 025**

Conseil d'administration : procès-verbaux (1993-2005). **5690 WM 026**

Conseil d'administration, Assemblées générales : procès-verbaux, correspondance, 2005-2016.

2005-2012 **6885 WM 010**

2013-2014 **6885 WM 011**

2015-2016 **6885 WM 012**

Commission permanente : comptes rendus de réunions, correspondance (2010-2013). **6885 WM 013**

COTECH : comptes rendus de réunions, correspondance (2015-2017). **6885 WM 014**

Communication, 1991-2009.

Documentation de publicité (SD). **5690 WM 023**

Articles de presse (1991-2009). **5690 WM 022**

EUREXPO INFO, le magazine d'information du Parc des expositions de Lyon (1993, 1997-1999). **5690 WM 021**

Suivi, 1986-1990, 1995, 1997-2006, 2009-2015.

Espace de concert : rapport de proposition, projet, étude, extrait du registre des délibérations du Conseil communautaire, correspondance (1986-1990). **5690 WM 030**

Travaux de rafraîchissement thermique des halls d'Eurexpo : projet, correspondance (1995). **5690 WM 031**

Activités du parc, projet d'extension : étude, rapport, correspondance (1997).	5690 WM 032
Correspondance (1997, 2002-2003).	5690 WM 029
Extension Eurexpo, projet : compte-rendu de réunion, rapport, correspondance (1998-2000).	5690 WM 033
Étude juridique Eurexpo : rapport (1999).	5690 WM 034
Projet de déplacement d'Eurexpo : rapports, étude, correspondance (1999-2003).	5690 WM 035
Amélioration de l'accès à Eurexpo, projet : rapport, plan, correspondance (2002-2005).	5690 WM 036
Expertise juridique et financière de la gestion du site Eurexpo, étude : offre retenue de l'entreprise SAFRAN ADAMAS, correspondance (2005-2006).	5690 WM 037
Extension du Tram T2 rond-point René Cassin : rapport, notes, correspondance (2009-2012).	6885 WM 015
Accessibilité d'Eurexpo : rapports, notes, correspondance (2010-2014).	6885 WM 016
Rapport d'activité annuel (2011).	6887 WM 011
Extension d'Eurexpo Lyon : rapport de diagnostic d'opportunité (2013).	6887 WM 012
Stratégie de développement d'Eurexpo à moyen-long termes : rapport de rendu final (2015).	6885 WM 017

Suivi financier, 1991-2015.

Budget et résultats, 1991-2015.

Budgets, bilans financiers, comptes de résultats, rapport général du Commissaire aux Comptes, 1991-2015.

1991-1999	5690 WM 027
2000-2006	5690 WM 028
2007-2015	6885 WM 018
Rapport d'observations de la Chambre régionale des comptes de Rhône-Alpes des exercices 2003 à 2009 (2011).	6885 WM 019
Le marché des foires et salons à l'horizon 2015 : rapport (2012).	6887 WM 013
Modalités financières et fiscales applicables à la cession des biens du COFIL au Grand Lyon : rapport (2014).	6887 WM 014

III.4.76. Comité pour le contrôle de la pollution atmosphérique dans le Rhône et la région lyonnaise (COPARLY)

Thématique : écologie, environnement et énergie

Type de structure : **association**

Présentation de la structure : Le Comité pour le contrôle de la pollution atmosphérique dans le Rhône et la région lyonnaise (COPARLY) créé en 1979 est une association régie par la loi 1901. L'association a pour objectif dans le Rhône et les territoires limitrophes :

- la surveillance de la qualité de l'air ;
- la diffusion à ses membres du résultat de cette surveillance ;
- l'information générale de la population sur les niveaux de concentrations de polluants dans l'atmosphère ;
- la diffusion aux pouvoirs publics des informations nécessaires à la mise en œuvre des procédures réglementaires d'information et d'alerte à la pollution atmosphérique ;
- la mise en œuvre des procédures précipitées si elle lui est confiée.

Suivi juridique, 1997, 2002, 2005-2006.

Contractualisation, 1997, 2002, 2005-2006.

Statuts, règlements, convention Communauté urbaine de Lyon / **4500 WM 001**
COPARLY, avenant, extraits du registres des délibérations du Conseil
communautaire (1997, 2002, 2005-2006).

Suivi de l'activité, 1996-2006.

Fonctionnement et instance, 1996-2006.

Assemblée générale : procès-verbaux, 1996-2006.

1996-1998 **4500 WM 002**

2000-2001, 2003-2004 **4500 WM 003**

2005-2006 **4500 WM 004**

Conseil d'administration : procès-verbaux (2000, 2005-2006). **4500 WM 005**

Correspondance (1999-2004). **4500 WM 006**

Qualité de l'air aux abords du tunnel de la Croix-Rousse : rapport de
proposition d'étude (2005). **4500 WM 010**

Suivi financier, 1992, 1994-1995, 1997-1999, 2001-2006.

Budget et résultats, 1992, 1994-1995, 1997-1999, 2001-2006.

Budgets, comptes annuels, rapports du Commissaire aux Comptes,
1992, 1994-1995, 1997-1999, 2001-2006.

1992, 1994-1995, 1997-1999 **4500 WM 007**

2001-2004 **4500 WM 008**

2005-2006 **4500 WM 009**

III.4.77. Comité social du personnel de la Communauté urbaine (COS)

Thématique : gestion du personnel

Type de structure : **association**

Présentation de la structure : Le Comité social est une association loi 1901 dont bénéficie le personnel métropolitain (actifs et retraités) et celui des collectivités adhérentes. Il a pour objet d'instituer en faveur des agents de la Communauté urbaine de Lyon toute forme d'aide jugée opportune, notamment financière et matérielles, toute action de nature à favoriser leur épanouissement personnel, plus spécialement dans le domaine social, culturel et sportif, et à favoriser les liens de solidarité et d'amitié entre les agents.

La Communauté urbaine est, depuis 1981, membre fondateur du Comité social et s'est engagée à apporter la participation financière nécessaire à la réalisation des actions en faveur du personnel communautaire que l'association définit et qui sont compatibles avec la politique communautaire d'action sociale.

Suivi juridique, 1981-2016.

Contractualisation, 1981-2016.

Statuts, convention compléments de rémunération, convention avantages sociaux de la fonction publique, charte (1981-1998).	4439 WM 005
Conventions pluriannuelles du 25 octobre 1999 et du 13 février 2003, avenants (1999-2007).	4472 WM 001
Convention pluriannuelle (2003).	6670 WM 036
Convention pluriannuelle 2009-2011 (2009).	6455 WM 006
Avenant 1 à la convention du 5 mars 2009 (2009).	6455 WM 007
Avenant 2 à la convention du 5 mars 2009 (2011).	6455 WM 008
Convention (2012).	6455 WM 009
Conventions, avenant (2013-2014).	6670 WM 037
Convention : notes, correspondance, délibérations n°2014-0047, 2015-0092, 2015-0157 et 2016-0989 de la Métropole de Lyon et arrêté 2014-06-04-R-0146 de la Communauté urbaine de Lyon, documentation, conventions, documents de travail, comptes rendus de réunions, procès-verbaux de réunions, supports de présentation, certificat de notification (2015-2016).	6992 WM 021
Statuts, 2002, 2006.	
2002	6455 WM 005
2006	6992 WM 018
Extraits du registre des délibérations de Communauté urbaine (1992-2004).	6670 WM 038
Convocations, procès-verbaux du Conseil d'administration, procès-verbaux de l'Assemblée générale, compte-rendu du groupe technique, notes, correspondance (2000-2015).	6670 WM 039
Délibérations, comptes rendus de réunions, brochures, correspondance (2008-2012).	6455 WM 010
Transformation du COS en Comité social Métropole au 1er janvier 2015, enjeux et scénarios pour arbitrage : rapports de présentations, scénarios (2014).	6670 WM 040

Identification juridique du COS (2015).	6992 WM 019
Suivi des mises à disposition par la communauté urbaine : tableaux des mises à disposition, correspondance (2011).	6992 WM 020

Suivi de l'activité, 1998, 2009-2017.

Fonctionnement et instance, 1998, 2009-2017.

Assemblée générale : compte-rendu (1998).	4439 WM 006
Tenues des conseils d'administration : résultat des élections, convocation, ordre du jour, comptes rendus, composition du conseil d'administration, calendrier des réunions, supports de présentation, tableaux financiers, notes (2015-2016).	6992 WM 022
Déroulés de réunions de travail : notes, comptes rendus de réunions, correspondance, documentation, calendrier des réunions (2016).	6992 WM 023
Bilans d'activité (2009-2013).	6455 WM 011
Bilan d'activité, brochure de présentation des prestations (2014).	6610 WM 041
Bilans d'activité et catalogues des activités (2015-2017).	6992 WM 025
Rapport de présentation des prestations (2012).	6455 WM 012
Tracts des syndicats (2016).	6992 WM 024

Suivi financier, 1991-1997, 2001-2011, 2014-2017.

Budget et résultats, 1991-1997, 2001-2011, 2014-2017.

Exercices 1990 à 1996 et 2000 à 2006 : bilans financiers, comptes de gestion, états comptables, rapports du Commissaire aux Comptes, comptes annuels, bilans d'activité, notes de synthèse (1991-1997, 2001-2007).	4472 WM 002
Relevé d'observations définitives relatives au COS de la Chambre régionale des comptes de Rhône-Alpes : rapports (1998-1999).	6670 WM 042
État annuel des dépenses (2000-2002).	6670 WM 043
Bilan, rapport de situation financière, budget (2007-2008).	4439 WM 007
Rapports du Commissaire aux Comptes, 2007-2015.	
2007-2012	6455 WM 013
2013-2015	6992 WM 029
Rapport d'analyse des comptes (2007-2010).	6455 WM 014
Comptes annuels, 2001, 2014-2015.	
2011	6670 WM 044

2014-2015

6992 WM 028

Préparation du budget prévisionnel et clôture des comptes : tableaux financiers, notes (2015-2016). **6992 WM 026**

Gestion de la subvention par la Métropole de Lyon : tableaux financiers, correspondances, notes, documents de travail, délibération n°2015-0157 de la Métropole de Lyon, documentation, comptes rendus de réunions, supports de présentation, avis d'échéance, titres exécutoires (2014-2017). **6992 WM 027**

III.4.78. Compagnie européenne pour le développement de l'industrie des viandes (CEDIV)

Thématique : abattoir

Type de structure : **société commerciale**

Présentation de la structure : Créé en 1974, lors du transfert des abattoirs de Gerland à Corbas, le CIBEVIAl a reçu de la Communauté urbaine de Lyon la concession de réalisation et d'exploitation du complexe.

Conçu à son origine avec de fortes capacités de développement et un abattoir de 26 000 tonnes, le complexe a vu son activité décroître du fait de la concentration de la profession et de la concurrence étrangère. Compte tenu des difficultés rencontrées, la société CIBEVIAl n'a pas pu restituer ses fonds propres malgré une augmentation significative de ses tarifs.

Les différents partenaires ont souhaité se doter alors d'une structure spécifique pour assurer le développement du site. Pour ce faire la société CIBEVIAl, concessionnaire de l'ensemble du site, a réduit son périmètre de concession à la stricte activité de l'abattoir, et a rendu à la Communauté urbaine l'exploitation des autres locaux et surfaces qui représentent environ 12,5 hectares (sur un total de 16 hectares).

Le développement du site et la gestion de ces 12,5 hectares ont été confiés à la CEDIV. Cette société devait assurer le développement du site. Elle devait jouer un rôle de relais entre les professionnels déjà installés ou désireux de s'installer et des aménageurs réalisant des installations. Elle devait veiller à diversifier les activités en attirant des compétences nouvelles et complémentaires tout en préservant l'intérêt des sociétés déjà implantées.

Le 10 octobre 1994 un bail emphytéotique de 75 ans est accordé à la société CEDIV par la communauté urbaine de Lyon, concernant le terrain et les bâtiments installés sur le site à l'exception de la partie abattoir laissée à CIBEVIAl.

La communauté urbaine a laissé le soin aux deux sociétés CEDIV et CIBEVIAl de s'entendre entre autre sur la production d'énergie, la contractualisation des baux des marchés de la viande, la répartition du personnel.

Suivi juridique, 1994, 1998-2003.

Contractualisation, 1994, 1998-2003.

Copie du bail entre la Communauté urbaine et le CEDIV (1994). **5799 WM 002**

Règlement technique du marché aux animaux vivants, comptes rendus de réunions, rapports, notes, correspondance (1998-2003). **5799 WM 003**

Suivi de l'activité, 1993-1997.

Fonctionnement et instance, 1993-1997.

Correspondance (1993-1997). **5799 WM 004**

Suivi de la réalisation contractuelle : plan de développement 1995-1997, comptes rendus de réunions avec le service des gestions externes (1995). **5799 WM 006**

Suivi financier, 1995-1997.

Budget et résultats, 1995-1997.

Bilans, comptes de résultats, résultat prévisionnel (1995-1997).

5799 WM 005

III.4.79. Complexe international du bétail et des viandes de Lyon (CIBEVIAl)

Thématique : abattoir

Type de structure : **société commerciale**

Présentation de la structure : Les abattoirs de la Mouche

Depuis 1925, les abattoirs municipaux de Lyon étaient à Gerland, lieu-dit de la Mouche, et s'étendaient sur un territoire d'environ 20 hectares. Sur le site coexistaient trois activités : le marché aux bestiaux, les abattoirs et le commerce de la viande en gros.

Les grandes évolutions

Jusqu'en 1950, le problème de l'hygiène a été peu perçu : l'abattage était effectué sur les sites de production, et la viande était elle-même consommée à proximité du lieu d'abattage. À partir de cette époque, la maîtrise du froid industriel a introduit des bouleversements dans les métiers de la viande pour la conservation et le transport. La loi du 10 juillet 1965 a modifié la réglementation sur l'abattage en obligeant notamment tous les abattoirs traditionnels à se regrouper et à s'organiser en s'équipant une chaîne d'abattage. Étaient également prévues des contraintes plus importantes en matière d'hygiène.

Création du CIBEVIAl

Dans les années 1970, s'est posé le problème du maintien des abattoirs de l'agglomération lyonnaise. La Communauté urbaine a manifesté la volonté de se désengager de la gestion déficitaire des abattoirs (déficit de 6,5 millions de francs en 1969) et a proposé aux professionnels de la filière viande de s'organiser pour créer un nouveau complexe et pour en assurer la gestion. Ainsi, en 1975, a été créée la société anonyme du complexe international du bétail et des viandes de Lyon (CIBEVIAl). Marcel Quiblier était le président fondateur.

Le devenir des abattoirs de la Mouche

En 1975, la Communauté urbaine de Lyon a décidé de déplacer les abattoirs, en accord avec les professionnels, sur le site du Corbas. Les très hauts volumes traités à l'époque (33000 tonnes en 1965) ainsi que les ambitions de chacun, ont incité à construire un outil inscrit au plan pour 26 000 tonnes avec des capacités réelles de 30 000 tonnes.

La construction du complexe de Corbas

Les nouveaux abattoirs ont été construits à Corbas sur 16 hectares, appartenant à la Communauté urbaine. Les travaux ont été achevés en 1977 et l'exploitation réelle a débuté le 1er novembre 1977 dans le cadre d'un contrat original de concession de l'ensemble du site à la société CIBEVIAl constituée pour gérer l'ensemble des activités (abattage, marché viande, marché triperie, marché vif).

Ce complexe comprenait

- un marché vif de 9800 m² où étaient présentés chaque mardi les animaux offerts par les négociants ou les commissaires en bestiaux. La capacité d'accueil était de 2200 bêtes ;
- un abattoir moderne avec une chaîne d'abattage d'une capacité de 40000 tonnes/an ;
- un marché de la viande avec un hall d'exposition et de vente de 7800 m², regroupant une vingtaine de négociants de viande en gros.

La conception du complexe (études et réalisation) a été arrêtée par le CIBEVIAl sous le contrôle de la Communauté urbaine. L'investissement global s'élevait à 80 millions de francs. Le financement était garanti par la Communauté urbaine. La société CIBEVIAl assurait le remboursement des annuités des emprunts souscrits pour la construction du complexe.

Le CIBEVIAl était le seul complexe en France qui intégrait les trois fonctions marché vif, abattoir, marché de la viande. De plus, autour du site de Corbas, s'étaient développées des activités périphériques. L'originalité de CIBEVIAl consistait en l'existence de ce « pôle de la viande », et également dans la structure où étaient présents des partenaires privés et publics.

De nombreuses activités de transformation carnée étaient implantées en proximité immédiate et concrétisent le développement d'un "pôle de la viande" sur Corbas. Les abattoirs de Corbas offraient un débouché de proximité aux éleveurs régionaux mais également un point d'approvisionnement aux commerces de l'agglomération lyonnaise. Les abattoirs répondaient au besoin d'abattage rituel, notamment au moment de la fête de l'Aïd el Kebir.

Suivi juridique, 1971-1997.

Préparation de la contractualisation, 1971-1979.

Transfert des abattoirs communautaires : comptes rendus de séances du bureau communautaire, avant-projet de construction et de financement des abattoirs Lyon-Corbas, projet de contrat de concession, délibérations du Conseil de Communauté, plaquette de présentation de la société CIBEVIAL, correspondance (1971-1979). **4471 WM 001**

Contractualisation, 1975-1996.

Cahier des charges pour la concession d'un complexe marché aux bestiaux-abattoirs sur le territoire de la Communauté urbaine, traité de concession d'emplacement, compromis d'accord amiable de transfert, contrat de concession (1975-1979). **4471 WM 004**

Redevance pour occupation du terrain, rectification de l'article 38 du cahier des charges : délibérations du Conseil communautaire, notes, correspondance (1978-1983). **4471 WM 005**

Avenants : délibérations du Conseil communautaire, dossiers de travail pour prise de décision, avant-projet, plans, correspondance, 1977-1996.

Avenants n° 1 à 6 (1977-1986). **4471 WM 006**

Avenants n° 7 et 7 bis « chaîne mixte veau-porc » (1986-1987). **4471 WM 007**

Avenants n° 8 à 10 (1987-1990). **4471 WM 008**

Avenant n° 11 « mise en conformité général de l'abattoir », avenant n° 12 « réforme du texte d'usage » (1990). **4471 WM 009**

Avenant n° 13 (1991). **4471 WM 010**

Avenant n° 15 « restructuration triperie » (1993). **4471 WM 011**

Avenants n° 16 à 18 (1994-1996). **4471 WM 012**

Contentieux, 1977-1997.

Litige avec l'administration fiscale au sujet des conditions d'application de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) : notes, rapports, correspondance (1977-1987) ; recours contre la décision du Comité consultatif du fonds national des Abattoirs : copie du jugement, correspondance (1979-1983) ; conflit social : compte-rendu de réunion, relevé de décisions, correspondance (1989) ; litige avec la SICORBIAA, dénonciation anticipée de bail : copie de la convention, notes sur litige, correspondance (1996-1997). **4471 WM 028**

Suivi de l'activité, 1974-1998.

Fonctionnement et instance, 1974-1998.

Statuts, modifications : statuts, modificatifs, rapport d'étude d'entreprise (1974-1994).	4471 WM 002
Extraits du registre des délibérations du Conseil communautaire, comptes rendus de réunions (1975-1997).	4471 WM 013
Abattoirs de Corbas : règlement intérieur, modificatifs (1977-1989).	4471 WM 003
Abattage : statistiques mensuelles et annuelles (1977-1988, 1990-1997).	4471 WM 018
Assemblée générale extraordinaire : procès-verbal (1989).	4439 WM 003
Conseil d'administration : procès-verbal (1990).	4439 WM 004
Taxe d'usage des abattoirs : déclarations annuelles au FNA (Fonds National des Abattoirs), 1977-1996.	
1977-1985	4471 WM 019
1986-1996	4439 WM 002
Commission de surveillance des abattoirs : délibération de constitution, procès-verbaux, notes, correspondance (1979-1997).	4471 WM 020
Réalisation contractuelle : rapports de gestion et rapports techniques, 1978-1987.	
1978-1980	4471 WM 014
1981-1982	4471 WM 015
1983-1984	4471 WM 016
1985-1986	4439 WM 001
1987	4471 WM 017
Projet de restructuration, 1986-1998.	
Comptes rendus de réunions, rapports de situation et d'objectifs (1986, 1988).	4471 WM 021
Diagnostic, rapports de projet pour un plan de redressement (1989-1990).	4471 WM 022
Rapports d'activités et perspectives (1991).	4471 WM 023
Rapports d'activités et perspectives, rapports d'études sur l'optimisation et le développement du site de la viande de Lyon-Corbas (1993).	4471 WM 024
Rapport final du diagnostic stratégique, financier et juridique (ALGO MANAGEMENT), rapport d'étude suite à la mission d'expertise pour le redéploiement des abattoirs de Corbas (CCR ASSOCIES), note sur l'évolution de la filière de viande en France	4471 WM 025

et les conséquences pour le pôle viande de Corbas, correspondance (1995).

Privatisation des abattoirs de Lyon Corbas : étude de faisabilité, comptes rendus de réunions, double de l'acte de vente d'immeuble de la Communauté urbaine de Lyon à la société marché des viandes de Lyon (1996-1998). **4471 WM 026**

Taxe d'usage des abattoirs : déclarations annuelles au fonds national des abattoirs (FNA) (1986-1996). **4439 WM 002**

Partenariat, 1976-1991.

Société CEFAL : contrat pour régler le problème de la congélation et du stockage à basse température, correspondance, la fédération nationale des collectivités locales propriétaires d'abattoirs publics : délibération d'adhésion de la communauté urbaine, comptes rendus d'assemblées générales, correspondance, groupement d'intérêt économique : contrat entre les sociétés CIBEVIAL, Compagnie française du grand delta, Papiers PAVIOT, Établissements QUIBLIER FILS, CEFAL, SLV, contrats d'engagement et conventions avec entreprises extérieurs reliés (1976-1977, 1980-1984, 1990-1991). **4471 WM 027**

Foncier et immobilier, 1975-1978.

Construction des abattoirs de Corbas, 1975-1978.

Dossier technique (1975). **4471 WM 039**

Marchés publics : liste des entreprises effectuant les travaux, contrats, décomptes définitifs des travaux (1976). **4471 WM 040**

Réalisation des travaux : déclaration d'ouverture du chantier, rapports mensuels d'avancement des travaux, correspondance (1976-1977). **4471 WM 041**

Dossier complémentaire du projet n° 4 : dossier technique, correspondance (1977). **4471 WM 042**

Réception : décompte définitif des travaux, certificat de conformité (1978). **4471 WM 043**

Extension et mise en conformité générale aux normes CEE (conforme aux exigences européennes), 1991-1992.

Conception : avant-projet définitif, plans (1991). **4471 WM 044**

Marchés publics : contrats (1991-1992). **4471 WM 045**

Remise aux normes des abattoirs : rapports d'études (1994). **4471 WM 046**

Traitement du lisier, réalisation d'une station d'épuration : dossier administratif, plans, correspondance (1995). **4471 WM 047**

Traitement des eaux usées, modification des réseaux : dossier de marché, plans (1996). **4471 WM 048**

Communication : correspondance, articles de presse (1973-1987). **4471 WM 029**

Suivi financier, 1975-1997.

Budget et résultats, 1975-1997.

États de synthèse annuels, 1975, 1977-1996.

Exercices 1975, 1977-1983 **4471 WM 030**

Exercices 1984-1986 **4471 WM 031**

Exercices 1987-1990 **4471 WM 032**

Exercices 1991-1996 **4471 WM 033**

Comptabilité : rapports mensuels (1984-1989). **4471 WM 034**

Gestion de la dette, 1973-1997.

Financement de la construction des abattoirs : contrats de prêts, dossier de calcul du montant des dépenses relatives à l'abattoir, délibérations.- Taxe d'usage : tableaux d'amortissement, correspondance (1976-1997). **4471 WM 035**

Emprunts, pénalité de retard et apurement de la situation : tableaux récapitulatifs, correspondance (1979-1987). **4471 WM 036**

Redevance, états : tableaux récapitulatifs, correspondance, mesures dérogatoires : tableaux récapitulatifs, notes, correspondance.- Gestion de l'emprunt : tableaux d'amortissement, demandes de subventions : correspondance (1973-1996). **4471 WM 037**

Fiscalité, 1981-1997.

Cour des comptes, contrôle : rapports, notes, articles de presses, correspondance.- Subvention d'allègement du Fonds national des abattoirs (FNA) : correspondance (1981-1997). **4471 WM 038**

III.4.80. Conservatoire de Lyon

Thématique : culture et loisirs

Type de structure : **syndicat mixte**

Présentation de la structure : Le Conservatoire de Lyon est géré par un syndicat mixte associant la Ville de Lyon et la Métropole de Lyon, dont les modalités de fonctionnement sont fixées par statuts. Le syndicat mixte a pour objet la direction, le contrôle, la gestion et la promotion des activités et des moyens nécessaires au Conservatoire de Lyon pour dispenser un enseignement musical, vocal, lyrique et théâtral.

Suivi juridique, 2004, 2010, 2015-2016.

Contractualisation, 2004, 2010, 2015-2016.

Déroulé de la modification des statuts : arrêtés n°2981, 2197, 2016-02-26-42 du préfet du Rhône, délibérations n°2015-0392 2016-0972 de la Métropole de Lyon, arrêté 2015-07-09-R-0475 de la Métropole de **6992 WM 043**

Lyon, correspondance, rapport de la commission du Département du Rhône, compte-rendu de réunion (2004, 2010, 2015-2016)

Identification juridique (2016).

6992 WM 044

Suivi de l'activité, 2014-2018.

Fonctionnement et instance, 2014-2018.

Comité syndical : ordre du jour, procès-verbal (2014-2016).

6670 WM 034

Gestion du conservatoire : correspondance, notes (2015-2018).

6992 WM 045

Suivi financier, 2014-2017.

Budget et résultats, 2014-2017

Compte administratif (2014).

6670 WM 035

Suivi du budget : budget primitif, compte administratif, tableaux financiers, protocoles financiers, délibération 2017-1786 de la Métropole de Lyon (2015-2017).

6992 WM 046

III.4.81. Croix-Rouge française, aide exceptionnelle aux victimes du séisme en Turquie, construction d'un groupe scolaire dans le canton d'Akyazi, province de Sakarya (Turquie)

Thématique : coopération internationale

Type de structure : **association**

Présentation de la structure : À la suite du séisme qui a ravagé le nord-ouest de la Turquie le 17 août 1999, le Conseil de Communauté en date du 27 septembre 1999 a souhaité contribuer à la construction d'un groupe scolaire dans le canton d'Akyazi, province de Sakarya (Turquie), par l'intermédiaire de la Croix-Rouge française.

Suivi juridique, 1999-2001.

Contractualisation, 1999-2001.

Extrait du registre du Conseil communautaire, convention entre la Croix-Rouge française et le Ministère de l'éducation nationale de Turquie, rapport du projet, rapport de la cérémonie d'inauguration, correspondance (1999-2001).

4524 WM 008

III.4.82. Decaux (société), construction et exploitation d'abris publicitaires

Thématique : construction et exploitation d'abris publicitaires

Type de structure : **société commerciale**

Présentation de la structure : Un contrat a été conclu le 4 juin 1969 entre la société DECAUX et la Communauté urbaine de Lyon en vue de la fourniture par la société à la Communauté urbaine d'abris publicitaires conformes à ceux déjà installés sur le territoire.

Suivi juridique, 1969-1989.

Contractualisation, 1969-1989.

Conventions, avenants (1969-1989).

4476 WM 008

III.4.83. Domalteri

Thématique : religion

Type de structure : **association**

Présentation de la structure : Dolmaterie est une association qui a pour but de faciliter le fonctionnement matériel et le développement de toutes œuvres, activités et actions auxquelles collaborent ou ont collaboré toute congrégation ou tout diocèse de France.

Suivi financier, 2015.

Budget et résultats, 2015.

États financiers et rapport du Commissaire aux Comptes (2015).

6989 WM 035

III.4.84. École d'ingénieur en Chimie et Sciences du Numérique (CPE Lyon)

Thématique : enseignement

Type de structure : **association**

Présentation de la structure : CPE est un établissement d'enseignement supérieur installé sur le campus de la Doua à Villeurbanne.

Suivi de l'activité, 2013.

Fonctionnement et instance, 2013.

Tenue des conseils d'administration : correspondance (2013).

6988 WM 051

III.4.85. École inter régionale de sapeurs-pompiers de Lyon (EISP)

Thématique : pompiers

Type de structure : **établissement public**

Présentation de la structure : L'école inter régionale de sapeurs-pompiers de Lyon (EISP) fonctionne depuis 1974 dans le cadre du SDIS (elle bénéficie d'un budget annexe).

Suivi juridique, 1993-1995.

Contractualisation, 1993-1995.

Remise en cause de son mode de gestion : rapports, étude, correspondance (1993-1995).

4693 WM 018

III.4.86. École santé sociale sud-est (ESSE)

Thématique : enseignement

Type de structure : **association**

Présentation de la structure : L'école santé sociale sud-est est une association dispensant des formations dans le domaine de la santé, du social, de l'éducation, de l'animation et de l'aide à la personne.

Suivi financier, 2007-2008.

Budget et résultats, 2007-2008.

Rapport du Commissaire aux Comptes (2007-2008).

6989 WM 036

III.4.87. Éducation et joie

Thématique : social

Type de structure : **association**

Présentation de la structure : Éducation et joie est une association fondée en 1969 pour l'accueil d'enfants polyhandicapés.

Suivi financier, 2015.

Budget et résultats, 2015.

Rapport du Commissaire aux Comptes (2015).

6989 WM 037

III.4.88. EHPAD Accueil des Buers

Thématique : social

Type de structure : **association**

Présentation de la structure : L'EHPAD Accueil des Buers est un EHPAD privé associatif et religieux proposant un accueil permanent en résidence et un accueil de jour.

Suivi financier, 2014-2016.

Budget et résultats, 2014-2016.

Comptes annuels, bilan financier et échéancier d'emprunt (2014-2016). **6989 WM 038**

III.4.89. EHPAD Saint Camille

Thématique : social

Type de structure : **association**

Présentation de la structure : L'EHPAD Sainte Camille accueille 110 résidents.

Suivi financier, 2011, 2015.

Budget et résultats, 2011, 2015.

Rapport du Commissaire aux Comptes et état financier (2011, 2015). **6989 WM 039**

III.4.90. Entente interdépartementale pour la démustification (EID) AIN-ISERE-SAVOIE

Thématique : écologie, environnement et énergie

Type de structure : **établissement public**

Présentation de la structure : L'Entente interdépartementale AIN-ISERE-SAVOIE pour la démustification (EID) est un établissement public à caractère administratif depuis 1987. Elle fut créée en 1966 par délibération concordante des Conseils généraux de l'Ain (le 27 avril 1965), de l'Isère (le 27 avril 1966), du Rhône (5 janvier 1970) et de la Savoie (11 mai 1965).

L'EID intervient en zone urbaine et rurale.

Suivi juridique, 1969-1997.

Contractualisation, 1969-1997.

Rapports de présentation, convention, extraits du registre de délibération du Conseil communautaire, correspondance (1969-1997). **4500 WM 035**

Suivi de l'activité, 1993.

Fonctionnement et instance, 1993.

Assemblée générale et Conseil d'administration : procès-verbaux, **4500 WM 036**
ordre du jour (1993).

Suivi financier, 1970, 1973, 1978, 1988, 1993-1994, 1998, 2006.

Budget et résultats, 1970, 1973, 1978, 1988, 1993-1994, 1998, 2006.

Budgets, comptes annuels, rapport du Commissaire aux Comptes, **4500 WM 037**
bilan d'activité (1970, 1973, 1978, 1988-1994, 1998, 2006)994).

III.4.91. Établissement public national d'aménagement et de restructuration des espaces commerciaux et artisanaux (EPARECA)

Thématique : aménagement urbain

Type de structure : **établissement public**

Présentation de la structure : L'établissement public national d'aménagement et de restructuration des espaces commerciaux et artisanaux est un opérateur public créé fin 1998. Sa mission est d'accompagner les collectivités locales dans la reconquête de leurs zones commerciales et artisanales de proximité, au sein des quartiers en difficulté afin d'apporter du confort de vie et recréer durablement du lien social. Il est l'unique promoteur public de commerces à l'échelle nationale. Epareca a vocation à intervenir sur demande du Maire ou du Président de l'Établissement public de coopération intercommunale (EPCI) concerné, uniquement lorsque les opérateurs traditionnels ne le peuvent pas, dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville :

- pour des raisons juridiques (nécessité de se rendre maître des droits immobiliers), en mettant en jeu des prérogatives de puissance publique (DUP, expropriation) ;
- pour des raisons économiques (déficit d'opération ne permettant pas un traitement par le privé) ;
- pour des raisons de contexte temporel (intégration dans une opération de restructuration urbaine).

Suivi financier, 2015.

Budget et résultats, 2015.

Rapport du Commissaire aux Comptes (2015).

6989 WM 051

III.4.92. Fédération mondiale des Cités unies (FMCU)

Thématique : coopération internationale

Type de structure : **association**

Présentation de la structure : La fédération mondiale des cités unies (FMCU) a été créée en 1957. Elle a pour mission de :

- sensibiliser, en informant l'opinion publique et en convainquant les responsables locaux et régionaux, les gouvernements et les institutions internationales de l'intérêt de la coopération décentralisée
- impulser, en fournissant information, documentation, conseils, méthodes, adaptés à des projets précis, en identifiant les obstacles juridiques, législatifs et règlementaires et en faisant pression pour qu'ils soient levés, en dégageant des financements indicatifs
- coordonner, afin d'harmoniser les interventions, conduites par des acteurs multiples, et les rééquilibrer géographiquement au profit de zones jusqu'ici peu touchées par la coopération décentralisée.

Suivi juridique, 1990, 1995-1997.

Contractualisation, 1990, 1995-1997.

Statuts, extraits du registre des délibérations du Conseil **4430 WM 004**
communautaire (1990, 1995-1997).

Suivi de l'activité, 1987-2001.

Fonctionnement et instance, 1987-2001.

Procès-verbaux d'assemblée générale, comptes rendus de réunions, correspondance (1997-2001). **4430 WM 005**

Correspondance (1987-2000). **4430 WM 006**

Suivi financier, 1994-1997.

Budget et résultats, 1994-1997.

Comptes annuels, rapports d'activités (1994-1997). **4430 WM 007**

III.4.93. Fondation AJD Maurice Gounon

Thématique : social

Type de structure : **fondation**

Présentation de la structure : La Fondation agit dans le domaine de la protection de l'enfance et de l'accompagnement social. Elle est aussi l'un des principaux acteurs de la région lyonnaise dans le secteur de l'hébergement, de l'insertion par le logement et par le travail.

Suivi financier, 2012, 2015.

Budget et résultats, 2012, 2015.

Rapport financier (2012). **6988 WM 045**

Rapport financier et comptes annuels (2011-2012). **6988 WM 063**

Suivi de la dette (2015). **6988 WM 046**

III.4.94. Fondation ECAM

Thématique : industrie

Type de structure : **fondation**

Présentation de la structure : La fondation ECAM est reconnue d'utilité publique. Elle finance des investissements exceptionnels, elle anticipe les évolutions du monde et de l'industrie et elle forme des ingénieurs.

Suivi financier, 2008-2009.

Budget et résultats, 2008-2009.

Bilan financier (2008-2009). **6989 WM 064**

II.4.95. Fondation du Prado

Thématique : social

Type de structure : **fondation**

Présentation de la structure : La fondation du Prado intervient dans les domaines de la protection de l'enfance, de l'enfance en situation de handicap, de la protection judiciaire de la jeunesse et de l'insertion par l'activité économique. Elle est composée de 35 structures, implantées dans 5 départements (Rhône, Ain, Allier, Isère et Loire).

Suivi financier, 2010.

Budget et résultats, 2010.

Bilan financier (2010).

6989 WM 065

III.4.96. Fondation pour la Caisse d'Épargne (devenue Fondation Partage et Vie)

Thématique : social

Type de structure : **fondation**

Présentation de la structure : La fondation est reconnue d'utilité publique et pour mission la lutte contre toutes les formes de dépendance, par le soutien aux personnes dont la perte d'autonomie est la conséquence de l'âge, de la maladie ou du handicap.

Suivi de l'activité, 2009.

Fonctionnement et instance, 2009.

Rapport d'activité (2009).

6989 WM 066

Suivi financier, 2008-2010.

Budget et résultats, 2008-2010.

Comptes annuels (2008-2010).

6989 WM 067

III.4.97. Foyer Notre-Dame des sans-abris (FNDSA)

Thématique : logement

Type de structure : **établissement public (société anonyme d'habitation à loyer modéré)**

Présentation de la structure : Le 24 mai 1950, le professeur Gabriel Rosset crée l'association loi 1901 le foyer Notre-Dame des sans-abris. La veille de Noël 1950, dans le VII^e arrondissement de Lyon, Gabriel Rosset et une petite équipe de bénévoles ouvrent les portes du premier centre d'hébergement. Ils y accueillent 11 malheureux la première nuit, 50 la deuxième, puis c'est l'afflux. Installés dans un ancien café, les locaux sont déjà trop petits.

En 1953, ce centre est remplacé par l'immeuble actuel du 3 rue Père Chevrier. Il possède alors deux grands dortoirs où les passagers peuvent trouver des draps propres, de quoi se nourrir et se laver. Ils y sont aidés et écoutés par des bénévoles qui les aident à retrouver du travail.

En 1999, l'OPAC du Rhône devient actionnaire majoritaire de cette SA d'HLM Gabriel Rosset, le Foyer ayant à sa charge l'accompagnement social des familles.

Suivi financier, 1990-1993, 2008-2009.

Budget et résultats, 1990-1993, 2008-2009.

Comptes annuels et annexes, budget, rapport, 1990-1993.

Exercice 1990

4372 WM 076

Exercice 1991

4372 WM 077

Exercice 1992

4372 WM 078

Exercice 1993

4372 WM 079

Rapport du Commissaire aux Comptes (2008-2009).

6989 WM 040

III.4.98. Foyer résidence rhodanien des aveugles

Thématique : social

Type de structure : **association**

Présentation de la structure : Le Foyer de résidence rhodanien des aveugles est spécialisé dans l'hébergement médicalisé pour personnes âgées.

Suivi financier, 2015.

Budget et résultats, 2015.

Rapport du Commissaire aux Comptes (2015).

6989 WM 041

III.4.99. Grand Lyon Habitat

Thématique : habitat

Type de structure : **établissement public (Office public d'aménagement et de construction -OPAC- puis office public de l'habitat -OPH-)**

Présentation de la structure : Grand Lyon Habitat intervient dans le domaine de l'habitat social et du service aux collectivités et a été créé en 1920. Il a été rattaché à la Communauté urbaine de Lyon après sa création.

Le statut juridique de Grand Lyon Habitat est un établissement public à caractère industriel et commercial. La politique générale de GRANDLYON HABITAT est définie par le conseil communautaire.

Les activités de Grand Lyon Habitat sont variées :

- la gestion locative et technique (offre un service de qualité et de proximité aux locataires, ainsi qu'un cadre de vie agréable et abordable)
- le syndic de copropriété (assure l'exécution des décisions prises en assemblée générale. Il est chargé de la gestion courante dans lesquels Grand Lyon Habitat est copropriétaire)
- la maîtrise d'ouvrage (construire, acquérir et rénover des logements avec une offre diversifiée, ainsi qu'entretenir le parc immobilier existant)
- la prestation de service pour le compte des collectivités (gérer du patrimoine, ainsi que conduire des opérations (sous mandat) de construction ou de réhabilitation de logements et d'équipements publics)
- l'aménagement urbain (renouveler les quartiers, relancer la vie sociale et professionnelle ...)

Suivi de l'activité, 1996-2012.

Fonctionnement et instance, 1996-2012.

Conseil d'administration, séances : ordres du jour, procès-verbaux de séance, comptes rendus du bureau exécutif, comptes rendus de séances, tableau de bord d'activité, rapports, note, 1996-2012.

1996	4372 WM 001
1997	4372 WM 002
1998	4372 WM 003
1999	4372 WM 004
2000	4372 WM 005
2001	4372 WM 006
2002	4372 WM 007

2003	4372 WM 008
2004	4372 WM 009
2005	4372 WM 010
2006	4372 WM 011
2007	4372 WM 012
2008	4439 WM 046
2009	4372 WM 013
2010	4372 WM 014
27 octobre 2010	6331 WM 019
2011	6331 WM 020
2012	6331 WM 021
Plan stratégique patrimonial 2009-2016 : rapport, plan à moyen terme 2009-2016 : rapport (2009).	6331 WM 022

Suivi financier, 1991-2010, 2012.

Budget et résultats, 1991-2010, 2012.

Compte administratif et annexes, budgets et décisions modificatives, bilan et perspectives, rapport d'activité, débat d'orientation, état récapitulatif des dettes, correspondance, 1991-2010.

Exercice 1991	4372 WM 015
Exercice 1994	4372 WM 016
Exercice 1995	4372 WM 017
Exercice 1996	4372 WM 018
Exercice 1997	4372 WM 019
Exercice 1998	4372 WM 020
Exercice 1999	4372 WM 021
Exercice 2000	4372 WM 022
Exercice 2001	4372 WM 023
Exercice 2002	4372 WM 024
Exercice 2003	4372 WM 025
Exercice 2004	4372 WM 026
Exercice 2005	4372 WM 027

Exercice 2006	4372 WM 028
Exercice 2007	4372 WM 029
Exercice 2008	4372 WM 030
Exercice 2009	4372 WM 031
Exercice 2010	4372 WM 032
Réhabilitation du parc de logements, plan de redressement financier 1991-1995 : rapport d'étape exercice 1994, bilan et annexes (1995-1996).	4372 WM 033
Contrat de plan 2003-2008, suivi des consommations sur les dotations communautaires : extraits du registre des délibérations du conseil communautaire, rapports, avenants, correspondance (2003-2010).	6331 WM 023
Débat d'orientation budgétaire : rapport, correspondance (2010).	6331 WM 024
Rapport financier, compte annuel (2012).	6331 WM 025
<i>III.4.100. Groupement rhodanien d'épuration (GRE), rénovation et exploitation de la station d'épuration de Saint-Fons</i>	

Thématique : eau et assainissement

Type de structure : **société commerciale**

Présentation de la structure : La Communauté urbaine de Lyon a confié au Groupement rhodanien d'épuration (GRE) la gestion de l'usine de dépollution de Saint-Fons par une convention en date du 18 mai 1992.

Cette convention a pris fin le 31 mai 2009 pour être remplacée par un marché de service public négocié correspondant à la période des travaux de mise aux normes de la station.

Suivi financier, 1992-2009.

Budget et résultats, 1992-2009

Comptes administratifs (1992-2009). **4524 WM 004**

III.4.101. HESTIA

Thématique : social

Type de structure : **association**

Présentation de la structure : Hestia est une association qui propose des lits d'accueil médicalisés pour des patients atteints de pathologies chroniques et leur permet de recevoir, malgré l'absence de domicile et dans l'impossibilité d'une prise en charge adaptée dans les structures de droit commun, des soins médicaux et paramédicaux ainsi qu'un accompagnement social adapté.

Historique, 1991.

Dossier du projet (1991). **6989 WM 042**

Suivi financier, 2005.

Budget et résultats, 2005.

Rapport du Commissaire aux Comptes et comptes annuels (2005). **6989 WM 043**

III.4.102. Hôpital de Fourvière

Thématique : santé

Type de structure : **établissement public**

Présentation de la structure : L'hôpital de Fourvière est un établissement fondé en 1842 qui assure la prise en charge et l'accompagnement des personnes âgées.

Suivi financier, 2005-2006, 2008-2009, 2014.

Budget et résultats, 2005-2006, 2008-2009, 2014.

Rapport général du Commissaire aux Comptes et états financier (2005-2006, 2008-2009, 2014). **6989 WM 052**

III.4.103. Hôpital de Sainte Foy-lès-Lyon

Thématique : santé

Type de structure : **établissement public**

Présentation de la structure : Le Centre hospitalier de Sainte-Foy-lès-Lyon est un établissement associant un pôle maternité et un pôle gériatrie situé au sud-ouest de Lyon.

Suivi de l'activité, 2015.

Fonctionnement et instance, 2015.

Organisation de la réunion de surveillance du 19 juin 2015 : relevé de décisions, feuille de présence (2015). **6988 WM 053**

Suivi financier, 2014-2015.

Budget et résultats, 2014-2015.

État prévisionnel des recettes et des dépenses, plan de financement, tableau d'amortissement, analyse financière, comptes annuels (2014-2015). **6989 WM 054**

III.4.104. ICF Habitat Sud Est Méditerranée

Thématique : logement

Type de structure : **société privée**

Présentation de la structure : ICF Habitat est une filiale de la SNCF. ICF Habitat se divise en six groupes géographiques sur tout le territoire métropolitain et gère plus de 95 000 logements.

Suivi de l'activité, 2015.

Fonctionnement et instance, 2015.

Rapport de gestion et d'activité (2015). **6989 WM 080**

Suivi financier, 2015.

Budget et résultats, 2015.

Comptes annuels (2015). **6989 WM 081**

III.4.105. Immobilière Rhône Alpes

Thématique : logement

Type de structure : **société privée**

Présentation de la structure : 3F est une entreprise spécialisée dans le logement social en France. Ses missions sont :

- la construction, entretien et rénovation des résidences ;
- la gestion locative ;
- la vente de logements pour favoriser l'accès sociale à la propriété ;
- le renouvellement urbain et développement territorial.

3F gère un parc de plus de 250 000 logements sociaux occupés par 750 000 locataires. Immobilière Rhône Alpes 3F est une des filiales de la société 3F.

Suivi financier, 2015.

Budget et résultats, 2015.

Comptes annuels (2015).

6989 WM 082

III.4.106. Innovation urbaine et le développement local (INUDEL) (association régionale Rhône-Alpes)

Thématique : aménagement urbain

Type de structure : **association**

Présentation de la structure : Fondée en juin 1985, l'association régionale Rhône-Alpes pour l'innovation urbaine et le développement local est ouverte aux collectivités territoriales, organismes d'enseignement supérieur et de recherche, organismes d'études d'urbanisme, opérateurs et maîtres d'ouvrages, organismes de formation, partenaires économiques et sociaux, échelons locaux de l'État et personnalités qualifiées. À sa création, son siège social était fixé provisoirement à l'hôtel de communauté. La Communauté urbaine y adhère par délibération du 24 mars 1986.

Suivi juridique, 1985-2001.

Contractualisation, 1985-2001.

Statuts, extraits du registre des délibérations, copie du protocole d'accord (1985-2001). **4510 WM 015**

Suivi de l'activité, 1987, 2001.

Fonctionnement et instance, 1987, 2001.

Comptes rendus d'assemblée générale (1987, 2001).

4510 WM 016

Suivi financier, 1993-2001.

Budget et résultats, 1993-2001.

Rapports généraux du Commissaire aux Comptes, rapport d'activité (1993-2001). **4510 WM 017**

III.4.107. Innovation urbaine et développement local (INUDEL), gestion du centre de ressources et d'échanges pour le développement social urbain (CR DSU Rhône Alpes)

Thématique : aménagement urbain

Type de structure : **association**

Présentation de la structure : Le Centre de ressources et d'échanges pour le développement social urbain (CR DSU Rhône Alpes) a été créé en juin 1993.

Au service des acteurs du Développement social urbain et des porteurs des logiques de solidarité et d'intégration, il s'agit d'une structure fonctionnant sur un principe de cotraitance et de coopération avec les principaux lieux de ressources existants notamment au niveau régional.

Il se donne comme objectifs la constitution d'une documentation écrite disponible, la mise en relation des acteurs entre eux, l'organisation de rencontres permettant le rapprochement et la confrontation des praticiens et des chercheurs et l'édition de cahiers thématiques trimestriels.

Suivi juridique, 1993-1997.

Contractualisation, 1993-1997.

Conventions, protocole d'accord, extraits du registre des délibérations du Conseil communautaire (1993-1997). **4476 WM 011**

Suivi d'activité, 2001, 2006-2007.

Fonctionnement et instance, 2001, 2006-2007.

Assemblée générale, séance : procès-verbaux (2001, 2006-2007). **4476 WM 012**

Suivi financier, 1999-2007.

Budget et résultats, 1999-2007.

Budget primitif, compte administratif (1999-2007). **4476 WM 013**

III.4.108. Institut Aspen France

Thématique : gestion du personnel

Type de structure : **association**

Présentation de la structure : L'Institut Aspen France a pour vocation d'organiser un dialogue entre responsables et dirigeants du monde entier sur des grands sujets d'actualité.

Suivi juridique, 1994-2000.

Contractualisation, 1994-2000.

Adhésion : statuts, extrait du registre des délibérations, protocoles d'accord, contrôle de gestion, bilans d'activités, rapport général du Commissaire aux Comptes (1994-2000). **4475 WM 002**

III.4.109 Institut de l'Euro

Thématique : coopération internationale

Type de structure : **établissement public**

Présentation de la structure : L'Institut de l'Euro a pour objet l'étude, l'analyse et l'évaluation des questions économiques, financières et juridiques liées à l'adoption d'une monnaie unique par la Communauté européenne, et d'une façon générale de favoriser la connaissance et la maîtrise de ces questions.

Suivi juridique, 1997.

Contractualisation, 1997.

Statuts, extrait du registre des délibérations du Conseil communautaire (1997). **4430 WM 011**

Suivi de l'activité, 1997, 2000.

Fonctionnement et instance, 1997, 2000.

Assemblée générale : procès-verbal (1997, 2000). **4430 WM 012**

Suivi financier, 1996-2000.

Budget et résultats, 1996-2000.

Bilan, état financier, rapport d'activité (1996-2000). **4430 WM 013**

III.4.110. Institution Saint Joseph

Thématique : enseignement

Type de structure : **établissement privé d'enseignement secondaire**

Présentation de la structure : L'institution Saint Joseph est fondée au XIX^e siècle. Elle se compose d'une école maternelle et primaire, et d'un collège.

Suivi financier, 2009.

Budget et résultats, 2009.

Comptes annuels (2009). **6989 WM 062**

III.4.111. La Gourguillonnaise

Thématique : culture et loisirs

Type de structure : **association**

Présentation de la structure : Fondée en 1975, La Gourguillonnaise est une association visant à promouvoir et développer toutes formes d'activités culturelles et de loisirs à destination des personnels de la communauté urbaine de Lyon, de la ville de Lyon et des organismes associés.

Suivi juridique, 1992, 2004-2011, 2014-2017.

Contractualisation, 1992, 2004-2011, 2014-2017.

Statuts, règlement intérieur (1992). **6670 WM 018**

Conventions et avenants, extraits du registre des délibérations, protocole relatif à la situation des personnels mis à disposition (2004-2008). **4510 WM 001**

Convention de subvention (2009). **6455 WM 015**

Convention de subvention 2010-2012, support de présentation (2010-2011). **6455 WM 016**

Avenants 1 et 2 à la convention (2010). **6670 WM 019**

Convention, convention de partenariat (2014-2017). **6670 WM 020**

Suivi de l'activité, 1997-2016.

Fonctionnement et instance, 1997-1998, 2002-2016.

Foncier et immobilier : baux, correspondance (1997-2005). **4510 WM 003**

Assemblées générales : procès-verbaux, 1998, 2003-2004, 2012-2016.

1998, 2003-2004 **6670 WM 021**

2012-2016 **6670 WM 022**

Compte-rendu d'assemblée générale, notes, correspondance (2002-2008). **4510 WM 002**

Comptes rendus de réunions, relevé de décisions (2011-2015). **6670 WM 023**

Rapports moraux et bilans d'activités (2009-2015). **6670 WM 024**

Suivi financier, 1995-2000, 2003-2004, 2007-2015.

Budgets et résultats, 1999, 2003-2004, 2007-2015.

Exercice 1997-1998 : rapport du Commissaire aux Comptes (1999). **4510 WM 004**

Exercice 2002-2003 : note de calcul de la subvention, rapport financier, rapport du Commissaire aux Comptes (2003-2004). **4510 WM 005**

Exercices 2007-2008 et 2008-2009 : budgets prévisionnels (2008). **4510 WM 006**

Rapports de comptes annuels (ORFIS, 2007-2011). **6455 WM 017**

Rapports d'analyse des comptes (2007-2011). **6670 WM 025**

Du 01/09/2011 au 31/08/2012 (2012). **6670 WM 026**

Du 01/09/2012 au 31/08/2013 (2013). **6670 WM 027**

Du 01/09/2013 au 31/08/2014 (2014). **6670 WM 028**

Rapport financier (2015). **6670 WM 029**

Chambre régionale des comptes (CRC), 1995-2000, 2010-2014.

Examen des comptes de l'association et conséquences judiciaires : relevé d'observations, tableaux récapitulatifs, avis de suite judiciaire, relevés de comptes, bail, copies de notes de frais, compte-rendu d'audit, correspondance (1995-2000). **4510 WM 007**

Rapport du Commissaire aux Comptes (2010). **6455 WM 018**

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels (2011-2014). **6670 WM 030**

III.4.112. Le village vertical de Villeurbanne

Thématique : logement

Type de structure : **société par actions simplifiées**

Présentation de la structure : Le village vertical est une coopérative d'habitants où chaque habitant est coopérateur du projet immobilier.

Suivi financier, 2015.

Budget et résultats, 2015.

Bilan financier (2015).

6989 WM 076

III.4.113. Les Enfants du Rhône

Thématique : culture

Type de structure : **association**

Présentation de la structure : Les Enfants du Rhône est une web radio associative basée à Croix-Rousse.

Suivi financier, 2013.

Budget et résultats, 2013.

Comptes annuels (2013).

6988 WM 047

III.4.114. Lorys (société), conception construction entretien et exploitation du tronçon ouest du périphérique (TOP)

Thématique : déplacement

Type de structure : **société commerciale**

Présentation de la structure : Le projet de Tronçon Ouest du périphérique (TOP) a pour but de terminer le périphérique de Lyon en reliant l'échangeur de la porte du Valvert, sur l'A6 au Nord de Lyon, et le boulevard Laurent Bonnevey, au sud.

La convention de concession a été signée en 1991 avec la Société Lorys.

Suivi juridique, 1997.

Contractualisation, 1997.

Convention de concession, avenant, extrait du registre des **4476 WM 014** délibérations du Conseil communautaire (1997).

Suivi financier, 1995-1997.

Budget et résultats, 1995-1997.

Rapports financiers (1995-1997).

4476 WM 015

III.4.115. Lyon Olympique Universitaire Rugby Club (LOU Rugby club)

Thématique : sport

Type de structure : **association**

Présentation de la structure : Le club de rugby du LOU est fondé en 1896 sous le nom de Rugby Club de Lyon. Par la suite, le club va fusionner, en 1902, avec le Racing-Club de Lyon pour fonder le « Lyon Olympique » qui deviendra finalement, en 1910, le « Lyon Olympique Universitaire ». Tout au long du XXe siècle, le LOU comptera parmi les clubs français les plus réputés, notamment en étant le plus grand pourvoyeur de joueurs sélectionnés aux olympiques. En 2008, le LOU ouvre sa section féminine.

Pendant la première décennie du XXIe siècle, la structure juridique du LOU se transforme pour devenir une association. Cette transformation s'accompagne de la création d'une amicale de supporters, d'un centre de formation et d'une amicale des anciens. En 2011, le LOU déménage à Vénissieux.

Suivi des activités, 2010.

Fonctionnement et instance, 2010.

Bilan des activités (2010).

6988 WM 034

Suivi financier, 2008-2009.

Budget et résultats, 2008-2009.

Bilan financier et documents complémentaires (2008-2009).

6988 WM 035

III.4.116. Lyon Sport métropole (anciennement ASCUL Association sportive des employés de la ville de Lyon et de la communauté urbaine de Lyon)

<p><u>Thématique</u> : sport</p> <p><u>Type de structure</u> : association</p> <p><u>Présentation de la structure</u> : L'association sportive des employés de la ville de Lyon et de la communauté urbaine de Lyon (ASCUL) a été fondée en 1970 avec la constitution d'une équipe de basket-ball et d'un bureau directeur. Le premier président fut Henri Vinay.</p> <p>En 2014 l'ASCUL devient Lyon Sport Métropole.</p> <p>L'Association a pour but d'offrir au personnel de la Métropole de Lyon, de la Ville de Lyon et des organismes associés (signataires d'une convention) les moyens de pratiquer toutes activités sportives qu'elle organise sous forme de sections.</p>
--

Suivi juridique, 1987-1988, 1997, 1999, 2000-2002, 2006, 2009-2012, 2014-2016.

Contractualisation, 1987-1988, 1997, 1999, 2000-2002, 2006, 2009-2012, 2014-2016.

Statuts, rapport de présentation des évolutions de l'association (1987, 2012, 2014-2015). **6670 WM 001**

Règlement intérieur, statuts (1988). **6627 WM 001**

Règlement intérieur général (2015). **6670 WM 002**

Copie de la convention d'occupation temporaire, convention pluriannuelle et avenants n°1 à 3, copie du protocole relatif à la situation des personnels mis à disposition, avenants n°2 et 4 à la convention du 04/11/2003 (1997, 1999, 2000-2002, 2006). **4474 WM 001**

Convention d'engagements et de subvention 2010-2012 avec annexes, avenants 1 et 2, convention (2010, 2014-2016). **6670 WM 003**

Convention de subvention (2009-2012). **6627 WM 002**

Suivi de l'activité, 1992-2008, 2010-2016.

Fonctionnement et instance, 1992-2008, 2010-2016.

Relations avec le Grand Lyon : comptes rendus de réunions, correspondance (1992-2008). **4474 WM 002**

Comptes rendus de réunions, procès-verbaux d'assemblée générale, compte-rendu de Comité d'engagement (2010-2016). **6670 WM 004**

Projet associatif de l'ASCUL 2012-2016, bilan d'activité saison 2015-2016 (2014, 2016).	6670 WM 005
Livret d'accueil de Lyon Sport Métropole (2016).	6670 WM 006
Suivi financier, 1998-2015.	
Budget et résultats, 1998-2015.	
Budget prévisionnel 1998-1999 (1999).	4474 WM 003
Comptes annuels, 1998-2013.	
Du 01/09/1997 au 31/08/1998 : bilans, rapport du Commissaire aux Comptes (1998-1999).	4474 WM 004
Du 01/09/1998 au 31/08/1999 : bilans, rapport du Commissaire aux Comptes (1999-2000).	4474 WM 005
Du 01/09/2002 au 31/08/2003 : bilans (2003).	4474 WM 006
Du 01/09/2003 au 31/08/2004 : bilans (2004).	4474 WM 007
Du 01/09/2007 au 31/08/2008 : bilans (2008).	6670 WM 007
Du 01/09/2008 au 31/08/2010 : bilans (2009-2010).	6455 WM 001
Du 01/09/2010 au 31/08/2011 : bilans (2011).	6670 WM 008
Du 01/09/2012 au 31/08/2013 : bilans (2013).	6670 WM 009
Situation financière de l'association, évaluation : observation de la CRC, comptes rendus de réunions, correspondance (1998-1999).	6627 WM 003
Chambre régionale des comptes (CRC), 1998-1999, 2011-2015.	
Situation financière de l'association, évaluation : observations de la CRC, compte-rendu de réunion, correspondance (1998-1999).	4474 WM 008
Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels (2011-2015).	6670 WM 010
Organisation de la coupe de France des associations sportives des Communautés urbaines de France, demande de subvention exceptionnelle : demande, projet, comptes rendus de réunions, bilan, correspondance (2011-2012).	6670 WM 011

III.4.117. Lyon trafic gestion (LTG)

<p><u>Thématique</u> : déplacement</p> <p><u>Type de structure</u> : association</p> <p><u>Présentation de la structure</u> : Fondée le 28 juin 1990, l'association Lyon trafic gestion (LTG) regroupe la Communauté urbaine de Lyon, le département du Rhône, le syndicat mixte des transports du Rhône et de l'agglomération lyonnaise (SYTRAL) et la Caisse de Dépôts et Consignations. Elle a pour objet la conduite de l'étude de faisabilité du projet ULIISSE (système de guidage dynamique des véhicules au moyen d'un ordinateur embarqué) et l'examen des conditions juridiques, financières et techniques pour la constitution du centre européen de documentation et de coordination des technologies de gestion du trafic.</p>
--

Suivi juridique, 1990-1995.

Contractualisation, 1990-1995.

Statuts, extrait du Bulletin officiel de la Communauté urbaine, **4510 WM 018**
correspondance (1990).

Liquidation : compte-rendu de réunion, rapport à l'assemblée générale, **4510 WM 019**
récépissé de déclaration de dissolution, correspondance (1991-1995).

III.4.118. Maison des aveugles

<p><u>Thématique</u> : social</p> <p><u>Type de structure</u> : association</p> <p><u>Présentation de la structure</u> : La Maison des aveugles est une association qui vient en aide aux personnes adultes déficientes visuelles avec handicaps associés.</p>

Suivi financier, 2015.

Budget et résultats, 2015.

Rapport du Commissaire aux Comptes et plan de remboursement **6989 WM 044**
(2015).

III.4.119. Maison rhodanienne de l'environnement (MRE)

<p><u>Thématique</u> : écologie, environnement et énergie</p> <p><u>Type de structure</u> : association</p> <p><u>Présentation de la structure</u> : Le principe de création de la Maison rhodanienne de l'environnement (MRE) a été approuvé le 28 octobre 1991 et a donné lieu à la mise en place d'une association dont les statuts ont été approuvés par une assemblée constitutive du 28 juin 1994. La MRE a été inaugurée le 10 mars 1995.</p> <p>Les missions de cette association sont d'organiser des conférences, des animations et ateliers pédagogiques en milieu scolaire, réaliser des expositions sur le thème de l'écologie, des stages de formation, des activités de loisirs et de vacances, des outils de sensibilisation sur les déchets ...</p> <p>En 1998, la Communauté urbaine de Lyon a demandé à la MRE d'étendre son activité à la gestion des locaux du Grand Moulin de l'Yzeron, propriété du Grand Lyon, dans le cadre d'une convention de mise à disposition pour y développer des conférences, des expositions, des animations d'éducation à l'environnement. Elle a également à sa charge la gestion des équipements.</p>

Suivi juridique, 1995-2006.

Contractualisation, 1995-2006.

Contractualisation : statuts, conventions, avenants, extraits du registre **4500 WM 018**
des délibérations du Conseil communautaire (1995-2006).

Suivi de l'activité, 1995-2006.

Fonctionnement et instance, 1995-2006.

Assemblée générale et Conseil d'administration : procès-verbaux **4500 WM 019**
(2001-2006).

Correspondance (1995-2005). **4500 WM 020**

Suivi financier, 1995-2006.

Budget et résultats, 1995-2006.

Budgets, comptes annuels, rapports du Commissaire aux Comptes, 1995-2006.

1995-1998	4500 WM 021
1999-2001	4500 WM 022
2002-2003	4500 WM 023
2004-2006	4500 WM 024

III.4.120. MAJO Logement

Thématique : logement

Type de structure : **association**

Présentation de la structure : L'association MAJO Logement a été fondée en 1998. En 2018, l'association a cessé ses activités.

Suivi financier, 2015.

Budget et résultats, 2015.

Bilan financier (2015).

6989 WM 045

III.4.121. Métropolis

Thématique : coopération internationale

Type de structure : **association**

Présentation de la structure : Fondée en 1985, cette association, basée à Paris, a pour objet principal de favoriser la coopération internationale et les échanges entre les autorités politiques, les administrations et les organismes publics ou privés des grandes métropoles.

Suivi juridique, 1985-1992.

Contractualisation, 1985-1992.

Statuts, extrait du registre des délibérations, bulletin d'adhésion, relevé de décisions, rapport de présentation, correspondance (1985-1992). **4510 WM 020**

III.4.122. Musée des sapeurs-pompiers du Grand Lyon

Thématique : pompiers

Type de structure : **association**

Présentation de la structure : Louis Pradel, le président de la Communauté urbaine, autorise en 1971 l'installation du musée des sapeurs-pompiers du Grand Lyon sous le gymnase de la 4ème Compagnie à la Duchère. C'est la création officielle du musée dont le responsable est alors le Lieutenant-Colonel Baptistal. En 1989, l'association est créée.

Suivi de l'activité, 1995.

Fonctionnement et instance, 1995.

Comptes rendus de réunions, dossier d'étude sur la faisabilité du transfert quai Pierre Size, correspondance (1995). **4693 WM 027**

Suivi financier, 1992-1996.

Budget et résultats, 1992-1996.

Comptes annuels (1992-1996).

4693 WM 028

III.4. 123. Musée urbain Tony Garnier

Thématique : culture

Type de structure : **association**

Présentation de la structure : Le Musée urbain Tony Garnier a été créé en 1992. Il assure :

- la promotion du patrimoine de Tony Garnier ;
- la promotion de l'histoire architecturale et sociale lyonnaise.

Depuis 2003, la Cité d'habitations construite par Tony Garnier est labellisée « Patrimoine XXe ». Aujourd'hui, le Musée urbain Tony Garnier est une marque déposée.

Suivi juridique, 2012.

Contractualisation, 2012.

Correspondance, notes, statut, documentation (2012).

6988 WM 027

Suivi de l'activité, 2011-2012, 2014.

Fonctionnement et instance, 2011-2012, 2014.

Tenue des conseils d'administration : correspondance, documentation, compte-rendu (2012).

6988 WM 028

Rapport d'activité et rapport moral (2011).

6988 WM 029

Programmation culturelle (2014).

6988 WM 030

Suivi financier, 1996-2012.

Budget et résultats, 1996-2012.

Budget et résultats : rapport financier, délibération n°1998-3036 et 1996-0475 de la Communauté urbaine de Lyon, documentation (1996-2012).

6988 WM 031

III.4.124. Office du tourisme

Thématique : économie et attractivité du territoire

Type de structure : **association**

Présentation de la structure :

L'Office du tourisme de Lyon a été créé en 1905.

Dans le cadre du transfert de la compétence tourisme à la communauté urbaine, le principe de la création d'un Office de tourisme intercommunal du Grand Lyon est approuvé par une délibération du conseil de communauté en date du 6 juillet 2009 (conformément à l'article L 134-5 du code du tourisme) et les statuts sont votés en assemblée générale extraordinaire le 24 novembre 2009. Le nouvel office commence officiellement son activité le 1er janvier 2010. Une taxe de séjour est instaurée sur le territoire de la Communauté urbaine.

En 2011 l'Office de tourisme employait une soixantaine de salariés permanents et disposait d'un budget de 60 millions d'euros.

Au 1er janvier 2015, la Métropole s'est substituée de plein droit à la Communauté urbaine.

Les missions de l'office sont de promouvoir l'agglomération lyonnaise en développant les activités touristiques d'affaires et de loisirs en France et à l'international. Il informe et conseille les visiteurs, du touriste particulier au professionnel organisateur de congrès, salons ou de voyages et la presse. Il réalise :

- l'accueil et l'information des touristes,
- la promotion touristique du territoire à l'échelle internationale, nationale et locale,
- la production et la commercialisation des produits et prestations de services touristiques,
- le développement du tourisme d'affaires au travers du Bureau des congrès et des salons.

Le Bureau des congrès a été créé en 1985 à l'initiative de la Communauté urbaine et rattaché à l'Office du tourisme. Il assure la promotion de Lyon sur le marché international du tourisme d'affaires et aide les organisateurs à mener à bien leur projet.

III.4.124.1. Office du tourisme et Bureau des congrès

Suivi juridique, 1985-2009.

Contractualisation, 1985, 2007-2009.

Bureau des Congrès, création : extrait du registre des **4510 WM 008** délibérations (1985).

Conventions, avenants (2007-2009). **6877 WM 013**

Suivi de l'activité, 1986-2009.

Fonctionnement et instance, 1986-2009.

Bureau des congrès : propositions d'orientations stratégiques et d'axes prioritaires, bilan d'activité intermédiaire, rapports à la commission de tutelle, correspondance (1986-1997). **4510 WM 009**

Office du tourisme, 1991-2006.

Rapports d'activités à l'assemblée générale (1991-1997). **4510 WM 010**

Bilans d'activités, supports de présentation au conseil d'administration, procès-verbaux et comptes rendus de conseil d'administration, programme d'activités (2000-2006). **4510 WM 011**

Évaluation des actions : rapport de mission (2006). **4510 WM 012**

Conseil d'administration et assemblée générale : procès-verbal, ordre du jour, rapports (2002-2009). **6877 WM 014**

Suivi d'activité : rapports (2002-2008). **6877 WM 015**

Retombées presse : rapport (2005). **6877 WM 016**

Mission d'évaluation des actions conduites par l'Office de Tourisme et des Congrès de Lyon dans le cadre de la convention avec le Grand Lyon : rapport (2006). **6877 WM 017**

Brochures de présentation (2006-2008). **6877 WM 018**

Études tourisme : rapports (2006-2008). **6877 WM 019**

Suivi financier, 1988-2003, 2005-2008.

Budget et résultats, 1988-2003, 2005-2008.

Rapports financiers, rapports du commissaire au compte, rapport de présentation de la répartition analytique du compte de résultat (1988-1999). **4510 WM 013**

Rapports financiers, rapports du commissaire au compte, 2000-2003, 2005-2008.

2000-2003 **6877 WM 020**

2005-2008 **6877 WM 021**

III.4.124.2. Office du tourisme intercommunal du Grand Lyon

Suivi juridique, 2009-2012.

Contractualisation, 2009-2012.

Statuts (2009). **6877 WM 022**

Convention pluriannuelle 2010-2012, avenants 1 à 3 (2010-2012). **6877 WM 023**

Suivi de l'activité, 2010-2012.

Fonctionnement et instance, 2010-2012.

Conseil d'administration et assemblée générale : procès-verbal, ordre du jour (2010-2012). **6877 WM 024**

Brochure OnlyLyon un week-end à Lyon (2010). **6877 WM 025**

Suivi financier, 2009-2014.

Budget et résultats, 2009-2014.

Rapports financiers, rapports du commissaire au compte, rapport de présentation de la répartition analytique du compte de résultat (2009-2014). **6877 WM 026**

III.4.125. Office public d'aménagement et de construction (OPAC) de Lyon

Thématique : habitat

Type de structure : **établissement public**

Présentation de la structure : Issus de la loi du 16 juillet 1971, les offices publics d'aménagement de construction (OPAC) sont des établissements à caractère industriel et commercial (EPIC) qui réalisent et gèrent des immeubles d'habitation pour le compte de ou en collaboration avec les collectivités territoriales.

Suivi financier, 1990-1995.

Redressement financier, 1990-1995.

Planification : conventions, protocoles d'accord, délibérations du conseil communautaire, diagnostics, plan de réhabilitation du patrimoine 1991-1994, plans d'amélioration et de modernisation du patrimoine 1990-1994, plans de redressement, analyses financières, rapports de contrôle de la mission étatique d'inspection du logement social (1990-1995). **4372 WM 071**

Bilan d'étape de la mise en œuvre : bilan, commentaires synthétiques, correspondance (1993-1994). **4372 WM 072**

Budget et résultats, 1991-1993

Compte administratif et annexes, budget, 1991-1993.

Exercice 1991 **4372 WM 073**

Exercice 1992 **4372 WM 074**

Exercice 1993 **4372 WM 075**

III.4.126. Office public d'aménagement et de construction (OPAC) de Saint-Priest, puis office public d'aménagement et de construction (OPAC) Porte des Alpes habitat (PAH)

Thématique : habitat

Type de structure : **établissement public**

Présentation de la structure : À partir de 1998, l'office public d'aménagement et de construction (OPAC) de Saint-Priest change de nom et devient l'OPAC Porte des Alpes habitat.

Suivi de l'activité, 1996-2010.

Fonctionnement et instance, 1996-2010.

Conseil d'administration, séances : ordres du jour, procès-verbaux de séances, comptes rendus de séances, notes, rapports, extraits du registre de délibération, 1996-2010.

11 octobre 1996 **4372 WM 089**

1997 **4372 WM 090**

1998 **4372 WM 091**

1999 **4372 WM 092**

2000 **4372 WM 093**

19 décembre 2001 **4372 WM 094**

2002 **4372 WM 095**

2003 **4372 WM 096**

2004 **4372 WM 097**

2005 **4372 WM 098**

2006	4372 WM 099
2007	4372 WM 100
2010	4372 WM 101
Conseil d'administration, plan moyen terme 2016 de Grand Lyon Habitat : rapport (2009).	6331 WM 014
Convention d'utilité sociale (2010).	6331 WM 015
Suivi financier, 1989, 1991-2009, 2012-2013.	
Budget et résultats, 1989, 1991-2009, 2012-2013.	
Analyse financière : rapport d'audit comptable (1989).	4372 WM 102
Compte administratif et annexes, budgets et décisions modificatives, bilan et perspectives, rapport d'activité, correspondance, 1991-2010.	
Exercice 1991	4372 WM 103
Exercice 1992	4372 WM 104
Exercice 1993	4372 WM 105
Exercice 1994	4372 WM 106
Exercice 1995	4372 WM 107
Exercice 1996	4372 WM 108
Exercice 1997	4372 WM 109
Exercice 1998	4372 WM 110
Exercice 1999	4372 WM 111
Exercice 2000	4372 WM 112
Exercice 2001	4372 WM 113
Exercice 2002	4372 WM 114
Exercice 2003	4372 WM 115
Exercice 2004	4372 WM 116
Exercice 2005	4372 WM 117
Exercice 2006	4372 WM 118
Exercice 2007	4372 WM 119
Exercice 2008	4372 WM 120
Exercice 2009	4372 WM 121

Exercice 2010

4372 WM 122

Contrat de plan signé avec Porte des Alpes habitat, suivi des consommations sur les dotations communautaires : extraits du registre des délibérations du conseil communautaire, rapports, avenants, correspondance (2003-2008). **6331 WM 018**

Contrôle du Commissaire aux Comptes : rapport, correspondance (2012). **6331 WM 016**

État prévisionnel des recettes et des dépenses : rapport, correspondance (2013). **6331 WM 017**

III.4.127. Office public d'aménagement et de construction (OPAC) de Villeurbanne

<p><u>Thématique</u> : habitat</p> <p><u>Type de structure</u> : établissement public</p> <p><u>Présentation de la structure</u> : Office créé en 1919 et chargé de la construction, amélioration et location de logements sociaux.</p> <p>Issus de la loi du 16 juillet 1971, les offices publics d'aménagement de construction (OPAC) sont des établissements à caractère industriel et commercial (EPIC) qui réalisent et gèrent des immeubles d'habitation pour le compte de ou en collaboration avec les collectivités territoriales.</p>

Suivi de l'activité, 1996-2008.

Fonctionnement et instance, 1996-2008.

Conseil d'administration, séance : ordres du jour, rapports, procès-verbaux, bilan, tableaux de bord, pièces annexes, 1996-2008.

1996	4372 WM 035
Avril, juin 1997	4372 WM 036
Juin, décembre 1998	4372 WM 037
Avril-septembre 1999	4372 WM 038
2000	4372 WM 039
2003	4372 WM 040
2004	4372 WM 041
2005	4372 WM 042
2006	4372 WM 043
2007	4372 WM 044
2008	4478 WM 004

Bureau, réunions : comptes rendus de réunions et pièces annexes, 1996, 1998-2000, 2003-2004.

Septembre, novembre 1996	4372 WM 034
--------------------------	--------------------

3 décembre 1998	4372 WM 045
Juin, décembre 1999	4372 WM 046
Juillet, novembre 2000	4372 WM 047
2003	4372 WM 048
2004	4372 WM 049

Suivi financier, 1987, 1991-2010.

Budget et résultats, 1987-2010.

Dispositif d'autocontrôle et perspectives : analyse financière de l'exercice 1992, rapport du conseil général des ponts et chaussées, bilans (1987, 1993). **4372 WM 070**

Compte administratif et annexes, budget, bilan, rapport d'activité, état, délibération du conseil d'administration, 1991-2010.

Exercice 1991	4372 WM 050
Exercice 1992	4372 WM 051
Exercice 1993	4372 WM 052
Exercice 1994	4372 WM 053
Exercice 1995	4372 WM 054
Exercice 1996	4372 WM 055
Exercice 1997	4372 WM 056
Exercice 1998	4372 WM 057
Exercice 1999	4372 WM 058
Exercice 2000	4372 WM 059
Exercice 2001	4372 WM 060
Exercice 2002	4372 WM 061
Exercice 2003	4372 WM 062
Exercice 2004	4372 WM 063
Exercice 2005	4372 WM 064
Exercice 2006	4372 WM 065
Exercice 2007	4372 WM 066
Exercice 2008	4372 WM 067
Exercice 2009	4372 WM 068

III.4.128. Olympique Lyonnais (OL)

Thématique : sport

Type de structure : **association**

Présentation de la structure : L'Olympique lyonnais (OL) est un club de football français fondé en 1950 à Lyon. Le club, basé au Parc Olympique lyonnais à Décines-Charpieu, est présidé depuis juin 1987 par Jean-Michel Aulas. L'équipe masculine évolue depuis 1989 en Ligue 1. Le club possède également une section féminine évoluant en Division 1.

L'Olympique lyonnais évolue depuis janvier 2016 dans le Parc Olympique lyonnais et s'entraîne au Groupama Training Center à Décines. Il possède à son palmarès sept titres — obtenus consécutivement — de champion de France, cinq Coupes de France et une Coupe de la Ligue, ce qui en fait l'un des clubs les plus titrés du championnat de France masculin.

Le club connaît son apogée au cours des années 2000 avec sept titres consécutifs de champion de France, ce qui constitue un record français, entre 2002 et 2008, une Coupe de France et une Coupe de la Ligue. La section féminine du club a quant à elle remporté le championnat féminin à treize reprises. En 2007, les sections masculines et féminines remportent chacune leur championnat de France, pour la première fois dans l'histoire du football français. En 2008, l'Olympique lyonnais fait mieux en remportant les deux doublés coupe-championnat, homme et femme. Depuis le milieu des années 2000, la section féminine occupe les plus hauts niveaux du football féminin européen (5 titres en Ligue des champions).

Sur le plan international, le club participe régulièrement à la plus prestigieuse des coupes européennes, la Ligue des champions, avec comme meilleur résultat une demi-finale en 2010. Après avoir été membre du G14, organisation des clubs les plus importants et riches d'Europe, jusqu'à sa dissolution en janvier 2008, il fait partie des fondateurs de l'Association européenne des clubs.

Encore aujourd'hui, le club est régulièrement présent sur la scène européenne, comptant douze qualifications en Ligue des champions de suite. Depuis 2011, le club rhodanien s'appuie de plus en plus sur son centre de formation. Parmi les clubs français, l'Olympique lyonnais est celui qui a participé le plus fréquemment à des compétitions européennes, puisqu'il a disputé 212 rencontres (dont 107 succès) depuis ses débuts au Stade San Siro contre l'Inter le 10 décembre 1958.

Suivi juridique, 2010.

Contractualisation, 2010.

Projet de délibération n°2010-8-4461-V07 de la Communauté urbaine de Lyon, projet de convention (2010). **6988 WM 038**

Suivi de l'activité, 2009.

Fonctionnement et instance, 2009.

Rapport annuel (2009). **6988 WM 039**

Suivi financier, 2008-2011.

Budget et résultats, 2008-2011.

Comptes annuels, comptes consolidés, comptes sociaux, documentation, correspondance (2008-2011). **6988 WM 040**

États financiers (2008). **6988 WM 041**

Rapport du Commissaire aux Comptes (2010). **6988 WM 042**

III.4.129. Opéra de Lyon

Thématique : culture et loisirs

Type de structure : **association**

Présentation de la structure : L'association Opéra de Lyon a pour objet la promotion de l'opéra de Lyon, par la création, la production, l'organisation, l'exploitation, la gestion et la formation à Lyon, en France et à l'étranger de toutes activités lyriques, musicales, chorégraphiques et théâtrales et plus généralement de toutes activités artistiques et culturelles.

Suivi de l'activité, 2016.

Fonctionnement et instance, 2016.

Conseil d'administration : rapports annuels, comptes rendus de **6670 WM 031** réunions, correspondance (2016).

Assemblée générale : rapports annuels, arrêtés, correspondance **6670 WM 032** (2016).

Suivi financier, 2012-2014.

Budget et résultats, 2012-2014.

États financiers : rapports (2012-2014). **6670 WM 033**

III.4.130. Oracle

Thématique : informatique et télécommunications

Type de structure : **association**

Présentation de la structure : L'association Oracle, club utilisations Rhône-Alpes des banques de données intéressant les collectivités territoriales, fondée 1985, a pour buts de :

- trier les banques de données qui intéressent les collectivités territoriales
- étudier comment introduire l'interrogation des banques de données dans le fonctionnement des collectivités territoriales
- tester les banques de données et réaliser un banc d'essai
- publier les résultats du banc d'essai sous forme d'un annuaire
- jouer le rôle d'intermédiaire pour le compte des collectivités

Suivi juridique, 1985-1986.

Contractualisation, 1985-1986.

Statuts, extrait du registre des délibérations du Conseil communautaire **4430 WM 002** (1985-1986).

III.4.131. Organisme de gestion de l'enseignement catholique de l'Immaculée Conception, de Jean Baptiste de la Salle, de Mère Teresa, de Notre Dame de Bellecombe, de Saint Charles, de Notre Dame du Bon Conseil

Thématique : enseignement

Type de structure : **association**

Présentation de la structure : Les organismes de gestion de l'enseignement catholique sont des entités juridiques dotées d'une personnalité morale qui sont attachées à chaque établissement scolaire. Ces associations sont composées de bénévoles.

Suivi financier, 2008-2009, 2011-2015.

Budget et résultats, 2008-2009, 2011-2015.

III.4.132. Pignon sur Rue

Thématique : écologie et environnement.

Type de structure : **association**

Présentation de la structure : Fondée le 2 mars 2004, l'association Pignon sur Rue regroupe des associations et organismes dans le but de faire vivre un espace de promotion du vélo et des déplacements non motorisés. Son siège est basé à Lyon.

Suivi juridique, 2004-2007.

Contractualisation, 2004-2007.

Statuts, procès-verbal d'assemblée générale, projet de délibération, **4510 WM 014** bilan financier, extrait du registre des décisions du bureau, copie de conventions, extrait du registre des délibérations, correspondance (2004-2007).

III.4.133. Pôle européen de Lyon et de Rhône-Alpes

Thématique : coopération internationale

Type de structure : **association**

Présentation de la structure : Le pôle européen de Lyon et de Rhône-Alpes, créé en septembre 2004 avec le soutien de la ville de Lyon, a comme mission première la promotion d'une citoyenneté européenne de participation par la synergie de l'ensemble des acteurs qui participent à la dimension européenne.

Suivi juridique, 2004-2006.

Contractualisation, 2004-2006.

Statuts, extrait du registre des délibérations du Conseil communautaire **4430 WM 020** (2004-2006).

Suivi de l'activité, 2007-2008.

Fonctionnement et instance, 2007-2008.

Assemblée générale : comptes rendus (2007-2008). **4430 WM 021**

Suivi financier, 2001-2004.

Budget et résultats, 2001-2004.

Bilan, état financier, rapport d'activité (2001-2004). **4430 WM 022**

III.4.134. Pôle métropolitain

Thématique : développement économique

Type de structure : **établissements publics de coopération intercommunale (EPCI)**

Présentation de la structure : L'article 20 de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales, codifié aux articles L 5731-1 et suivants du code général des collectivités territoriales, institue une nouvelle formule de coopération : le pôle métropolitain.

Assimilé à un syndicat mixte fermé, le pôle métropolitain est un établissement public constitué par accord entre des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre, en vue d'actions d'intérêt métropolitain en matière :

- de développement économique ;
- de promotion de l'innovation, de la recherche, de l'enseignement supérieur et de la culture ;
- d'aménagement de l'espace par la coordination des schémas de cohérence territoriale dont le périmètre est identique à celui des EPCI qui composent le pôle ;
- de développement des infrastructures et des services de transport au sens des articles L1231-10 à L du code des transports.

Suivi juridique, 2010-2012.

Contractualisation, 2010-2012.

Préfiguration : comptes rendus de réunions, brochures, **6887 WM 001**
correspondance (2010-2011).

Création : comptes rendus de réunions, correspondance (2012). **6885 WM 001**

Suivi financier, 2012

Budget et résultats, 2012.

Budget (2012). **6885 WM 002**

III.4.135. Région urbaine de Lyon (RUL)

Thématique : aménagement urbain

Type de structure : **association**

Présentation de la structure : La Région urbaine de Lyon est une association loi de 1901 déclaré en Préfecture le 21 mars 1989. Elle réunit les grandes collectivités locales de la région lyonnaise, s'étendant sur les départements de l'Ain, de l'Isère, de la Loire et du Rhône. Créée en 1989, elle a pour missions d'animer la concertation entre les collectivités, mais aussi d'élaborer des stratégies et de lancer des projets à l'échelle métropolitaine, de réaliser la promotion et des études d'aménagement pour le territoire.

Elle a cessé ses activités le 1er avril 2015.

Suivi juridique, 1989-1995, 1999-2005, 2010.

Contractualisation, 1989-1995, 1999-2005, 2010.

Locaux et contractualisation : compte-rendu de réunion, bail, **5690 WM 001**
convention, avenants, charte d'objectif (1989-1995, 1999-2005, 2010).

Suivi de l'activité, 1975-1981, 1989-1992, 1994-1995, 2001-2007.

Fonctionnement et instance, 1975-1981, 1989-1992, 1994-1995, 2001-2007.

Assemblée générale constitutive : ordre du jour, procès-verbal (1989). **5690 WM 002**

Assemblée générale : procès-verbaux, 1990, 1992, 1994, 2001-2007.

1990 **5690 WM 003**

1992 **5690 WM 004**

1994 **5690 WM 005**

2001-2007 **5690 WM 006**

Bureau : comptes rendus de réunions, 1991-1992, 1995.

1991-1992 **5690 WM 007**

1995 **5690 WM 008**

Conférence de la RUL : comptes rendus, 1975, 1977-1980.

1975 **5690 WM 009**

1977 **5690 WM 010**

1978 **5690 WM 011**

1979-1980 **5690 WM 012**

Conférence de la RUL sur la démographie et les transports : comptes rendus, études, rapport de présentation, correspondance (1975-1979). **5690 WM 013**

Conférence de la RUL sur les zones naturelles : comptes rendus, études, rapport de présentation, correspondance (1976-1979). **5690 WM 014**

Conférence de la RUL sur les industries : comptes rendus, études, rapport de présentation, correspondance (1977-1978). **5690 WM 015**

Conférence de la RUL sur l'agriculture : comptes rendus, études, rapport de présentation, correspondance (1977-1981). **5690 WM 016**

Suivi financier, 1988-2008.

Budget et résultats, 1988-2008.

Budgets prévisionnels, budgets, bilans financiers, balances des comptes, comptes de résultats, rapport général du Commissaire aux Comptes, 1988-2008.

1988-1998 **5690 WM 017**

1999-2003 **5690 WM 018**

2004-2008 **5690 WM 019**

Indicateurs d'activités : rapports annuels (1992-1995). **5690 WM 020**

III.4.136. Rhônealpe énergie

Thématique : écologie, environnement et énergie

Type de structure : **association**

Présentation de la structure : La Commission Peillon créée en 1977 est chargée d'examiner dans la région Rhône-Alpes les différents projets possibles en matière de récupération de chaleur, d'économie d'énergie et d'exploitation d'énergies nouvelles. Dans ses conclusions, la commission « Peillon » reconnaît, entre autres mesures, la création d'une structure régionale permanente ayant pour objectif de promouvoir la mise en œuvre des nouveaux projets recensés en Rhône-Alpes en matière d'énergie.

C'est donc dans le prolongement des travaux de la Commission Peillon que se situe la création en Rhône-Alpes de l'Association Régionale pour l'Utilisation économique de l'énergie RHONALPENERGIE.

RHONALPENERGIE créée en 1978 est une association régie par la loi 1901, qui a pour objectifs de promouvoir les opérations d'économie d'énergie et d'exploitation d'énergie nouvelle et de faciliter leur mise en œuvre, telle est la finalité première de la nouvelle structure régionale.

Ses missions sont les suivantes :

- recherche et recensement ;
- montage et mise en place des opérations ;
- conseil, information et formation.

Suivi juridique, 1978-1995.

Contractualisation, 1978-1995.

Statuts, convention, extraits du registre de délibérations du Conseil **4500 WM 025** communautaire (1978-1995).

Suivi de l'activité, 1978-2008.

Fonctionnement et instance, 1978-2008.

Assemblée générale et Conseil d'administration : procès-verbaux, 1978-2008.

1978-1998 **4500 WM 026**

1999-2004 **4500 WM 027**

2005-2008 **4500 WM 028**

Suivi financier, 1990-2008.

Budget et résultats, 1990-2008.

Comptes annuels, rapports du Commissaire aux Comptes (1990- **4500 WM 029** 2008).

III.4.137. Rhônexpress

Thématique : transports

Type de structure : **société privée**

Présentation de la structure : Le Rhônexpress est la 1ère liaison ferroviaire rapide en France entre un aéroport et un centre-ville. Il relie la gare Part-Dieu à l'aéroport de Saint-Exupéry en trente minutes.

Suivi juridique, 2007-2013.

Contractualisation, 2007-2013.

Contrat de concession entre le Département du Rhône et la société **6765 WM 019** Rhônexpress (2007).

Avenant 1 au contrat de concession entre le Département du Rhône et **6765 WM 020** la société Rhônexpress (2008).

Avenant 2 au contrat de concession entre le Département du Rhône et **6765 WM 021** la société Rhônexpress (2008).

Avenant 3 au contrat de concession entre le Département du Rhône et la société Rhônexpress (2011). **6765 WM 022**

Avenant 4 au contrat de concession entre le Département du Rhône et la société Rhônexpress (2013). **6765 WM 023**

Suivi de la contractualisation, 2005-2014.

Règlement de sécurité : rapport, arrêté, avis, correspondance (2005-2014). **6765 WM 024**

Consultation relative à l'évaluation de la sécurité du système de transport par un expert ou organisme qualifié agréé (EOQA), choix du prestataire : mémoire technique du candidat retenu VERITAS, correspondance (2007). **6765 WM 025**

Rapports de présentation de la navette aéroport LESLYS (2007-2008). **6765 WM 026**

Suivi d'activité, 2010-2016.

Fonctionnement et instance, 2010-2016.

Rapports annuels d'activité (2010-2016). **6885 WM 003**

Étude temps parcours : rapports, correspondance (2012). **6885 WM 004**

Suivi financier, 2007-2009, 2011-2014.

Budget et résultats, 2007-2009, 2011-2014.

Budgets, comptes annuels, rapport de la Chambre régionale des comptes (CRC), 2007-2009, 2011-2014.

2007-2009 **6885 WM 005**

2011-2014 **6885 WM 006**

III.4.138. Rhône Saône Habitat

Thématique : logement

Type de structure : **société privée**

Présentation de la structure : Rhône Saône Habitat est une société créée en 1950. Ses missions sont

- la promotion immobilière ;
- la mise en place et la gestion de syndicats de copropriété ;
- la gestion locative.

Suivi de l'activité, 2014.

Fonctionnement et instance, 2014.

Rapport du conseil d'administration (2014). **6989 WM 083**

Suivi financier, 2015.

Budget et résultats, 2015.

III.4.139. SARL Théâtre de la cité – Théâtre National Populaire de Villeurbanne (TNP)

<p><u>Thématique</u> : culture</p> <p><u>Type de structure</u> : association</p> <p><u>Présentation de la structure</u> : Le Théâtre national populaire est une institution théâtrale fondée en 1920 par Firmin Gémier à Paris et située depuis 1972 place Lazare-Goujon dans le quartier des Gratte-Ciel à Villeurbanne. Le TNP a pour mission de développer une politique de spectacles de qualité, accessibles au plus grand nombre.</p>
--

Suivi juridique, 2011-2019.

Contractualisation, 2011-2019.

Statuts (2013). **6992 WM 047**

Conventions pluriannuelles (2011-2019). **6992 WM 048**

Identification juridique (2014, 2017). **6992 WM 049**

Suivi de l'activité, 2014-2017.

Fonctionnement et instance, 2014-2017.

Présentation de la structure : notes, correspondance, article de presse (2015-2017). **6992 WM 050**

Tenue des conseils d'administration et des assemblées générales : document de travail, liste des représentants, procès-verbal de l'assemblée générale du 10 juin 2014 (2014). **6992 WM 051**

Déroulé du comité de suivi : support de présentation (2016). **6992 WM 052**

Suivi financier, 2012, 2014-2017.

Budget et résultats, 2012, 2014-2017.

Comptes annuels (2012, 2014). **6992 WM 053**

États financiers (2015-2016). **6992 WM 054**

Suivi des subventions : délibérations n°2015-0510, 2016-1090, 2017-1882 de la Métropole de Lyon, correspondance (2015-2017). **6992 WM 055**

III.4.140. SEMCODA

<p><u>Thématique</u> : logement</p> <p><u>Type de structure</u> : société d'économie mixte</p> <p><u>Présentation de la structure</u> : La SEMCODA est un constructeur et gestionnaire de logements locatifs sociaux depuis 1959. Elle est aménageur du territoire, assistant à maîtrise d'ouvrage mais aussi promoteur immobilier avec la marque Apricot Immobilier, gestionnaire de copropriétés avec sa marque Ellipse Syndic, spécialiste des locaux professionnels avec sa marque Carré Pro Immobilier, aménageur de talents avec sa marque de foncier à bâtir de qualité, PRAILIA Aménagement et référent en matière de construction et de gestion de résidences services seniors avec la marque Réséda Immobilier. La société gère plus de 33 000 logements.</p>
--

Suivi financier, 2015.

Budget et résultats, 2015.

Comptes annuels (2015).

6989 WM 074

III.4.141. Service départemental d'incendie et de secours (SDIS)

Thématique : pompier

Type de structure : **établissement public**

Présentation de la structure : En France, chaque département dispose d'un service départemental d'incendie et de secours (SDIS). Il s'agit d'un établissement public chargé de la prévention, de la protection et de la lutte contre les accidents, sinistres et catastrophes, de l'évaluation et de la prévention des risques technologiques ou naturels ainsi que des secours d'urgence.

Dans le Rhône, les services d'incendie et de secours ont été départementalisés le 1er janvier 1999.

La loi MAPTAM n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, entrée en vigueur le 1er janvier 2015, crée deux nouvelles collectivités territoriales : le département du Rhône et la métropole de Lyon.

Selon son article L.1424-69, « le service départemental-métropolitain d'incendie et de secours exerce ses missions sur le territoire du département du Rhône et sur celui de la métropole de Lyon ».

Le service départemental d'incendie et de secours du Rhône (SDIS 69) est ainsi devenu le service d'incendie et de secours du département du Rhône et de la métropole de Lyon, dit « service départemental-métropolitain d'incendie et de secours » (SDMIS). Il comporte un corps départemental et métropolitain de sapeurs-pompiers, un service de santé et de secours médical, et est organisé en centres d'incendie et de secours.

Suivi juridique, 1993-2008.

Contentieux, 1993-2008.

Taxe de capitation, conflit : notes, procès-verbal de la Commission administrative du service départemental d'incendie et de secours, cadrage financier, correspondance (1993). **4693 WM 002**

Transfert des personnels, des biens et de la dette de la Communauté urbaine au SDIS, demande d'arbitrage : rapports d'évaluation financière, extraits du registre de délibérations du Conseil communautaire, conventions, rapport d'expertise (1997-2001). **4693 WM 003**

Compléments de rémunération, litige : rapports, correspondance (1997-2008). **4693 WM 004**

Contentieux SIRENA : historique, rapports, correspondance (1998-2004). **4693 WM 005**

Contractualisation, 1997-1999.

Propriétés communautaires affectées à la direction incendie et secours, transfert au SDIS : conventions, extraits du registre des délibérations du Conseil communautaire, rapports, comptes rendus de réunions, correspondance (1997-1999). **4693 WM 001**

Suivi de l'activité, 1996-2008.

Fonctionnement et instance, 1996-2008.

Conseil d'administration : procès-verbaux, rapports, ordres du jour, correspondance, 1997-2002.

1997-1998 4693 WM 006

1999 4693 WM 007

2000 4693 WM 008

2001-2002 4693 WM 009

Recueil des actes administratifs (2007). 4693 WM 010

Correspondance (1996-2008). 4693 WM 011

Suivi financier, 1992-2006.

Budget et résultats, 1992-2006.

Budgets, comptes annuels, 1992-2006.

1992-1998 4693 WM 012

1999-2000 4693 WM 013

2003-2006 4693 WM 014

Plan pluriannuel d'investissement (1995-2001). 4693 WM 015

Rapport d'analyse financière 1986-1996 (1997). 4693 WM 016

Chambre régionale des comptes (CRC) : avis, rapports, correspondance (2003-2004). 4693 WM 017

III.4.142. Société anonyme d'habitation à loyer modéré Action Sociale

Thématique : logement

Type de structure : établissement public (société anonyme d'habitation à loyer modéré)

Présentation de la structure : La SA d'HLM Action Sociale est fondée en 1961.

Suivi financier

Budget et résultats

Comptes annuels (2015). 6989 WM 058

III.4.143. Société anonyme d'habitation à loyer modéré Axentia

Thématique : logement

Type de structure : établissement public (société anonyme d'habitation à loyer modéré)

Présentation de la structure : La SA d'HLM Axentia est une société assurant la construction et la gestion d'HLM.

Suivi financier, 2008-2011.

Budget et résultats, 2008-2011.

III.4.144. Société anonyme d'habitation à loyer modéré Cité Nouvelle

Thématique : logement

Type de structure : **établissement public (société anonyme d'habitation à loyer modéré)**

Présentation de la structure : La SA d'HLM Cité Nouvelle est une société basée à Saint-Etienne fondée en 1968.

Suivi financier, 2014.

Budget et résultats, 2014.

Rapport du Commissaire aux Comptes (2014).

6989 WM 059

III.4.145. Société anonyme d'habitation à loyer modéré Gabriel Rosset

Thématique : logement

Type de structure : **établissement public (société anonyme d'habitation à loyer modéré)**

Présentation de la structure : Lors de l'assemblée générale extraordinaire du 23 octobre 1994, la SA d'HLM NDSA devient la SA d'HLM de la région lyonnaise Gabriel Rosset.

Suivi financier, 1994-2001, 2005, 2011-2012, 2014.

Budget et résultats, 1994-2001, 2005, 2011-2012, 2014.

Comptes annuels et annexes, budget, rapport d'exercice, 1994, 1996-2001, 2005, 2014.

Exercice 1994	4372 WM 080
Exercice 1996	4372 WM 081
Exercice 1997	4372 WM 082
Exercice 1998	4372 WM 083
Exercice 1999	4372 WM 084
Exercice 2000	4372 WM 085
Exercice 2001	4372 WM 086
Exercice 2005	4372 WM 087
Exercice 2014	6989 WM 060

Redressement financier, planification et évolution : rapport, note de synthèse, protocole et avenant (1995-2001). **4372 WM 088**

Rapport du Commissaire aux Comptes (2011-2012).

6321 WM 015

III.4.146. Société anonyme de construction de la ville de Lyon (SACVL)

Thématique : aménagement urbain

Type de structure : **établissement public (société anonyme d'habitation à loyer modéré)**

Présentation de la structure : La SACVL a été fondée dans les années 1950, elle assure la construction et la réhabilitation d'immeubles.

Suivi de l'activité, 2015.

Fonctionnement et instance, 2015.

Rapport de gestion (2015).

6988 WM 055

Suivi financier, 2015.

Budget et résultats, 2015.

Comptes annuels et inventaire des emprunts, tableau d'amortissement, rapport du Commissaire aux Comptes, états financiers, rapport de gestion (2015).

6989 WM 056

III.4.147. Société anonyme immobilière d'économie mixte (SAIEM) de Vaulx-en-Velin

Thématique : aménagement urbain

Type de structure : **société commerciale**

Présentation de la structure : La société anonyme immobilière d'économie mixte (SAIEM) a été créée en 1995. Elle a pour objet principal la construction ou l'achat, la location ou la vente, ainsi que la gestion, l'entretien et la mise en valeur d'un ensemble de bâtiments à usage principal commercial situé dans le centre-ville de Vaulx-en-Velin.

La Communauté urbaine de Lyon, dans le cadre de ses compétences liées à la politique de la ville et à l'aménagement urbain, a participé à la création de cette structure en tant que membre fondateur.

Suivi de l'activité, 1996-2012.

Fonctionnement et instance, 1996-2012.

Conseil d'administration, séances : ordres du jour, procès-verbaux de séances, rapport d'activité, rapport du Commissaire aux Comptes, notes d'analyse, dossiers de convocation, correspondance, 1996-2012.

1996	4432 WM 001
1997	4432 WM 002
1998	4432 WM 003
1999	4432 WM 004
2000	4432 WM 005
2001	4432 WM 006
2002	4432 WM 007
2003	4432 WM 008
2004	4432 WM 009
2005	4432 WM 010

2006	4432 WM 011
2007-2009	4439 WM 028
2010-2012	6331 WM 004

Assemblées générales ordinaires et extraordinaires, réunions : ordres du jour, procès-verbaux de réunions, dossiers de convocation, rapports, correspondance, 1996-2010, 2012.

1996-2006	4432 WM 012
2007-2009	4439 WM 029
2010, 2012	6331 WM 005

Suivi financier, 1996, 2007-2009, 2011.

Budget et résultats, 1996, 2007-2009, 2011.

Rapport annuel de mandataire (1996). 4439 WM 030

Rapports d'exercices, extraits du registre des délibérations du Conseil communautaire, correspondance (2008-2009). 4439 WM 031

Rapport général du Commissaire aux Comptes, 2007, 2009, 2011.

2007	4439 WM 032
2009	4439 WM 033
2011	6331 WM 006

III.4.148. SCIC Habitat Rhône Alpes

<u>Thématique</u> : logement
<u>Type de structure</u> : société civile immobilière
<u>Présentation de la structure</u> : SCIC Habitat Rhône Alpes est un bailleur d'HLM.

Suivi financier, 2015.

Budget et résultats, 2015.

Comptes annuels (2015). 6989 WM 070

III.4.149. SCI CRI

<u>Thématique</u> : logement
<u>Type de structure</u> : société civile immobilière
<u>Présentation de la structure</u> : La SCI CRI a été placée en liquidation judiciaire en 2001.

Suivi financier, 2016.

Budget et résultats, 2016.

Bilan financier (2016). 6989 WM 071

III.4.150. SCI Immobilière Agrapole

Thématique : logement

Type de structure : **société civile immobilière**

Présentation de la structure : La SCI Immobilière Agrapole a pour but de gérer et de maintenir en bon état un patrimoine immobilier. Pour cela, elle s'appuie sur le personnel de l'Association des locataires et de l'ISARA, mis à disposition.

Suivi financier, 2004, 2006.

Budget et résultats, 2004, 2006.

États financiers (2004, 2006).

6989 WM 072

III.4.151. Société corporative des maîtres carriers du Rhône (SCMCR)

Thématique : exploitation des carrières de Courzieu

Type de structure : **société commerciale**

Présentation de la structure : La Communauté urbaine de Lyon est propriétaire, depuis 1973, d'un ensemble de terrains d'une superficie de 31 hectares environ, sur le territoire des communes de Courzieu, Saint Genis l'Argentière et Brussieu, dans le département du Rhône, sur lesquelles a été ouverte une carrière de matériaux granitiques.

Cette carrière a fait l'objet en 1975 d'un contrat d'affermage, prorogé en 1987, auprès de la société corporative des maîtres carriers du Rhône. Ce contrat a pris fin le 31 décembre 1999. Par délibération du 25 février 2001, le Conseil de Communauté a approuvé un contrat de forage et de fabrication de granulats avec l'entreprise SA Bonnefoy, en vue de l'exploitation de la carrière dite de Courzieu.

Suivi juridique, 1972-1991, 1998-2001.

Contractualisation, 1972-1991, 1998-2001.

Acquisition de la carrière de Courzieu par la Communauté urbaine à la ville de Lyon : copies d'actes notariés, plan (1972-1987). **5706 WM 009**

Contrat d'exploitation, avenants, statuts, extraits du registre des délibérations du Conseil communautaire, photographie, correspondance (1974-1991). **5706 WM 010**

Fin d'affermage : rapport d'étude juridique et technico-financière, études, notes, rapports, bilan du contrat d'affermage, correspondance (1998-2001). **5706 WM 011**

Suivi financier, 1996-1998.

Budget et résultats, 1996-1998.

Comptes annuels, états financiers, rapports (1996-1998).

5706 WM 012

III.4.152. Société d'économie mixte (SEM) Cité internationale de Lyon

Thématique : économie et attractivité du territoire

Type de structure : **société d'économie mixte**

Présentation de la structure : Créée en 1987, la SEM Cité internationale de Lyon a pour objet l'étude, la conception, l'exécution, la gestion de toutes les opérations d'aménagement, d'animation et de coordination des interventions en vue de la réalisation de la Cité internationale de Lyon ainsi que toute délégation de maîtrise d'ouvrage d'équipements publics et privés.

Suivi juridique, 1991, 1996, 1999-2001, 2005, 2008-2009.

Contractualisation, 1991, 1996, 1999-2001, 2005, 2008-2009.

Préparation des statuts, 1999-2000.

Transformation de la SEM pour intégration des missions d'aménagement et de construction : note au bureau, documents de travail, correspondance (1999-2000). **4420 WM 031**

Statuts, 1991, 1996, 2000-2001.

Modifications statutaires : statuts modifiés, extraits des procès-verbaux des délibérations de l'assemblée générale et du conseil d'administration (1991, 1996, 2000-2001). **4420 WM 030**

Liquidation, 2005, 2008-2009.

Rapport du liquidateur, bilan définitif de liquidation, contrat de cession de marques, copie du procès-verbal des délibérations de l'assemblée générale, rapport du conseil d'administration à l'assemblée générale, copie du contrat d'acquisition d'une œuvre d'art, correspondance (2005, 2008-2009). **4420 WM 032**

Suivi de l'activité, 1988-2008.

Fonctionnement et instance, 1988-2008.

Conseil d'administration, séances : ordres du jour, procès-verbaux de séances, procès-verbaux des délibérations, notes d'information, bilans prévisionnels, programmes d'activité, notes d'analyse financière, comptes annuels, rapports généraux du Commissaire aux Comptes, rapports de gestion, convention d'assistance aux collectivités pour le développement et la réalisation de la Cité internationale, documents administratifs et financiers, correspondance, 1988-2007.

1988	4420 WM 001
1989	4420 WM 002
1990	4420 WM 003
1991	4420 WM 004
1992	4420 WM 005
1993	4420 WM 006
1994	4420 WM 007
1995	4420 WM 008
1996	4420 WM 009
1997	4420 WM 010
1998	4420 WM 011

1999	4420 WM 012
2000	4420 WM 014
2001	4420 WM 016
2002	4420 WM 018
2003	4420 WM 020
2004	4420 WM 022
2005	4420 WM 023
2006	4420 WM 024
2007	4420 WM 025

Assemblées générales ordinaires et extraordinaires, séances : textes des résolutions soumises à délibération, statuts de la SEM, rapport de gestion, budget, documents administratifs et financiers, 1999-2008.

25 juin 1999	4420 WM 013
4 mai, 29 juin 2000	4420 WM 015
4 septembre 2001	4420 WM 017
4 juin 2002	4420 WM 019
27 mai 2003	4420 WM 021
21 juin 2007	4420 WM 026
11 juin 2008	4420 WM 027

Suivi financier, 1991, 1995-1996, 2002, 2006-2007.

Budget et résultats, 1991, 1995-1996, 2002, 2006-2007.

Note d'analyse financière, analyse financière rétrospective des exercices 1992-1994, rapport de gestion exercice 2001 (1991, 1995, 2002). **4420 WM 033**

Rapport annuel de mandataire (1996). **4439 WM 027**

Chambre régionale des comptes (CRC), 1995-1996, 2006-2007.

Contrôle des comptes et de la gestion : rapports d'observations définitives et provisoires, réponses au rapport d'observations provisoires, correspondance, 1995-1996, 2006-2007.

Exercices 1988-1994 (1995-1996). **4420 WM 028**

Exercices 2002-2005 (2006-2007). **4420 WM 029**

III.4.153. Société d'économie mixte (SEM) foncière de l'agglomération lyonnaise (SEMIFAL)

Thématique : aménagement urbain

Type de structure : **société d'économie mixte**

Présentation de la structure : La SEMIFAL a été créée le 17 décembre 1990, pour assurer à la demande et pour le compte de la Communauté urbaine, les actions foncières à la préparation des grandes opérations d'aménagement prioritaires du Grand Lyon. Cette maîtrise foncière pré opérationnelle (2 à 6 ans avant le lancement des projets) a permis de fixer des références de prix et d'assurer une maîtrise foncière.

Suivi juridique, 1990-1999.

Contractualisation, 1990-1999.

Création : projet de création, comptes rendus de réunions SEM foncière, statuts, protocole d'accord entre les actionnaires, procès-verbal de l'assemblée générale constitutive, procès-verbal du premier Conseil d'administration (1990). **5690 WM 067**

Extraits du registre des délibérations du Conseil communautaire, contrat de réseau entre la SEMIFAL et la Société centrale pour l'équipement du territoire (SCET), modifications des statuts, convention financière entre la SEMIFAL et la Caisse des dépôts et des consignations (1990-1998). **5690 WM 068**

Liquidation : comptes rendus de réunions, rapports, procès-verbal d'assemblée de clôture (1996-1999). **5690 WM 069**

Suivi de l'activité, 1989, 1991-1998.

Fonctionnement et instance, 1989-1998.

Conseil d'administration : procès-verbaux, rapport, 1991-1998.

1991-1993 **5690 WM 070**

1994-1998 **5690 WM 071**

Assemblée générale : procès-verbaux (1992-1993, 1995, 1997-1998). **5690 WM 072**

Comité d'engagement : ordre du jour, comptes rendus de réunions (1991-1996). **5690 WM 073**

Correspondance (1989-1994). **5690 WM 074**

Suivi financier, 1991-1997.

Budget et résultats, 1991-1997.

Budgets, bilans financiers, comptes de résultats, rapport général du Commissaire aux Comptes (1991-1997). **5690 WM 075**

III.4.154. Société d'économie mixte (SEM) Patrimoniale du Grand Lyon (SEMPAT)

Thématique : développement économique

Type de structure : **société d'économie mixte**

Présentation de la structure : La Société d'économie mixte (SEM) Patrimoniale de la Communauté urbaine de Lyon est une société anonyme régie par les règles du code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 1521-1 à L. 1525-3 et du code de commerce relatif aux sociétés anonymes.

La SEM Patrimoniale du Grand Lyon, créée par délibération n° 2012-2834 du 19 mars 2012, a pour objet, sur le territoire de la Communauté urbaine de Lyon, l'acquisition, par tout moyen, tout bien et tout droit immobilier, puis l'administration, la gestion, la location et la vente des biens immobiliers acquis, lesquels ayant pour vocation :

- le développement des pépinières d'entreprises dédiées aux filières d'excellence ;
- le développement des pépinières d'entreprises généralistes et hôtels d'entreprises ;
- le maintien des activités commerciales dans les opérations de renouvellement urbain ;
- le développement des plateformes d'innovation collaboratives (pôle de compétitivité).

Historique, 2009-2013.

Création de la SEMPAT, 2009-2013.

Études de faisabilité : rapports, documents de travail, correspondance, supports de présentation, documentation, tableaux prévisionnels (2009-2010). **6888 WM 001**

Relations avec la SERL : support de présentation, protocole d'accord, comptes rendus, correspondance, rapports, tableaux financiers, délibérations du conseil communautaire n° 2012-2834 et 2835, documents de préparation, procès-verbal de décision (2009-2013). **6888 WM 002**

Analyses financières : comptes rendus, notes, tableaux financiers, supports de présentation, correspondance, document de travail, matrice opérationnelle, décision du bureau de la communauté urbaine n° B-2003-1085 (2010-2011). **6888 WM 003**

Montage financier : plans d'affaires, correspondance, documents préparatoires (2011-2013). **6888 WM 004**

Dossier juridique : correspondance, note, document de travail, protocole d'accord (2010-2011). **6888 WM 005**

Organisation de réunions : notes, documents de travail, tableaux financiers, programme de réunions, documentation, correspondance, calendrier prévisionnel, comptes rendus, supports de présentation (2010-2013). **6888 WM 006**

Suivi juridique, 2012.

Contractualisation, 2012.

Recrutement du directeur de la société : convention, correspondance, synthèse, curriculum vitae, fiche de poste, notes (2012). **6888 WM 007**

Suivi de l'activité, 2005-2017.

Fonctionnement et instance, 2005-2017.

Tenue des comité d'engagement, des conseils d'administration et des assemblées générales : supports de présentation, notes, correspondance, délibérations des communes actionnaires, documentation, procès-verbaux, facture, pacte d'actionnaires, **6888 WM 008**

tableaux financiers, bulletin de souscription, ordre du jour, documentation, comptes rendus, rapports, donne à pouvoir (2012-2016).

Réunions de travail : supports de présentation, correspondance, document (2016-2017). **6888 WM 009**

Compte-rendu des activités et rapport d'activité (2012). **6888 WM 010**

Suivi des opérations : tableau de suivi des activités, correspondance, fiche de synthèse, tableaux financiers des projets, brochures de présentation (2010-2011). **6888 WM 011**

Projets d'acquisition et de gestion des pépinières Tony Garnier, Laennec, Einstein, Val de Saône : dossier financier, dossier d'audit de faisabilité, dossier de suivi, protocole de liquidation, avenants au bail locatif, tableau de suivi des implantations, supports de présentation, volet économique du contrat d'agglomération, correspondance, cahier des charges, comptes rendus de réunions, dossiers de présentation, délibération n°2005-5749 de la ville de Lyon, délibération n°2012-3331 du Grand Lyon (2005-2013). **6888 WM 012**

Projets commerçants de Vaulx-en-Velin : correspondance, notes, support de présentation (2013-2014). **6888 WM 013**

Projet Bottet-Verchère : correspondance, notes, traité de concession, support de présentation (2015). **6888 WM 014**

Projet Accinov : document de présentation du projet, correspondance, tableaux financiers, notes d'avancement, projet de délibération du Grand Lyon, documentation, délibération n°2011-2296 du Grand Lyon, documents de travail (2010-2012). **6888 WM 015**

Convention de prestations de services SERL – SEMPAT : documents de préparation à la signature de la convention, documents de présentation des entreprises, convention de prestation de services, devis, correspondance, compte-rendus de réunions, convention de mise à disposition, convention de sous-traitance, supports de présentation (2011-2013). **6888 WM 016**

Suivi financier, 2015.

Budget et résultats, 2015.

Rapport du Commissaire aux Comptes (2015). **6989 WM 075**

III.4.155. Société d'économie mixte (SEM) pour le développement du pôle de la Porte des Alpes

Thématique : habitat

Type de structure : **société d'économie mixte**

Présentation de la structure : La Société d'économie mixte Porte des Alpes a pour objet :

- pilotage général du projet et fixation des orientations de développement sur les différents secteurs ;
- suivi du plan directeur d'aménagement et des chartes d'aménagement des différentes opérations ;
- organisation et animation des comités d'agrément ;

- promotion et commercialisation du parc technologique en liaison avec les aménagements publics et les développements privés intervenant sur les différents secteurs ;
- organisation des relations avec les grands concessionnaires de services (énergie, télécom, eau) sur l'ensemble du projet.

Suivi juridique, 1994-1997.

Contractualisation, 1994-1997.

Création de la SEM : relevé de décisions du Comité de direction Porte des Alpes, extraits du registre de délibération du Conseil communautaire, projet de statuts, correspondance (1994-1996). **4478 WM 001**

Création de la SEM Porte des Alpes, litige : rapport, correspondance (1994-1997). **4478 WM 002**

Suivi de l'activité, 2008.

Fonctionnement et instance, 2008.

Conseil d'administration : ordres du jour, procès-verbaux de séances, rapports (2008). **4478 WM 003**

III.4.156. Société d'enseignement professionnelle du Rhône (SEPR)

Thématique : enseignement

Type de structure : **association**

Présentation de la structure : La SEPR a été créée en 1864 dans le but d'accompagner les ouvriers dans leur formation aux machines mais également au français et aux langues. En 1879, est l'association reconnue d'utilité publique. En 2005, la SEPR inaugure son campus dans le secteur de Grange Blanche. La SEPR est le premier centre de formation de la région Rhône-Alpes.

Suivi de l'activité, 2012-2013, 2015.

Fonctionnement et instance, 2012-2013, 2015.

Tenue des assemblées générales : convocation, donne à pouvoir, comptes rendus, correspondance (2012-2013, 2015). **6988 WM 026**

Suivi financier, 2010.

Budget et résultats, 2010.

Rapport du Commissaire aux Comptes (2010). **6989 WM 047**

III.4.157. Société d'équipement du Rhône et de Lyon (SERL)

Thématique : aménagement urbain

Type de structure : **société commerciale**

Présentation de la structure : La SERL existe depuis 1957. D'abord appelée société d'équipement de la Région de Lyon, elle est devenue en 1990, la société d'équipement de Rhône et de Lyon. Elle a été conçue pour faire face aux grands besoins d'aménagements qui existaient alors.

En qualité de Société d'économie mixte locale (SEML), la SERL unit majoritairement dans son capital le département du Rhône et la Métropole de Lyon, mais aussi la Caisse des dépôts et consignation, plusieurs banques de la place financière, la Chambre de commerce et d'industrie de Lyon et d'autres acteurs importants de la vie économique locale.

L'objet de la SERL, décrit dans les statuts, permet une activité très large, puisqu'au-delà de l'aménagement, il prévoit des opérations de construction, l'exploitation de services publics industriels et commerciaux et la réalisation de toute autre activité d'intérêt général, dans la mesure où elle participe à l'organisation ou au développement de la vie économique et sociale. Ces activités sont réalisées soit pour le compte de collectivités ou de leurs émanations, soit pour celui de personnes privées, soit pour elle-même. Ainsi, qu'il s'agisse d'opérations d'aménagement et de traitement d'espaces publics, de requalification de centres-villes, de revitalisation de cœurs de quartiers, d'interventions sur le patrimoine historique, d'aménagement à vocation économique ou encore d'actions au profit de communes rurales, on peut attribuer à la SERL un vaste champ de missions.

Suivi juridique, 1987-2014.

Contractualisation, 1987-2014.

Statuts 1987, 1990, 1999, 2002, fiche de présentation 2008 (1987-2008)	6674 WM 001
Subvention d'exploitation : extraits du registre des délibérations du Conseil communautaire (2007).	4439 WM 025
Pacte d'actionnaires (2008).	6674 WM 002
Taxe des salaires, subvention ponctuelle : conventions, correspondance (2007-2013).	4439 WM 026
Évolution des collectivités, cession d'actions Conseil général du Rhône au Grand Lyon : rapports, correspondance (2014).	6674 WM 003

Suivi de l'activité, 1983-1984, 1986-2017.

Fonctionnement et instances, 1983-1984, 1986-2017.

Conseil d'administration, séances : ordres du jour, procès-verbaux, comptes rendus, rapports soumis au conseil, plans stratégiques, notes de synthèse, 1983-1984, 1986-1993, 1995-2013.

1983	4439 WM 008
1984	4439 WM 009
1986	4355 WM 001
Février 1987	4355 WM 002
Mai - décembre 1987	4355 WM 003
Mars - juin 1988	4355 WM 004
Octobre - décembre 1988	4355 WM 005
Février, mai 1989	4355 WM 006
Juin - décembre 1989	4355 WM 007
Mars, mai 1990	4355 WM 008
Juin - décembre 1990	4355 WM 009

Mars - juin 1991	4355 WM 010
Octobre, décembre 1991	4355 WM 011
Mars - octobre 1992	4355 WM 012
1993	4355 WM 013
1995	4355 WM 014
1996	4355 WM 045
1997	4355 WM 046
1998	4355 WM 015
1999	4355 WM 016
2000	4355 WM 017
2001	4355 WM 018
2002	4355 WM 019
2003	4355 WM 020
2004	4355 WM 021
2005	4355 WM 022
2006	4355 WM 023
2007	4355 WM 024
2008	4439 WM 010
2009	4439 WM 011
2010	4439 WM 012
2011	4439 WM 013
2012	4439 WM 014
2013	6674 WM 004

Assemblées générales ordinaires et extraordinaires, réunions : ordres du jour, procès-verbaux de réunions, rapport du conseil d'administration, projets de résolutions et résolutions, rapport du président du conseil aux actionnaires, états financiers, bilan des opérations, 1994-1997, 1999-2009, 2011-2012, 2015-2017.

1994-1997, 1999-2007	4355 WM 025
2008-2009	4439 WM 015
2011-2012	4439 WM 016

2015-2016	6888 WM 022
2017	6888 WM 023
Commission appel d'offres (CAO) : rapports de la commission, 2013-2016.	
2013-2015	6888 WM 018
2016	6888 WM 019
Comité d'analyse des risques : procès-verbal de séance (2008).	
	6674 WM 005
Comité d'engagement : comptes rendus, rapports, correspondance, 2009, 2011-2012.	
2009	6674 WM 006
2011-2012	6674 WM 007
Rapport annuel des mandataires, 1996, 2008-2009, 2011, 2013.	
1996	4439 WM 019
2008-2009	6674 WM 008
2011	6674 WM 009
2013	6674 WM 010
Bilans d'activités, 2004, 2008-2012.	
2004	4439 WM 022
2008-2012	4439 WM 023
Bilan d'activité, rapport de gestion (2013).	
	6674 WM 011
Annuaire du personnel (2017).	
	6888 WM 017
Suivi, 1997-2008.	
Partenariat SERL - Société centrale pour l'équipement du territoire (SCET) : contrat, convention, avenants (1997-2003).	
	4439 WM 024
Audit général : rapport (2002).	
	4355 WM 044
Bilans de zones d'aménagement concertées (ZAC) : bilan, rapport de préconisations, rapport de diagnostic, étude technique (2004-2005).	
	4355 WM 042
Relations de travail entre la Communauté urbaine et la SERL, audit : rapport d'audit, compte-rendu du comité technique de suivi, comptes rendus du comité de pilotage, comptes rendus des groupes de travail, rapport de séminaire, comptes rendus d'entretien, note de principe, synthèse (2003-2006).	
	4355 WM 043
Audit stratégique de la SERL : rapports (2008).	
	6674 WM 012

Suivi financier, 1986-2013.

Budgets et résultats, 1986-2013.

Rapports financiers, rapports d'activité, comptes annuels, bilans des opérations, rapports généraux et spéciaux du Commissaire aux Comptes, rapports d'activité et comptes annuels des filiales, audit financier, synthèses budgétaires, 1986-1991, 1993-2008,2011-2013.

Exercice 1986	4355 WM 026
Exercice 1987	4355 WM 027
Exercice 1988	4355 WM 028
Exercice 1989	4355 WM 029
Exercice 1990	4355 WM 030
Exercice 1991	4355 WM 031
Exercice 1993	4355 WM 048
Exercice 1994	4355 WM 049
Exercice 1995	4355 WM 050
Exercice 1996	4355 WM 051
Exercice 1997	4355 WM 052
Exercice 1998	4355 WM 032
Exercice 1999	4355 WM 033
Exercice 2000	4355 WM 034
Exercice 2001	4355 WM 035
Exercice 2002	4355 WM 036
Exercice 2003	4355 WM 037
Exercice 2004	4355 WM 038
Exercice 2005	4355 WM 039
Exercice 2006	4355 WM 040
Exercice 2007	4355 WM 041
Exercice 2008	4439 WM 017
Exercice 2011	4439 WM 018
Exercice 2012	6674 WM 013
Exercice 2013	6674 WM 014

Comité financier, réunions : comptes rendus de réunions, notes d'information, documents financiers (1992-1997). **4355 WM 047**

Plan de développement à moyen terme : compte-rendu (2000-2004). **4439 WM 020**

Commission finances, audition : comptes rendus, correspondance (2005, 2009-2010). **4439 WM 021**

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels, rapport spécial du Commissaire aux Comptes sur les conventions réglementées (2012). **6674 WM 015**

III.4.157.1. Société civile immobilière (SCI) Croix-Rousse développement, filiale de la SERL

Thématique : habitat

Type de structure : **société civile immobilière**

Présentation de la structure : La Société civile immobilière (SCI) Croix-Rousse développement a été créée en 2000 et a pour objet :

- l'acquisition, la location, la cession de locaux à destination d'activités économiques situés à Lyon 1^{er}, à l'intérieur d'un périmètre déterminé ;
- la réalisation de tous travaux de remise en état ou d'amélioration sur lesdits locaux.

Suivi juridique, 2000.

Contractualisation, 2000.

Statuts (2000).

6674 WM 023

III.4.157.2. Société d'exploitation du périphérique de Lyon (EPERLY), filiale de la SERL

Thématique : transport

Type de structure : **société commerciale**

Présentation de la structure : EPERLY a été créée le 17 février 1999.

En mars 1999, elle s'est vue confier par la Communauté urbaine de Lyon l'exploitation et la promotion du Périphérique Nord de Lyon pour une durée de six ans.

Les prestations assurées par EPERLY sont relatives aux domaines suivants :

- la sécurité et la gestion du trafic ;
- la collecte des péages ;
- la promotion de l'ouvrage ;
- la maintenance des équipements et de l'infrastructure.

Suivi juridique, 2002.

Contractualisation, 2002.

Statuts (2002).

6674 WM 016

Suivi d'activité, 2001-2002.

Fonctionnement et instance, 2001-2002.

III.4.157.3. Société d'exploitation du périphérique de Lyon (FACIMALP), filiale de la SERL

Thématique : aménagement urbain

Type de structure : **société anonyme**

Présentation de la structure : FACIMALP a été créée en 2002. Elle se consacre à l'activité de Facilities management immobilier (services aux entreprises) sur le parc technologique de Porte des Alpes.

La société a pour objet la direction, l'administration et le développement d'un ensemble d'activités de Facilities Immobilier. Le domaine immobilier concerné comprend les parcs technologiques publics et privés destinés à abriter des activités de toute nature et plus particulièrement le Parc technologique de Lyon sur la commune de Saint-Priest. On entend par Facilities Management la prise en charge par un prestataire spécialisé d'un ensemble de services, de fournitures et d'installations. Cet ensemble permet l'exécution des activités des résidents, utilisateurs ou usagers d'un site ou d'un patrimoine dans les meilleures conditions d'environnement, de performances économiques et techniques, de sécurité, d'hygiène et de confort.

La société peut développer cette activité, tant pour elle-même que pour le compte de tiers ou en participation sous quelque forme que ce soit, et pourra généralement réaliser toutes opérations financières, commerciales, industrielles, immobilières et mobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet.

Suivi juridique, 2002.

Contractualisation, 2002.

Acte constitutif, plan d'action et développement, schéma d'évolution **6674 WM 018**
FACIMALP et EPERLY (2002).

III.4.157.4. Société par actions simplifiées anonyme (SAS) Blanqui 4 Août, filiale de la SERL

Thématique : aménagement urbain

Type de structure : **société par actions simplifiées**

Présentation de la structure : La SAS Blanqui 4 Août a été créée en 2001, pour mener une opération immobilière et commerciale portant sur une parcelle de terrain située à Villeurbanne.

Suivi juridique, 2001.

Contractualisation, 2001.

Acte constitutif (2001). **6674 WM 019**

III.4.157.5. Société par actions simplifiée anonyme (SAS) Porte Ampère, filiale de la SERL

Thématique : aménagement urbain

Type de structure : **société par actions simplifiées**

Présentation de la structure : La SAS Porte Ampère a pour objet en France et à l'étranger :

- la réalisation d'études de faisabilité (techniques, financières, commerciales, urbaines et paysagères ...) pour la réalisation de l'opération d'aménagement ;
- la constitution d'un dossier de Zone d'aménagement concertée (ZAC) en vue de la réalisation de l'opération d'aménagement ;
- l'aménagement dans le cadre d'une procédure de ZAC et la commercialisation d'un terrain d'environ 19 hectares situé à Lyon 7^{ème}, Boulevard Chambaud de la Buyère, quartier de Gerland ;

- et plus généralement la participation directe ou indirecte de la Société à toutes activités ou opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières en France ou à l'étranger, sous quelque forme que ce soit, dès lors que ces activités ou opérations peuvent se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tous objets similaires, connexes ou complémentaires.

Suivi juridique, 2000-2001.

Contractualisation, 2001-2001.

Acte de cession de droits sociaux 2000, statuts 2001 (2000-2001). **6674 WM 020**

Assemblées générales : procès-verbaux (2001). **6674 WM 021**

Suivi financier, 2002.

Budget et résultats, 2002.

Rapport des comptes annuels (2002). **6674 WM 022**

III.4.158. Société d'études du métro de l'agglomération lyonnaise (SEMALY)

Thématique : transport

Type de structure : **société commerciale**

Présentation de la structure : Structure ad hoc constituée début 1968 par les collectivités locales pour mener les études du réseau de métro, cette société a perduré, a été privatisée en 1990 et assure maintenant des prestations d'études et d'ingénierie sur les réseaux de transport public un peu partout à travers le monde.

À l'origine Société d'économie mixte, la SEMALY est devenue une société anonyme en 1992. Depuis le 1er juin 2007, elle est intégrée dans le groupe d'ingénierie Egis et devient Egis Rail (changement de raison sociale et apport partiel d'actifs du département ferroviaire de SCETAUROUTE, filiale d'Egis).

Suivi juridique, 1978-1991.

Contractualisation, 1978-1991.

Rapport de présentation, statuts, extraits du registre des délibérations du Conseil communautaire (1978-1991). **5690 WM 045**

Suivi de l'activité, 1989-1994.

Fonctionnement et instance, 1989-1994.

Conseil d'administration : procès-verbaux (1989-1994). **5690 WM 046**

Évolutions de la SEMALY : rapport, note, correspondance (1990-1993). **5690 WM 048**

Suivi financier, 1987-1991.

Budget et résultats, 1987-1991.

Budgets, bilans financiers, comptes de résultats, rapport général du Commissaire aux Comptes (1987-1991). **5690 WM 047**

III.4.159. Société d'exploitation du parc des expositions de Lyon (SEPEL)

Thématique : économie et attractivité du territoire

Type de structure : **société commerciale**

Présentation de la structure : L'Eurexpo de Lyon est le 1^{er} parc d'exposition français hors Paris. Il contribue au développement du tourisme d'affaires.

Avec une surface de 120 000 m² couverts, il a accueilli en 2012 15 000 exposants, 1,2 million de visiteurs, 95 manifestations dont 60 salons.

Le Comité de la foire de Lyon (COFIL) est une association régie par la loi 1901, créée en 1915. Elle est propriétaire des biens fonciers bâtis et non bâtis du parc d'exposition Eurexpo Lyon. Le COFIL est une association reconnue d'utilité publique par décret du 10 septembre 1921. Les membres du COFIL sont le Conseil Régional Rhône-Alpes, le Conseil Général du Rhône, la Communauté Urbaine de Lyon, la Ville de Lyon, la Chambre de Commerce et d'Industrie de Lyon, ainsi que des syndicats et des associations professionnelles.

Le COFIL a été le maître d'ouvrage d'Eurexpo en 1982. En tant que propriétaire du parc Eurexpo Lyon, le COFIL a décidé et financé les agrandissements successifs : Espace Saint-Exupéry, Espace Confluence, Espace Paul Bocuse, nouvel accueil...

L'objet du COFIL est le développement des manifestations au sein d'Eurexpo en vue de favoriser l'expansion du commerce et de l'industrie sur la région.

Son activité consiste principalement en la location du parc d'expositions à la Société d'exploitation du parc des expositions de Lyon (SEPEL).

En effet, depuis 1983, la SEPEL loue Eurexpo avec un contrat de bail signé avec le COFIL.

Le SepelCom est une société anonyme qui organise des salons professionnels et des manifestations. Elle a un contrat de location gérance avec le SEPEL.

Suivi juridique, 1983, 1990.

Contractualisation, 1983, 1990.

Rapport de présentation, bail Eurexpo / SEPEL (1983), contrat de **5690 WM 038**
location SEPEL / SEPELCOM (1990).

Suivi de l'activité, 1994-2005.

Fonctionnement et instance, 1994-2005.

Assemblée générale : procès-verbal (1996). **5690 WM 039**

Correspondance (1994-2005). **5690 WM 040**

Suivi financier, 1992-2005.

Budget et résultats, 1992-2005.

Budgets, bilans financiers, comptes de résultats, rapport général du **5690 WM 041**
Commissaire aux Comptes (1992-2005).

III.4.160. Société d'exploitation du parc des expositions de Lyon (SepelCom)

Thématique : économie et attractivité du territoire

Type de structure : **société commerciale**

Présentation de la structure : L'Eurexpo de Lyon est le 1^{er} parc d'exposition français hors Paris. Il contribue au développement du tourisme d'affaires.

Avec une surface de 120 000 m² couverts, il a accueilli en 2012 15 000 exposants, 1,2 million de visiteurs, 95 manifestations dont 60 salons.

Depuis 1983, l'établissement SEPEL loue Eurexpo avec un contrat de bail signé avec le COFIL.

Le SepelCom est une société anonyme qui organise des salons professionnels et des manifestations. Elle a un contrat de location gérance avec le SEPEL.

Suivi juridique, 1990-2006.

Contractualisation, 1990-2006.

Rapport de présentation de SepelCom, statuts (1990-2006).

5690 WM 042

Suivi de l'activité, 2005-2006.

Fonctionnement et instance, 2005-2006.

Comptes rendus de réunions, correspondance (2005-2006).

5690 WM 043

Suivi financier, 1992-1993, 1996-2005.

Budget et résultats, 1992-1993, 1996-2005.

Budgets, bilans financiers, comptes de résultats, rapport général du Commissaire aux Comptes (1992-1993, 1996-2005).

5690 WM 044

III.4.161. Société de développement économique de la région lyonnaise (SODERLY)

Thématique : aménagement urbain

Type de structure : **société économie mixte**

Présentation de la structure : La SODERLY est chargée de mener toutes actions d'aménagement et de construction en vue de la réalisation de projets concourant au développement des fonctions supérieures de l'agglomération lyonnaise. Elle assure une mission essentiellement financière, de portage foncier et immobilier des implantations d'établissements ou d'entreprises jugés stratégiques d'un point de vue économique, pour le compte de la Communauté urbaine et dans la continuité des actions de prospection et de promotion territoriale de l'ADERLY.

Initialement créée pour faciliter l'accueil d'Euronews dans l'agglomération, elle s'empare également des dossiers du maintien/ décentralisation de l'Institut Pasteur et de l'implantation de la Compagnie des Signaux – Technique Informatique à Lyon en 1995, souhaitée à Gerland ou à proximité pour enrichir le technopôle autour de l'ENS. Elle permet ainsi de prolonger les actions de développement des fonctions supérieures de recherche et des activités technologiques dans l'agglomération, initiées au milieu des années 1980 par l'ADERLY dans le cadre du Plan d'Actions Technopole et de la politique d'internationalisation de la métropole. Elle n'exerce ainsi ses missions que pour des travaux structurants d'un point de vue économique sur le périmètre communautaire, sans toutefois concurrencer les opérateurs publics ou privés intervenant dans les parcs d'affaires, les zones d'activités et les zones industrielles de l'agglomération.

Cependant, son capital s'avère insuffisant pour couvrir les investissements fonciers et immobiliers nécessaires aux ambitions de ses créateurs. De plus, un recours judiciaire de l'opposition contre les délibérations régionales et communautaires bloque la signature du bail entre la SODERLY et Euronews dès 1992, s'appuyant sur le fait que le Grand Lyon ne peut pas signer de bail avec des entreprises puisqu'il n'a pas officiellement la compétence économique. Les statuts de la SODERLY stipulent en effet qu'elle ne peut intervenir que sur les champs de compétences avérés des collectivités actionnaires. Or, aucune délibération du conseil communautaire n'officialise cette compétence, ce qui va poser d'autres problèmes, notamment dans la négociation de la répartition des tâches entre la DAEI et les municipalités membres du Grand Lyon au début des années 2000.

Le territoire couvert par l'action de la SODERLY, trop restreint pour la Région et le Conseil général, pose également problème, tout comme le caractère trop « affairiste » de son Conseil d'administration, mêlant représentants des pouvoirs publics et sociétés financières privées. En outre, Le Grand Lyon jouit désormais d'une plus grande lisibilité et de nouveaux moyens d'actions plus directs, grâce au développement des services économiques en interne. Elle disparaît donc en 1997, après quelques réflexions sur les possibilités de fusion – absorption de ses missions de développement et d'ingénierie de projet par la SERL, dans le cadre du projet de restructuration des SEM d'aménagement de la Communauté urbaine.

Suivi juridique, 1992, 1997-2002.

Contractualisation, 1992, 1997-2002.

Constitution de la société : statuts (1992). **4406 WM 001**

Liquidation : copie de l'acte de constatation de substitution de créanciers, copie de la convention de prêt participatif, correspondance (1997-2002). **4406 WM 006**

Suivi de l'activité, 1992-2001.

Fonctionnement et instance, 1992-2001.

Chaîne télévisée Euronews. - Participation de la Communauté urbaine, montage juridique et financier : notes de conjoncture, rapports financiers et juridiques, comptes rendus de réunions, correspondance (1992-1996). **4406 WM 005**

Conseil d'administration, séances des années 1992 à 2000 : ordres du jour, procès-verbaux de délibérations du CA, rapports, notes d'information, correspondance (1992, 1995-1997, 1999-2000). **4406 WM 002**

Assemblée générale ordinaire, séances : ordre du jour, rapport de gestion du CA, textes des résolutions soumises à l'AG, comptes annuels, rapports du Commissaire aux Comptes, documents comptables, 1994-2001.

1994-1996 **4406 WM 003**

1997-2001 **4406 WM 004**

Suivi financier, 1996.

Budget et résultats, 1996.

Rapport annuel (1996). **4439 WM 048**

III.4.162. Société de produits chimiques et matières colorantes de Mulhouse (SPCM)

Thématique : écologie, environnement et énergie

Type de structure : **société commerciale**

Présentation de la structure : La Société de produits chimiques et matières colorantes de Mulhouse (SPCM) était localisée sur l'avenue Tony Garnier à Gerland dans le 7^{ème} arrondissement de Lyon. Cette entreprise était reliée à l'usine d'incinération des ordures ménagères, par une canalisation vapeur construite en 1977. Le contrat liant cette société à la Communauté urbaine prévoyait une indemnité en cas de cessation d'achat ou de fourniture d'énergie.

Suivi juridique, 1976-1985.

Contractualisation, 1976-1985.

Convention, avenants, extrait du registre des délibérations du Conseil communautaire (1976-1985). **4430 WM 001**

III.4.163. Société des aéroports de Lyon (ADL)

Thématique : aéroport

Type de structure : **société commerciale**

Présentation de la structure : La société aéroportuaire, gestionnaire des aéroports de Lyon Saint Exupéry et de Lyon-Bron a été créée le 21 décembre 2006 à l'initiative de la Chambre de commerce et d'industrie de

Lyon, à la suite du vote de son assemblée générale en date du 13 novembre 2006, sous la forme d'une société par actions simplifiée unipersonnelle dénommée aéroports de Lyon. Elle sera transformée en société anonyme, concessionnaire des aéroports de Lyon, fin février-début mars 2007.

La région Rhône-Alpes, le département du Rhône et la Communauté urbaine ont manifesté leur intérêt dans le cadre du comité stratégique, cette démarche étant légitimée par leur responsabilité particulière en matière d'aménagement et de développement du territoire, ainsi que par leur participation historique au développement des aéroports de Lyon, notamment via le programme partenarial d'investissements 2003-2006.

Le 12 février 2007 (délibération n° 2007-3944) la Communauté urbaine fait son entrée dans l'actionnariat de la société anonyme concessionnaire des aéroports de Lyon à hauteur de 5 % du capital.

Suivi juridique, 1997-2003, 2006-2016.

Contractualisation, 1997-2003, 2006-2016.

Conventions, extraits des délibérations du Conseil communautaire (1997-2003). **6008 WM 041**

Statuts, 2007, 2011-2012.

2007 **6887 WM 015**

2011 **6008 WM 040**

2012 **6887 WM 016**

Extension des aéroports de Lyon et ouverture du capital, 2006-2016.

Suivi : rapports, comptes rendus de réunions, notes, correspondance, 2006-2016

2006-2010 **6887 WM 017**

2011-2012 **6887 WM 018**

2013-2016 **6887 WM 019**

Études juridiques sur les aspects fiscaux et financiers : rapports, correspondance (1999-2002). **6887 WM 020**

Argumentaire économique : rapports (2003). **6887 WM 021**

La mutation économique des aéroports régionaux : rapport (2006). **6887 WM 022**

Analyse stratégique : rapports, comptes rendus de réunions, notes, correspondance (2007-2008). **6887 WM 023**

Rapport d'analyse financière, rapports sur les aéroports français face aux mutations du transport aérien (2008). **6887 WM 024**

Plan stratégique (2011). **6887 WM 025**

Anticipation de la stratégie de l'actionnaire étatique et appui aux actionnaires locaux pour affiner leur projet de développement pour les aéroports de Lyon : rapport de restitution aux partenaires locaux (2013). **6887 WM 026**

Inquiétudes des riverains : correspondance (2015).	6887 WM 027
Appel d'offre, offres des candidats (2016).	
1/2	6887 WM 028
2/2	6887 WM 029
Suivi de l'activité, 2003, 2005-2016.	
Fonctionnement et instances, 2006-2016.	
Assemblées générales ordinaires et extraordinaires, séances : ordre du jour, rapport de gestion du directoire, textes des résolutions soumises à délibération, 2006-2014, 2016.	
2006-2007	4439 WM 049
2008	4515 WM 008
2009	4439 WM 050
2010-2012	6008 WM 045
2013-2014	6887 WM 033
2016	6887 WM 034
Conseil de surveillance, séances : relevés de conclusion, notes de synthèse, procès-verbaux de séances, rapports de la commission des investissements, budgets prévisionnels, programmes des investissements, documents financiers et techniques, 2007-2015.	
2007 : règlement intérieur du conseil de surveillance, copie mandat de gestion de la société sur la gare train à grande vitesse (TGV).	4515 WM 005
2008	4515 WM 006
2009	4515 WM 007
2010	6008 WM 042
2011	6008 WM 043
2012	6008 WM 044
2013	6887 WM 030
2014	6887 WM 031
2015	6887 WM 032
Commission consultative économique des aéroports de Lyon : rapport (2007).	6887 WM 035

Commission d'investissement : rapport des programmes d'investissement, comptes rendus, correspondance, 2009-2015.

2009-2012 **6008 WM 047**

2013-2015 **6887 WM 036**

Commission d'audit : rapport de comptes, comptes rendus, correspondance, 2010-2015.

2010-2012 **6008 WM 046**

2012-2013 **6887 WM 037**

2014 **6887 WM 038**

2015 **6887 WM 039**

Bilan d'activités, 2003, 2005, 2007, 2010, 2013.

2003 **6887 WM 040**

2005 **6887 WM 041**

2007 **6887 WM 042**

2010 **6887 WM 043**

2013 **6887 WM 044**

Analyse stratégique : rapports, correspondance (2007). **4439 WM 053**

Rapport d'engagements pour l'environnement 2009-2013 (2008). **4439 WM 051**

Étude de rentabilité, commission d'audit : rapport de présentation (2009). **4439 WM 054**

Suivi financier, 2007, 2009-2012.

Budget et résultats, 2007, 2009-2012.

Comptes annuels, programme d'investissement, rapports, 2007, 2009-2012.

2007 **4439 WM 052**

2009-2012 **6008 WM 048**

III.4.164. Société informatique communale Rhône-Alpes (ICARE)

Thématique : informatique et télécommunications

Type de structure : **société commerciale**

Présentation de la structure : La Société d'économie mixte ICARE a été créée en 1970 et est chargée d'activités de conseil et de prestations de service en organisation, gestion et informatique.

Suivi financier, 1996.

Budget et résultats, 1996.

Rapport annuel, extrait du registre des délibérations du Conseil **5706 WM 004** communautaire (1996).

III.4.165. Société Nationale Immobilière

Thématique : logement

Type de structure : **société privée**

Présentation de la structure : La Société Nationale Immobilière est une société créée en 1961 qui construit et administre des HLM sur tout le territoire français.

Suivi financier, 2015.

Budget et résultats, 2015.

Rapport du Commissaire aux Comptes (2015).

6989 WM 085

III.4.166. Société publique locale (SPL) Lyon Confluence (précédemment Société d'économie mixte (SEM) Lyon Confluence de 1999 à 2008, puis publique locale d'aménagement (SPLA) Lyon Confluence de 2008 à 2012)

Thématique : aménagement urbain

Type de structure : **société commerciale**

Présentation de la structure : Les urbanistes Thierry Melot, Oriol Bohigas et Catherine Mosbach (MBM) sont retenus par la Communauté urbaine pour élaborer les grandes lignes du développement du quartier de Lyon Confluence. La reconquête de l'eau est une constante, avec la réalisation d'un port de plaisance sur la Saône, d'une gare d'eau prolongée par un jardin vertugadin en creux et, plus généralement, avec la recomposition des berges. Mais c'est bien du désenclavement que dépendent la poursuite et la réussite de l'opération.

Cependant, le travail de conception et la mise en œuvre opérationnelle étant proposés à l'échelle du site tout entier, la réalisation à court terme de ce projet est jugée irréaliste, en raison des contraintes que sont l'autoroute A6-A7 et le pôle multimodal de la gare de Lyon-Perrache.

La SEM Lyon Confluence a été créée le 9 juillet 1999.

En 2008, la SEM devient une Société publique locale d'aménagement (SPLA) pour coordonner l'ensemble du projet dans ses différentes phases. L'urbaniste François Grether et le paysagiste Michel Desvigne sont désignés pour définir le plan d'urbanisme.

En 2012, la SPLA Lyon Confluence est sollicitée pour des tâches qui vont au-delà des missions définies à l'article L 300-1 du code de l'urbanisme. De nouvelles missions de gestion de services publics ou d'activité d'intérêt général sur le périmètre de l'opération de Lyon Confluence doivent désormais être mises en œuvre. Il s'agit, en particulier, de missions de gestion dans le domaine des énergies renouvelables (installation dans le cadre du New energy and industrial technology développement organisation -NEDO- de panneaux photovoltaïques dans le projet d'immeuble à énergie positive de l'îlot P), ainsi que de l'exploitation à titre provisoire d'ouvrages de parcs de stationnement mutualisés (îlots A1 et D1), dans l'attente de leur remise à la collectivité concédante ou à un opérateur désigné par elle.

Grâce aux dispositions de la loi n° 2010-559 du 28 mai 2010 qui permet aux collectivités de créer des sociétés publiques locales (SPL), le champ d'intervention de la SPLA Lyon Confluence pourra être élargi au-delà de l'aménagement stricto-sensu de l'article L 300-1 du code de l'urbanisme tout en lui permettant d'intervenir dans la gestion de ce type de services publics et d'activités d'intérêt général.

Conformément à la loi n° 2010-559 susvisée, le Conseil d'administration de la SPLA Confluence du 28 juin 2012 a ainsi validé la transformation de la SPLA en SPL et a décidé de proposer aux actionnaires la modification des statuts en autorisant l'élargissement de son objet social (article 2) pour tenir compte des nouvelles missions qui lui seront confiées.

Par la délibération n° 2012-3364 du Conseil de communauté du 12 novembre 2012, la Communauté urbaine de Lyon, en qualité d'actionnaire majoritaire, approuve l'évolution de la publique locale d'aménagement (SPLA) Lyon Confluence en une Société publique locale (SPL), et la modification des statuts.

Suivi juridique, 1998-2000, 2002-2013.

Contractualisation, 1998-2000, 2002-20013.

Création : rapport de présentation, extrait du registre des délibérations du Conseil communautaire, correspondance (1998-2000).	4525 WM 001
Statuts (1999).	6674 WM 024
Convention de concession (1999).	6674 WM 025
Projet de transformation de la SEM en SPLA, audit : rapport d'audit de l'entreprise Ernest et Young, correspondance (2002-2006).	4525 WM 002
Avenant n° 1 à la convention d'avancement (2002).	6674 WM 026
Avenant n° 2 au traité de concession (2003).	6674 WM 027
Avenant n° 3 au traité de concession (2004).	6674 WM 028
Procédure d'évolution de la SEM en SPLA : statuts, délibérations, notes, courriers avec les actionnaires, correspondance (2007-2008).	6674 WM 029
Mouvements de capitaux liés à la transformation en SPLA : ordres de mouvement, conventions de cession d'actions, correspondance (2008).	6674 WM 030
Contrat de réseau SCET, avenants (2008-2013).	6674 WM 031
ZAC 2 Lyon Confluence : dossier de création (2010-2012).	6674 WM 032

Suivi de l'activité, 1999-2001, 2003-2010, 2012-2016.

Fonctionnement et instances, 1999-2001, 2003-2010, 2012-2016.

Conseil d'administration : procès-verbaux, ordres du jour, 1999-2001, 2003-2010.

1999-2001	4525 WM 003
2003-2004	4525 WM 004
2005-2006	4525 WM 005
2007-2008	4525 WM 006
2009-2010	4525 WM 007

Assemblée générale : procès-verbaux, ordres du jour, documents préparatoires, rapport de gestion, rapport d'activité, états financiers 2001, 2003-2009, 2014-2016.

2001	4525 WM 008
2003-2006	4525 WM 009
2007-2009	4525 WM 010

2014-2016	6888 WM 030
Conseil d'administration, Assemblée générale et Comité d'engagement (2012-2013).	6674 WM 033
CTS (comité technique spécial) Lyon Confluence : comptes rendus de réunions, ordres du jour (2004-2005).	4525 WM 011
Réunions du G3 : compte-rendu, notes, correspondance (2015).	6888 WM 031
Compte-rendu annuel à la Collectivité Locale (CRACL), 2001, 2012.	
2001	6674 WM 034
2012	6674 WM 035
Lyon 2ème, démolitions, contrat de travaux. Ancien bâtiment industriel situé 26 rue Seguin, commission d'appel d'offre : procès-verbal, bâtiments situés au 2-4-6-8-10 cours Charlemagne, commission d'appel d'offre : procès-verbal, démolition des bâtiments situés 30 quai Rambaud, commission d'appel d'offre : procès-verbal (2002-2003).	4525 WM 012
Mise à disposition du directeur de 2005 à 2011 : convention, contrats, correspondance (2003-2006).	6674 WM 036
Correspondance (2003-2011).	4525 WM 013
Inspection du travail, contrôle : rapport, notes, correspondance (2010).	6674 WM 037
Rapport d'activité, 2011, 2016.	
2011	6674 WM 038
2016	6888 WM 032
Suivi financier, 2000-2012, 2015.	
Budget et résultats, 2000-2012, 2015.	
Rapport du Commissaire aux Comptes et rapport spécial du Commissaire aux Comptes (2015).	6888 WM 033
Rapport de gestion (2015).	6888 WM 034
États financiers, comptes annuels, rapport CRACL (compte-rendu annuel à la collectivité locale), rapport général du Commissaire aux Comptes, rapport d'activité, 2000-2012, 2015.	
2000-2002	4525 WM 014
2003-2004	4525 WM 015
2005-2006	4525 WM 016
2007-2008	4525 WM 017
2009-2011	4525 WM 018

2012

6674 WM 039

2015

6888 WM 035

Renégociation de prêt Dexia : contrat, correspondance (2011).

6674 WM 040

III.4.167. Société publique locale (SPL) Part-Dieu

Thématique : aménagement urbain

Type de structure : **société commerciale**

Présentation de la structure : La SPL Part-Dieu a été créée en septembre 2014 (sa création est actée par la délibération n°2013-4333 du Grand Lyon). Elle succède à la Mission Part-Dieu (2010-2014) qui avait initié le projet de transformation du quartier. Elle est dirigée par François Decoster et gère un périmètre de 177 hectares. La Métropole de Lyon est actionnaire à 90% de la SPL, les 10% restant sont tenus par la ville de Lyon. Les missions de la SPL sont :

- le pilotage global du projet en fédérant des acteurs clés et partenaires ;
- la maîtrise budgétaire et réglementaire du projet ;
- l'organisation et la coordination des opérations, de la définition du projet architectural aux travaux, dans une logique de co-production ;
- la maîtrise d'ouvrage des espaces publics ;
- l'animation économique ;
- la promotion du projet ;
- la concertation, l'information et la participation des habitants et associations.

La SPL de la Part-Dieu pilote l'aménagement de la ZAC Part-Dieu Ouest jusqu'en 2029.

Historique, 2012-2014.

Montage technique et juridique en vue de la création de la SPL Part-Dieu : correspondance, documentation juridique, notes, tableaux des coûts et des investissements, plan des travaux, tableau d'évaluation des marchés publics pour la création de la SPL, support de présentation, étude des coûts de personnel (2012-2013). **6888 WM 024**

Procédure de marché public pour la désignation d'un Commissaire aux Comptes pour la SPL Part Dieu : correspondance, contrat valant acte d'engagement, simulation de commande, note méthodologique, donne à pouvoir, déclaration et attestation sur l'honneur, attestation d'indépendance, dossier de candidature, identification des entreprises, dossier de synthèse des offres (2014). **6888 WM 025**

Montage financier : supports de présentation, tableaux prévisionnels, correspondance (2013-2014). **6888 WM 026**

Procédure de création de la SPL : planning des formalités de création, calendrier, RIB du tribunal de commerce, déclaration de consignation, correspondance, contrat de bail, avenant au contrat de bail, guide pour remplir les déclarations fiscales (2014). **6888 WM 027**

Tenue du premier conseil d'administration et de la première assemblée générale : procès-verbal, ordre du jour, délibération n°2013-4333 du Grand Lyon, délibération 2014-6289 de la ville de Lyon, documentation, documents de travail, correspondance, support de présentation, notes, documents d'organisation des assemblées (2014). **6888 WM 028**

Publicité : correspondance, attestation de parution, devis, documents **6888 WM 029**
préparatoires, documentation (2013-2014).

III.4.168. Syndicat d'études et de programmation de l'agglomération lyonnaise (SEPAL)

<p><u>Thématique</u> : aménagement urbain</p> <p><u>Type de structure</u> : établissement public</p> <p><u>Présentation de la structure</u> : Créé en 1985, et entériné le 24 juin 1991 par arrêté préfectoral n° 91-1804, le SEPAL est un syndicat mixte constitué de communes et d'établissements publics de coopération intercommunal. Il a élaboré le SDAL (Schéma directeur de l'agglomération lyonnaise) de 1992.</p> <p>Après dix ans de mise en sommeil, le syndicat a été refondé par arrêté préfectoral en 2002 et son périmètre a été modifié pour l'élaboration du futur SCOT.</p> <p>Il a pour objet l'élaboration, la révision, la modification et le suivi du schéma de cohérence territoriale (SCOT) ainsi que de tous documents dont l'élaboration, la modification ou la révision lui serait confiée dans le cadre de ses compétences conformément à la législation en vigueur. Ses deux missions principales sont donc :</p> <ul style="list-style-type: none">- de veiller à l'application du Schéma directeur jusqu'à l'approbation du SCOT : compatibilité des PLU, PDU, PLH, projets d'aménagement et d'acquisition foncière ;- d'élaborer le SCOT : maîtrise d'ouvrage des études, gestion des procédures, association et mobilisation des acteurs, coordination avec les 9 Scot périphériques, concertation... <p>Après l'approbation du SCOT, le Sepal sera chargé du suivi du SCOT, c'est-à-dire de veiller à ce que les plans, projets et politiques mis en œuvre par les différentes collectivités respectent effectivement les orientations définies. A échéance de 10 ans maximum, le syndicat devra également effectuer une évaluation de la mise en œuvre du SCOT afin d'apprécier l'opportunité d'une éventuelle mise en révision.</p>
--

Suivi juridique, 1985-2009, 2012.

Contractualisation, 1985-2009, 2012.

Délibérations de création du SEPAL, conventions, avenants, extraits **5690 WM 057**
du registre des délibérations du Conseil communautaire (1985-2009).

Convention portant sur la valorisation financière des moyens mis à **6331 WM 001**
disposition (2012).

Suivi de l'activité, 1994-2013.

Fonctionnement et instance, 1994-2013.

Comité syndical : comptes rendus de séances, comptes rendus de
réunions, correspondance, 1994, 2001-2013.

1994, 2001-2003 **5690 WM 058**

2004 **5690 WM 059**

2005 **5690 WM 060**

2006-2007 **5690 WM 061**

2008-2009 **5690 WM 062**

2010-2013 **6331 WM 002**

SCOT, 2005-2012.

Avis du SEPAL, compte-rendu de réunion (2005, 2012). **5690 WM 063**

Rapport d'activités (2011). **6331 WM 003**

Correspondance (1994-2009). **5690 WM 064**

Suivi financier, 1991-1993, 2003-2009.

Budget et résultats, 1991-1993, 2003-2009.

Budgets, comptes administratifs, comptes de résultats, bilans financiers, 1991-1993, 2003-2009.

1991-1993 **5690 WM 065**

2003-2009 **5690 WM 066**

III.4.169. Syndicat des eaux de Millery-Mornant (MIMO)

Thématique : eau et assainissement

Type de structure : **établissement public**

Présentation de la structure : Né de la fusion en 1948 du syndicat des Eaux de Mornant et de ceux de Millery – Charly et Vourles, le syndicat intercommunal de distribution des eaux de Millery–Mornant se charge des travaux de renouvellement et de renforcement des canalisations, réservoirs et stations, la gestion et l'entretien des canalisations et ouvrages étant confiés à Véolia Eau.

Suivi financier, 1999-2004.

Budget et résultats, 1999-2004.

Comptes administratifs (1999-2004). **4480 WM 007**

III.4.170. Syndicat intercommunal à vocation scolaire (SIVOS) de l'Arbresle, gestion du collège de l'Arbresle

Thématique : enseignement

Type de structure : **établissement public**

Présentation de la structure : Le Syndicat intercommunal à vocation scolaire pour la gestion du collège de l'Arbresle (SIVOS de l'Arbresle) a été créé par arrêté préfectoral en date du 29 décembre 1978. La communauté urbaine de Lyon, représentant la commune de La Tour-de-Salvagny, y avait adhéré par délibération en date du 26 juin 1978, s'engageant par-là même à inscrire, à titre de dépense obligatoire à son budget, la contribution représentant la part de La Tour-de-Salvagny.

Le SIVOS de l'Arbresle a ainsi contribué, après la construction du collège de l'Arbresle, à celles du collège de Lentilly et d'une salle de sports en copropriété avec la commune de Lentilly.

L'évolution du contexte d'intercommunalité dans le canton de l'Arbresle a conduit la Communauté de communes du pays de l'Arbresle à reprendre la compétence transférée antérieurement au SIVOS.

Ce transfert de compétence entraîne la dissolution du SIVOS par la délibération n°2001-0393 du 21 décembre 2001.

Suivi financier, 1993-2003.

Budget et résultats 1993-2003.

Comptes administratifs (1993-2003). **4524 WM 005**

III.4.171. Syndicat intercommunal à vocation scolaire (SIVOS) de Ravareil

Thématique : enseignement

Type de structure : **établissement public**

Présentation de la structure : Le syndicat intercommunal à vocation scolaire (SIVOS) de Ravareil a été créé en 1982. Il a pour objet la prise en charge des dépenses d'investissement tant sur le plan des constructions scolaires que sur celui de la réalisation des installations sportives nécessaires, pour le Collège de Communay et le CES Jacques Prévert de Saint-Symphorien-d'Ozon.

Suivi juridique, 1981, 2007-2008.

Contractualisation, 1981, 2007-2008.

Création : extrait du registre des arrêtés du préfet, extrait du registre des délibérations de la Communauté de communes du Pays de l'Ozon (1981, 2007-2008). **4524 WM 006**

Suivi financier, 1997-2002.

Budget et résultats, 1997-2002.

Comptes administratifs (1997-2002). **4524 WM 007**

III.4.172. Syndicat intercommunal d'assainissement de la vallée d'Ozon (SIAVO)

Thématique : eau et assainissement

Type de structure : **établissement public**

Présentation de la structure : Le SIAVO assure le transport des eaux usées du réseau collectif et contrôle des installations autonomes.

Le Syndicat Intercommunal d'assainissement de la vallée de l'Ozon (SIAVO) a été créé en 1959 afin de dresser le projet d'assainissement de son territoire, avec entre autres, comme adhérents les communes de Corbas, Mions et Solaize. En 1964, les attributions du SIAVO ont été étendues à la maîtrise d'ouvrage des travaux de construction du collecteur.

Lors de sa création, la Communauté urbaine s'est substituée aux communes de Corbas, Mions et Solaize, dans le SIAVO. La Communauté urbaine a donc ses représentants au conseil syndical du SIAVO et verse une participation annuelle au budget du syndicat.

En séance publique du 2 mai 2007, la Communauté urbaine de Lyon engage une procédure de retrait du SIAVO (délibération n° 2007-4124).

Suivi financier, 1999-2004.

Budget et résultats, 1999-2004.

Comptes administratifs (1999-2004). **4480 WM 003**

III.4.173. Syndicat intercommunal de distribution d'eau du sud-ouest lyonnais (SIDESOL)

Thématique : eau et assainissement

Type de structure : **établissement public**

Présentation de la structure : Le Syndicat intercommunal de distribution d'eau du sud-ouest lyonnais (SIDESOL) a été constitué par arrêté préfectoral en date du 22 novembre 1954.

L'objet du SIDESOL est l'alimentation en eau potable des Communes de Brignais, Brindas, Chaponost, Chevinay, Courzieu, Grézieu-a-Varenne, Messimy, Pollionay, Sainte-Consorte, Saint-Laurent-de-Vaux, Soucieu-en-Jarrest, Thurins, Vaugneray, Yzeron et Marcy-l'Etoile.

La loi n° 66-1069 du 31 décembre 1966 relative aux communautés urbaines a disposé que les communautés se substituent, pour l'exercice de leurs seules compétences, aux communes qui font partie de syndicats lorsque celles-ci étaient groupées avec des communes extérieures à la Communauté urbaine.

Au titre de sa compétence "eau potable", la Communauté urbaine de Lyon s'est ainsi substituée à la Commune de Marcy-l'Etoile dans ce syndicat. Par ailleurs, la Métropole de Lyon s'est substituée de plein droit à la Communauté urbaine au 1er janvier 2015.

Suivi financier, 2000-2008.

Budget et résultats, 2000-2008.

Comptes administratifs, rapport annuel sur les prix et la qualité de l'eau, **4480 WM 005**
correspondance (2000-2008).

III.4.174. Syndicat intercommunal de l'ouest lyonnais pour l'enlèvement et le traitement des ordures ménagères

Thématique : déchets

Type de structure : **établissement public**

Présentation de la structure : La Communauté urbaine a réalisé d'importants investissements en matière d'installation de traitement des ordures ménagères, par la construction des deux usines d'incinération, l'une au Nord à Rillieux-la-Pape, l'autre au Sud à Lyon 7^{ème}. La Communauté urbaine doit recevoir les ordures ménagères collectées, dans les communes adhérentes au syndicat, dans son usine d'incinération du Lyon Sud. La Communauté urbaine assure, moyennant une redevance forfaitaire, le traitement des déchets, la récupération de chaleur, la valorisation de l'énergie. Le marché public a été souscrit le 27 novembre 1979 et approuvé par le Préfet le 29 janvier 1989.

Le syndicat intercommunal de l'ouest lyonnais pour l'enlèvement et le traitement des ordures ménagères est dissous à compter du 30 juin 1993.

Suivi juridique, 1990, 1992.

Contractualisation, 1990, 1992.

Convention avec la Communauté urbaine (1990). **4373 WM 003**

Liquidation : budget, compte-rendu de réunion (1992). **4373 WM 004**

III.4.175. Syndicat intercommunal des eaux de Communay et région (SIE)

Thématique : eau et assainissement

Type de structure : **établissement public**

Présentation de la structure : Le syndicat intercommunal des eaux de Communay et région (SIE) assure la livraison d'eau potable.

Suivi financier, 1999-2006.

Budget et résultats, 1999-2006.

Comptes administratifs (1999-2006). **4480 WM 004**

III.4.176. Syndicat intercommunal des eaux du Val d'Azergues (SIEVA)

Thématique : eau et assainissement

Type de structure : **établissement public**

Présentation de la structure : Le syndicat intercommunal des eaux du Val d'Azergues (SIEVA) est une structure intercommunale de distribution d'eau potable regroupant 26 communes.

Le SIEVA a pour mission l'exploitation du service de distribution d'eau potable, soit l'entretien des ouvrages, l'achat d'eau au syndicat producteur Saône Turdine, la gestion des abonnés, la facturation et le recouvrement du prix de l'eau, ainsi que de l'assainissement (collectif et non collectif) communautaire pour le compte de la Communauté urbaine.

Suivi de l'activité, 1969-1981.

Fonctionnement et instance, 1969-1981.

Correspondance (1969-1981).

4480 WM 001

Suivi financier, 2000-2008.

Budget et résultats, 2000-2008.

Comptes administratifs, comptes de gestion (2000-2008).

4480 WM 002

III.4.177. Syndicat mixte de la plaine de l'Ain (SMPA)

Thématique : eau et assainissement

Type de structure : **établissement public**

Présentation de la structure : Le Syndicat mixte de la Plaine de l'Ain (SMPA) a été créé en 1976 et a pour objet l'aménagement industriel de la plaine de l'Ain.

En tant que maître d'ouvrage de l'aménagement industriel, le SMPA doit établir et approuver le schéma général et la stratégie d'aménagement, réaliser les équipements publics structurants, notamment de désenclavement, prendre en charge et gérer les espaces non privatisés, devenir le titulaire du droit de préemption pour les parties de la zone d'aménagement différé couvrant la zone industrielle.

Le syndicat mixte est constitué de douze membres dont la communauté urbaine de Lyon et administré par un comité de dix-sept délégués.

Suivi financier, 2004.

Budget et résultats, 2004.

Comptes administratifs (2004).

4480 WM 006

III.4.178. Syndicat mixte des Monts d'Or, préservation et mise en valeur du massif

Thématique : écologie, environnement et énergie

Type de structure : **établissement public**

Présentation de la structure : En 1984, 9 communes des Monts d'Or se sont regroupées en un syndicat intercommunal. En 1991, sous l'impulsion du Conseil général du Rhône et du le Grand Lyon ce syndicat s'est transformé en syndicat mixte, regroupant le conseil général du Rhône (40%), la communauté urbaine de Lyon (40%) et 11 communes (20%).

Ses objectifs sont la préservation et la mise en valeur des espaces naturels et du patrimoine rural témoin des activités humaines au cours du temps dans les Monts d'Or. Une charte pour les espaces naturels et agricoles, élaborée en 1995, définit les objectifs et les actions devant être mises en oeuvre. La politique du Syndicat mixte des Monts d'Or s'organise autour de 4 axes :

- l'organisation de la fréquentation du public dans le respect des activités notamment agricoles qui s'exercent sur le site ;
- la découverte du patrimoine local au travers d'équipements adaptés, d'animations pédagogiques ;
- la gestion et l'entretien des espaces par la mise en œuvre d'un plan propreté, l'organisation de la police de l'environnement, les conventions de gestion avec les agriculteurs locaux, les propriétaires et les associations ;
- la mobilisation des acteurs pour la pérennisation de l'activité agricole garante de la qualité et de la diversité des paysages et du cadre de vie des Monts d'Or.

Suivi de l'activité, 1998-2006, 2008-2011.

Fonctionnement et instance, 1998-2006, 2008-2011.

Rapport de présentation, extraits du registre des délibérations du Conseil communautaire, convention de mise à disposition de brigades vertes (1998-2003). **5706 WM 018**

Conseil syndical : comptes rendus, rapports de synthèse, 2001-2006, 2008-2011.

2001-2004 **5706 WM 019**

2005-2006 **5706 WM 020**

2008-2011 **6321 WM 008**

Suivi financier, 2001-2006, 2008.

Budget et résultats, 2001-2006, 2008.

Budgets primitifs, comptes administratifs, 2001-2006, 2008.

2001-2003 **5706 WM 021**

2004-2006 **5706 WM 022**

2008 **6321 WM 009**

III.4.179. Syndicat mixte du Rhône, des Iles et des Lônes (SMIRIL)

Thématique : écologie, environnement et énergie

Type de structure : **établissement public**

Présentation de la structure : Le syndicat mixte, créé le 10 mai 1995 par arrêté préfectoral et dénommé syndicat mixte du Rhône des Iles et des Lônes, est constitué des communes de Feyzin, Grigny, Irigny, Millery, Sérézin-du-Rhône, Ternay-et-Vernaison, du Grand Lyon et du Syndicat mixte du Rhône, des Iles et des Lônes (SMIRIL), du Conseil Général du Rhône.

Le SMIRIL est chargé de piloter et de mettre en œuvre le projet de réhabilitation et de valorisation de l'Espace Nature des Iles et Lônes du Rhône. Ses missions sont menées en lien étroit avec la CNR, gestionnaire du domaine public fluvial concédé, et un ensemble de partenaires.

Le SMIRIL assure également de très nombreuses animations pédagogiques, en partenariat avec les associations de protection de la nature et de l'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée-Corse.

Suivi de l'activité, 2008.

Fonctionnement et instance, 2008

Comité syndical, séances : ordres du jour et annexes, procès-verbaux de séances, comptes rendus de séances, comptes administratifs et budgets pour validation, rapports d'activité, note, correspondance (2008). **6321 WM 006**

Suivi financier, 2003, 2008.

Budget et résultats, 2003, 2008.

Compte administratif, budget, bilan d'activités, 2003, 2008.

2003

4439 WM 047

2008

6321 WM 007

III.4.180. Syndicat mixte pour l'aménagement et la gestion du grand parc Miribel-Jonage (SYMALIM)

Thématique : écologie, environnement et énergie

Type de structure : **établissement public**

Présentation de la structure : Pour améliorer les conditions de navigation, le canal de Miribel est construit dans les années 1850. Après 1890, c'est au tour du canal de Jonage d'être édifié, permettant ainsi la création du premier grand barrage hydraulique français. À partir de 1950, la maîtrise du fleuve va permettre d'exploiter les atouts du site.

Le SYMALIM est créé en 1968, à l'origine avec 15 collectivités, rejointes en 1995 par le Grand Lyon.

Dès sa création, il acquiert progressivement des terrains et engage l'aménagement à un rythme soutenu, permettant la création de vastes plans d'eau pour les loisirs.

En 1988, une station de pompage de secours est créée dans le plan d'eau principal, pour que l'agglomération dispose d'une ressource en eau potable en cas de pollution du captage principal de Crépieux-Charmy.

Ces 4 grandes vocations sont :

- préserver la ressource en eau potable
- maintenir le champ d'expansion des crues du Rhône
- préserver et valoriser la qualité et la biodiversité du patrimoine naturel
- améliorer l'accueil des populations urbaines et affirmer l'activité de loisirs

Le SYMALIM est financé par les collectivités membres et par des subventions liées à des projets spécifiques.

Suivi juridique, 1967, 1991-2007, 2014-2015.

Contractualisation, 1967, 1991-2007, 2014-2015.

Statut. - Représentativité des membres au sein du comité syndical et financement, dissension entre la Communauté urbaine et le Conseil général du Rhône : notes d'information, avis juridiques, délibérations de la commune de Lyon et de la Communauté urbaine, articles de presse, correspondance (1967, 1994, 2002-2006). **4429 WM 020**

Comité syndical, modifications des statuts : extraits du registre des délibérations du conseil communautaire, statuts, correspondance (1991-2007). **6321 WM 001**

Adhésion de la Communauté urbaine de Lyon au SYMALIM : relevés de décisions, correspondance (1992-1994). **6321 WM 002**

Préparation à la contractualisation : rapport sur la transcription de la loi pour la modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) dans la gouvernance du SYMALIM, supports de présentation, statuts, correspondance (2014-2015). **6678 WM 020**

Suivi de l'activité, 1974-2006, 2008.

Fonctionnement et instance, 1974-2006, 2008.

Plan global de mise en valeur et de gestion (PGMV), mise en place : rapport de présentation, copie de la convention de concession et d'un avenant, copie du cahier des charges pour la concession, charte **4429 WM 001**

d'objectifs, notes d'information, délibérations du comité syndical, rapport au conseil communautaire, dossier de demande de subvention, correspondance (1974-1979, 1993-2004).

Foncier : acte de vente, correspondance (1975-2005). **6321 WM 003**

Comité syndical et bureau, séance du 10 décembre 1992 : ordre du jour et annexes (1992). **4429 WM 002**

Bureau, séances des 24 avril et 17 décembre 1996 : procès-verbaux de séance (1996). **4429 WM 003**

Comité syndical, séances : ordres du jour et annexes, procès-verbaux de séances, comptes rendus de séances, comptes administratifs et budgets pour validation, rapports d'activité, note, correspondance, 1995, 1997-2006, 2008.

1995 **4429 WM 004**

1997 **4429 WM 005**

1998 **4429 WM 006**

1999 **4429 WM 007**

2000 **4429 WM 008**

2001 **4429 WM 009**

2002 **4429 WM 010**

2003 **4429 WM 011**

2004 **4429 WM 012**

2005 **4429 WM 013**

2006 **4429 WM 014**

2008 **6321 WM 004**

Suivi financier, 1992, 1994, 2001-2002, 2004, 2008.

Budget et résultats, 1992, 1994, 2001-2002, 2004, 2008.

Compte administratif et annexes, 1992, 1994, 2001-2002, 2004, 2008.

Exercice 1992 **4429 WM 015**

Exercice 1994 **4429 WM 016**

Exercice 2001 **4429 WM 017**

Exercice 2002 **4429 WM 018**

Exercice 2004 **4429 WM 019**

Exercice 2008 **6321 WM 005**

III.4.181. Syndicat mixte d'études et de promotion de l'axe Toulouse-Lyon (SMEAPTL)

Thématique : déplacement
Type de structure : **établissement public**
Présentation de la structure : Le syndicat mixte d'études et de promotion de l'axe Toulouse-Lyon (SMEAPTL) a été créé en 1991. Ce syndicat se mobilise pour obtenir la modernisation de cet itinéraire, classé grande liaison d'aménagement du territoire.

Suivi juridique, 2003-2007.

Contractualisation, 2003-2007.

Extraits du registre des délibérations du SMEAPTL (2003-2007). **4476 WM 009**

Suivi financier, 2000-2007.

Budget et résultats, 2000-2007.

Budget primitif, compte administratif (2000-2007). **4476 WM 010**

III.4.182. Syndicat mixte pour la promotion des pépinières d'entreprises innovantes (SMPPEI)

Thématique : économie et attractivité du territoire
Type de structure : **établissement public**
Présentation de la structure : En 1986 est créé le syndicat mixte pour la promotion des pépinières d'entreprises innovantes (création d'équipements immobiliers) en création sur trois sites : Ecully zone d'enseignement et de recherche, Gerland parc scientifique Tony Garnier et Villeurbanne La Doua.
Ce syndicat regroupe la CCI de Lyon, le département du Rhône, le Grand Lyon, et les villes de Villeurbanne, Ecully et Lyon.

Suivi juridique, 1986-2008, 2012-2014.

Contractualisation, 1986-2008, 2012-2014.

Création : extrait du registre des arrêtés préfectoraux (1986). **4439 WM 034**

Arrêté de création, statuts, extraits du registre des délibérations, conventions de financement exceptionnel (1986-2008). **6331 WM 007**

Liquidation du SMPREI : procès-verbal du Comité syndical, correspondance (2012-2014). **6331 WM 008**

Dissolution : projet de délibération du Conseil de Communauté urbaine de Lyon, arrêté, correspondance (2013-2014). **6765 WM 031**

Suivi de l'activité, 1999-2011.

Fonctionnement et instance, 1999-2011.

Comité syndical : extraits du registre des délibérations, 1999-2005, 2009-2011.

1999-2005 **6331 WM 009**

2009-2011 **6331 WM 010**

Soutien à la création et à la reprise d'entreprises : conventions (2000-2003). **6331 WM 011**

Rapports d'activités annuels (2006-2008). **6331 WM 012**

Suivi financier, 1993-1997, 1999-2012.

Budget et résultats, 1993-1997, 1999-2012.

Budgets, comptes administratifs, comptes de gestion, 1993-1997, 1999-2012.

1993-1997 **4439 WM 035**

1999-2012 **6331 WM 013**

III.4.183. Syndicat mixte pour le réaménagement de la Plaine des Chères et de l'Azergue

Thématique : économie et attractivité du territoire

Type de structure : **syndicat mixte**

Présentation de la structure : Il assure en particulier la mise en place des différents volets du Contrat de Rivière.

Suivi financier, 2015-2016.

Budget et résultats, 2015-2016.

Compte administratif, budget primitif (2015-2016). **6765 WM 032**

III.4.184. Union internationale des transports publics (UITP)

Thématique : déplacement

Type de structure : **association**

Présentation de la structure : Fondée en 1885, l'union internationale des transports publics (UITP), dont le siège est basé à Bruxelles, a pour domaine d'activité l'organisation et la réglementation des transports publics mondiaux.

Suivi juridique, 1992-2001.

Contractualisation, 1992-2001.

Statuts, extrait du registre des délibérations, rapport annuel, correspondance (1992-2001). **4510 WM 024**

III.4.185. Villeurbanne Est Habitat (VEH)

Thématique : habitat

Type de structure : **établissement public (office public de l'habitat)**

Présentation de la structure : Villeurbanne Est Habitat (VEH)

Les OPH ont pour mission principale de construire, d'améliorer et de gérer des logements locatifs sociaux, de réaliser des opérations d'accession sociale, d'aménagement et des prestations dans le cadre de la mixité sociale.

En 2013, Villeurbanne Est Habitat et Porte des Alpes Habitat ont fusionné pour créer Est Métropole Habitat.

Suivi juridique, 2013-2014.

Contractualisation, 2013-2014.

Préparation de la fusion : documents de travail, tableaux de la fusion, support de présentation, correspondance (2013-2014). **6988 WM 043**

Suivi de l'activité, 2011-2012.

Fonctionnement et instance, 2011-2012.

Conseil d'administration : ordre du jour, procès-verbal, correspondance, 2011-2012.

2011 **6331 WM 029**

2012 **6331 WM 030**

Rapports d'activités (2012). **6331 WM 031**

Suivi financier, 2003-2012, 2014.

Budget et résultats, 2003-2012, 2014.

Contrat de plan 2003-2008, suivi des consommations sur les dotations communautaires : extraits du registre des délibérations du conseil communautaire, rapports, avenants, correspondance (2003-2010). **6331 WM 032**

Budgets et résultats : rapport général du Commissaire aux Comptes (2011-2012). **6331 WM 033**

Bilan financier (2014). **6988 WM 044**

III.4.186. Villeurbanne Handball Association (VHA)

Thématique : sport

Type de structure : **association**

Présentation de la structure : En 1969 est créée une section de Handball au sein de l'AS Buers. Progressivement cette section va gravir les échelons au point d'intégrer la 3^e division de la ligue nationale de Handball en 1976. Cette montée en championnat national marque la naissance du Villeurbanne Handball Club (VHC), issu de la fusion de l'AS Buers et de l'AS Bel Air, à la fois en tant que club professionnel mais également centre de formation. En 1994, VHC devient Villeurbanne Handball Association (VHA).

Suivi financier, 2008-2010.

Budget et résultats, 2008-2010.

Bilan financier et comptes annuels (2008-2010). **6988 WM 036**

Rapport général du Commissaire aux Comptes (2008-2009). **6988 WM 037**

III.5. AUDIT EXTERNE

III.5.1. Agence d'urbanisme

Thématique : aménagement urbain

Type de structure : **association**

Présentation de la structure : L'agence d'urbanisme est créée par délibération du 16 mai 1978. Elle prend la suite de l'atelier d'urbanisme lyonnais (service communautaire), avec pour objet l'exécution d'études d'urbanisme et d'aménagement dans le périmètre constitué par les communes de la Communauté urbaine de Lyon.

Association loi 1901, elle gère au quotidien l'évolution des données en matière d'aménagement urbain et régional, formant ainsi un centre interdisciplinaire de ressources, d'études, de recherches, de conseils et d'assistance technique.

En 2011, l'agence compte une trentaine de partenaires à vocation d'intérêt général : collectivités territoriales, État, syndicats mixtes, chambres consulaires...

Audit flash : note de synthèse, support de présentation (2016).

6992 WM 056

III.5.2. Association ASUL Lyon Volley Ball

Thématique : sport

Type de structure : **association**

Présentation de la structure : L'ASUL Lyon Volley Ball est une association sportive de volley-ball qui a été fondée en 1945.

Audit financier : correspondance, tableaux financiers, conventions, notes, délibérations 2018-10/18-167-2325, 1250, 2019-10/18-127-3483 du conseil régional d'Auvergne-Rhône-Alpes, documents de travail, documentation, supports de présentation, extrait des minutes du greffe du tribunal de commerce de Lyon, comptes annuels, procès-verbaux de réunions, statuts (2015-2019).

6992 WM 057

III.5.3. Institut Bioforce

Thématique : éducation

Type de structure : **société privée**

Présentation de la structure : L'institut Bioforce, précédemment appelé institut Bioforce-Développement, est créé en 1983. C'est un institut de formation et d'orientation professionnelle pour les métiers de l'humanitaire, situé à Vénissieux.

Audit de l'institut Bioforce en vue d'un éventuel partenariat pour le financement de l'institut de formation : correspondance, notes, rapports, états financiers, rapport du Commissaire aux Comptes (2014).

6988 WM 052

III.5.4. Plan Campus

Thématique : éducation et aménagement urbain

Présentation de la structure : Le plan Campus ou opération Campus est un projet du gouvernement Fillon annoncé en janvier 2008 par la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Valérie Pécresse.

Il a pour objectif de faire émerger en France douze pôles universitaires d'excellence de niveau international, grâce à des dotations exceptionnelles. Les projets rassemblaient en général plusieurs universités.

Audit pour une participation financière de la Communauté urbaine de Lyon au Plan Campus : correspondance, documentation, synthèse, rapport d'expertise, notes,

6988 WM 053

documentation, cahier des clauses techniques particulières, guide méthodologique, présentation du projet (2008-2010).

III.6. GARANTIES D'EMPRUNTS

Les garanties d'emprunt entrent dans la catégorie des engagements hors bilan, parce qu'une collectivité peut accorder sa caution à une personne morale de droit public ou privé pour faciliter la réalisation des opérations d'intérêt public. Le fait de bénéficier d'une garantie d'emprunt facilite l'accès au crédit des bénéficiaires de la garantie ou leur permet de bénéficier d'un taux moindre. La collectivité garante s'engage, en cas de défaillance du débiteur, à assumer l'exécution de l'obligation, ou à payer à sa place les annuités du prêt garanti.

III.6.1. Pilotage

Guide des procédures des garanties d'emprunts : correspondance, décision du bureau, procédures d'instruction des garanties d'emprunts, documentation juridique, comptes rendus de réunions de la commission logement, répertoire de contact pour la gestion des garanties d'emprunts, fiches techniques (1988-2005). **6988 WM 056**

Comptes rendus du bureau, 1987-1989.

1987 **4483 WM 001**

1^{er} semestre 1988 **4483 WM 002**

2^{eme} semestre 1988 **4483 WM 003**

1^{er} semestre 1989 **4483 WM 004**

2^{eme} semestre 1989 **4483 WM 005**

Déroulé de la réunion d'information des garants du 9 juin 2016 : tableau de répartition des garanties d'emprunts entre la Métropole et le Département, schéma de la procédure d'emprunts, correspondance, relevé de décisions (2016). **6988 WM 055**

Transfert des garanties d'emprunts : tableaux, comptes rendus de réunions, correspondance (2014-2015). **6678 WM 021**

Transfert des garanties d'emprunts : correspondance, tableau de transfert (2015). **6988 WM 054**

Relations avec les partenaires (les autres directions, les élus siégeant dans les conseils d'administration des entreprises sociales de l'Habitat (ESH) et la ville de Lyon) : supports de présentation, correspondance, statuts, invitation, tableaux de suivi (2015-2017). **6678 WM 022**

Gestion des garanties d'emprunts avec les entreprises sociales pour l'habitat : notes, tableaux financiers, support de présentation, documents préparatoires, correspondance, conventions (2003, 2005). **6988 WM 063**

Fonctionnement, 2015-2017.

Procédure de co-garanties métropole et communes : contrats de prêt, délibérations, correspondance (2015). **6678 WM 023**

Fixation des critères d'octroi des garanties d'emprunts susceptibles d'être accordées : point de repère, correspondance (2016). **6678 WM 024**

Modification des critères d'octroi : comptes rendus de réunions, notes, correspondance, tableau de documentation (2015). **6988 WM 060**

Mise à jour des critères d'octroi des garanties d'emprunts, 2015-2017.

Habitat coopératif : convention, comptes rendus de réunions, correspondance (2015-2016). **6678 WM 025**

Organismes de gestion de l'Enseignement catholique (OGEC) : rapport, support de présentation, correspondance (2016-2017). **6678 WM 026**

Suivi budgétaire des garanties d'emprunts : annexes (2013-2014). **6678 WM 029**

Tenue du comité de direction : documentation (2012-2013). **6988 WM 059**

Commission finances : bilan des garanties d'emprunts (2016). **6678 WM 030**

Analyse financière des garanties d'emprunts : document d'organisation de réunions, correspondance, documentation, note interne, support de présentation (2009-2011). **6988 WM 061**

Tenue de réunion avec la Caisse des Dépôts du 30 août 2013 : supports de présentation (2013). **6988 WM 062**

Arbitrage et cotisations, 2010-2014.

Gestion des arbitrages et des cotisations : notes, convention, délibérations n°2013-3452, 2012-3244, 2012-2833 et 2012-2917 de la Communauté urbaine de Lyon, projet de délibération, correspondance, tableaux de gestion des cotisations, liste des représentant, documentation, document de travail (2010-2014). **6988 WM 057**

Tenue du comité d'arbitrage et des cotisations : projets de délibérations, tableau des cotisations et évolution des garanties, correspondance, schéma du processus de cotisation, documentation, comptes rendus de réunions, documents de travail, délibérations n°2012-2917 et 2013-3452 de la Communauté urbaine de Lyon, support de présentation, note de service, fiches pratiques, documentation (2012-2013). **6988 WM 058**

III.6.2. Expertise

Projet d'opération de la ZAC Armstrong de Rhône Saône Habitat Vénissieux : projet de montage, correspondance (2016). **6678 WM 027**

III.6.3. Suivi des garanties d'emprunts accordées par la Communauté urbaine puis la Métropole de Lyon

Extension et réhabilitation du parc de logements sociaux, bailleurs sociaux bénéficiant d'une garantie d'emprunt accordée par le Grand Lyon, 2007-2011.

Action sociale (Société anonyme d'HLM) : bilan des comptes annuels (2008-2010). **4526 WM 001**

ADOMA (société d'insertion par le logement), 2007-2008, 2010-2012.

Rapport de comptes annuels, rapport général des commissaires aux comptes (2007-2008, 2010). **4526 WM 002**

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels (2011-2012).	6321 WM 011
AJD (association) ou fondation AJD Maurice Gounon : rapport général du Commissaire aux Comptes, rapport financier (2007-2010).	4526 WM 003
ALFA 3A (association) : rapport financier (2007-2009).	4526 WM 004
Alliade Habitat : rapport des comptes annuels (2007, 2011).	4526 WM 005
Apprentis d'Auteuil (fondation) : rapport d'activité (2010).	4526 WM 006
ARALIS Logement et Insertion (association) : rapport général du Commissaire aux Comptes (2007-2009).	4526 WM 007
Batigere Rhône Alpes : rapport de comptes annuels (2009-2010).	4526 WM 008
CIL HABITAT : rapport général du Commissaire aux Comptes (2008, 2010).	4526 WM 009
Cité Nouvelle (SA HLM) : bilan annuel, rapport général du Commissaire aux Comptes (2007-2008, 2011).	4526 WM 010
Construction ville de Lyon (société anonyme)	
Bilan financier annuel (2007-2010).	4526 WM 011
Rapport du Commissaire aux Comptes (2011).	6321 WM 012
Dynacité : état financier (2008).	4526 WM 012
EPARECA (établissement public national d'aménagement et de restructuration des espaces communaux et artisanaux) : rapport de compte financier (2007).	4526 WM 013
ERILIA	
Annexe financière au rapport de gestion (2007-2010).	4526 WM 014
Rapport de gestion (2013).	6321 WM 013
Foncière d'Habitat et Humanisme : rapport général du Commissaire aux Comptes (2007, 2010).	4526 WM 015
Foyer Notre-Dame des sans-abris	
Rapports du Commissaire aux Comptes, 2010, 2013.	
2010	4526 WM 016
2013	6321 WM 014
Foyer UCJG (Union chrétienne de jeunes gens) Lyon Villeurbanne : rapport annuel (2007-2008, 2010).	4526 WM 017
France Habitation (société anonyme d'HLM) : rapport général du Commissaire aux Comptes (2007).	4526 WM 018
Gabriel Rosset (Société anonyme d'HLM de la région lyonnaise)	

Bilan annuel (2007-2010).	4526 WM 019
Rapport du Commissaire aux Comptes (2011-2012).	6321 WM 016
Habitat Rhône Alpes (SCIC) : rapport général du Commissaire aux Comptes (2007-2010).	4526 WM 020
HMF (Habitations modernes et familiales) en Rhône-Alpes	
Rapports du Commissaire aux Comptes	
2008-2010	4526 WM 021
2008, 2011-2012	6321 WM 017
Hôtel social (association) : rapport général du Commissaire aux Comptes (2007-2010).	4526 WM 022
ICF Sud-Est Méditerranée : rapport général du Commissaire aux Comptes (2007, 2010).	4526 WM 023
Immobilière Rhône Alpes : rapport des comptes sociaux annuels (2010).	4526 WM 024
L'athénée (Société Civile Immobilière (SCI)) : état financier annuel (2007-2008, 2010).	4526 WM 026
L'escale lyonnaise (association, foyer de jeunes travailleurs) : rapport général du Commissaire aux Comptes (2008, 2010).	4526 WM 027
La pierre angulaire (association) : rapport général du Commissaire aux Comptes (2008, 2010).	4526 WM 025
MAJO Logement : bilan financier annuel (2007-2008, 2010).	4526 WM 028
NEMALOVE : état comptable et fiscal (2010).	4526 WM 029
OPAC 38 : rapport annuel comptable (2007-2009).	4526 WM 030
OPAC du Rhône : rapport général du Commissaire aux Comptes (2008-2010).	4526 WM 031
Résidence (association) : rapport général du Commissaire aux Comptes (2007).	4526 WM 032
Rhône Saône Habitat (société coopérative de production d'HLM)	
Rapport des comptes annuels, rapport du Commissaire aux Comptes (2007-2010).	4526 WM 033
Rapport du Commissaire aux Comptes (2012).	6321 WM 018
SEMCODA : bilan de résultat et annexes (2007-2010).	4526 WM 034
SFHE (Société française des habitations économiques)	
Rapport général du Commissaire aux Comptes, 2007-2012.	
2007-2010	4526 WM 035

2011-2012	6321 WM 019
Société anonyme régionale d'HLM de Lyon	
Bilan financier annuel (2007-2010).	4526 WM 036
Rapport de comptes annuels, rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels (2011-2012).	6321 WM 020
Société nationale immobilière : comptes annuels (2007, 2010).	4526 WM 037
SOLLAR : rapport des comptes annuels (2007-2010).	4526 WM 038
Sud Habitat (Société anonyme d'HLM) : bilan annuel (2007).	4526 WM 039
Vilogia (société anonyme d'HLM) : rapport du Commissaire aux Comptes (2010).	4526 WM 040
Décines-Charpieu Grand Stade, mise en place de la garantie d'emprunt : documents juridiques, projets d'actes notariés, comptes rendus, correspondance, note (2009-2017).	6678 WM 028

III.7. FONDS DE CONCOURS

Les EPCI et les collectivités ont la possibilité de financer la réalisation ou le fonctionnement d'un équipement. Le fonds de concours est une participation versée par une collectivité ou un établissement public local à un organisme assurant la maîtrise d'ouvrage d'une opération d'équipement, sous réserve que cette participation conditionne la réalisation même de cette opération.

Le versement s'effectue sous forme de subvention après accord du Conseil métropolitain et signature d'une convention, tel le contrat de plan, ou d'une disposition législative ou réglementaire.

III.7.1. Aéroport de Lyon-Satolas, puis Lyon-Saint Exupéry

Le 29 juin 2000, l'aéroport de Lyon-Satolas est renommé Lyon-Saint-Exupéry, à l'occasion du centième anniversaire de la naissance d'Antoine de Saint-Exupéry, né à Lyon.

Suivi juridique, 1995-2001.

Préparation de la convention, 1995-1999.

 Étude d'impact économique, projet de plan stratégique de développement, tableaux financiers du plan stratégique, fiches thématiques, projet de convention-cadre pour le développement de l'aéroport, correspondance (1995-1999). **4515 WM 001**

Contractualisation, 1997, 1999.

 Copie du rapport au conseil, copies de délibérations, convention-cadre (copie) (1997, 1999). **4515 WM 002**

Contentieux, 1999-2001.

 Financement de l'extension de l'aéroport, requête de l'association ACENAS contre la Communauté urbaine : projet de mémoire en réponse, notes d'information, jugement du Tribunal administratif de Lyon, correspondance (1999-2001). **4515 WM 003**

Suivi de l'activité, 2002-2003.

Fonctionnement et instance, 2002-2003

Plan stratégique de développement 2003-2006, élaboration : rapport de l'impact de l'aéroport sur le développement économique de la Communauté urbaine, bilan du programme d'investissement 1997-2002, programme d'investissement 2003-2006, projet de contrat d'objectif 2002-2006 (2002-2003). **4515 WM 004**

III.7.2. Centre européen de santé humanitaire de Lyon (CESH), création et développement

Le Centre européen de santé humanitaire (CESH) est un Groupement d'intérêt public (à but non lucratif) fondé par Charles Mérieux.

Suivi juridique, 1997.

Convention, extrait du registre des délibérations du Conseil communautaire, rapport de présentation, correspondance (1997). **4427 WM 012**

III.7.3. École de service social du sud-est (ESSE), participation financière à l'opération de construction

L'opération, située rue de la Claire à Lyon 9^{ème} consiste en la réalisation d'un bâtiment scolaire. En 2003, la Communauté urbaine a décidé d'attribuer à l'ESSE un fonds de concours. La convention a pour objet de préciser les modalités de participation de la Communauté urbaine de Lyon au financement de l'opération de construction de l'École de service social du sud-est (ESSE).

Suivi juridique, 2002-2003.

Convention, extrait du registre des délibérations du Conseil communautaire (2002-2003). **4524 WM 014**

III.7.4. École des arts culinaires d'Écully - financement d'équipements communautaires

L'école des arts culinaires d'Écully assure une formation de gestion de l'hôtellerie et de la restauration en alternant cours et stages pratiques.

Suivi juridique, 1994-1998.

Contractualisation, 1994-1998.

Statut (sd). **4522 WM 015**

Convention (1994). **4522 WM 014**

Convention Communauté urbaine/ Ville d'Écully, extrait du registre des délibérations du Conseil communautaire, correspondance (1994-1998). **4524 WM 013**

Extrait des registres des délibérations du Conseil communautaire et de la commune d'Écully (1994-1995). **4522 WM 016**

Suivi de l'activité, 1991-1995.

Fonctionnement et instance, 1991-1995.

Procès-verbal d'assemblée générale (1991). **4522 WM 017**

Comptes rendus de réunions (1994-1995). **4522 WM 018**

Suivi financier, 1993-1994.

Budget et résultats, 1993-1994.

Rapport général du Commissaire aux Comptes, plan de financement, **4522 WM 019**
plan de développement (1993-1994).

III.7.5. Fondation scientifique de Lyon et du sud-est (FSLSE)

La fondation scientifique de Lyon et du sud-est est reconnue d'utilité publique par un décret du 28 février 1919 signé du Président de la République Raymond Poincaré. Ses statuts précisent qu'elle a pour objet "d'encourager et de développer l'enseignement des sciences appliquées à l'industrie et, d'une manière générale, de contribuer sur le plan des sciences pures ou de la technologie appliquée, au développement industriel, économique, social et culturel de la région de Lyon et du Sud-Est".

Suivi juridique, 1982-2002.

Contractualisation, 1982-2002.

Statuts, conventions, avenant, correspondance (1982-2002). **4524 WM 011**

Suivi d'activités, 1998-2001.

Fonctionnement et instance, 1998-2001.

Comptes annuels, rapports du Commissaire aux Comptes (1998- **4524 WM 012**
2001).

III.7.6. Institut des sciences cognitives, contribution à la création par le Centre national de la recherche scientifique (CNRS)

L'Institut des sciences cognitives est un institut de recherche de l'université Lyon 1.

Suivi juridique, 1996-1997.

Contractualisation, 1996-1997.

Extrait du registre des délibérations du Conseil communautaire, **4427 WM 011**
convention (1996-1997).

III.7.7. Institut national des sciences appliquées (INSA)

Par délibération du 8 juillet 1999, le Conseil de Communauté a approuvé le principe de la participation de la communauté urbaine à la création de l'Institut national des sciences appliquées (INSA) par le versement d'un fonds de concours.

Suivi juridique, 2002-2003.

Contractualisation, 2002-2003.

Convention, extrait du registre des délibérations du Conseil **4524 WM 015**
communautaire, correspondance (2002-2003).

III.7.8. Observatoire de Saint-Genis-Laval

L'observatoire de Lyon, établissement de l'État, est une composante de l'Université de Lyon et une unité mixte de recherche du CNRS également associé à l'ENS. L'observatoire porte un projet scientifique et pédagogique qui nécessite une extension de ses locaux. Un fonds de concours est accordé pour l'extension des locaux de l'observatoire de Saint-Genis-Laval.

Suivi juridique, 2005-2007.

Contractualisation, 2005-2007.

Protocole d'accord, extraits du registre des délibérations, **6765 WM 033**
correspondance (2005-2007).

III.7.9. Ville de Lyon, accueil du sommet du G7

Le G7 réunit les chefs d'Etat des sept pays les plus industrialisés du monde. Il est organisé à Lyon les 27, 28 et 29 juin 1996.

Suivi juridique, 1995-1996.

Contractualisation, 1995-1996.

Convention, extraits du registre des délibérations du Conseil **4430 WM 023**
communautaire, dossier de presse (1995-1996).

III.7.10. Ville de Lyon, aménagement du stade de Gerland en vue de l'accueil de la coupe du monde de football 1998

Le stade de Gerland, dont le nom publicitaire est Matmut Stadium Gerland, est la principale enceinte sportive de la commune de Lyon, situé dans le 7^e arrondissement, dans le quartier de Gerland. Sa capacité d'accueil est aujourd'hui de 35 029 personnes à la suite de différents travaux. Il fait l'objet d'une inscription au titre des monuments historiques depuis le 4 octobre 1967.

Suivi juridique, 1994-1998.

Contractualisation, 1994-1998.

Convention, extrait du registre des délibérations du Conseil **4522 WM 020**
communautaire (1994-1998).

Suivi de l'activité, 1993-1998.

Fonctionnement et instance, 1993-1998.

Rapports de projet, délibérations, correspondance (1993-1998). **4522 WM 021**

III.7.11. Ville de Lyon, réalisation de travaux d'extension de l'organisation internationale de police criminelle (INTERPOL)

Par délibération n° 2001/0304 du 5 novembre 2001, le Conseil de la Communauté urbaine de Lyon accorde un fonds de concours à la Ville de Lyon pour le soutien de la réalisation de travaux d'extension d'Interpol.

Suivi juridique, 2000-2004.

Contractualisation, 2000-2004.

Convention, extraits du registre des délibérations du Conseil **4693 WM 029**
communautaire, statuts (2000-2001).

III.7.12. Ville de Lyon, travaux à la tour de l'Institut Pasteur

L'institut Pasteur est une fondation française privée à but non lucratif, créé en 1887, qui se consacre à l'étude de la biologie, des micro-organismes, des maladies et des vaccins.

Suivi juridique, 1994-1997.

Contractualisation, 1994-1997.

Convention, extrait du registre des délibérations du Conseil **4427 WM 010** communautaire, rapports de présentation (1994-1997).

III.7.13. Ville de Villeurbanne, pour la construction et l'extension de la salle multisports L'Astroballe

L'Astroballe est une salle de basket-ball située à Villeurbanne. C'est la salle de l'ASVEL Lyon-Villeurbanne.

Suivi juridique, 1993-1998.

Contractualisation, 1993-1998.

Conventions, demandes de subvention, certificat administratif, **4474 WM 013** copies de procès-verbaux de réception, extraits du registre des délibérations, correspondance (1993-1998).

ANNEXES

Liste des versements composant le répertoire

Ce répertoire méthodique est constitué à partir des versements suivants :

N° de versement	Date d'entrée	Date de traitement	Volume archivage définitif
2031WM	SD	25/02/2015	0,18 ml
4089WM	SD	28/10/2015	1,36 ml
4355WM	SD	25/03/2015	2,75 ml
4364WM	SD	10/10/2014	5,92 ml
4372WM	SD	30/10/2014	4,98 ml
4373WM	SD	20/08/2015	0,48 ml
4406WM	SD	10/03/2015	0,22 ml
4408WM	SD	24/07/2015	1,10 ml
4420WM	SD	10/06/2015	0,78 ml
4427WM	SD	01/09/2015	0,18 ml
4429WM	SD	09/12/2014	0,56 ml
4430WM	SD	02/09/2015	0,18 ml
4432WM	SD	26/03/2015	0,28 ml
4439WM	SD	17/08/2015	1,48 ml
4471WM	SD	03/11/2014	1,94 ml
4472WM	SD	26/03/2015	0,12 ml
4473WM	SD	17/06/2015	0,72 ml
4474WM	SD	17/07/2015	0,18 ml
4475WM	SD	17/07/2015	0,08 ml
4476WM	SD	04/09/2015	0,48 ml
4478WM	SD	04/09/2015	0,08 ml
4479WM	25/08/2015	16/09/2015	1,13 ml
4480WM	SD	09/12/2014	0,12 ml
4483WM	SD	20/07/2015	0,28 ml
4486WM	SD	09/03/2015	0,2 ml
4487WM	SD	28/07/2015	2,30 ml
4488WM	SD	15/01/2015	0,48 ml
4490WM	SD	29/07/2015	0,96 ml
4500WM	SD	20/08/2015	1,20 ml
4502WM	SD	19/11/2014	0,96 ml
4506WM	SD	14/11/2014	0,28 ml

N° de versement	Date d'entrée	Date de traitement	Volume archivage définitif
4508WM	SD	14/11/2014	0,18 ml
4510WM	SD	31/08/2015	0,54 ml
4514WM	SD	30/07/2015	0,70 ml
4515WM	SD	25/02/2015	0,18 ml
4522WM	SD	07/10/2015	0,44 ml
4524WM	SD	31/08/2015	0,40 ml
4525WM	SD	26/08/2015	0,62 ml
4526WM	SD	03/07/2015	0,48 ml
4693WM	SD	25/08/2015	0,70 ml
5664WM	SD	11/06/2015	0,38 ml
5690WM	SD	19/08/2015	1,76 ml
5706WM	SD	24/08/2015	0,58 ml
5799WM	SD	05/11/2014	0,12 ml
5862WM	SD	25/02/2015	1,28 ml
6008WM	25/08/2015	09/11/2015	1,38 ml
6321WM	SD	21/11/2016	0,48 ml
6331WM	06/12/2016	08/12/2016	0,84 ml
6440WM	22/12/2016	07/08/2017	1,78 ml
6455WM	04/07/2017	17/08/2017	0,48 ml
6457WM	16/08/2017	28/08/2017	0,72 ml
6627WM	06/03/2018	14/02/2020	0,72 ml
6668WM	09/11/2018	21/02/2020	0,32 ml et 62 Mo
6670 WM	16/10/2018	14/02/2020	0,60 ml
6674WM	16/10/2018	17/02/2020	0,44 ml
6678WM	16/10/2018	12/05/2020	1 ml
6725WM	29/10/2019	12/05/2020	0,72 ml et 1 024 Mo
6738WM	12/03/2019	15/03/2019	1,62 ml
6751WM	12/03/2019	25/02/2020	0,54 ml
6757WM	12/03/2019	25/02/2020	0,60 ml
6765WM	19/03/2019	17/02/2020	0,52 ml et 80 Mo
6772WM	12/03/2019	21/02/2020	1,26 ml
6775WM	12/03/2019	21/02/2020	1,04 ml et 307 Mo
6776WM	12/03/2019	24/02/2020	1,62 ml
6877WM	13/08/2019	17/02/2020	0,90 ml

N° de versement	Date d'entrée	Date de traitement	Volume archivage définitif
6884WM	13/08/2019	14/02/2020	0,84 ml
6885WM	13/08/2019	17/02/2019	1,26 ml
6887WM	13/08/2019	18/02/2020	1,12 ml
6888WM	20/08/2019	12/05/2020	0,90 ml
6982WM	06/11/2019	12/05/2020	0,48 ml et 304 Mo
6988WM	11/12/208	15/05/2020	0,72 ml
6989WM	23/07/2019	27/05/2020	0,52 ml
6992WM	09/03/2020	28/05/2020	0,42 ml
7051WM	02/06/2020	21/09/2020	0,22 ml
0005JM518	SD	21/12/2015	0 ml
0008JM010	SD	21/12/2015	0 ml

Sigles

- A -

ADEAR : association départementale d'Aide à l'Enfance et à l'Adolescence
ADERLY : agence pour le développement économique de la région lyonnaise
ADIL : agence départementale de l'information sur le logement
ADL : aéroports de Lyon
ADREMUR : association départementale pour la régulation des urgences médicales du Rhône
AFPICL : association des fondateurs et protecteurs de l'Institut catholique de Lyon
AG : assemblée générale
AIMF : association internationale des maires et responsables des capitales et métropoles partiellement ou entièrement francophones
ALE : agence locale de l'énergie
ALGED : association lyonnaise de gestion d'établissements privés pour enfants déficients
AMO : assistance à maîtrise d'ouvrage
ANSORRA : association nationale des sous-officiers de l'armée de l'air
AOT : autorisation d'occupation temporaire
AOTU : autorité organisatrice de transport urbain
APCM : Amitié des personnels communautaires et municipaux
APMM : amicale des personnels métropolitains et municipaux
ARHM : association du Rhône pour l'Hygiène Mentale
ARLYCO : Association des agents retraités de la ville de Lyon, de la Communauté urbaine de Lyon et des retraités sapeurs-pompiers professionnels du Grand Lyon
ARLYMET : association des agents retraités de la ville de Lyon et de la Métropole
ARTEB : agence Rhône Alpes pour le développement des technologies médicales et des biotechnologies
ASCUL : association sportive des employés de la ville de Lyon et de la communauté urbaine de Lyon
ASF : autoroutes du sud de la France
ASPEVM : association syndicale des propriétaires de l'ensemble de Vénissieux les Minguettes
ASSP : association sportive des sapeurs-pompiers

- B -

BBCI : Bonnefoy béton carrières industrie
BPNL : boulevard Périphérique Nord de Lyon

- C -

CA : conseil d'administration
CAO : commission d'appel d'offres
CASC : comité d'actions sociales et culturelles
CCAS : centres communaux d'action sociale
CCRA : centre de réception et de régulation des appels médicaux d'urgence
CEDIV : compagnie européenne pour le développement de l'industrie des viandes
CEE : conforme aux exigences européennes
CEFAL : centre national de la recherche scientifique
CEFEL : chemin de fer de l'est lyonnais
CEFR : comité d'entraide aux Français rapatriés
CESH : centre européen de santé humanitaire de Lyon
CGE : compagnie générale des eaux
CGCMS : centre gérontologique de coordination médico-social
CGCT : code général des collectivités territoriales
CIBEVIAL : complexe international du bétail et des viandes de Lyon
CIG : Cité Internationale de la Gastronomie
CISE : compagnie internationale de services et d'environnement
CNRS : centre national de la recherche scientifique
COBRO : comité de défense Brotteaux-Part-Dieu
CODATU : coopération pour le développement et l'amélioration des transports urbains et périurbains
COFIL : comité de la foire de Lyon
COPARLY : comité pour le contrôle de la pollution atmosphérique dans le Rhône et la région lyonnaise
COS : comité social du personnel de la Communauté urbaine
COVADE : coopération pour la valorisation des déchets
CPDSP : commission de délégation de service public
CPE : école d'ingénieur en Chimie et Sciences du Numérique
CRACL : compte-rendu annuel à la collectivité locale
CRC : chambre régionale des comptes
CRIAS : centre régional d'informations pour l'agir solidaire
CRTF : comptes rendus techniques et financiers
CR DSU : centre de ressources et d'échanges pour le développement social urbain
CTP : comité technique paritaire

- D -

DAJCP : direction des affaires juridiques et de la commande publique
DAVI : direction des assemblées et de la vie institutionnelle
DCE : dossier de consultation des entreprises
DDS : dossier de définition de sécurité
DDUCV : délégation développement urbain et cadre de vie
DE : direction de l'eau
DEES : délégation développement économique, emploi et savoirs
DEP : direction de l'évaluation et de la performance
DFGC : direction des finances et du contrôle de gestion
DG : direction générale
DGCCRF : direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes
DGDU : direction générale au développement urbain
DGR : direction générale ressources
DGS : direction générale des services
DIRCOM : direction de la communication
DLB : direction de la logistique et des bâtiments
DP : direction de la propreté
DR : délégation ressources
DRH : direction des ressources humaines
DRP : direction des ressources et de la performance
DSH : délégation développement solidaire et habitat
DSHE : délégation développement solidaire, habitat et éducation
DSIT : direction des systèmes d'information et de télécommunications
DSP : délégation de service public
DTC : délégation territoires et cohésion métropolitaine
DTP : délégation territoires et partenariats
DUP : déclaration d'utilité publique
DV : direction de la voirie

- E -

EDF : électricité de France
EHPAD : établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes
EID : entente interdépartementale pour la démoüstification
EISP : école inter régionale de sapeurs-pompiers de Lyon
ENS : école nationale supérieure

EOQA : expert ou organisme qualifié agréé

EP : établissement public

EPARECA : établissement public nationale d'aménagement et de restructuration des espaces communaux et artisanaux

EPERLY : société d'exploitation du périphérique de Lyon

EPI : établissement public intercommunal

EPIC : établissements à caractère industriel et commercial

EPRD : état prévisionnel des recettes et des dépenses

ESAT : établissement et service d'aide par le travail

ESH : entreprise social de l'habitat

ESSE : école de service social du sud-est

ESU : eaux services usines

- F -

FCTVA : fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée

FMCU : fédération mondiale des cités unies

FNA : fonds national des abattoirs

FNAU : fédération nationale des agences d'urbanisme

FNDSA : foyer Notre-Dame des sans abris

FSLSE : fondation scientifique de Lyon et du sud-est

- G -

GER : gros entretien renouvellement

GesSiCat : gestion des situations de catastrophes

GLECCCL : GL Events Cité Centre des Congrès de Lyon

GRE : Groupement rhodanien d'épuration

- H -

HLM : habitation à loyer modéré

HMF : habitations modernes et familiales

- I -

ICARE : société informatique communale Rhône-Alpes

INSA : institut national des sciences appliquées

INSEE : institut national de la statistique et des études économiques

INTERPOL : organisation internationale de police criminelle

INUDEL : Innovation urbaine et développement local

- J -

JV : joint-venture

- L -

LESLY : liaison express Lyon Saint Exupéry

LOU : Lyon olympique universitaire

LPA : Lyon Parc Auto

LTG : Lyon trafic gestion

- M -

MACG : mission audit et contrôle de gestion

MAPTAM : modernisation de l'action publique et d'affirmation des métropoles

MCT : mission coordination territoriale

Miilos : mission interministérielle d'inspection du logement social

MIMO : syndicat des eaux de Millery-Mornant

MIN : marché d'intérêt national

ML : mètre linéaire

MRE : maison rhodanienne de l'environnement

- O -

OF : offre finale

OGEC : organisme de gestion de l'enseignement catholique

OL : olympique lyonnais

OPAC : office public d'aménagement et de construction

OPCHLM : office Publique Communautaire des habitations à loyer modéré

Openly : opérateur du périphérique nord de Lyon

OPH : office public de l'habitat

ORSAC : organisation pour la santé et pour l'accueil

- P -

PAH : porte des Alpes

PAPAVL : présence et actions avec les personnes âgées de la ville de Lyon

PDE : plan de déplacements d'entreprise

PDU : plan de déplacements urbains

PGMV : plan global de mise en valeur et de gestion
PME : petite et moyenne entreprise
POP : programmation des opérations de proximité
POS : plan d'occupation des sols
PPD : proposition de partenariat détaillée
PPP : partenariat privé public
PPS : proposition de partenariat sommaire
Prodith : productions et distributions thermiques
PSLA : prêt social location-accession
PTR : pôle de transformation et de régulation

- R -

RFF : réseau ferré de France
RIP THD : réseau d'initiatives publiques à très haut débit
RMCUV : régie municipale de chauffage urbain de Villeurbanne
RMT : réseau métropolitain de télécommunication
RUL : région urbaine de Lyon

- S -

SA : société anonyme
SACVL : société anonyme de construction de la ville de Lyon
SAIEM : société anonyme immobilière d'économie mixte
SAMU : service d'aide médicale urgente
SARL : société à responsabilité limitée
SAS : société par actions simplifiées
SCBPNL : société concessionnaire du boulevard périphérique nord de Lyon
SCET : société centrale pour l'équipement du territoire
SCI : société civile immobilière
SCMCR : société corporative des maîtres carriers du Rhône
SDEI : société de distributions d'eaux intercommunales
SDIS : service départemental d'incendie et de secours
SDMIS : service départemental-métropolitain d'incendie et de secours
SEM : société d'économie mixte
SEMALY : société d'études du métro de l'agglomération lyonnaise
SEML : société d'économie mixte locale
SEMIFAL : société d'économie mixte foncière de l'agglomération lyonnaise
SEMPAT : société d'économie mixte patrimoniale

SEPAL : syndicat d'études et de programmation de l'agglomération lyonnaise
SEPEL : société d'exploitation du parc des expositions de Lyon
SEPR : société d'enseignement professionnelle du Rhône
SEREPI : société d'exploitation de réseaux d'eau potable intercommunaux
SERL : société d'équipement du Rhône et de Lyon
SFHE : société française des habitations économiques
SGFA : gestion de fourrières d'automobiles
SIAVO : syndicat intercommunal d'assainissement du Val d'Ozon
SIDESOL : syndicat intercommunal de distribution d'eau du Sud-Ouest lyonnais
SIE : syndicat intercommunal des eaux
SIEVA : syndicat intercommunal des eaux du Val d'Azergues
SIG : système d'information géographique
SIVOS : syndicat intercommunal à vocation scolaire
SMEAPTL : syndicat mixte d'études et de promotion de l'axe Toulouse-Lyon
SMIRIL : syndicat mixte du Rhône, des Iles et des Lônes
SMPA : syndicat mixte de la plaine de l'Ain
SMPREI : syndicat mixte pour la promotion des pépinières d'entreprises innovantes
SODERLY : société de développement économique de la région lyonnaise
SONACOTRA : société nationale de construction de logements pour les travailleurs
SONACOTRAL : société nationale de construction de logements pour les travailleurs algériens
SPCM : société de produits chimiques et matières colorantes de Mulhouse
SPL : société publique locale
SPLA : société publique locale d'aménagement
SRH : service des ressources humaines
SYMALIM : syndicat mixte pour l'aménagement et la gestion du grand parc Miribel-Jonage
SYTRAL : syndicat mixte des transports du Rhône et de l'agglomération lyonnaise

-T-

TCL : transports en commun lyonnais
TGV : train à grande vitesse
TNP : théâtre national populaire
TOP : tronçon ouest du périphérique
TVA : taxe sur la valeur ajoutée

-U-

UCJG : union chrétienne de jeunes gens
UFASEC : union française des associations sportives des employés communautaires

UITP : union internationale des transports publics

URBALYON : agence d'urbanisme de Lyon

-V-

VALORLY : valorisation thermique des déchets urbains de Lyon Nord

VEH : Villeurbanne Est Habitat

VHA : Villeurbanne handball association

VHC : Villeurbanne handball club

VNF : voies navigables de France

VTP : voirie territoriale de proximité

-Z-

ZAC : zone d'aménagement concertée

ZUP : zone à urbaniser en priorité